

هكذا من الأصل

S FONCTION

DE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

... LE MONDE — 21 janvier 1977 — Page 3

de festivités et de spectacles... M. Carter... Washington... (Californie).

L'un des derniers gestes officiels... M. Ford... (Californie).

issinger

de la Chine... M. Kissinger... (Californie).

sur le Vietnam

de la Chine... M. Kissinger... (Californie).

de la Chine... M. Kissinger... (Californie).

de la Chine... M. Kissinger... (Californie).

de la Chine... M. Kissinger... (Californie).

de la Chine... M. Kissinger... (Californie).

de la Chine... M. Kissinger... (Californie).

de la Chine... M. Kissinger... (Californie).

de la Chine... M. Kissinger... (Californie).

de la Chine... M. Kissinger... (Californie).

de la Chine... M. Kissinger... (Californie).

de la Chine... M. Kissinger... (Californie).

de la Chine... M. Kissinger... (Californie).

de la Chine... M. Kissinger... (Californie).

de la Chine... M. Kissinger... (Californie).

bonne conduite décerné à l'issue du temps de service) à sept cents militaires américains déserteurs de la guerre du Vietnam mais qui avaient auparavant été blessés ou décorés pour actes de bravoure. M. Ford a également nommé M. Yara Tuguri d'Aquino, citoyen américain d'origine japonaise, qui avait été condamné en 1949 à six ans et demi de prison pour avoir, pendant la seconde guerre mondiale, sous le pseudonyme de « Rose de Tokyo », fait des émissions de propagande à la radio japonaise à destination des soldats américains.

Dans une interview à l'agence Associated Press, M. Gerald Ford avait estimé, lundi, que l'équipe de M. Carter semblait s'être rapprochée, notamment sur les questions économiques, des positions adoptées sous son administration. « J'ai lu que M. Bert Lance (le nouveau directeur de l'administration et du budget) avait déclaré que le budget de Carter ne présentera que des modifications mineures par rapport à celui de Ford », a-t-il affirmé avec satisfaction. Jetant un regard rétrospectif sur sa présidence, M. Ford a rappelé qu'il avait aimé ses fon-

ctions : « J'ai eu réellement hâte de me rendre à mon bureau tous les jours pendant deux ans et demi », a-t-il confié. M. Ford a pris congé, mercredi, par téléphone, de M. Leonid Brejnev, secrétaire général du parti communiste soviétique. L'entretien a duré un quart d'heure. M. Jimmy Carter a d'autre part désigné, mercredi, M. Clifford Alexander comme secrétaire à l'armée de terre et M. Graham William Claytor comme secrétaire à la marine. Agé de quarante-trois ans, avocat à Washington,

M. Alexander est le premier Noir à diriger l'armée de terre américaine. Agé de soixante et un ans, M. Claytor, qui a également été avocat à Washington, était jusqu'à présent président de la compagnie ferroviaire Southern railway. M. Carter a enfin nommé M. Thomas R. Ross, chef du bureau de Washington du « Chicago Sun Times », secrétaire adjoint à la défense pour les affaires publiques (porte-parole du Pentagone). Ces trois personnalités n'appartiennent pas au cabinet proprement dit.

UN AVENIR «PLEIN D'ATTRAIT» ? M. Ford entre le sport et le barreau

« Ayant consacré vingt-huit années de sa vie aux principes auxquels je crois, je n'ai pas l'intention de demeurer sur la touche. Je me prépare à un avenir plein d'attrait » (« exciting »), déclarait sur un ton léger, un mois après sa défaite, M. Ford. Le président sortant a subi tout jeune Américain dans sa jeunesse l'incitation à rester simple et à ne pas se laisser aller à la gloire. Le premier président non élu de toute l'histoire américaine, et qui était, en outre, le premier président sortant à ne pas gagner une élection présidentielle depuis Herbert Hoover, a en fait quelque mal à observer ces règles. On sentait notamment poindre en lui une envie mal réprimée d'envoyer promener les journaux — moins nombreux jour après jour, il est vrai, qui continuaient à le suivre dans ses déplacements.

Le meilleur côté de sa nature ayant repris le dessus, M. Ford s'est tourné vers ce qui avait déjà été l'intérêt majeur de sa jeunesse, le sport : le ski à Vail (Colorado), une station de montagne où il possède depuis de longues années un chalet acheté en « condominium » (une sorte de hall amphythéâtre, le droit de propriété s'étendant au bout de quatre-vingt-dix ans), et le golf à Palm-Springs (Californie), où il compte également acquiescer à demeure. La vente, pour 137 000 dollars (585 000 F) de sa maison d'Alexandrie (Virginie), dans la banlieue de Washington (il l'avait achetée 34 000 dollars en 1955), devrait lui permettre d'obtenir « quelque chose de conven-

Le Pentagone demande un accroissement régulier du budget de défense

Washington. — Malgré un emploi du temps très chargé, le président élu, M. Carter, a rencontré, mercredi soir, le secrétaire d'État à la défense, M. Brown, et M. Brzezinski, son assistant au Conseil national de sécurité. Hier qu'on attendait l'annonce de la conversation, la priorité donnée à l'entretien révélait les préoccupations de M. Carter au sein du Pentagone : le développement de divers modèles de missiles de croisière (Tomahawk). L'initiative du Pentagone place dans une situation délicate le nouveau gouvernement qui, s'il en a théoriquement le droit, pourrait difficilement supprimer ou même modifier sensiblement des programmes autorisés et en cours d'application. Le problème revient cependant à l'attention du nouveau président qui, pendant la campagne électorale, avait annoncé son intention de réduire de 5 à 7 milliards de dollars le budget militaire, et qui avait condamné le concept d'une guerre nucléaire limitée, justifiant le développement de nouvelles armes offensives.

Un rapport de trois cents pages

Il est vrai que M. Brown, dans ses déclarations aux sénateurs, avait été plus évasif, laissant entendre qu'il serait difficile de couper dans le budget militaire, notamment dans le secteur des armements, en l'absence au cours de la première année de la nouvelle administration. Après le président Ford, qui avait invité son successeur à développer l'arsenal stratégique américain (le Monde, 14 janvier), le secrétaire à la défense, M. Rumsfeld, dans une ultime pression, a exposé les vues du Pentagone. Son rapport de plus de trois cents pages, publié mardi 18 janvier, affirme que, pour maintenir l'équilibre des forces, les États-Unis doivent être prêts à soutenir un effort financier de longue haleine analogue à celui de l'Union soviétique. Il estime que le budget militaire américain devra progresser régulièrement de 123 milliards de dollars en 1979 à 168,8 milliards en 1982. Selon

MOSCOU : inquiétude devant l'inconnu

Moscou. — Soulagement et inquiétude : tels sont les sentiments mitigés des dirigeants soviétiques, alors que M. Carter est « inconnu » à la présidence des États-Unis. Le soulagement s'explique par le fait qu'une longue parenthèse d'incertitude va enfin se refermer : le dialogue va pouvoir reprendre sur une base solide. Pour les deux ou trois ans à venir, espère-t-on à Moscou, M. Carter devrait se sentir libre de toute préoccupation électorale et pouvoir s'exprimer comme un interlocuteur valable. L'inquiétude s'explique, elle, par la peur (traditionnelle, ici) que l'on a de l'inconnu : qui est M. Carter ? se demande-t-on encore. Que veut-il exactement ? Et surtout que peut-il ?

Dans le doute, M. Brejnev a choisi de multiplier les appels au pied et les gestes de bonne volonté apparente. Tel est le sens du discours qu'il a prononcé, mardi 18 janvier, à Toulon, où il s'était rendu, pour décrire ce centre industriel spécialisé dans l'industrie d'armement du titre de « héros de l'Union soviétique ». Une fois de plus (la quatrième en quelques mois), le secrétaire général a insisté sur la volonté de l'U.R.S.S. de conclure au plus vite un nouvel accord sur la limitation des armements stratégiques (SALT 2). Cet accord, dont la négociation a été suspendue par la campagne électorale américaine, achève sur deux nouveaux systèmes d'armement : un nouveau bombardier soviétique et les missiles télesteués américains. Selon M. Brejnev, il est d'autant plus important d'aller le plus vite possible que l'accord SALT 2, conclu avec l'administration Nixon, a expiré en octobre prochain. « Une fois SALT 2 conclu », a ajouté M. Brejnev, « on pourra aussitôt entamer des pourparlers sur des mesures visant à limiter la course aux armements ». Mais, si l'on s'en tient à la déclaration de M. Brejnev, on peut se demander si l'accord SALT 2, conclu avec l'administration Nixon, a expiré en octobre prochain. « Une fois SALT 2 conclu », a ajouté M. Brejnev, « on pourra aussitôt entamer des pourparlers sur des mesures visant à limiter la course aux armements ». Mais, si l'on s'en tient à la déclaration de M. Brejnev, on peut se demander si l'accord SALT 2, conclu avec l'administration Nixon, a expiré en octobre prochain.

Contre l'eurocommunisme

En ce qui concerne l'OTAN, le rapport du Pentagone condamne les formes variées de l'eurocommunisme, pas plus acceptable à son avis que le vrai communisme, et après avoir évoqué l'action des partis communistes qui, autour de la Méditerranée, « cherchent à l'empêcher de pouvoir ou le paralyser », il ajoute : « L'invasion des communistes dans le gouvernement d'un État membre de l'Alliance est incompatible avec nos intérêts de sécurité ». Le rapport de M. Rumsfeld, tout comme l'avertissement du président Ford, crée un climat peu propice à la réduction des crédits et des programmes militaires. La situation embarrassante d'avoir soit à revenir sur ses promesses, soit d'être accusé de prendre des risques avec la sécurité du pays. Néanmoins, malgré l'existence formelle de ces conclusions et son parfum de guerre froide, le rapport du Pentagone ne reprend pas à son compte les prévisions ultra-pessimistes d'une équipe de spécialistes dirigée par le professeur Pipes, d'Harvard, chargée par la C.I.A. d'évaluer les capacités militaires soviétiques. La commission d'experts du Pentagone, au contraire, estime que les progrès substantiels accomplis dans la défense civile, les Soviétiques estimant maintenant être en mesure de survivre à un affrontement nucléaire. Bref, Moscou ne chercherait plus à maintenir l'équilibre, mais à s'assurer, au cours des dix prochaines années, la supériorité militaire sur les États-Unis. Cependant, selon le sénateur Humphrey, aucune conclusion définitive n'est encore possible sur le point de départ de l'Union soviétique recherche la parité ou la supériorité militaire.

La troisième carrière de M. Kissinger

Que va devenir M. Kissinger ? La réponse a été fournie — de manière officieuse — dimanche 18 janvier. Il retournera à ses chères études, au moins pendant six mois, en animant un séminaire sur la politique intérieure et étrangère au Centre d'études internationales et stratégiques de l'université de Georgetown, à Washington, pour la somme globale, étonnamment modeste, de 15 000 dollars (75 000 F). Metternich chez les bons pères ? La chose a dû faire sourire le diplomate le plus célèbre du monde. On peut en déduire cependant que M. Kissinger, préfère cette institution de Washington à quelque université peut-être plus prestigieuse mais plus isolée, où il n'aurait pas d'exiler trop loin des alliés du pouvoir. M. Carter pourrait-il lui confier un jour comme certains (notamment M. Abraham Ribicoff, sénateur démocrate du Connecticut) le lui ont conseillé.

REPRISE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La production industrielle aux États-Unis a augmenté de 0,5 % en décembre par rapport à novembre, l'indice étant passé du niveau 132 à 132,5 sur la base 100 en 1967. En un an la progression de la production industrielle a été de 0,8 %. L'augmentation de décembre survenant après celle de novembre (+1,2 %), confirme le redémarrage de la croissance aux États-Unis après le recul de deux mois (0,3 % en septembre et 0,4 % en octobre) causé principalement par les grèves de l'industrie automobile.

La croissance économique aux États-Unis semble durablement repartie. Le département du commerce vient de publier ses dernières statistiques sur l'évaluation des revenus des ménages. Pour l'ensemble de l'année 1976, l'augmentation est de 10,1 % par rapport à 1975. Comme les prix de détail ont augmenté de 5 %, l'indice détermine la croissance réelle des revenus des Américains a été de 4,6 % en un an.

Cette forte progression va constituer un élément de soutien important de la conjoncture. Comme il est probable que les investissements vont eux aussi augmenter, les capacités de production de l'industrie étant maintenant normalement utilisées, — un certain nombre d'experts se posant maintenant la question de savoir si les mesures de relance, budgétaires notamment, annoncées par M. Carter, ne seront pas inutilement ou même nuisibles, dans la mesure où elles risquent d'avoir un effet inflationniste.

Dans toute bibliothèque, il faut un

MOLIERE

Volci pour la première fois depuis un siècle les œuvres complètes de MOLIERE en un seul volume in-quarto coquille illustré à l'ancienne et relié en plein cuir véritable

UN LIVRE SOMPTUEUX

Une œuvre de référence, une œuvre de prestige, une œuvre de luxe. C'est pourquoi les éditions de la Bibliothèque de la Pléiade ont décidé de publier les œuvres complètes de Molière en un seul volume in-quarto coquille, illustré à l'ancienne et relié en plein cuir véritable.

D'ABONDANTES ILLUSTRATIONS

De très nombreuses reproductions en couleurs, gravures et lettres à l'ancienne, ajoutent à l'intérêt de l'ouvrage.

TOUTES SES PIÈCES ET AINSI SES POÈMES

Cette édition complète renferme toutes les pièces de Molière, les plus célèbres mais aussi les moins connues, les plus étudiées mais aussi les moins lues.

EN GADÉAU

Un magnifique volume relié en cuir véritable « MOLIERE » sera offert gratuitement à tous les lecteurs qui nous enverront leur nom et leur adresse.

Bon d'examen GRATUIT

À retourner à : François Bédier, éditeur, 10, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Je désire recevoir gratuitement et sans engagement, les œuvres complètes de Molière en un seul volume in-quarto coquille, illustré à l'ancienne et relié en plein cuir véritable. Si ce volume ne me convient pas, je le renverrai dans les 8 jours sans aucun frais.

Si par contre je décide de le garder, je le réplique :

☐ soit en 3 mensualités de 145 F (+ 9 F de frais d'envoi).

☐ soit en un seul versement de 435 F (+ 9 F de frais d'envoi).

Je conserve, sans aucun engagement, mon livre-échantillon.

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Signature : _____

DIPLOMATIE

Nomination d'ambassadeur

M. MOREL EN BOLIVIE

Le Journal officiel de jeudi 20 janvier publie la nomination de M. Jean Morel comme ambassadeur de France en Bolivie, en remplacement de M. Jean Mandreanu.

En 1920, M. Morel est entré aux affaires étrangères en 1920. Il a occupé divers postes au cabinet du ministre, alors M. Bidault, à la direction des affaires techniques, puis à la direction d'Europe, à l'ambassade à Bruxelles, à l'OTAN en 1967, il est revenu à l'administration centrale (relations culturelles, scientifiques et techniques) en 1971 et était depuis 1973 conseiller général à Douala (Cameroun).

M. DE LA BARRE DE NANTEUIL AUPRÈS DE LA C.E.E.

Le même J.O. du 20 janvier publie la nomination de M. Luc de la Barre de Nanteuil, qui était ambassadeur à La Haye, comme représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes. Il succède à M. J.-M. Soutou, nommé en novembre secrétaire général du Quai d'Orsay.

(Le Monde du 23 décembre 1976 a publié la biographie de M. de la Barre de Nanteuil.)

PROCHE-ORIENT

Les émeutes en Égypte

(Suite de la première page.) Les hautes baies vitrées de l'hôtel Sheppard s'étaient effondrées, dès la veille au soir, sous les pierres des jeunes manifestants qui tenaient le principal pont de la capitale, celui de Kasr-El-Nil, du haut duquel ils bombardaient avec de gros cailloux les rares véhicules empruntant le passage souterrain de la corniche du Nil. Les destructions les plus spectaculaires de la journée de mercredi ont eu lieu avenue des Pyramides, où la plupart des cabarets, qui, en Orient arabe, font la célébrité d'une artère flambante neuve par le colonel Kadhafi, ont été incendiés par la foule, comme les lieux de plaisir du centre du Caire il y a un quart de siècle. Au cœur du quartier de Gizeh, une dizaine d'autobus ont servi à édifier une barricade. Dans le même secteur, un char monte maintenant la garde devant la résidence caïrote du Raks.

Mardi, en début de soirée, malgré le couvre-feu et l'ordre de tirer sur les « agitateurs », une certaine effervescence régnait :

toujours dans la banlieue populaire de Choubra. Là où ailleurs, bien que l'on ait beaucoup parlé de la présence d'un grand nombre d'ouvriers aux côtés des étudiants dans les manifestations, ce qui frappe le plus c'est l'extrême jeunesse de la majorité des manifestants. Mercredi, au milieu de la journée, des secteurs importants du Caire, comme la place Tahrir, étaient « occupés » par des adolescents de moins de seize ans, venus souvent à en pyjama et armés de bouillottes de fortune arrachées aux panneaux publicitaires.

Chaque camion militaire se dirigeant vers le Parlement, obéissant à la foule, passait sous une grêle de briques prises dans le chantier de l'annexe de l'hôtel Hilton. Le siège du pouvoir législatif et la présidence du conseil n'étaient extérieurement défendus que par des soldats munis de débris de badines en bambou. Les troupes des forces de l'ordre consistaient à éviter au maximum le contact avec les contestataires, le régime ayant le souci de ne pas envenimer la situation.

« DE TOUTE FAÇON, NOUS MOURONS DE FAIM... »

Le président Sadate a été pris à partie personnellement par les manifestants, qui ont très souvent scandé le nom de Nasser. Mercredi, peu avant midi, alors que la radio du Caire interrompait son programme normal pour annoncer « que la police ouvrirait le feu sur tout manifestant », particulièrement sur les « meneurs », les gens répliquaient dans les rues : « De toute façon, nous mourons de faim, alors, Sadate, tu-mouras avec des balles... »

Parmi les autres slogans entendus, certains s'en prenaient directement à l'entourage du président Sadate : « Ta fille est habillée à la mode, et nous sommes à la mort dans une chambre ! », « A bas le Kadhafi ! » (allusion aux dirigeants corrompus de l'époque égyptienne). Un autre slogan s'adressait à l'épouse du président, Mme Jihane Sadate : « Jihane, jihane, al chaab ga'ane » (« Jihane, jihane, le peuple a faim »).

La police a dû charger, mercredi, pour disperser des manifestants qui se dirigeaient vers le tombeau de l'ancien Raks au cri de « Nasser, Nasser ! ». « Pas de libéralisation le ventre vide ! »

Des émeutiers citaient le cas d'un riche commerçant qui avait dépensé 950 livres pour son réveillon de la Saint-Sylvestre dans une boîte de nuit du Caire avec trois membres de sa famille, et qui, en sortant, avait laissé 50 livres de pourboire. Cet exemple avait été rapporté récemment par un hebdomadaire égyptien, qui précisait que, pour réunir ces 1000 livres, quatre-vingt-trois ouvriers payés au salaire minimum mensuel de 12 livres devaient travailler un mois.

« C'est une grosse plaisanterie », déclarait un fonctionnaire égyptien en attendant le communiqué officiel qui affirmait que les manifestations étaient un « complot marxiste visant à nuire au pays ». Il ajoutait : « Le gouvernement rend toujours les communistes responsables de l'agitation, alors que, en fait, c'est lui qui la provoque. » Un garçon de café déclarait : « Le président Sadate, qui possède des palais dans toutes les villes d'Égypte, nous demande aujourd'hui de partager le lard du développement avec lui. Qu'il aille au diable... Venez ces palais et achetez-nous à manger... » (A.F.P., Reuters).

« Les attentats et terroristes » à Jérusalem ont considérablement diminué au cours de l'année 1976, a indiqué, mercredi 12 janvier, le chef de la police de Jérusalem, le commissaire divisionnaire David Krause. Il a précisé qu'il n'y avait eu que vingt-six attentats dans la ville en 1976, contre quatre-vingt-quatre en 1975, et que ces attentats avaient fait au total huit morts et trente blessés, alors qu'en 1975 le nombre de victimes — morts et blessés — atteignait cent quarante-quatre. Le commissaire divisionnaire a ajouté que la police avait arrêté 90 % des auteurs des attentats perpétrés en 1976. — (A.F.P.)

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(sauf le 21 janvier)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

compte de nombreux ennemis — y compris au sein du Parlement pluraliste élu en 1976 — qui sont décidés à exploiter à leur profit les difficultés de l'équipe en place. L'état d'esprit des militaires reste aussi une inconnue, mais, récemment encore, un dignitaire du régime reconnaissait, dans un colloque universitaire que l'armée constituait « un parti de facto » et « un danger potentiel ».

L'allure d'une insurrection générale

La guerre d'octobre 1973 avait valu au successeur de Nasser l'affection ou le respect de la majorité de ses compatriotes. Les violents bouillottes de mécontentement populaire dues à la dégradation du pouvoir d'achat, par exemple le 1^{er} janvier 1975 ou durant le Ramadan de 1976, n'avaient pas vraiment pris un tour politique. Ce n'est pas le cas des troubles de ces jours-ci, au cours desquels la foule s'en est prise aussi bien au « dandysme » du Raks qu'à sa politique d'ouverture économique « faite sur le dos des pauvres ». « Nous avons faim ! » ont scandé les manifestants sous les fenêtres des banques étrangères représentées de nouveau en Égypte. L'embrasement de villes de province confère également à la situation l'allure d'une insurrection générale.

Ruinée par quatre guerres contre Israël et une expédition au Yémen, l'Égypte a accumulé ses trente-neuf millions d'habitants, criblée de dettes civiles et militaires, stérilisée par une bureaucratie où le trépas finit par l'emporter sur le comique (fuite par ses cadres les plus valables, épreuve par l'inflation mondiale, dirigée par une néo-bourgeoisie d'extraction militaire qui, dans le retour du capitalisme comme hier dans l'instauration du socialisme, ne voit qu'un moyen de faire des profits immédiats). L'Égypte, aujourd'hui, est désespérément en quête à la fois de paix et de mieux-être. Pour parvenir à ce dernier par la voie libérale, il semble que certains experts financiers extrinsèques soient venus à l'équipe de M. Abdel Monem Kayssouni, célèbre économiste de l'époque nassérienne devenu depuis deux mois vice-premier ministre chargé de l'économie, de commencer par supprimer les subventions étatiques maintenant les prix à un niveau anormalement bas. Les résultats ne se sont pas fait attendre : la limite du supportable pour la population ayant été franchie. Les « experts » s'étaient-ils avisés auparavant du niveau inimaginablement insuffisant des salaires égyptiens ? Le S.A.T.O. représente ici l'équivalent de 120 francs.

Un jeune manifestant a dit : « Je ne suis ni communiste ni frère musulman, je n'en veux même pas à Anwar El Sadate, mais si nous n'obtenons pas de salaires dans la rue, nous aurons accepté de vivre dans un état pire que celui des bêtes ».

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

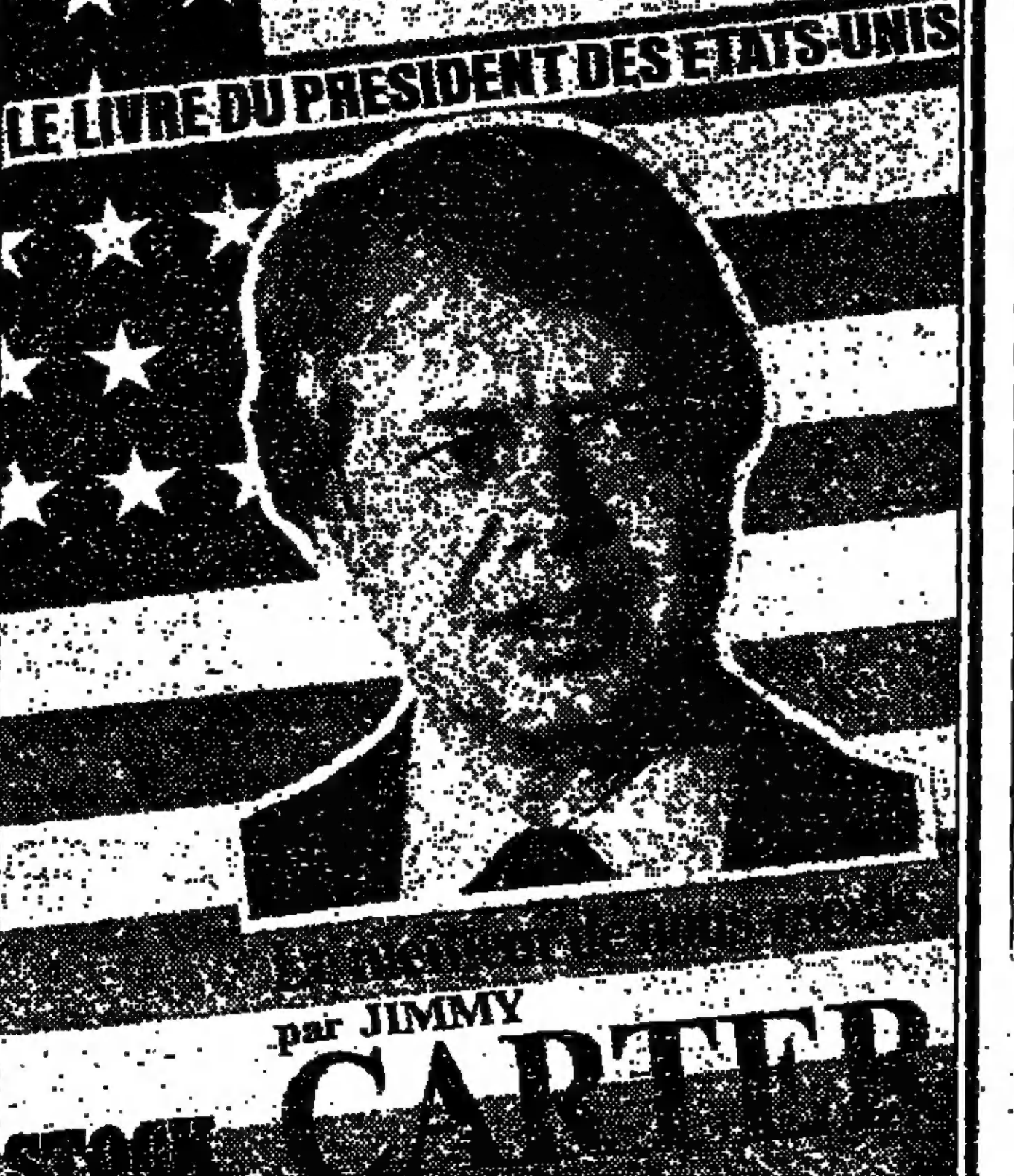
PRIME, ÇA VIENT D'AMÉRIQUE, ET C'EST UN NOUVEAU CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS.

PRIME
LE SPÉCIALISTE DE L'ORDINATEUR CONVERSATIONNEL

*prononcez Pri-sime... 9-11, rue Renoit-Malon - 92150 Suresnes - Tél. 772.91.92.

LE LIVRE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

par JIMMY CARTER



Nous voulons en finir une fois pour toutes avec le conflit palestinien

déclare au « Monde » le prince Saoud, ministre saoudien des affaires étrangères

Arabie Saoudite

Riyad. — Grand, svelte, drapé dans l'ample manteau arabe lissé d'or, la démarche altière, le prince Saoud ressemble à s'y méprendre à son père, l'ancien roi Fayçal, assassiné en avril 1975. Le ministre saoudien n'est âgé que de trente-cinq ans, mais il a le même profil d'aigle que l'ancien souverain, le même regard faussement mélancolique, la même banche au contour légèrement retournée à une extrémité, fixant un rictus imprégné de scepticisme. Le roi Fayçal, qui avait une affection particulière pour le prince Saoud (le troisième de ses sept fils), l'avait préparé à assumer de hautes charges dans l'État. Après des études en Suisse et aux États-Unis — où il a achevé ses études à l'université de Princeton — le prince Saoud a exercé pendant plusieurs années les fonctions de vice-ministre du pétrole. Il a acquis une solide connaissance des affaires internationales avant d'être désigné après la disparition de son père, à la tête de la diplomatie saoudienne. Tous ceux qui ont eu l'occasion de traiter avec lui s'accordent pour lui reconnaître des qualités d'habileté et de souplesse.

C'est au cours d'un déjeuner dans sa résidence privée, meublée luxueusement mais sans ostentation, que le prince Saoud nous a accordé un entretien, évoquant essentiellement le conflit israélo-arabe et la crise du pétrole. Sur ce dernier point, il est formel : « Nous n'avons encore pris aucune décision au sujet de l'augmentation de notre production de brut (1). » Ce démenti d'informations qui ont circulé depuis la conférence de l'O.P.E.P. à Qatar, le mois dernier, au cours de laquelle l'Arabie Saoudite a proclamé sa volonté d'accroître éventuellement ses exportations pour limiter à la hausse des prix, est corroboré dans les milieux généralement bien informés de Riyad. Les quantités disponibles d'hydrocarbures sur le marché international diminuent, l'Arabie Saoudite, pour le moment, d'engager l'épreuve de force avec les onze membres de l'O.P.E.P. qui ont décidé, pour leur part, de relever le prix du brut de 10 % à partir du 1^{er} janvier de cette année.

Le prince Saoud ne croit pas à l'éclatement de l'O.P.E.P. « Cette Organisation, nous le disons, est le double mérite d'être suffisamment robuste pour résister aux tensions internes et particulièrement bien armée pour résister à terme les divergences de ses membres nationales, qui opposent ses membres. Ces divergences, selon lui, ne sont ni fondamentales ni d'ordre stratégique. « Nous sommes tous d'accord sur les prix du brut, nous devrions être relevés pour atteindre un niveau qui rendrait rentable l'exploitation de produits de substitution : c'est le seul moyen d'éviter nous à l'un air entendu, l'augmentation d'une pénurie d'énergie, inévitable à la longue puisque les réserves pétrolières ne sont pas inépuisables. Nous désignons unanimement, sur le moment et le rythme auquel les prix de revient devraient être relevés pour atteindre le niveau souhaité. »

Le prince Saoud ne tente pas de dissuader le fait que les préoccupations de son gouvernement en la matière ne sont pas exclusivement d'ordre « technique ». « J'aimerais bien que quelqu'un m'indiquât nous à l'un air entendu, la frontière qui sépare l'économie de la politique. En limitant la hausse du prix du brut, nous contribuons à l'assainissement de l'économie occidentale. Nous nous attendons, en échange, que l'Europe et les États-Unis manifestent davantage de compréhension à l'égard de nos thèmes sur le conflit palestinien, sur une question pour nous primordiale puisque celle nous empêche de nous consacrer à des tâches de développement dans les pays arabes et de

De notre envoyé spécial

coopération encore plus étroite avec l'Occident, l'effort d'armement auquel nous contraindrait Israël par sa politique d'intransigeance nous coûte cher. Outre le fait que nous voulons mettre un terme à l'effusion de sang, nous cherchons à éliminer un problème qui n'a cessé depuis trente ans d'engendrer dans la région instabilité, désordres politiques et économiques. Bref, nous voulons en finir une fois pour toutes avec ce conflit. »

Les Israéliens devraient comprendre l'aspiration des Palestiniens à un foyer national

« Le gouvernement israélien, qui demeure sceptique quant à votre sincérité, souhaite que vous la manifestiez d'une manière concrète. »

« Les Arabes n'ont cessé, en particulier depuis la fin de la guerre d'octobre 1973, de tendre la main de la paix. Les présidents Sadate et Assad ont déclaré maintes fois, explicitement, qu'ils sont disposés à signer un traité de paix. Ils bénéficient à cet égard du soutien du monde arabe unanime. Une remarquable évolution dans ce sens s'effectue au sein de l'O.L.P., qui souhaite, elle aussi, un règlement. »

« Israël rejette tout accommodement avec Yasser Arafat en arguant qu'il est un terroriste. C'est un argument absurde. Ben Gourion, aussi, a été accusé, à l'époque du mandat britannique sur la Palestine, d'être un danger pour Israël. Qu'Israël l'admette ou pas, Arafat sera le président du futur État palestinien. »

« Souhaites-vous l'établissement d'un État palestinien indépendant, ou partagez-vous l'opinion du président Sadate selon laquelle l'entité palestinienne devrait être intégrée dans le royaume jordanien ? »

« Le président Sadate n'a pas parlé d'égrotion, mais seulement de liens qui pourraient être, en l'occurrence, de nature économique ou d'ordre politique. En tout cas, c'est aux Palestiniens qu'il revient de décider s'ils veulent ou non être indépendants. En attendant, je ne comprends pas l'hostilité des Israéliens à une telle entité. N'ont-ils pas lutté eux-mêmes pendant des siècles pour se donner un État, eners et contre tous, y compris contre la

volonté de l'ensemble du monde arabe ? Mieux que d'autres, ils devraient comprendre l'aspiration des Palestiniens à s'assurer un foyer national. »

Le prince Saoud, qui s'est exprimé tout au long de l'entretien sur un ton calme, apparemment détaché, poursuit : « Les Arabes ont opté pour un règlement après avoir surmonté leur problème psychologique à l'égard d'Israël. C'est au tour de ce pays de faire un pas dans la même direction, de décider s'il veut ou non se faire accepter dans la région. Nous n'avons mathématiquement pas l'impression qu'Israël cherche sincèrement la paix. Ce n'est pas en refusant de se retirer sur les frontières de 1967, en créant des colonies de peuplement dans les territoires occupés, en s'opposant à la création d'un État palestinien que les gouvernements israéliens réussissent à gagner notre confiance. C'est dommage, car les conditions sont mûres dans le monde arabe pour un règlement, et cette conjoncture favorable risque d'être de courte durée. »

Le risque d'une nouvelle guerre

« Pourquoi serait-elle de courte durée ? »

« Je vous le répète, la paix pour Israël est urgente. Cette situation nous est insupportable. Les Arabes ne peuvent pas indéfiniment gaspiller leur argent dans l'achat d'armements sans pour autant voir le bout du tunnel. La situation est, en outre, périlleuse, car Israël s'arme ostensiblement, grâce aux États-Unis, et dispose de surcroît — nous avons de bonnes raisons de le croire — d'un arsenal atomique. Pour éviter une nouvelle conflagration, il faut aller vite en besogne, à Genève ou ailleurs, qu'importe ! »

« Et si un accord devait se révéler impossible ? »

« Faute d'un règlement d'ici à la fin de cette année, je crains fort qu'Israël ne réussisse à nous imposer une nouvelle confrontation militaire. Cependant, nous espérons encore que l'Europe et les États-Unis finissent par convaincre Israël d'adopter des positions réalistes et d'accepter notamment de restituer les territoires occupés. »

« Croyez-vous que le président Carter voudra, ou pourra adopter à l'égard d'Israël une attitude plus ferme que ses prédécesseurs ? »

« Le prince Saoud fait la moue, hésite à répondre. En se levant de table pour rejoindre les ministres égyptien et syrien, il attendent dans leur hôtel, il murmure, apparemment sans grande conviction : « Nous voulons conserver notre confiance envers les États-Unis. Que pouvons-nous faire d'autre ? Attendez-vous une alternative à nous proposer ? »

ERIC ROULEAU.

DAVID ET GOLIATH, VOUS CONNAISSEZ ?
PRIME, C'EST LE DAVID DU TEMPS PARTAGÉ.

PRIME
LE SPÉCIALISTE DE L'ORDINATEUR CONVERSATIONNEL

*prononcez Pri-sime... 9-11, rue Renoit-Malon - 92150 Suresnes - Tél. 772.91.92.

la Boutique du Brésil



le spécialiste du cuir
12 modèles exclusifs, 12 coloris
PARIS 43 avenue de Friedland - tél. 359.22.10
NICE 5 Promenade des Anglais - tél. 87.16.07

PROCHE-ORIENT

Liban

la Syrie ramassera l'armement de gré ou de force

Le Liban est le théâtre d'une situation complexe. Les forces syriennes ont ramassé l'armement de gré ou de force. Les tensions sont élevées, et les perspectives sont incertaines. Les forces syriennes ont ramassé l'armement de gré ou de force. Les tensions sont élevées, et les perspectives sont incertaines. Les forces syriennes ont ramassé l'armement de gré ou de force. Les tensions sont élevées, et les perspectives sont incertaines.

Gandhi fixe au mois de mars

Le mouvement de report de l'élection présidentielle en Inde a été décidé. Les élections auront lieu au mois de mars. Les tensions sont élevées, et les perspectives sont incertaines.

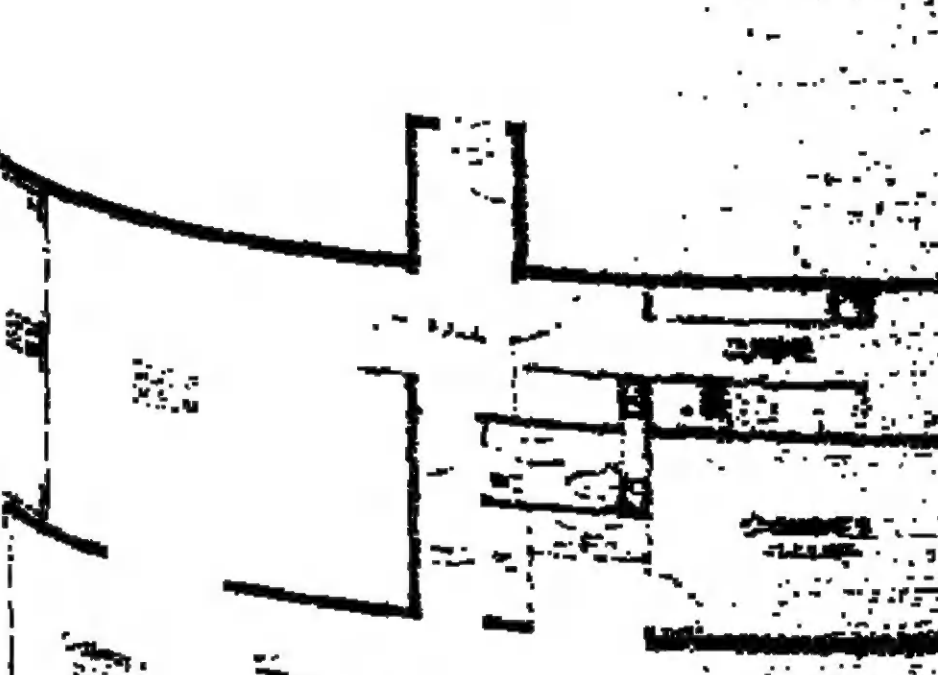
Les élections présidentielles en Inde ont été reportées au mois de mars. Les tensions sont élevées, et les perspectives sont incertaines. Les élections présidentielles en Inde ont été reportées au mois de mars. Les tensions sont élevées, et les perspectives sont incertaines.

L'avantage du Gou

Les élections présidentielles en Inde ont été reportées au mois de mars. Les tensions sont élevées, et les perspectives sont incertaines. Les élections présidentielles en Inde ont été reportées au mois de mars. Les tensions sont élevées, et les perspectives sont incertaines.

LE MA

19-21 rue Cambre
appartements de



هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Liban

La Syrie ramassera l'armement lourd «de gré ou de force»

Liban (A.F.P., A.P.). — Le président syrien Hafez el-Assad n'est plus disposé à tolérer les lenteurs et stérilités des parties au conflit libanais sur la question du ramassage de l'armement lourd. Il a lancé un avertissement en ce sens aux intéressés, au cours de rencontres séparées ces derniers jours à Damas avec les chefs conservateurs — M. M. Soleiman Frangie, ancien président libanais, et Pierre Gemayel, chef des Phalanges — d'une part, M. Yasser Arafat pour l'O.L.P., d'autre part. A Beyrouth, le général Ali Chaher, ambassadeur d'Arabie Saoudite, a annoncé, mercredi, que «les forces de paix arabes ont désormais le droit d'opérer des perquisitions partout à Beyrouth et dans ses environs, y compris dans les camps palestiniens, pour découvrir d'éventuelles caches d'armes lourdes».

Après deux mois de manœuvres dilatoires de la part des anciens belligérants, le regroupement des armes lourdes a officiellement pris fin le 12 janvier. Quelques jours plus tard le colonel syrien Mohamed el-Khoul, membre du comité quadripartite arabe chargé de superviser cette opération, avait affirmé que la moitié des armements lourds détenus par les diverses factions n'avait pas été rassemblée aux emplacements

prévus par les forces de paix, essentiellement syriennes.

Face à ce «demi-échec», la Syrie a fait savoir au président libanais Elias Sarkis qu'elle était déterminée à ramasser les armes «de gré ou de force». Les leaders conservateurs chrétiens estiment que l'accord du Caire de 1969, qui régit la présence, les activités et le type d'armement de la résistance palestinienne au Liban, est devenu caduc après le conflit. Ils n'ont jamais fait mystère de ce qu'une partie de leur armement lourd a été transférée, après l'arrêt des hostilités, dans la montagne chrétienne.

Les Palestiniens n'ont cessé, pour leur part, de réaffirmer la pérennité de cet accord, confirmé par les sommets arabes de Riyad et du Caire. La résistance a transféré, à la fin de décembre, une grande partie de son armement lourd dans ses bases du Sud-Liban. Cette région limitrophe de la frontière israélienne échappe à tout contrôle des forces arabes de paix.

Enfin, on affirme dans les milieux conservateurs de Beyrouth que toutes les unités régulières de l'armée de libération de la Palestine (cinq brigades) n'ont pas quitté le Liban, comme prévu par le comité quadripartite, à la date du 12 janvier.

Namibie

La conférence de Windhoek examine un projet de Constitution

De notre correspondante

Johannesburg. — Brandissant des banderoles et scandant des slogans, une cinquantaine de responsables de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) ont manifesté, mardi 18 janvier, leur opposition à la conférence constitutionnelle sur la Namibie, en défilant dans les rues de Windhoek.

La SWAPO, dont l'axe extérieur mène, à partir de l'Angola, une guérilla dans le nord du pays, désavoue les travaux des onze délégations blanches, métisses et noires. Elle est d'ailleurs exclue de la conférence, et ne reconnaît comme interlocuteur que l'Afrique du Sud, le «pays colonisateur».

Elle a demandé l'organisation d'élections sous supervision de l'O.N.U. «Sans ces élections libres», explique M. Tsamo, Tsamukhulipi, l'un des responsables de la SWAPO, «la Namibie sera soustraite à la libération sera intensifiée».

La manifestation était destinée à marquer la reprise des travaux de la conférence, qui s'était séparée en décembre dernier après plusieurs renoncements à l'organisation d'élections libres, et à dénoncer les tentatives de la SWAPO d'organiser des élections sous supervision de l'O.N.U.

Mais le projet de Constitution conserve la division ethnique du pays, mise en place administrativement par l'Afrique du Sud, et maintient la séparation des villes pour Blancs, métis et Africains. Il prévoit cependant la création de «villes» ouvertes.

Les délégués africains et métis ont en partie obtenu gain de cause, puisque les pouvoirs du gouvernement central sont plus étendus que ne le souhaitaient les Blancs, mais l'Assemblée nationale sera élue sur des critères ethniques — ce qui est rejeté catégoriquement par la SWAPO et les Nations unies — et les structures administratives tribales seront maintenues.

Bien que les discussions risquent d'être encore chaudes, il est probable que tous les délégués — ce qui est le sujet de controverse — acceptent d'ici à la fin de janvier ce projet de constitution d'un gouvernement intérimaire multiracial. D'ici là, il pourrait être rapidement présenté sous forme de pétition au gouvernement sud-africain, qui le soumettrait à l'approbation du Parlement du Cap au cours de la prochaine session.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

ASIE

Inde

Mme Gandhi fixe au mois de mars la date des élections générales

Revenant sur la décision de report qu'elle avait prise en octobre dernier, Mme Gandhi a annoncé, mardi 18 janvier, que les élections générales pour le renouvellement de la Chambre basse du Parlement fédéral auront lieu en mars, à une date qui sera précisée prochainement. Estimant qu'il leur est laissé

peu de temps pour s'organiser, les formations de l'opposition, ainsi que le parti communiste pro-soviétique, ont demandé que la consultation soit «libre et équitable» et que l'état d'urgence soit levé. Le chef du parti socialiste, M. Georges Fernandes, actuellement jugé pour «complot contre l'Etat», a cependant appelé ses partisans à boycotter le scrutin.

Les élections générales, dont le report d'un an avait été annoncé à la fin d'octobre, auront donc lieu normalement en mars. Telle était la habitude, sachant toujours garder l'initiative, Mme Gandhi vient de faire une volte-face spectaculaire qui témoigne de la confiance qu'elle a dans la victoire du parti gouvernemental, le Congrès.

Pourquoi ce revirement ? A la vérité, le premier ministre n'avait guère le choix qu'entre deux options : soit poursuivre la lutte en avant et accentuer le caractère rigoureux et intolérant du régime issu du véritable coup de force qui fut la proclamation de l'état d'urgence en 1975, soit amorcer une prudente libéralisation. L'élargissement, ces derniers jours, des principales personnalités de l'opposition parlementaire, modérées et de gauche, arrêtées depuis un an et demi, mais jamais traduites en justice, montrait que la voie de l'assouplissement avait été choisie. Il est vrai que Mme Gandhi s'était auparavant entourée de toutes les garanties : la nouvelle Constitution, votée à l'automne, a été taillée sur mesure par le premier ministre, dont elle a considérablement renforcé les pouvoirs.

Et si la nouvelle loi fondamentale assure «la suprématie du Parlement», celui-ci ne sera sans doute qu'une Chambre d'enregistrement. Mme Gandhi carresse, depuis plusieurs années, le dessein de disposer d'une majorité renouvelée et rejuvenie pour mener à bien le programme de réformes qu'elle a réaffirmé après l'état d'urgence. Certes, le parti gouvernemental disposait jusqu'à la dissolution de la Chambre basse, mardi, de la majorité des deux tiers, mais ses membres, issus de la vieille

classe politique, semblaient terrorisés à l'idée d'avoir à prendre des initiatives depuis l'instauration du nouveau régime.

Sans doute Mme Gandhi a-t-elle estimé que, les conditions économiques pouvant être moins favorables dans un an qu'aujourd'hui à une consultation électorale, il valait mieux ne pas attendre l'été prochain. Les «bienfaits» des mesures d'austérité prises par New-Delhi, et qui ont eu notamment pour résultat de ralentir l'inflation et de relancer la production industrielle, ne sont-ils pas quelque peu remis en cause au début de 1977 ? L'Inde a cependant accumulé l'année dernière des réserves alimentaires qui atteignent le niveau record de 17 millions de tonnes, dont une partie pourrait avoir besoin si, comme il est à prévoir, la prochaine récolte est moins bonne.

L'avantage écrasant du Congrès

Les dirigeants veulent également dissiper l'impression désagréable produite à l'étranger, notamment auprès de certains pays donateurs, par le naufrage de «la plus grande démocratie du monde». D'autre part, le Pakistan rival, qui connaît pendant longtemps un régime dictatorial, tirait vanité d'être le seul Etat d'Asie du Sud à organiser des élections générales cette année. C'est, a assuré Mme Gandhi, «pour réaffirmer le pouvoir du peuple et pour faire de l'Inde une terre attachée à l'esprit de réconciliation, de paix et de progrès» que les électeurs sont convoqués aux urnes. Au reste, la meilleure façon pour le chef du gouvernement de démontrer que les dif-

férentes formations de l'opposition n'ont qu'une audience limitée n'est-elle pas d'accéder à leur demande de voir se tenir des élections ?

D'influente personnalité du Congrès et le P.C. pro-soviétique, dont le soutien à Mme Gandhi s'était, ces derniers temps, assorti de certaines réserves, préchaient dans le même sens. On peut penser que les opposants aujourd'hui remis en liberté se sont engagés à respecter les règles passablement restrictives du nouveau jeu démocratique.

Reste à savoir de quelle liberté ils disposeront pour «faire entendre leur point de vue», selon l'expression du premier ministre, puisque aussi bien la presse indienne, devenue atone, ne peut même pas évoquer les dissensions au sein du parti gouvernemental. Le Congrès contrôle tous les Etats, hormis le Kerala, où le P.C. ami est au pouvoir. Il possède un avantage écrasant sur ses adversaires.

Il va de soi que si l'état d'exception doit être assoupli, il ne sera pas pour autant aboli. On ne revient pas à l'époque antérieure à juin 1975 où, minoritaire, l'opposition pouvait paralyser le système politique au point de faire perdre à Mme Gandhi son sang-froid. Le caractère très personnel du régime indien ne va pas non plus s'effacer. On verra sans doute mieux dans les prochains mois si le fils cadet du premier ministre, Sanjay Gandhi, dirigeant des Jeunesses congressistes, demeure une personnalité très influente ou si, comme le déclare sa mère, n'étant qu'un «tout petit frutin» il sera tenu à l'écart des hautes responsabilités.

GÉRARD VIRATTE.

Algérie

LE NOMBRE DES RÉFUGIÉS SAHRAOIS DANS LA RÉGION DE TINDOUF DÉPASSERAIT CENT MILLE

(De notre correspondant.)

Alger. — Le prince Sadruddin Aga Khan, commissaire des Nations unies pour les réfugiés, vient de passer deux jours dans les camps de réfugiés sahraouis de la région de Tindouf. Au terme de cette visite, il a été reçu par le président Boumedienne. Il s'est également entretenu avec M. Bouhass, ministre des affaires étrangères, d'un programme d'aide du haut commissariat des Nations unies en faveur des réfugiés sahraouis.

Un appel d'aide internationale d'un montant de 13 millions de dollars a été lancé par cet organisme pour couvrir durant deux mois les besoins de cinquante mille personnes. Ce dernier chiffre, communiqué il y a quelques mois par l'Algérie, ne tient pas compte des réfugiés arrivés depuis avril 1976 dans la région de Tindouf. Le nombre total des réfugiés est actuellement évalué par les autorités algériennes et sahraïennes à cent cinquante mille personnes. Le prince a refusé de donner un chiffre précis, en indiquant que le haut commissariat ne recense pas de réfugiés (1).

Interim.

(1) Selon un recensement effectué par les autorités espagnoles lors de leur administration du Sahara occidental, la population de ce territoire n'excéderait pas soixante-trois mille habitants en 1974. Ce chiffre a toujours été contesté par le Front Polisario. Certains responsables de cette organisation sont allés jusqu'à le multiplier par dix en y incluant, il est vrai, les sahraouis réfugiés à l'époque dans les pays limitrophes, y compris au Maroc. — (A.F.P., Reuters.)

Rhodésie

Président de la conférence de Genève

M. Richard va proposer à M. Smith un plan de règlement détaillé

De notre correspondante

Johannesburg. — L'optimisme légendaire de M. Richard, le président britannique de la conférence de Genève sur la Rhodésie, semblait intact, mercredi 19 janvier, à l'issue de son entretien au Cap avec le premier ministre sud-africain M. Vorster. Détendu et souriant, il a qualifié leurs discussions d'«utiles» et de «pleines d'espoir».

«Je n'avais pas de requête spécifique, a-t-il toutefois souligné, mais j'ai recueilli l'opinion et les conseils de M. Vorster. Il s'est envolé jeudi matin pour Salisbury».

Cette première étape de son deuxième voyage en Afrique va permettre au diplomate britannique de connaître la réaction du premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, aux propositions concertées dont il est porteur. Il s'agit, selon des sources britanniques, d'un plan précis et détaillé pour la population et répondant à l'implication de l'Union d'Industrieles. Il se rendra dans une zone affectée par la guérilla.

Le diplomate britannique retournera à Londres, probablement la semaine prochaine, pour rendre compte des progrès de sa mission, mais rencontrera également — à Lusaka ou Maputo — M. Joshua Nkomo et Robert Mugabe. Selon des sources britanniques, il n'est pas impossible qu'il revienne prochainement, si le besoin s'en fait sentir, en Afrique du Sud.

M. Vorster, de son côté, a annoncé qu'il commenterait la situation en Rhodésie et ses rencontres avec M. Richard, dans le discours qu'il fera au Parlement la semaine prochaine. M. Vorster avait évité de faire des déclarations sur ce sujet depuis plusieurs semaines, l'exception d'une allusion dans son message de Nouvel An. — C. C.

Tunisie

UN «PACTE SOCIAL» EST CONCLU POUR LA DURÉE DU PLAN QUINQUENNAL

Une augmentation générale des salaires vient d'être décidée en Tunisie à compter du 1^{er} février. Elle doit compenser l'augmentation des prix enregistrée ces derniers mois, et atténuer l'effet des nouvelles taxes prévues par la dernière loi de finances.

Le salaire minimum interprofessionnel garanti sera majoré de 33 % dans l'industrie et les services, ainsi que dans l'agriculture. Tous les salaires mensuels dans les entreprises du secteur public et privé non agricole seront majorés de 10 dinars (environ 120 francs) et les traitements et salaires des fonctionnaires de 11 dinars.

Pour préserver le pouvoir d'achat des travailleurs, une révision des salaires interviendra désormais chaque fois que les prix augmenteront de plus de 5 %. Les salaires du secteur privé seront réexaminés annuellement à compter d'avril 1978.

Ces décisions ont été arrêtées mercredi 19 janvier, lors d'une réunion qui groupait les membres du gouvernement, du bureau politique du parti socialiste d'orientation et les dirigeants des syndicats et des organisations patronales. Les participants ont par ailleurs souscrit à un «pacte social» pour la durée du nouveau plan quinquennal de développement, qui débute cette année. Aux termes de ce pacte, ils s'engagent «à préserver la paix sociale, à accroître la production, à améliorer le pouvoir d'achat et les conditions de vie et de travail des travailleurs salariés».

Selon ce plan, un haut commissaire britannique serait nommé à la tête d'un conseil de sécurité de neuf membres. Il disposerait d'un droit de veto, pendant la période intermédiaire. Les autres membres de ce conseil de sécurité seraient quatre Blancs et quatre Noirs.

M. Richard devrait rencontrer vendredi M. Smith, que l'on sait hostile à toute modification des «propositions Kissinger», et en particulier à une présence britannique. M. Richard restera quelques jours dans le pays pour s'entretenir avec l'archevêque à Belémwera, et, a-t-il expliqué, pour recueillir les points de vue de la population et répondre à l'implication de l'Union d'Industrieles. Il se rendra dans une zone affectée par la guérilla.

Le diplomate britannique retournera à Londres, probablement la semaine prochaine, pour rendre compte des progrès de sa mission, mais rencontrera également — à Lusaka ou Maputo — M. Joshua Nkomo et Robert Mugabe. Selon des sources britanniques, il n'est pas impossible qu'il revienne prochainement, si le besoin s'en fait sentir, en Afrique du Sud.

M. Vorster, de son côté, a annoncé qu'il commenterait la situation en Rhodésie et ses rencontres avec M. Richard, dans le discours qu'il fera au Parlement la semaine prochaine. M. Vorster avait évité de faire des déclarations sur ce sujet depuis plusieurs semaines, l'exception d'une allusion dans son message de Nouvel An. — C. C.

Congo

LE PRÉSIDENT NGOUABI CRITIQUE VIVEMENT LA POLITIQUE FRANÇAISE DE COOPÉRATION

L'incertitude demeure sur le sort des trois techniciens de l'entreprise Fongorille enlevés par des guérilleros le samedi 15 janvier, sur un chantier du chemin de fer Congo-Océan (le Monde du 18 janvier). Les prisonniers ont été aperçus dimanche matin en bonne santé par deux ouvriers congolais qui, enlevés en même temps qu'eux, ont ensuite été relâchés. Selon le correspondant de la radio congolaise à Pointe-Noire, l'attaque des ravisseurs aurait fait quinze morts.

D'autre part, le président congolais, M. Nguabi, a violemment pris à partie, mercredi 19 janvier, la politique française de coopération, critiquant notamment la décision de plusieurs sociétés françaises de se retirer de la Compagnie des pétroles du Congo (le Monde du 18-20 janvier). Il a également affirmé que «toutes les opérations du Front de libération de l'Angola de Cuba» (FLEC) étaient menées sur pied à Paris. A cet égard, le qual d'Orsay, après la diffusion du communiqué du FLEC à Paris, assurant que l'avocat français M. Jean-Marc Varaut, pourrait servir d'intermédiaire pour la libération des Français enlevés, a formellement démenté mercredi «l'existence en France d'une personne représentant cette organisation». — (A.F.P., Reuters.)

PRIME 9-11, RUE BENOIT-MALON. 92150 SURESNES - TÉL. : 772.91.92

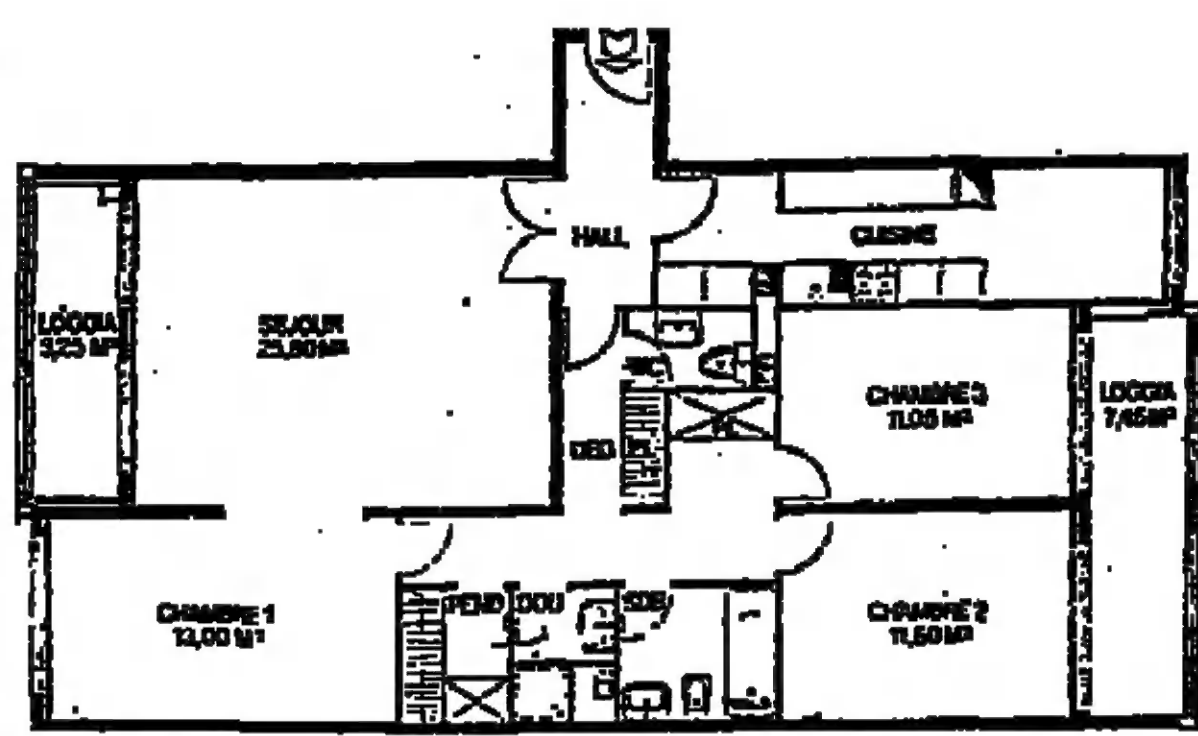
PRIME
LE SPÉCIALISTE DE L'ORDINATEUR
CONVERSATIONNEL

*prononcez Prime-line.

SOLDES
19, 20, 21, 22 janvier 1977
prêt-à-porter
sportswear
chémiserie
80, RUE SAINT LAZARE
au N° 107, le parking "lambel" gratuit pendant 1 heure.

GARDE-MEUBLES
BAILLY.
567.43.00
148 AV. DU MAINE 75014 PARIS

LE MARQUIS
19-21 rue Cambonne, Paris 15^e
appartements de 2 et 4 pièces



appartement-modèle
et bureau de vente
sur place tous les
jours, de 14h à 19h30.
Tél. 783.64.32.

JOB
JOB & CIE S.A.
Téléphone :
766.25.32

هكذا من الأصل

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

DEUX POINTS DE VUE SUR L'ÉLECTION DU PARLEMENT DE STRASBOURG

LA DICTATURE DE L'IMPUISSEANCE

par MAURICE DRUON, de l'Académie française

le grand large, n'en tirant pas l'occasion.

DEPUIS un tiers de siècle, le monde est en proie à une crise de civilisation. Depuis un tiers de siècle, l'Europe est en proie à une crise de civilisation. Depuis un tiers de siècle, l'Europe est en proie à une crise de civilisation.

Nous qui connaissons d'expérience les dangers du régime d'assemblée et la manière dont celui-ci s'installe, nous ne pouvons que constater que l'Europe est en proie à une crise de civilisation.

Les représentants à l'Assemblée pour laquelle on veut solliciter nos suffrages sont, nous le savons, non pas des hommes de bien, mais des hommes de mal.

Faute de cet équilibre des pouvoirs, nous ne tarderons pas à voir, non à la première session certes, mais plus vite assurément qu'on ne le souhaiterait, des avis, critiques ou injonctions formulées à l'égard de tel ou tel Etat, qui ne le supporterait pas, spécialement la France qui a pour salutaire originalité de ne pas accepter l'alignement de sa défense et de sa diplomatie.

Je n'ai pas changé de certitudes. Je vois seulement avec une angoisse croissante l'espérance se déformer, les fausses manœuvres s'accumuler et les chances se perdre.

C'est au nom même, et de ces certitudes et de cette angoisse que je pense que l'Assemblée européenne qui nous est proposée est, tout ensemble, inadéquante, dangereuse, inopportune.

Et qu'on ne vienne point nous dire que nous nous exagérons la gravité de ce Parlement. Qu'on ne vienne point nous dire que, au fond, il aura peu d'importance et qu'on le constituera parce qu'il fallait bien faire quelque chose, donner l'impression d'un pas en avant. S'il ne doit pas avoir d'effet sur l'histoire, alors pourquoi le créer ? S'il n'est qu'un masque, une illusion, une toile peinte destinée à occuper la place d'un monument impossible, s'il n'est qu'un os à ronger jeté à l'espérance, alors quel mépris de l'avenir !

Une confédération européenne ne peut résulter que de la volonté d'Etats indépendants mettant ensemble les moyens d'assurer leur commune indépendance. Elle ne peut sortir de l'élection d'une Assemblée détenant des mandats sans pouvoir ou voulant exercer des pouvoirs sans mandat.

Il n'est pas question d'intervenir sur le terrain aujourd'hui dépassé de la constitutionnalité. Le Conseil constitutionnel a rendu son arrêt qui ne saurait être remis en doute, ni en cause. D'ailleurs, les considérants qui escortent la sentence du Conseil montrent assez que les membres de cette suprême magistrature ont aperçu les périls et qu'ils ont voulu y mettre des freins ou des remparts. Mais là sont restés, comme le veut leur charge, dans l'abstraction du droit.

Je ne me place que sur le terrain des faits et des effets. L'institution inadéquante, ce Parlement, car si la France a une Constitution, l'Europe pour l'heure n'en a pas. Nous pouvons bien prendre, pour notre part, les plus solides précautions théoriques : nous ne pouvons décider qu'elles s'imposent également à nos partenaires, maintenant et toujours.

Et c'est en cela que l'institution m'apparaît dangereuse. Tout pouvoir constitué obéit à la loi d'attraction du vide et tend à s'approprier les prérogatives des pouvoirs absents.

Reste la question d'opportunité. Nous avons manqué, dans l'immédiat après-guerre, de faire une Europe à prépondérance anglaise, prépondérance que chacun alors, abusé par le drame, eût admise. C'eût été l'Europe de la gratitude. Les Anglais, les yeux tournés vers

Or le suffrage universel, si l'on n'y prend garde, c'est-à-dire s'il ne s'exerce pas dans un cadre juridique précis, crée les instruments d'une souveraineté.

Ah ! s'il existait, cet embryon

de l'Assemblée européenne, nous ne tarderions pas à voir, non à la première session certes, mais plus vite assurément qu'on ne le souhaiterait, des avis, critiques ou injonctions formulées à l'égard de tel ou tel Etat, qui ne le supporterait pas, spécialement la France qui a pour salutaire originalité de ne pas accepter l'alignement de sa défense et de sa diplomatie.

Alors-nous-maintenant nous résoudre à une Europe à dominante allemande ? Car par la démographie, la monnaie, l'économie, la capacité productive, l'Allemagne est devenue, à l'évidence, prépondérante, avec ceci, qui augmente encore son poids, que les Etats-Unis semblent lui accorder une confiance privilégiée. Cette situation, reflétée dans un Parlement, pourrait n'être pas sans danger. A toutes les époques de l'histoire, l'existence d'une nation européenne trop puissante constituait un risque pour la paix du continent.

La France traverse une passe difficile. Quand on veut faire grande œuvre, il faut commencer par être fort et sûr de soi. Ne tombons pas dans l'erreur qui consiste à croire que les autres nous aideront à nous redresser, ou que nous pourrions nous débarrasser sur l'Europe des maux qui nous affectent.

L'histoire passe très vite sur les rêves. Or est la sagesse aujourd'hui, où est la véritable espérance ? Elles sont dans un effort, par priorité, de redressement national. Elles sont dans une nouvelle réflexion des orientations européennes. Elles sont dans l'initiative, pourquoi pas ? d'un acte international complémentaire à un traité vieux de vingt ans, afin de dégrader des structures qui rappellent dans leurs fondements la souveraineté des Etats, au lieu de cliquer, par un parlementarisme bâillé et mal délimité, de ruiner définitivement la solidarité des nations européennes.

Soyons bien clairs : ce n'est pas au suffrage universel qu'il s'agit de nous opposer, c'est au régime d'assemblée et à son cortège de désastres.

Le jour où l'idée fédérative, qui finalement, au niveau des Etats, n'est qu'une transposition, qu'un élargissement de la notion d'auto-gestion, aura triomphé en Europe occidentale, l'union européenne — fédération ou confédération — sera née.

UNE TRÈS VIEILLE QUERELLE

par BERNARD ROUSSEL (*)

QUAND on parle de l'Europe, en France, en ce début d'année, le ne dis pas qu'on s'engage sur le « sentier de la guerre ».

Est-ce à dire que le gaullisme, que de Gaulle, plus précisément, soit seul responsable de l'enlèvement actuel ? Un enlèvement que ne parvient pas à masquer le projet des élections du Parlement européen au suffrage universel pour 1978 ?

En ce qui me concerne, je pense que la responsabilité de de Gaulle est évidente et que la volte-face de 1965-1966 est à l'origine de ce que François Mitterrand appelle par la suite, à la tribune de l'Assemblée, « l'assassinat d'une espérance ».

Sans compter les risques de réveil d'un nationalisme en Allemagne qu'elle pouvait entraîner (cf. les récentes manifestations néo-nazies).

Mais, si évidente soit-elle, cette responsabilité n'explique pas tout. Surtout, elle n'explique pas l'essentiel. En réalité, il s'agit d'une très vieille querelle, française et européenne. Une querelle si profonde que, si nous voulons enfin comprendre, il nous faut aller la chercher à sa racine.

Dans la perspective qui nous intéresse, qu'est-ce donc que l'Europe au départ ?

On l'apprend en classe de sixième. C'est d'abord une réalité impériale. Ce sont cinq siècles de conquête, de présence et de paix romaines, sur un espace qui, en gros, recouvre celui du Marché commun actuel, de la mer du Nord à l'Atlantique et à la Méditerranée. Une entreprise colossale de pacification, d'édification, d'unification.

Et c'est une grande réussite.

Puis, sans transition, sous une poussée irrésistible venue de l'Est, tout s'effondre. Pendant les cinq siècles suivants, c'est l'anarchie, le meurtre, la ruine. Pendant cinq siècles, une « nuit des longs couteaux ». Il y a bien une tentative de reconstruction, mais elle est éphémère, et le traité de Verdun, en 843, remet en question la cause de l'unité : Charlemagne échoue là où César avait réussi.

Alors, à un siècle de distance, se produit « l'événement ». Celui qui va déterminer, pour mille ans et peut-être plus, le destin de l'Europe et, notamment, des deux piliers européens que sont la France, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part.

Il n'est pas nécessaire de le dire. Il n'est ni à une bataille ni à un sacre, ou à une alliance et on ne peut guère le dater avec précision. 957 (2) peut-être ? Mais pourquoi pas 962 (3) ? Cela n'a du reste pas d'importance, car cet « événement » n'en n'est pas un. C'est une « affaire », une sorte de divorce, un conflit, et c'est lui qui confie, en germe, la grande querelle.

Une querelle qui, dès le départ, sépare les deux « ensembles » et qui, simultanément, au long des siècles, divise, de l'intérieur, chacun d'eux. Divorce entre deux conceptions antagonistes de la société et de l'Etat. Entre deux conceptions qui, évoluent chacune indépendamment de l'autre et s'opposent jusqu'à nos jours dans un affrontement dialectique implacable.

En France, comme en Allemagne, une conception « centraliste » de l'Etat et « monarchique » du pouvoir, s'oppose en permanence à une conception « régionaliste » de l'Etat et, sans aucune usurpation de terme, « démocratique » du pouvoir. L'Etat peut d'ailleurs porter le titre de royaume, d'empire ou de république, cela ne change rien à la réalité des faits.

Mais, alors qu'en France, dès l'instant où le roi capétien réussit à affermir son trône, la tendance à la centralisation et au pouvoir absolu ne cesse de se renforcer pour finalement triompher, au détriment d'un régionalisme qui se voit périodiquement et souvent brutalement éliminé, en Allemagne c'est au contraire le régionalisme qui progressivement s'impose au détriment de périodiques et souvent dramatiques « aventures impériales », voire totalitaires.

C'est ce qui rend l'histoire de France relativement simple et facile à conter et celle de l'Allemagne parfois insaisissable. Moyennant quoi, à l'égard de l'une comme de l'autre, on se contente bien souvent de schémas, faux par définition, et l'on fait d'énormes contresens.

La France, c'est d'abord, sans discontinuité, l'histoire de ses souverains, de Saint Louis à de Gaulle, en passant par Louis XI, Richelieu, Louis XIV, Robespierre, Bonaparte, Napoléon III... pour ne citer que les principaux monarques. Et c'est aussi Paris. Mais c'est également « en surimpression », l'histoire de la province et des « oppositions ». Celle de l'Occitanie, des cathares ou albigeois, de la Bourgogne, de l'Alsace, de la Gironde, de la « Commune » de Paris...

L'Allemagne, par contre, c'est d'abord l'histoire de la province. Celle d'un nombre croissant d'entités plus ou moins indépendantes de l'empereur. C'est l'histoire de villes et de pays autonomes toujours plus nombreux (trois mille six cents en 1789) qui se forment, s'organisent, s'associent parfois. C'est, dans un désordre apparent ou réel, un lent cheminement à la découverte d'une conception fédérative de l'Etat et démocratique du pouvoir qui, pour finir, avec la République fédérale, triomphe. Mais l'Allemagne, c'est également « en surimpression », tout au long des siècles, l'histoire de ses monarques et de leurs tentatives d'hégémonie. Celle d'Otton, le fondateur, et de Barberousse. C'est le rêve étrange de Frédéric II, « le Sicilien ». C'est Charles Quint et sa mirifique aventure. C'est Napoléon même et « son » Europe. Et ce sont aussi, de sombre mémoire, soixante-quinze années d'aventure prussienne et le démentiel épilogue de 1945.

Elle est là, la querelle. Dans ce conflit sans cesse renouvelé. Bien incrustée dans la chair de l'Europe. Une très vieille querelle, dont les racines s'enfoncent dans les profondeurs du passé, mais encore bien virulente, bien vivace. Des deux côtés du Rhin. C'est elle qui nous fait résorber, en l'assumant et en la dépassant, il est là le premier problème de l'Europe. Là, le préalable. Et pas ailleurs.

Le ciment européen, Rome nous l'a légué en héritage. A cet égard, nous sommes tranquilles. Mais, pour aller plus loin, il nous faut chasser le « virus nationaliste » des pays de la Communauté. Et pas seulement en France.

De Gaulle, en ce débat, joue son rôle. Celui d'un héritier. Il se fait de la France « une certaine idée ». Comme celles de Maurras et de Jacques Bainville, elle n'est pas fautive. Elle est seulement très incomplète. Son attitude en 1966 n'est pas un « crime ». Comme l'assassinat de l'amiral Darlan, c'est une « faute ». Comme me le disait un de mes camarades un jour, « tout Bonaparte à son duc d'Enghien ». Elle ne le diminue pas. On ne répète pas d'ailleurs un homme de la taille du général de Gaulle. Mais cette « faute » ne saurait surfer le cours de l'histoire.

Le jour où l'idée fédérative, qui finalement, au niveau des Etats, n'est qu'une transposition, qu'un élargissement de la notion d'auto-gestion, aura triomphé en Europe occidentale, l'union européenne — fédération ou confédération — sera née.

L'Europe n'est pas un problème de logique. Elle répond à une nécessité biologique. Tout comme la défense, elle est d'abord un problème humain. Et, tout comme la défense, en priorité, l'affaire de la jeunesse.

Quand nous aurons compris cela, la question de savoir si nous avons ou non « perdu notre âme » et si, par ailleurs, un réveil des « mauvais génies » est à craindre n'aura plus guère de sens, nous paraîtra futile et dépeçée. Car, dans le courant dialectique qui, irrésistiblement, nous porte en avant et nous fait croître, nous aurons franchi le « seuil critique » de synthèse. Nous serons au-delà de la vieille querelle.

(*) Colonel d'infanterie de marine, en retraite.

(1) Le Monde du 11 novembre 1976.

(2) Hughes Capet, roi de France.

(3) Otton le Grand fonde le Saint Empire.

Vacances aux U.S.A.

Décider tôt. Payer moins.

Air France propose, pour les voyages touristiques en Amérique, des tarifs individuels très réduits. Ce sont les tarifs Apex.

Voici, à titre indicatif, le prix d'un billet aller-retour Air France, pour un départ avant le 31 mars :

NEW YORK	1775 F	LOS ANGELES	2580 F
CHICAGO	2050 F	MIAMI	2135 F
HOUSTON	2845 F	SAN FRANCISCO	2580 F

Et pour le Canada :

MONTREAL	1700 F	TORONTO	1830 F
----------	--------	---------	--------

• Ce qu'il faut retenir

Les tarifs Apex Air France sont valables pour des séjours de 22 à 45 jours. Pour en bénéficier, il suffit de fixer les dates de l'aller et du retour et d'acheter son billet 2 mois avant le départ.

• Les avantages des lignes régulières

Un billet Apex vous permet de voyager sur un vol régulier Air France avec, bien entendu, tous les avantages de

l'ensemble des services Air France.

• Ce qu'il faut éviter

Il vaut mieux être sûr de sa date de départ car il vous sera restitué, en cas d'annulation, 256 F ou 10 % maximum du prix du billet.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

POLITIQUE

M. JACQUES CHIRAC, PRÉSIDENT DU R.P.R., ANNONCE

Une année de polémiques pour la capitale

31 DÉCEMBRE 1976. — Vote de la loi portant réforme du statut de Paris et prévoyant l'élection pour six ans d'un maire et de deux adjoints pour la capitale.

JANVIER 1977. — M. Pierre-Christophe Taubert, sénateur, appartenant au groupe U.D.R. du Sénat et membre des républicains indépendants, entre au gouvernement comme secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur. Sa mission consiste notamment à mettre en place le nouveau statut de Paris. Beaucoup voient en lui le futur candidat de la majorité au fauteuil de maire. Le groupe Paris-Majorité (dominant U.D.R.) de l'Assemblée de Paris ne lui est pas hostile.

SEPTÉMBRE. — M. Pierre Bas, député U.D.R. de Paris et président du groupe Paris-Majorité, déclare que « le plus compétent pour le poste de maire de Paris est M. Christian de Malesherbes ». Quelques jours plus tard, il ajoute : « M. de La Malène, rapporteur général du budget de la Ville de Paris, est le meilleur pour braver le poste de maire de Paris. Mais cela ne veut pas dire que je ne soutiendrais pas la candidature de M. Pierre-Christophe Taubert ».

12 NOVEMBRE. — Après un arbitrage du premier ministre, M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, maire de Deauville, est choisi pour animer la campagne de la majorité dans la capitale et comme candidat au poste de maire. M. d'Ornano annonce ce choix sur le parvis de l'Élysée.

13 NOVEMBRE. — M. Bas déclare : « Je suis surpris par cette désignation. M. d'Ornano est un homme très estimable qui a réussi à Deauville. Je suis sûr qu'il a devant lui une belle carrière en Normandie. Mais pourquoi prendre un homme politique qui n'est pas de Paris, alors qu'il y a dans la capitale cent trente personnalités politiques et élus de la majorité parmi lesquels on trouverait facilement d'excellents candidats et d'excellents administrateurs pour occuper le poste de maire de Paris ».

18 NOVEMBRE. — La fédération de Paris U.D.R. déclare : « Le non que nous donnons à Michel d'Ornano est surtout d'une manière convenable par des gens solidaires qui ne désirent aucun affrontement ». Le premier ministre rappelle alors que M. d'Ornano a été investi avant la procédure administrative par la commission en vigueur au sein de la majorité.

28 NOVEMBRE. — M. Guichard, ministre d'État, coordinateur de la majorité, déclare au « Club de la presse » d'Europe 1 à propos de la candidature de M. d'Ornano : « Les secrétaires généraux des différents mouvements ont été consultés, se sont fréquemment rencontrés, mais ne pouvaient se mettre d'accord sur un seul candidat. La décision d'un groupe de travail des ministres d'État que je préside. Le ministre d'État précise : « Devant la divergence des avis au sein de ce groupe, j'ai demandé au premier ministre d'exercer son arbitrage. C'est ce qui a été fait. M. d'Ornano a été élu de vote dans un premier temps comment il peut constituer des listes uniques sur Paris. Je dis bien des listes uniques, car il ne faut

pas oublier que tous les mouvements de la majorité se sont déclarés partisans de ce type de listes dans cette affaire, et je crois qu'ils ont raison ».

19 NOVEMBRE. — M. d'Ornano affirme : « Je suis chargé d'une mission et je l'accomplirai ».

20 NOVEMBRE. — M. de La Malène est officiellement candidat contre le ministre de l'Industrie.

2 DÉCEMBRE. — Dans l'après-midi, M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, présidé à la porte de Versailles la réunion constitutive du R.P.R.

16 DÉCEMBRE. — M. de La Malène annonce qu'il est soutenu par le R.P.R. pour constituer des listes Union pour Paris. Il déclare : « C'est aux Parisiens qu'il appartient de désigner eux-mêmes leur maire ».

3 JANVIER 1977. — M. d'Ornano rend publique une première liste de candidats. Mme Giroud, secrétaire d'État à la culture (radiocité), se présente dans le quinquième arrondissement, le ministre de l'Industrie dans le dix-septième.

3 JANVIER. — M. d'Ornano déclare devant les Jeunes giscardiens qu'il a écrit aux chefs de liste R.P.R. pour leur proposer des négociations. Le ministre de l'Industrie précise qu'il n'a pas reçu de réponses.

11 JANVIER. — Le R.P.R. publie une première liste de candidats.

13 JANVIER. — M. Michel Poniatowski, ministre d'État, affirme : « M. d'Ornano ira jusqu'au bout. Il est prêt à faire l'union ». M. Chirac déclare : « Nous saurons quel sera le futur maire de Paris lorsque les conseillers qui auront été élus au conseil municipal l'auront à leur tour élu. Il n'est pas question de le faire par la force ». « On n'engage pas le président de la République par un bavardage de politicien ».

14 JANVIER. — M. Lafay, président du Conseil de Paris, écrit au président de la République pour lui demander de ne pas engager plus avant son autorité dans ces regrettables circonstances.

15 JANVIER. — M. Guichard, dans une lettre au premier ministre, suggère de confier une mission de médiation à M. Frey, président du Conseil constitutionnel.

17 JANVIER. — M. Giscard d'Estaing, au cours de sa conférence de presse, rappelle que c'est grâce à son action que Paris a un nouveau statut. Il rappelle l'importance de ce changement.

18 JANVIER. — M. d'Ornano annonce une seconde liste de candidats.

● M. Pierre Billotte, président du Mouvement pour le socialisme par la participation (gaullistes de gauche), et le bureau exécutif du M.S.P. ont décidé de « suspendre » M. Bernard Lafay de toutes ses fonctions au sein de la commission électorale. M. Farbmann sera appelé à s'expliquer devant le bureau exécutif du Mouvement pour le socialisme par la participation en tant que président du M.S.P. M. Farbmann a été nommé « responsable » du onzième arrondissement par M. Michel d'Ornano, candidat républicain indépendant à la mairie de Paris.

(Suite de la première page.)

« Il est impossible, avait dit, lundi, M. Giscard d'Estaing, de mettre les Parisiens dans une situation qui ne serait acceptée par aucune municipalité de province, celle de voter sans savoir quel sera le maire de Paris en fonction de leurs votes ». M. Chirac répond sans tarder : « Me voici ». Pour n'avoir pas eu l'audace de parler clairement lors de sa conférence de presse, pour s'être abstenu de répondre à l'insolente lettre que lui avait adressée M. Bernard Lafay, et pour avoir laissé pourrir la situation, le président de la République ne s'en rend pas compte. Il est évident et brutalement démontré. Il n'avait rien « clarifié » le 17, M. Chirac s'en est chargé — et de quel maître — dès le 19. La majorité considérée dans son ensemble est placée dans une situation assez ridicule, que M. Claude Estier, secrétaire national du parti socialiste, décrit assez bien lorsqu'il fait observer : « Le R.P.R. avait couvert les murs d'affiches invitant les Parisiens à ne pas aller chercher leur maire à Deauville. M. Chirac les convie, quant à lui, à le faire venir de Corrèze ».

M. Raymond Barre est, lui aussi, mis à très dure épreuve. Lundi, M. Giscard d'Estaing était étonné de l'absence de M. Barre à la tête de la majorité. Deux jours plus tard, le leader de la principale force « majoritaire » manifeste toute sa détermination à ne pas se soumettre ni à l'Élysée ni à l'arbitrage du premier

LE RECOURS À M. FREY

M. André Chénedegat, député socialiste de la Creuse, demande au premier ministre, dans une question écrite, s'il est exact que le garde des sceaux « lui suggère de demander au président du conseil constitutionnel d'intervenir dans les prochaines élections municipales de Paris pour mettre de l'ordre parmi les formations de la majorité ». Dans l'affirmative, M. Chénedegat demande à M. Barre quelles mesures il compte prendre « pour rappeler la parole des sceaux au strict respect des textes qui garantissent l'indépendance des membres du conseil constitutionnel et la dignité de l'une des principales institutions de la Constitution de 1958 ».

[Le 15 janvier, M. Guichard avait écrit à M. Barre pour lui proposer de confier à M. Roger Frey, président du conseil constitutionnel, la mission de constituer des listes d'union de la majorité dans la capitale.]

ministre, ni pour les « municipales » ni pour les « législatives ». Le député de la Corrèze établit, en effet, une étroite relation entre les deux consultations lorsqu'il déclare que, « qu'on le veuille ou non », les élections municipales « ouvriront et engageront dans une large mesure la prochaine campagne législative ».

C'est pour le premier ministre un affront de taille, venant d'un homme qui s'affirme comme le plus déterminé à combattre la coalition des « sociaux-communistes » et le plus capable de l'emporter sur « le collectivisme » et qui précise : « L'heure n'est plus aux négociations de complot ni aux compromis des partis ».

M. Michel Poniatowski, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, pour sa part, invité à dire s'il capitulait devant l'agression d'un candidat socialiste sur quatre-vingt-dix et de dix-sept députés parisiens sur trente et un, alors que « les giscardiens » ne disposent que de dix sièges au conseil de la capitale et de onze députés parisiens à l'Assemblée nationale. S'il renonce ce sera une perte de face non seulement pour lui-même, mais pour le chef de l'État qui l'avait lancé avec désinvolture dans l'imprudence du 12 novembre dans la course à la mairie de Paris. On n'en serait sans doute pas si M. Giscard d'Estaing avait bien voulu se manifester clairement lors de la conférence.

En affirmant que les batailles électorales doivent être menées « avec vigueur et détermination », M. Chirac s'est clairement engagé à ne pas lâcher la proie pour l'ombre. La seule question qui se pose, une fois de plus, à son sujet, est de savoir si l'admission d'un jour que la dignité devrait lui imposer de quitter le gouvernement et l'Élysée, le représentant du R.P.R. l'affrontement entre le président de la République et son ancien premier ministre ne pouvant plus désormais être contesté par qui que ce soit, il ne serait

pas raisonnable de considérer comme un « coup de théâtre » la décision que M. Jacques Chirac a prise mercredi soir.

Se comportant et s'affichant dès le 25 août en premier ministre démissionnaire et non « démissionné » par le président de la République, comme l'avaient été Michel Debré, Georges Pompidou et Jacques Chaban-Delmas, Jacques Chirac s'était lancé un mois plus tard dans une entreprise qui ne pouvait avoir de signification et d'avenir — nous n'avons cessé de le dire, depuis le début, dans un conflit ou plutôt dans un nouveau conflit avec M. Giscard d'Estaing.

On ne saurait oublier que dès le 15 janvier, le président du R.P.R. s'était élevé avec violence, au sujet de la course pour la mairie de Paris et de la constitution des listes « giscardiennes » contre l'attitude du chef de l'État : « Un maire n'est pas désigné par la poussée électorale mais élu par les conseillers municipaux ». Il est inadmissible de désigner des membres du gouvernement contre des parlementaires qui soutiennent ce gouvernement.

La fiction d'une entente stratégique ou d'une complaisance fondamentale entre les deux hommes est bien morte cette fois-ci, après avoir été assésée pendant des mois, non seulement par les deux principaux intéressés mais aussi par beaucoup d'autres, au nombre desquels MM. Yves Guéna et Jérôme Monod qui sont respectivement aujourd'hui délégués politique et secrétaire général du Rassemblement pour la République. Sans oublier, bien sûr, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., qui a soutenu cent fois, et lundi encore, la thèse selon laquelle M. Giscard d'Estaing et Chirac étaient « en plein accord ».

Le « Rastignac corrézien », comme l'appelle la Nouvelle Action française de M. Bertrand Renouvin, s'était déjà et bien souvent manifesté comme un véritable ennemi lorsqu'il avait enlevé la capitale à M. Giscard d'Estaing et comme un redoutable « battant » à la hussarde l'U.D.R. le 14 décembre 1974, lors de son départ

de l'hôtel Matignon, le 25 août 1976, et au moment de la constitution du Rassemblement pour la République, le 5 décembre.

Il vient de commettre une nouvelle action de grand décal en abattant brutalement ses cartes. La mise est considérable. Celui qui la risque ne s'arrêtera évidemment pas en route s'il conquiert Paris, mais si la capitale lui échappe, il aura tout perdu.

RAYMOND BARRILLON.

LE COMMUNIQUÉ DE L'ANCIEN PREMIER MINISTRE

Voici le texte du communiqué que M. Jacques Chirac a lu mercredi 19 janvier, peu avant 20 heures, devant les représentants de la presse :

« Après la conférence de presse du président de la République, j'ai estimé nécessaire de rencontrer le premier ministre pour m'entretenir avec lui des affaires du pays ».

« Si, sur le plan économique, j'ai confirmé à M. Barre mon entier soutien au plan de redressement mis en œuvre par le gouvernement, j'ai exprimé les plus vives réserves sur l'évolution de la situation de la majorité, notamment en ce qui concerne les élections municipales ».

« En fait, ces élections, qu'on le veuille ou non, nous ont conduit à nous retrouver dans une large mesure la prochaine campagne législative. Il est donc essentiel qu'elles soient menées avec vigueur et détermination ».

« A Paris, l'heure n'est plus aux négociations de complot ni aux compromis de partis. Il convient maintenant d'affirmer clairement notre résolution et de faire en sorte que la capitale de la France ne courre pas le risque de tomber entre les mains des sociaux-communistes ».

« En conséquence, et fidèle à l'engagement que j'ai pris de tout mettre en œuvre pour combattre le collectivisme, j'ai décidé de me présenter à Paris à la tête de tous ceux qui se rassembleront pour mener le même combat ».

« Une fois encore, le peuple de Paris saura donner l'exemple ».

Les réactions des milieux politiques

M. ESTIER (P.S.) : des rivalités exacerbées.

M. Claude Estier, membre du secrétariat national du parti socialiste.

« Le R.P.R. avait couvert les murs d'affiches invitant les Parisiens à ne pas aller chercher leur maire à Deauville. M. Chirac les convie, quant à lui, à le faire venir de Corrèze ».

« Chacun a remarqué que, dans sa conférence de presse, dite « de clarification », M. Giscard d'Estaing avait soigneusement omis de prononcer le nom de son ancien premier ministre. Celui-ci se rappelle à son souvenir en lui lançant un formidable défi, qui montre à quel point les rivalités se sont exacerbées entre les hommes de la majorité, mais surtout dépendent ensemble les mêmes intérêts ».

M. SARRE (P.S.) : la roulette russe.

M. Georges Sarre, membre du bureau exécutif du parti socialiste, candidat à la mairie de Paris : « Chirac et Giscard jouent à la roulette russe. Au lendemain d'une conférence de presse qui n'a fait qu'ajouter à la confusion des esprits, les Parisiens sont appelés à mettre en minorité l'homme de l'Élysée ».

M. FISZBIN (P.C.) : les faux frères ennemis.

M. Henri Fiszbin, député de Paris, premier secrétaire de la fédération de Paris du P.C.F. : « Branlèvement du péril rouge. Chirac, député de la Seine, se présente à la candidature au Conseil de Paris. Il ne manque plus que la candidature de Jean-Jacques Servan-Schreiber pour que l'éventail soit pleinement déployé. Mais on aura remarqué que Chirac, dans la même journée, renouvelle son accord avec le plan Barre de pénurie et d'austérité ».

« Là est bien le fond du problème. Au-delà des rivalités d'am-

bition, de personnes et de partis, les faux frères ennemis de la majorité giscardienne sont profondément unis sur la politique à suivre à Paris et dans tout le pays. Ils en portent ensemble la responsabilité. Quelle que soit la durée et l'issue des futures élections d'aujourd'hui entre d'Ornano et Chirac, l'un ou l'autre accède à la direction de la municipalité de Paris, tous les maillons dont les Parisiens sont accablés seraient maintenus et aggraverés ».

● M. SCHWARTZENBERG, député général du mouvement des radicaux de gauche : « A peine réélu en Corrèze, M. Chirac quitte précipitamment ses électeurs. Le député d'Ussel et le maire de Deauville se rendent donc sur la capitale pour en découdre et transformer Paris en champ clos de leurs querelles partisans. Quel spectacle navrant pour les Parisiens ! La majorité transforme cet enjeu municipal, si important pour les Parisiens, en mauvais western où Zorro surgit de la Corrèze, affronte l'ennemi venu des plaines de Deauville. Cela serait plaisant s'il n'y avait là un grave défi lancé à la démocratie locale. La gauche saura le relever ».

● LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE (royaliste) : « La candidature de M. Chirac montre que la lutte au sein de la majorité devient insupportable. Le Rastignac corrézien, sentant son ex-patron et complice sur le déclin, veut s'emparer de l'Élysée de l'Élysée comme d'un tremplin pour l'Élysée. Que devient dans ce combat de requins l'intérêt des Parisiens ? »

M. PIERRE BAS : je soutiendrais cette candidature.

M. Pierre Bas, député R.P.R. du VI^e arrondissement, président du groupe Paris-Majorité au Conseil de Paris :

« Jacques Chirac a fait preuve

à la tête du gouvernement pendant deux ans et trois mois de ses éminentes qualités d'homme d'État et d'homme d'action. Ses personnalités, son courage, son sens de l'effort, son sens de la responsabilité, son sens de l'humaine ».

« Je soutiendrais cette candidature de toutes mes forces. Je suis persuadé que le groupe Paris-Majorité adoptera une attitude de même position que celle dans la ligne constante de défense des intérêts de Paris ».

M. DE LA MALENE (R.P.R.) : une initiative qui clarifie.

M. Christian de La Malène, député R.P.R., rapporteur général du budget de la Ville de Paris : « L'échec de la tentative de M. d'Ornano résignée à Paris, de conduire à une situation qui aurait pu faire le jeu de la gauche. Je me félicite de l'initiative de Jacques Chirac, qui clarifie la situation et qui va donner un élan à la campagne de la majorité pour les élections municipales ».

M. DEBRE : M. Chirac sera maire de Paris.

M. Michel Debré, qui a annoncé, jeudi 20 janvier, la création du Comité pour l'indépendance et l'unité de la France, pour s'opposer au projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel, a déclaré, en réponse aux questions d'Yvan Leva à Europe 1, relatives à la candidature de M. Chirac : « Dans un cas comme celui-ci, il y a un enjeu qui ne peut pas être la politique ne se fait pas en chambre. Pour Paris, ou bien le maire est un adversaire du gouvernement, et alors quelle force il a, ou bien c'est un ami du gouvernement, et quel rival il devient ! Je ne croyais pas si bien dire. Jacques Chirac se présente, et c'est un

problème politique majeur. Il a pris sa décision. Il sera maire de Paris. C'est une victoire qu'il va remporter non seulement pour lui mais aussi pour la majorité ».

● M. CLAUDE LABBE, président du groupe du R.P.R. de l'Assemblée nationale : « L'initiative de Jacques Chirac donne à la bataille pour la mairie de Paris sa véritable dimension et précise l'importance de l'enjeu. Elle démontre l'ambition du R.P.R. de mener à bien la lutte contre l'opposition. Elle écarte, en suscitant un vaste élan de rassemblement dans la capitale, les espoirs de succès qui commencent à naître du côté de l'opposition ».

● LES CANDIDATS PARIS-ÉCOLOGIE : « constituent une fois de plus, avec l'entrée en lice de M. Jacques Chirac, que les partis politiques veulent de toute force transformer Paris en un « ring » où se régler des comptes qui n'ont rien à voir avec l'élection municipale. Car, dans toute cette agitation, les problèmes des Parisiens sont oubliés. Les politiciens veulent ignorer que Paris est la ville la plus pauvre de France, la capitale la plus pauvre en espaces verts après Tokyo, l'une des plus dévastées par l'automobile et les promoteurs ». Les candidats Paris-Écologie « demandent aux Parisiens de se rassembler autour des candidats écologistes, afin de rendre une fois pour toutes Paris aux Parisiens ».

● Les clubs Perspectives et Réalités (giscardiens) réuniront une convention extraordinaire samedi 22 janvier à Paris afin de présenter leur « charte d'action municipale ». Après une intervention du président des clubs, M. Jean-Pierre Fourcade, c'est le premier ministre, M. Raymond Barre, qui prononcera le discours de clôture.

le cuir sauvage

Nous sommes peut-être un peu sectaires, mais le cuir que nous aimons est celui que certains appellent sauvage et qui, en fait, est le cuir naturel. Car il a été traité par le cuir naturel et cuir détartré. Nous entendons par cuir naturel un cuir qui n'a subi aucun traitement chimique et qui est simplement traité à l'huile.



Roche-Bois a programmé avec ses tanneries un marché qui permet de consentir du 15 janvier au 28 février 1977 un tarif préférentiel sur tous ses salons cuir. Ainsi, les prix des salons Roche-Bois (5 places assises) dans tous les cuir s'échelonnent de 8.000 à 25.000 F. (En Belgique, de 65.000 à 180.000 FB. En Suisse, de 4.000 à 12.500 FS).

ROCHE-BOIS

Bon à découper pour recevoir le catalogue 77 (146 pages couleurs). Participation aux frais d'envoi 7 francs français (remboursés à votre premier achat en livres ou tout autre moyen à votre convenance).

nom
adresse
Demande à adresser à ROCHE-BOIS B.P. 275-09 / 75424 PARIS CEDEX 09. Le catalogue vous sera envoyé par votre magasin régional.

CANDIDATURE

A quoi sert...

Les élections municipales de 1977 sont une occasion pour les citoyens de choisir leur maire et leurs adjoints. C'est une responsabilité importante. Les candidats doivent être capables de gérer la ville et de répondre aux besoins des habitants. Les électeurs doivent être attentifs et participer activement au processus électoral. Les élections municipales sont une étape importante dans la vie démocratique d'une ville. Elles permettent aux citoyens de s'exprimer sur les orientations politiques de leur commune. Les candidats doivent être représentatifs de la population et avoir une vision claire de l'avenir de la ville. Les électeurs doivent voter en conscience et en connaissance de cause. Les élections municipales sont une occasion de renforcer le lien entre les citoyens et leurs élus. Elles sont une manifestation de la démocratie locale. Les élections municipales de 1977 sont une chance pour les citoyens de participer à la vie de leur commune. Elles sont une occasion de choisir des élus qui défendent leurs intérêts et qui travaillent pour le bien de la ville. Les élections municipales sont une étape importante dans la vie démocratique d'une ville. Elles permettent aux citoyens de s'exprimer sur les orientations politiques de leur commune. Les candidats doivent être représentatifs de la population et avoir une vision claire de l'avenir de la ville. Les électeurs doivent voter en conscience et en connaissance de cause. Les élections municipales sont une occasion de renforcer le lien entre les citoyens et leurs élus. Elles sont une manifestation de la démocratie locale.

Les d...

Les élections municipales de 1977 sont une occasion pour les citoyens de choisir leur maire et leurs adjoints. C'est une responsabilité importante. Les candidats doivent être capables de gérer la ville et de répondre aux besoins des habitants. Les électeurs doivent être attentifs et participer activement au processus électoral. Les élections municipales sont une étape importante dans la vie démocratique d'une ville. Elles permettent aux citoyens de s'exprimer sur les orientations politiques de leur commune. Les candidats doivent être représentatifs de la population et avoir une vision claire de l'avenir de la ville. Les électeurs doivent voter en conscience et en connaissance de cause. Les élections municipales sont une occasion de renforcer le lien entre les citoyens et leurs élus. Elles sont une manifestation de la démocratie locale. Les élections municipales de 1977 sont une chance pour les citoyens de participer à la vie de leur commune. Elles sont une occasion de choisir des élus qui défendent leurs intérêts et qui travaillent pour le bien de la ville. Les élections municipales sont une étape importante dans la vie démocratique d'une ville. Elles permettent aux citoyens de s'exprimer sur les orientations politiques de leur commune. Les candidats doivent être représentatifs de la population et avoir une vision claire de l'avenir de la ville. Les électeurs doivent voter en conscience et en connaissance de cause. Les élections municipales sont une occasion de renforcer le lien entre les citoyens et leurs élus. Elles sont une manifestation de la démocratie locale.

LA PRÉPARATION DE LA CAMPAGNE

NANCY : M. Harret (R.P.R.)

De notre... M. Harret, député R.P.R. de Nancy, a déclaré que la campagne électorale pour les élections municipales de 1977 était en pleine préparation. Il a souligné l'importance de ces élections pour la ville de Nancy et a promis de faire tout son possible pour représenter les intérêts des habitants. Il a également mentionné les différents thèmes de sa campagne, tels que la sécurité, l'éducation et le développement économique. M. Harret a déclaré qu'il était prêt à relever tous les défis qui se présenteront et à travailler pour le bien de la ville de Nancy.

Trois formations d'extrême

présenteront des listes

Les élections municipales de 1977 sont une occasion pour les citoyens de choisir leur maire et leurs adjoints. C'est une responsabilité importante. Les candidats doivent être capables de gérer la ville et de répondre aux besoins des habitants. Les électeurs doivent être attentifs et participer activement au processus électoral. Les élections municipales sont une étape importante dans la vie démocratique d'une ville. Elles permettent aux citoyens de s'exprimer sur les orientations politiques de leur commune. Les candidats doivent être représentatifs de la population et avoir une vision claire de l'avenir de la ville. Les électeurs doivent voter en conscience et en connaissance de cause. Les élections municipales sont une occasion de renforcer le lien entre les citoyens et leurs élus. Elles sont une manifestation de la démocratie locale. Les élections municipales de 1977 sont une chance pour les citoyens de participer à la vie de leur commune. Elles sont une occasion de choisir des élus qui défendent leurs intérêts et qui travaillent pour le bien de la ville. Les élections municipales sont une étape importante dans la vie démocratique d'une ville. Elles permettent aux citoyens de s'exprimer sur les orientations politiques de leur commune. Les candidats doivent être représentatifs de la population et avoir une vision claire de l'avenir de la ville. Les électeurs doivent voter en conscience et en connaissance de cause. Les élections municipales sont une occasion de renforcer le lien entre les citoyens et leurs élus. Elles sont une manifestation de la démocratie locale.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

SA CANDIDATURE A LA MAIRE DE PARIS

A quoi sert un ancien premier ministre

Après une heure d'entretien avec M. Raymond Barre, mercredi soir 19 janvier à l'hôtel Matignon, M. Jacques Chirac n'a pas voulu annoncer sa candidature à la mairie de Paris en se livrant à un bavardage sur le perron (ce qu'il reprochait à M. d'Ornano d'avoir fait après une audience à l'Elysée). C'est à son secrétaire particulier du R.P.R., place du Palais-Bourbon, que l'ancien premier ministre a donc lu aux journalistes sa déclaration. Il l'a fait debout derrière un petit bureau, face à un bouquet de micro, sur un ton résolu mais calme et sans la moindre crispation. A la différence de ce qui s'était passé le 25 août lorsqu'il avait annoncé sa démission de premier ministre.

M. Chirac, qui pourrait prendre la tête d'une liste dans le cinquième arrondissement de Paris à côté de M. Tibéri, conseiller sortant, a été réélu dès le premier tour député R.P.R. le 14 novembre dernier, avait envisagé cette éventualité dès la mi-décembre dernier. Plusieurs éléments l'ont résolu à se déterminer, lundi 17 janvier, et à demander audience au premier ministre dès la conférence de presse de M. Giscard d'Estaing. Il s'est toutefois gardé d'annoncer sa décision aux journalistes du groupe R.P.R. avec lesquels il avait passé mercredi plusieurs heures, et les quelques membres de son entourage n'ont pu en avoir confirmation avant bien gardé le secret. Ce qu'il a entendu au cours de cette réunion n'a fait que le confirmer dans sa résolution.

Tenant compte de l'échec — relatif — des élections cantonales de mars 1976 — qu'à la demande expresse de M. Giscard d'Estaing il avait dû présenter comme une consultation administrative et non politique, — M. Chirac a toujours estimé

que les prochaines élections municipales constitueraient le galeop d'essai, l'épreuve de pré-sélection des élections législatives de 1978. Il le souligne maintenant dans son communiqué.

En assurant que « la capitale de la France court le risque de tomber entre les mains des socialistes », M. Chirac fait une référence implicite aux informations qui lui étaient parvenues selon lesquelles les 2^e et 3^e arrondissements de Paris avaient de fortes chances d'être conquis par l'opposition. L'absence de leaders notoires capables de provoquer un saut de l'opinion majoritaire dans ces arrondissements avait même été rassemblée par M. d'Ornano, qui s'était absenté de présenter des candidats dans les 10^e et 14^e, détenus par des sortants R.P.R.

Malice

Usant d'une certaine malice, le président du Rassemblement pour la République a voulu aussi prendre au mot M. Valéry Giscard d'Estaing. Le chef de l'Etat ayant indiqué, dans sa conférence de presse, qu'il était « impossible de mettre les Parisiens dans la situation de voter sans savoir quel sera le maire de Paris », M. Chirac lui donne deux jours plus tard une réponse explicite. Si M. Giscard d'Estaing se réitérait ainsi à la pratique et à la motivation politique et psychologique des électeurs, les amis de M. Chirac, en affirmant : « On ne négocie pas le maire de Paris, on l'élit », se rattachaient jusqu'à une interprétation stricte de la loi selon laquelle le maire est élu par les seuls conseillers municipaux. L'argumentation du président de la République n'était pas sans

force et, s'ajoutant à la détermination de M. d'Ornano, elle pouvait inciter le R.P.R. à réexaminer son attitude.

De plus, les gaullistes ne paraissent pas en mesure d'opposer une personnalité d'importance égale à M. d'Ornano et ils étaient sollicités de plusieurs côtés. M. de La Malène était appuyé par certains d'entre eux conduits par M. Pierre Bas ; M. Bernard Lafay carassait, lui aussi, l'espoir secret de conserver la fauteuil qu'il occupe comme président du Conseil de Paris ; M. Guichard proposait M. Frey ; enfin, le nom de M. Couve de Murville était lancé bien que son éventuelle candidature n'ait pas été débattue au cours de la réunion du groupe Paris Majorité à l'hôtel de Ville, lundi dernier (le Monde date 19-20 janvier), contrairement à une information erronée. La situation était devenue si confuse que M. Raymond Barre, qui avait, entre le « sommet » de Rambouillet et son départ pour l'Egypte le 12 novembre dernier, accordé, sans connaissance réelle du dossier, son investiture à M. d'Ornano, songeait, mardi 18 janvier, à confier à MM. Chirac (R.I.) et Tibéri (R.P.R.) une mission de bons offices pour mettre un terme à ce qu'il appelait le « happening parisien ». Il avait à ce moment-là refusé de prendre en considération la proposition d'un « troisième homme », M. Roger Frey, présenté par M. Olivier Guichard.

Aussitôt après la réunion de presse de M. Giscard d'Estaing, lundi après-midi 17 janvier, M. Michel d'Ornano a été encouragé par la présidence de la République elle-même à poursuivre sa campagne pour le maire de Paris et, dès le lendemain matin, il publiait une liste complémentaire des responsables de secteur chargés de mettre sur pied les candidatures du « R.P.R. » (Pro-

section et Renouveau de Paris) dans les arrondissements de la capitale. Dans le même temps, une campagne d'affiches, de tracts, de journaux et de réunions, était lancée avec ampleur, révélant ainsi l'importance des moyens matériels dont dispose le maire de Deauville Pour M. d'Ornano, la caution du chef de l'Etat lui était acquise puisqu'il se trouvait être la seule personnalité de la majorité à avoir fait connaître clairement sa volonté de briguer le mandat de maire.

Une autre conclusion

M. Chirac a tiré une autre conclusion des déclarations présidentielles. Sa décision renforce la cohésion des gaullistes de la capitale, dont les tendances diverses s'étaient déjà largement — mais peut-être provisoirement — ressoudées face à l'agresseur giscardien. La façon maladroite dont M. Michel d'Ornano a été désigné, mais surtout, le choix de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, pour aller affronter trois députés R.P.R. conseillers sortants dans le 15^e arrondissement, ont été ressentis comme une véritable provocation par tous les élus gaullistes et par l'état-major du mouvement. L'annonce inopportune — et qui n'a pas encore eu de suite — d'autres candidatures ministérielles dans des secteurs tenus par des gaullistes a convaincu ces derniers de la volonté malicieuse de certains dirigeants républicains indépendants.

Les députés du R.P.R. avaient, sans le savoir, encouragé M. Chirac puisque, selon M. Claude Labbé, président du groupe, « lorsque l'entente n'est pas possible, il faut dans la réalité, la diversité et le pluralisme faire appel au suffrage universel ». Mais alors que M. Giscard d'Estaing avait prosaïquement les secteurs où « la division de la majorité risque de conduire celle-ci à perdre la partie », les députés R.P.R., toujours par la voix de M. Labbé, considéraient qu'au contraire, dans les circonstances marginales, il n'y avait pas à faire le plein des voix, où il faut dépasser le score du président de la République quand il était seul candidat, c'est-à-dire qu'il faut offrir un large choix à l'électeur.

C'est pourquoi des listes patronnées par le R.P.R. seront présentées dans tous les secteurs. Ne s'en prenant qu'aux adversaires « sociaux-communistes », M. Chirac adresse un appel implicite, mais bien loyal, à M. d'Ornano et à ses amis. Il n'ignore pas que parmi ces derniers certains centristes et radicaux ne sont guère satisfaits, que la mise à l'écart de M. Dominati — qui se destinait à la mairie — a provoqué quelques rancœurs et qu'on ne se bouscule guère que dans le septième arrondissement, celui-relui traditionnel de la droite, devenu le terrain d'une véritable ruée de candidats giscardiens.

En invitant les députés R.P.R. à présenter dès le 2 avril à l'Assemblée nationale une série de propositions inspirées par la justice sociale, la simplification administrative, la considération pour les citoyens, en lançant le Rassemblement pour la République dans une campagne nationale d'adhésions et d'information, en prenant lui-même la tête de la « bataille de Paris », M. Jacques Chirac répond à sa manière à la question que M. Valéry Giscard d'Estaing avait éludée au cours de sa conférence de presse : « A quoi servent les anciens premiers ministres ? »

ANDRÉ PASSERON.

Six mois d'initiatives

25 JUILLET 1976. — M. Jacques Chirac remet une lettre de démission à M. Giscard d'Estaing, estimant que « le renforcement sans équivoque de l'autorité du premier ministre » qu'il souhaitait ne correspondait « ni au sentiment ni à l'attention » du président de la République. M. Giscard d'Estaing prend acte de cette décision mais demande qu'elle ne soit pas appliquée le 3 août, mais différée.

DU 25 JUILLET AU 1^{er} AOUT. — M. Chirac effectue une voyage officiel au Japon ; M. Giscard d'Estaing de 5 au 8 août au Gabon et prend des vacances en République Centrafricaine.

19 AOUT. — M. Chirac démissionne à l'Elysée avec M. Giscard d'Estaing, de retour d'Afrique.

23 AOUT. — Entrée en fonction de M. Chirac.

25 AOUT. — M. Chirac remet la démission de son gouvernement et part pour la Corée le 28.

14 SEPTEMBRE. — Message aux membres de l'U.D.R. pour qu'ils constituent un « rassemblement ».

25 SEPTEMBRE. — Démission de M. Bédou, suppléant de M. Chirac, permettant une élection législative partielle.

26 SEPTEMBRE. — Lettre à M. Giscard d'Estaing, demandant des assises extraordinaires et préconisant l'élargissement et la transformation du mouvement.

3 OCTOBRE. — Discours d'Epône. Appel à la constitution d'un « vaste rassemblement populaire » et d'un « travailisme à la française ».

10 OCTOBRE. — Discours de Paris. Copiant l'U.D.R. à une « véritable révolution culturelle ».

15 OCTOBRE. — Discours d'Evreux au colloque du Nouveau Contrat social sur la « démocratie de quotidien ».

24 OCTOBRE. — Comité central de l'U.D.R. en vue de la création d'un rassemblement.

4 NOVEMBRE. — Entrée à l'Elysée à l'invitation de M. Giscard d'Estaing.

14 NOVEMBRE. — Election au premier tour comme député de la troisième circonscription de Corréze avec 53,56 % des suffrages exprimés.

23 NOVEMBRE. — Réunion de comité central U.D.R.

3 DECEMBRE. — Appel de M. Chirac au « Rassemblement pour la République ».

5 DECEMBRE. — Au cours d'assises extraordinaires de l'U.D.R. porte de Versailles, M. Chirac est élu président du Rassemblement pour la République avec 95,54 % des voix. Le siège du R.P.R. s'installe à la tour Maine-Montparnasse.

M. Jérôme Monod devient secrétaire général et M. Yves Guéno délégué politique du R.P.R.

17 DECEMBRE. — Discours de Strasbourg sur la condition des salariés et la participation.

18 DECEMBRE. — Rencontre avec M. Raymond Barre à l'hôtel Matignon. Réunion des cadres du R.P.R. : « Le principal adversaire est le parti socialiste ».

13 JANVIER 1977. — Désignation de listes municipales pour Paris. « La procédure suivie pour désigner M. d'Ornano est inadmissible ».

15 JANVIER. — Devant les responsables des sections d'entreprises.

17 JANVIER. — Conférence de presse de M. Giscard d'Estaing, qui évoquant l'entrée de M. Barre au gouvernement en janvier 1976, déclare : « J'ai donc choisi de nommer M. Raymond Barre. Personne n'aurait pu le faire à l'avance à cette éventualité. C'est le motif pour lequel je n'aurais fait entrer au gouvernement, il y a maintenant un an, pour qu'il ait la connaissance de la pratique du usage gouvernemental, M. Chirac demandant audience à M. Barre ».

19 JANVIER. — Entrée de M. Chirac à l'hôtel Matignon, à 18 h. 30, après une réunion du groupe parlementaire R.P.R. à l'Assemblée nationale : 20 heures : M. Chirac annonce sa candidature à la mairie de Paris.

Les deux listes de la majorité

Les candidats de M. Chirac et de M. d'Ornano dans les différents secteurs (1) :

1^{er}-4^e arrondissement (4 sièges)
Listes Chirac (R.P.R.) : M. Pierre - Charles Krieg (député R.P.R., conseiller sortant), M. Monique Garnier-Lançon (conseiller sortant R.P.R.) et M. Jean Rousseau (conseiller sortant R.P.R.).
Listes d'Ornano (Protection et Renouveau de Paris) : M. Jacques Dominati, député, secrétaire général de la Fédération des R.I., conseiller sortant.

5^e-8^e arrondissement (4 sièges)
Liste Chirac : M. Guy Rabourdin, maire de Chelles (Seine-et-Marne), ancien président du conseil d'administration du district de la région parisienne, ancien député U.D.R. ; Mme Nicole Chaurand, membre du bureau du parti radical ; M. Bertrand Schneider, membre du secrétariat national du C.D.S., président des clubs Démocratie nouvelle.

Listes d'Ornano : M. Jacques Dominati.
9^e arrondissement (4 sièges)
Listes Chirac : MM. Jean Tibéri (député R.P.R., conseiller sortant), Roger Romani (conseiller sortant R.P.R.), Florian Delbarre (apollitique), professeur à la faculté de médecine.
Listes d'Ornano : M. Pierre Armand, ancien président national de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public.
Listes d'Ornano : M. Xavier de la Fournière (R.I.), vice-président du Conseil économique et social, conseiller sortant ; général Charles Farange, ancien commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris.

10^e arrondissement (4 sièges)
Listes Chirac : MM. Pierre Bas (député R.P.R., cons. sort.), P. Collé (cons. sort. R.P.R.), Raymond Dohet (cons. sort. R.P.R.), et Pierre Récamier (apollitique), maire du sixième arrondissement.
Listes d'Ornano : M. Philippe

Saint-Marc (conseiller réfractaire à la Cour des comptes, membre du haut comité de l'environnement).
11^e arrondissement (4 sièges)
Listes Chirac : MM. Edouard Frédéric-Dupont (cons. sort. député rep. ind.) et Jean-Philippe Hublin (R.P.R.).
Listes d'Ornano : MM. Edouard Frédéric-Dupont (député R.I., ancien ministre, conseiller sortant), Philippe Mithouard (conseiller sortant), Henri-Dominique Magnien.
Listes Chirac : MM. Claude Gérard Marcus (député R.P.R., cons. sort.), Léon Cros (cons. sort. R.P.R.), Maurice Mensons (cons. sort. R.P.R.) et J. Romanet (R.P.R.).
Listes d'Ornano : candidats non encore désignés.

12^e arrondissement (4 sièges)
Listes Chirac : MM. Maurice Couve de Murville, ancien premier ministre, député R.P.R., et Raymond Bourguin, président du C.N.I. de Paris et directeur général de Valeurs actuelles.

Listes d'Ornano : M. Philippe Tolly, conseiller sort. C.D.S.
13^e arrondissement (4 sièges)
Listes Chirac : MM. Gabriel Espelette (député R.P.R., cons. sort. R.P.R.) et P. Poir, maire adjoint du 9^e arrondissement (apollitique).
Listes d'Ornano : MM. André Fanto (député R.P.R., cons. sort. R.I.), ancien député R.I., Henri Boutin, président du Syndicat des délégués de tabac de Paris et de l'île-Française, membre directeur des P.M.E. (apollitique), et Gaston (apollitique).
Listes d'Ornano : M. Farbmann, avocat, secrétaire général adjoint national du Mouvement pour le socialisme par la participation.

14^e arrondissement (6 sièges)
Listes Chirac : MM. Charles Magaud, député R.P.R. cons. sort., et André Planchet (cons. sort. R.P.R.), Roquet (cons. sort. R.P.R.), Maurice Doublet, ancien député R.P.R., conseiller sortant (apollitique), et Mme Monique Le-grand (Contrat social).
Listes d'Ornano : M. Loygue, chirurgien à l'hôpital Saint-Antoine, professeur à l'université de Paris-VI.

15^e arrondissement (7 sièges)
Listes Chirac : MM. Claude Avice, maire du 15^e arrondissement (R.P.R.), M. Meyer (R.P.R.), M. Jean-François Foncier (apollitique), Als de l'ancien préfet M. Daniel Garique (R.P.R.) et Mme Duperron (apollitique).
Listes d'Ornano : M. René Dubail, maire adjoint du 13^e arrondissement.

16^e arrondissement (7 sièges)
Listes Chirac : M. Christian de La Malène, directeur général du budget de la Ville de Paris et député R.P.R., Mlle Coutard (démocrates V), M. Lionel Assonad (cons. sort., conseiller sortant), M. Gyril Philpente (C.N.I.), M. Pierre Dangies (cons. sort. R.P.R.), et M. Patrick de Saevsky (cons. sort. R.P.R.).
Listes d'Ornano : candidats pas encore désignés.

17^e arrondissement (11 sièges)
Listes Chirac : Mme Nicole de Hauteclouque (cons. sort. R.P.R., ancien président du Conseil de Paris et député), M. Jacques Maretti (député R.P.R.), M. Claude Roux (député R.P.R., cons. sort.), M. Bernard Rocher (cons. sort. R.P.R.), ancien président du Conseil de Paris), M. Jean Cherioux (cons. sort. R.P.R., ancien président du Conseil de Paris), M. Antoine Vail (cons. sort. C.D.P.), époux de Mme Simone Vail, ministre de la santé, et M. Eschuler (apollitique), maire du 15^e arrondissement.

Listes d'Ornano : Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture (radicale), M. Bertrand de Malgret, conseiller sort. R.I.

18^e arrondissement (9 sièges)
Listes Chirac : M. Jean Préal (R.P.R.), professeur à la faculté de médecine de Paris et médecin de l'hôpital des enfants malades, Mme Chantal Maland (C.N.I.), épouse de M. Philippe Maland, ancien ministre, ancien député rep. ind., M. Jacques Troia-

(R.P.R.), ancien ministre, M. Albert Lissabert (cons. sort. Centre républicain), et M. Gérard Lebar (R.P.R.).
Listes d'Ornano : MM. Georges Messin (député C.D.S.), Léprie, conseiller sort. (C.D.S.), Pierre Christian Taittinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.
17^e arrondissement (8 sièges)
Liste Chirac : M. Bernard Lafay (R.P.R.), député, président du Conseil de Paris), Mme Hélène Missorffe (député R.P.R.), MM. Jean de Fréumont (député R.P.R. et cons. sort.), Maurice Weil (cons. sort. apollitique) et le général Casso (cons. sort. apollitique), ancien commandant du régiment des pompiers de Paris.
Liste d'Ornano : M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche.
18^e arrondissement (9 sièges)
Liste Chirac : M. Joël Le Tac (député R.P.R.) et M. Coche (R.P.R.).
Listes d'Ornano : M. Roger Chirac, député, président du groupe parlementaire des R.I.

LA PRÉPARATION DE LA CAMPAGNE DANS LES AUTRES MUNICIPALITÉS

NANCY : M. Huriet (R.I.) annonce sa candidature

Nancy. — M. Claude Huriet, républicain indépendant, conseiller général du canton Nancy-Nord, sans attendre l'investiture de la majorité, a annoncé, mardi 18 janvier, sa candidature officielle à la mairie de Nancy. « Aucun leader n'ayant été désigné à ce jour, je me présente et je ne vois pas très bien quel élément nouveau pourrait m'amener à renoncer, à moins d'un homme providentiel », a-t-il déclaré.

Les quatre formations de la majorité s'étaient mises d'accord pour que M. Claude Coulais (R.I.), soit leur chef de file. L'entrée de ce

De notre correspondant

demier au gouvernement, le 20 décembre dernier, a quelque peu modifié la situation. M. Coulais attendait, semble-t-il, d'avoir le feu vert du premier ministre.

M. Claude Huriet a décidé de mettre les leaders de la majorité, parisiens et nancéiens, devant le fait accompli. L'annonce de sa candidature va-t-elle mettre un terme à la confusion qui règne dans la majorité nancéienne ou bien l'aviver ? Si la fédération de Meurthe-et-

Moselle-Sud du R.P.R. voit sa candidature d'un bon œil, il n'en est pas de même chez les radicaux, le C.D.S. et même une partie des R.I. L'autre point d'interrogation est de savoir quelle sera la réaction de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber qui, au club de la presse d'Europe 1, avait laissé entendre, dimanche 16 janvier, qu'il pourrait être candidat. Le président du conseil régional de Lorraine, qui soutient M. Coulais, n'a pas caché à plusieurs reprises qu'il se présenterait si M. Huriet était le chef de file de la majorité.

CLAUDE LEVY.

Trois formations d'extrême gauche présenteront des listes communes

Trois organisations d'extrême gauche ont publié, mercredi 19 janvier, une déclaration commune dans laquelle elles s'engagent à « constituer ensemble, partout où ce sera possible, des listes de candidats révolutionnaires », et indiquent qu'elles ont signé « une plate-forme politique commune ». Il s'agit de deux formations trotskistes, la Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière, et de l'Organisation communiste des travailleurs, créée le 5 décembre dernier par la fusion de la Gauche ouvrière et populaire et de Révolution, toutes deux proches du courant marxiste-léniniste.

Le communisme commun prêche : « Ces listes apparaîtront sous le titre commun « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ». Elles seront ouvertes à tous ceux qui se réclament du

combat anticapitaliste et qui approuvent l'orientation de la plate-forme politique, notamment à tous les militants représentatifs d'un véritable travail de masse. Les formations signataires soumettent l'accord national qu'elles viennent de conclure aux autres organisations nationales et locales communistes révolutionnaires. Elles sont prêtes à discuter immédiatement avec toutes celles qui le désireront. Elles soumettent cette plate-forme à tous les militants anticapitalistes conscients de la nécessité d'affirmer une alternative à l'union de la gauche lors de ces élections ».

La « plate-forme politique » adoptée par la L.C.R., Lutte ouvrière et l'O.C.T. sera présentée lundi 24 janvier au cours d'une conférence de presse.

LA GAUCHE A CONCLU DES ACCORDS DANS CENT QUARANTE VILLES DE PLUS DE 30 000 HABITANTS

Le bureau exécutif du parti socialiste a poursuivi, mercredi 19 janvier l'examen des situations municipales dans les villes de plus de trente mille habitants. Selon les pointages des dirigeants socialistes, un accord entre les partis de gauche est d'ores et déjà intervenu dans cent quarante villes. Une quarantaine d'autres ont été rendus par le bureau exécutif, mais restent toujours en instance les cas de Villeurbanne, La Clotat, Créteil.

Le comité directeur socialiste reviendra samedi 22 janvier sur ce sujet afin de dresser un bilan détaillé des accords déjà réalisés.

LES FUMÉES DE SATAN

Présentation d'André Mignot
Conclusion de Michel de Saint Pierre

Doléances à nos évêques

80.000 Exemplaires

Editions de la Table Ronde

POLITIQUE

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 19 janvier 1977 au palais de l'Élysée sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République. Au terme de la réunion, le communiqué officiel suivant a été rendu public.

SITUATION ET PERSPECTIVES DE LA VITICULTURE

Le conseil des ministres a entendu une communication du ministre de l'Agriculture sur la situation et les perspectives de la viticulture.

Celui-ci s'est attaché à décrire les grandes lignes de la politique viticole française qu'entend définir et mettre en œuvre le gouvernement, tant sur le plan national que communautaire.

Cette politique globale conduit, dans sa première phase, à déterminer l'orientation du secteur des vins de table, communautaires et non communautaires, pour répondre au goût des consommateurs et assurer, sur des bases solides, l'avenir de la viticulture française. L'objectif est la production d'un bon vin de table, en déclinant à la fois le vin industriel ou les vins méditerranéens, de degré alcoolique ou de couleur et de concentration déclinables.

Contraintes seulement pour les quelques importateurs ou producteurs ne se souciant pas de la qualité, cette action détermine et définit la politique de la viticulture française, qui sera appliquée sur les importations partant de France.

Pour prolonger au niveau communautaire l'action entreprise, le gouvernement demandera que, dans le cadre de l'Europe des Neuf, soient arrêtées les dispositions nécessaires pour compléter l'actuelle organisation commune de marché du vin, tant en ce qui concerne le mécanisme des prix et l'égalité des conditions de la concurrence que le développement de la politique de qualité et les actions de rénovation.

Dans l'optique d'un élargissement de la Communauté, le gouvernement de rapprochera des États membres les plus concernés de la commission. Il demandera à celle-ci de proposer au Conseil des ministres des communautés européennes les modifications du règlement vitivinicole qui constitueront le préalable indispensable à cet élargissement.

Cette politique de rigueur et de qualité, ainsi définie, doit permettre l'équilibre du marché des vins de table, nécessaire à l'ensemble des vignobles français et indispensable à celui du Midi.

Le vin de table du Midi doit ainsi, progressivement, retrouver son plein caractère, et de ce fait —

• Une politique viticole fondée sur « la rigueur et la qualité » • 20 millions de lignes téléphoniques disponibles en 1982

Le renforcement des structures de commercialisation ; l'aide à la reconversion volontaire dans les terres les moins aptes à une production de qualité, pour une superficie de l'ordre de 2 000 hectares par an, en complément de la prime communautaire de reconversion accordée sur l'ensemble du territoire.

Pour l'immédiat, le conseil a souligné l'importance primordiale qu'il attache aux accords interprofessionnels homologués et à leur strict respect, notamment en ce qui concerne la titration, pour les vins commercialisés en France, de prix contractuels en fonction de la qualité, ainsi qu'un développement de l'action de l'Office national interprofessionnel des vins de table.

Il a également adopté des mesures qui permettront, d'une part, d'indemniser, en application de la loi du 10 juillet 1964 sur les calamités agricoles, les productions de qualité dévastées par les intempéries ayant touché certains départements méditerranéens et, d'autre part, d'engager des actions de promotion en faveur des vins de table à l'exportation.

Il a enfin décidé la reproduction et l'extension du régime des contrats de qualité, ainsi qu'une stricte surveillance phytosanitaire, correspondant aux critères français, qui sera appliquée sur les importations partant de France.

Pour prolonger au niveau communautaire l'action entreprise, le gouvernement demandera que, dans le cadre de l'Europe des Neuf, soient arrêtées les dispositions nécessaires pour compléter l'actuelle organisation commune de marché du vin, tant en ce qui concerne le mécanisme des prix et l'égalité des conditions de la concurrence que le développement de la politique de qualité et les actions de rénovation.

Dans l'optique d'un élargissement de la Communauté, le gouvernement de rapprochera des États membres les plus concernés de la commission. Il demandera à celle-ci de proposer au Conseil des ministres des communautés européennes les modifications du règlement vitivinicole qui constitueront le préalable indispensable à cet élargissement.

Cette politique de rigueur et de qualité, ainsi définie, doit permettre l'équilibre du marché des vins de table, nécessaire à l'ensemble des vignobles français et indispensable à celui du Midi.

Le vin de table du Midi doit ainsi, progressivement, retrouver son plein caractère, et de ce fait —

avec l'industrialisation des départements méditerranéens que permettront maintenant les grands équipements de la région qu'a réalisés l'État, — contribuer au plan social et économique, au développement et à la prospérité du midi de la France.

Le texte adopté par le conseil des ministres « a fait l'objet d'une mise au point qui tient compte, a déclaré M. Jean-Philippe Lecat, des délibérations du gouvernement » sur le projet présenté par M. Christian Bonnet. Le premier ministre est notamment intervenu dans la discussion qui a permis de « décaler les grandes lignes de la politique viticole française, politique dont le maître-mot est la qualité ».

(Lire page 41.)

LA PETITE ET LA MOYENNE INDUSTRIE

Le ministre de l'Industrie et de la Recherche a présenté une communication sur l'application du programme d'action en faveur de la petite et de la moyenne industrie, arrêté par le président de la République lors du conseil restreint du 11 mars 1976.

Le conseil des ministres a pris acte des décisions intervenues en 1976 : création de vingt-cinq guichets d'aide aux créateurs d'entreprises ; mise en place d'un nouveau régime incitant les sociétés de développement régional à prendre des participations au capital des entreprises petites et moyennes ; mesures d'ordre fiscal encourageant la création d'entreprises et l'investissement des fonds propres ; aides à la gestion, à l'exportation et à la sous-traitance ; nomination d'un délégué à la petite et à la moyenne industrie.

Le conseil a décidé que cette action sera poursuivie en 1977, afin, en particulier, de faciliter l'accès des petites et moyennes industries aux marchés publics, d'accélérer les règlements de ces marchés, et de faire bénéficier les petites et moyennes industries de la région Ile-de-France, par la création d'une société de développement, du régime d'industrialisation mis en place dans les autres régions.

Le ministre de l'Industrie et de la Recherche a été chargé d'élaborer, en liaison avec les représentants de la petite et de la moyenne industrie, un nouveau train de mesures qui seront examinées au conseil restreint dans un délai de trois mois.

Le président de la République a demandé que le ministre chargé de

l'économie et des finances se saisisse personnellement du dossier de l'accélération des paiements des marchés publics aux petites et aux moyennes industries, et fasse des propositions concrètes sur ce point.

M. Jean-Philippe Lecat a indiqué à l'issue du conseil que le président de la République a demandé à M. Barre, en tant que ministre de l'économie et des finances « de se saisir personnellement du dossier de l'accélération des paiements des marchés publics aux petites et aux moyennes entreprises ». Le porte-parole de l'Élysée a souligné que « la lenteur excessive du paiement par l'État des marchés qu'il a passés » représente « une cause très importante de distorsion de la concurrence » entre les grandes entreprises et les P.M.E., pour lesquelles « un retard d'un ou deux ans entraîne une crise de trésorerie ». Selon M. Lecat, le chef de l'État, dans une intervention « extrêmement ferme », a jugé cette situation « inadmissible ».

D'autre part, M. Giscard d'Estaing a décidé de présider le 11 mars un conseil restreint au cours duquel tous les ministres responsables de 1977 ont présenté un rapport sur l'application concrète du programme adopté le 11 mars 1976 en faveur de la petite et de la moyenne industrie. Ce bilan sera communiqué « sans complaisance », a dit M. Lecat, qui a ajouté que le président de la République « était étonné » avec une vigueur inégalée « contre » les lourdeurs administratives.

LE TÉLÉPHONE

Le secrétaire d'État aux postes et télécommunications a présenté devant le conseil des ministres le bilan de l'extension du programme téléphonique arrêté par le gouvernement. Ce programme, qui a pour objectif de doter la France d'un équipement téléphonique adapté aux exigences du monde moderne, doit permettre de disposer en 1982 de vingt millions de lignes de téléphone et d'assurer un service de meilleure qualité.

Neuf cent six mille lignes principales ont été mises en place en 1976 et un million deux cent quatre-vingt-dix mille en 1977, ce qui correspond, en deux ans, à un accroissement du réseau de plus de deux millions deux cent mille abonnés.

A ce sujet, le président de la République a déclaré : « Pour la première fois, le problème du téléphone est traité en France à une échelle moderne. Nous mettons les bornes doubles pour rattraper notre retard. Un seul chiffre : six cent mille lignes installées en 1974 ; un million trois cent mille lignes installées en 1976. La direction générale des télécommunications, ses techniciens et ses agents doivent être félicités pour ces performances ».

(Lire page 13.)

CONSEIL DES COMMUNAUTÉS

Le ministre des Affaires étrangères a rendu compte de la réunion du conseil des Communautés du 18 janvier 1977 au cours de laquelle a été pourvu l'examen des dispositions qui doivent régir la future politique communautaire de la pêche.

Les ministres des affaires étrangères ont, par ailleurs, un échange de vues sur l'avenir des relations entre la Communauté et le Portugal.

M. GISCARD D'ESTAING AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN » LE 1^{er} FÉVRIER

Le service de presse d'Antenne 2 a confirmé, mercredi 19 janvier, que M. Giscard d'Estaing sera l'invité, le 1^{er} février, de l'émission « Les dossiers de l'écran » (Le Monde du 14 janvier).

Antenne 2 a donné à ce sujet les précisions suivantes : « Le public ne sera pas celui de S.P. mais un échantillon de la population française, choisi scientifiquement par un institut de sondages, la S.O.P.R.I.S. Les soixante ou soixante-dix personnes représentant les différentes tranches (âge, sexe, profession, implantation géographique, opinions politiques) ont été sélectionnées à cet effet ».

« Dossiers de l'écran », face au président de la République et lui posant sur lui adresses questions, critiques, remarques, suggestions, qui représenteront les préoccupations de l'ensemble de la population française, ajoute le communiqué.

« À l'issue de cela a été fait, notamment pour la pollution, la sécheresse et surtout l'éspérance, au moment de l'arrivée du général Franco, le débat ne sera pas précédé par un film. Il y aura simplement un court reportage qui expliquera aux téléspectateurs la manière dont l'émission aura été conçue, et dont les invités auront été choisis. L'émission commencera à 20 h. 30 et se déroulera jusqu'à 23 heures au moins ».

« Dossiers de l'écran », sans dossier précis, sans film, sans participation spontanée du public, l'émission est dénuée de sens, nous estimons. Il est très simple d'organiser un débat entre le président de la République et quelques représentants de la population. »

M. Giscard d'Estaing a rendu visite, ce jeudi matin 20 janvier, à la Maison d'éducation de la Légion d'honneur, où il devait déjeuner.

Journaliste et ancien député d'Oran

M. FRANÇOIS QUILICI EST MORT

Le corps de M. François Quilici, ancien journaliste, ancien député d'Oran, a été découvert vendredi 14 janvier à son domicile, 187, boulevard Saint-Germain, à Paris (17^e). Le corps paraissait renversé à la dernière semaine de 1976. Selon les policiers, M. Quilici se serait noyé dans sa baignoire après un malaise ou un accident.

(François Quilici était né le 17 janvier 1908 à Alcazar (Cocac) et avait commencé sa carrière de journaliste au service diplomatique de l'agence Havas, où il était rédacteur en chef en 1939. Il collaborait en même temps à des organes de droite, comme l'« Echo de Paris » et l'« Ami du peuple » et au périodique « France nouvelle ».

Il s'engagea en 1940 dans les forces françaises libres, puis participa aux opérations de la B.E.F. en 1944. Il appartenait tout d'abord à l'« Air-mor » de l'Amiral Muselier, chef des forces navales françaises libres, qu'une rivalité acharnée opposait à la direction de l'« Air-mor » pour le contrôle du mouvement. François Quilici se rallia au général de Gaulle et fut nommé directeur de la presse de son état-major. En 1942, il fut à Londres l'attaché de presse de la mission française, qui entretenait avec la grande rigueur politique les positions gaullistes. Le général de Gaulle se transporta ensuite à Alger en 1943.

À la libération, il fonda à Paris un nouvel hebdomadaire, la « Boutade » (1945-1950).

Membre des deux Assemblées constituantes, en 1945 et 1946, il appartenait au groupe républicain d'action paysanne et sociale. Il souligna les dangers de la sous-développement de l'Algérie et s'en prit avec vivacité à Edouard Héraud. De 1951 à 1953, député de la première circonscription d'Oran, il est apparu aux républicains indépendants. Il revient ensuite à la presse et publie des articles et des reportages dans l'« Aurore » et l'« Europe ».

Le gouvernement le désigna pour siéger au Conseil économique et social en 1959-1964 dans la section des finances, du crédit et de la qualité, puis, en 1966-1967, dans celle de l'adaptation à la recherche technique et de l'information.)

Annales

Économique et Sociale - Civilisation

Au sommaire du n° 5 1976

« Religion populaire » et culture folklorique, J.-C. SCHMITT

Sémantique et société médiévale, J. FLORI

Le réseau ouvrier dans l'Encyclopédie, J.-C. BONNET

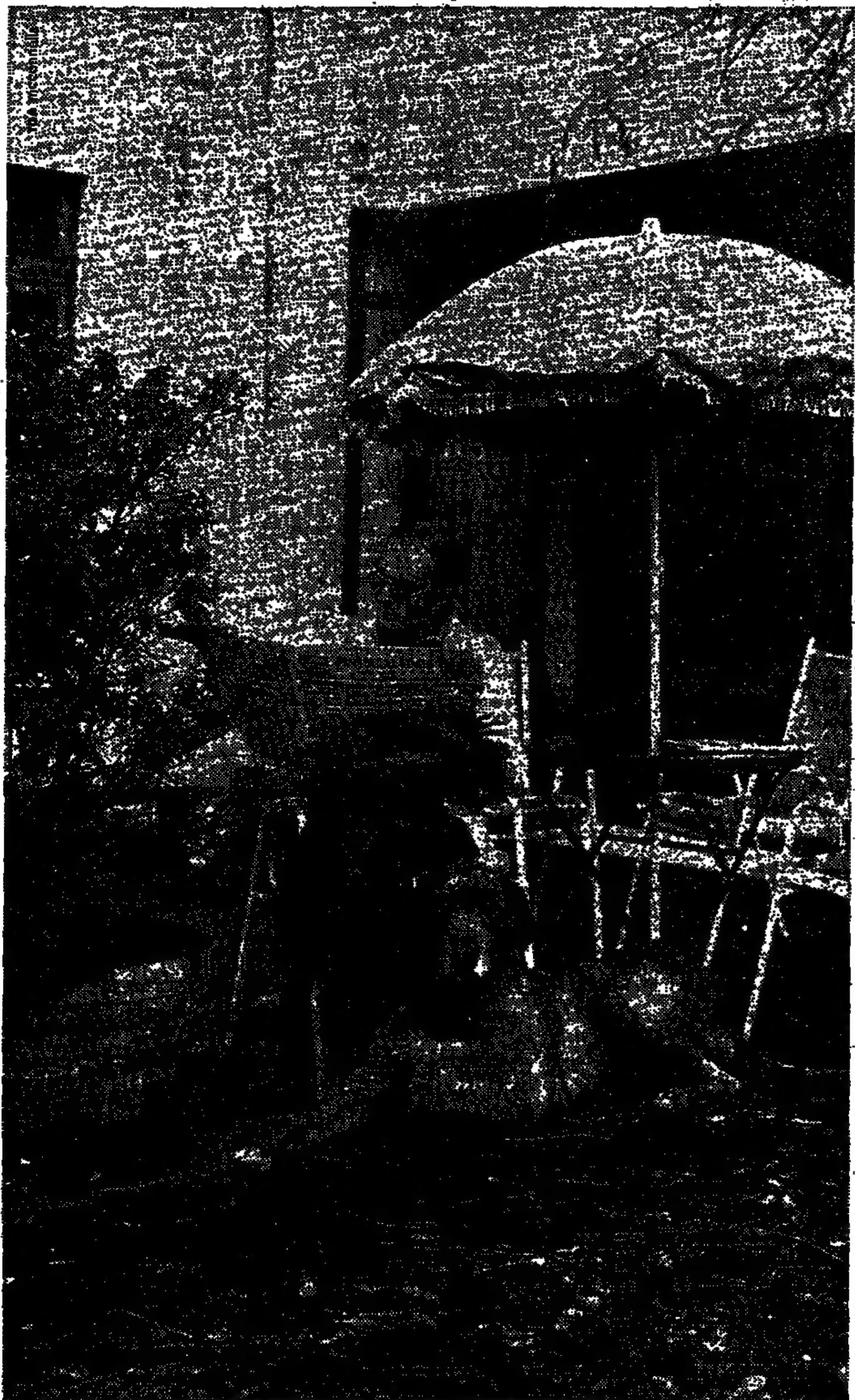
Prix et salaires à Paris au XVI^e siècle, M. BAULANT

Conjoncture notariale et activité socio-économique : l'exemple de la Franche-Comté, J.-P. POISSON

Les mouvements de propriété au XVIII^e siècle, G. BEAUR

Histoire économique (XV^e-XVIII^e siècles)

armand colin



A VOTRE AVIS, QU'EST-CE QUE LA REPUBLIQUE D'IRLANDE PEUT VOUS OFFRIR DE PLUS QUE DE NE PAS PAYER D'IMPOT CETTE ANNEE?

NE PAS EN PAYER AVANT 1990

Si vous implantez une usine en Irlande, vos bénéfices à l'exportation seront totalement exonérés d'impôt jusqu'en 1990. Vous pourrez ainsi transférer librement vos bénéfices nets d'impôt sans aucune limitation.

L'implantation d'une usine en Irlande est d'autant plus aisée que vous avez affaire à un interlocuteur unique : l'IDA (Irish Development Authority).

En dix ans, l'IDA a supervisé l'implantation rapide et réussie de plus de 500 sociétés étrangères en Irlande.

Pour en savoir plus, contactez Monsieur Thomas Brown, Directeur de l'Agence IDA d'Irlande à Paris. Il se fera un plaisir de réaliser une étude à votre intention en tenant compte de vos besoins spécifiques (aides financières, incitations fiscales, recrutement de personnel, programmes de formation, etc.).

IDA d'Irlande 45, rue Pierre-Charron 75008 PARIS. Tél. 359 77 67.

REPUBLIQUE D'IRLANDE: LE TAUX D'IMPLANTATION INDUSTRIELLE LE PLUS ÉLEVÉ DU MARCHÉ COMMUN

Quintaine du ministère des Finances à toute décaissée

« A une majorité plus forte qu'en 1976 », comme à droite, M. Jacques Chirac a été élu président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

Il a obtenu 41 voix contre 32 à la séance du mardi 18 janvier. Il s'agit d'un record.

Le président de la commission des Finances, M. Jacques Chirac, a été élu à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

هكذا من الأصل

D'UNE REGION A L'AUTRE

Aquitaine

Le ministère des finances constitue « la plus inusable des résistances » à toute décentralisation, nous déclare M. Chaban-Delmas

Bordeaux. — A une majorité plus forte qu'on ne le prévoyait, à gauche comme à droite, M. Jacques Chaban-Delmas a été réélu, mardi matin 18 janvier, à la présidence du conseil régional d'Aquitaine. Il a obtenu 41 voix contre 32 à M. André Labarrère, maire (socialiste) de Pau. Il y a eu un bulletin nul. Non seulement la majorité a fait le plein de ses voix, mais un suffrage socialiste s'est égaré sur M. Michel Sainte-Marie, député socialiste de la Gironde, ce qui tendrait à prouver que le faible score du candidat de l'union de la gauche ne tient pas seulement à la mauvaise humeur des radicaux de gauche du Lot-et-Garonne mais peut-être aussi à des questions de personne.

Une seule réaction teintée d'apertures de la part du maire de Pau : à Jacques Chaban-Delmas, qui demandait que, pour la désignation des vice-présidents, « on s'appuie sur les principes habituels », il répondit : « C'est plus sûr que de s'appuyer sur des votes ». Cette élection fut d'ailleurs une formalité.

Mais le maire de Bordeaux est préoccupé par la préparation d'une autre échéance. Certes, il a réussi, au conseil régional, un meilleur score que lorsque ses partisans y étaient majoritaires, et c'est pour lui de bon augure avant les prochaines échéances. Certes, il retrouve des appuis importants dans sa ville au moment où d'anciens, déjà, voulaient « l'enterrer ». Certes, en deux mois, il a regagné une bonne part du terrain perdu après son échec à l'élection présidentielle de 1974. Pourtant, l'ancien premier ministre ne veut voir dans sa réélection de mardi que « le fruit de trois ans de travail à la tête du conseil régional ».

Ce qu'il veut croire, surtout, c'est que, pour la première fois — et à partir de ce qu'il nomme son « coefficient personnel » — les clivages politiques traditionnels ont vraiment été dépassés. Il estime que l'échec de M. Labarrère, maire de la deuxième ville socialiste — de la région, ne signifie nullement que la Gironde

roste ni encombrée d'administrations. Si on lui confie une responsabilité administrative, on la bloque encore davantage. Nous n'avons pas à lui donner un deuxième mandat. Le technocrate est le produit de la carence de l'Etat qui, lui, a plus de prise dans la région qu'il n'en a à Paris. Vouloir tout régenter de Paris est une aberration. A notre échelle, le nombre d'interventions est plus réduit et l'Etat s'y reconnaît plus facilement.

A l'assise politique plus large qu'il réclame pour la région, fondée sur une désignation directe et indiscutable à plus ou moins long terme, le maire de Bordeaux veut ajouter une autre réforme favorable, selon lui, à l'essor régional : « Casser le ministère des finances ».

Il déclare : « Quant à moi, ancien inspecteur général des finances, j'affirme qu'il faut répartir les compétences de ce ministère et mettre un terme à son pouvoir. Je ne veux ni faire injure à celui qui a occupé ce poste si longtemps ni aux fonctionnaires qui peuplent ses services. Mais il faut que disparaissent cet Etat dans l'Etat pour que les élus puissent s'y reconnaître plus facilement. Avec cette réforme de structure disparaîtront la plus détestée, la plus rigoureuse, la plus inusable, la plus efficace des résistances à toute décentralisation des pouvoirs de l'Etat vers les échelons régionaux, départementaux ou communaux. »

Il s'agit de savoir si l'on fait confiance ou non aux hommes de la région, c'est-à-dire chez eux. »

PIERRE CHERRUAU.

Ile-de-France

Dans le Val-d'Oise : tous contre l'A87 !

Après le conseil général de la Seine-Saint-Denis, l'assemblée départementale du Val-d'Oise vient d'affirmer son hostilité à la construction de la rocade A-97 au moment même où celle-ci allait être mise en chantier.

En effet cette vote rapide, dans son passé récent, multilatéral, Sarcelles, passerait au ruisseau au-dessus de Saint-Gratien et couperait Soisy en trois secteurs. Trois kilomètres d'autoroute traverseraient cette dernière localité : pour 40 % la surface de la commune se trouverait ainsi en zone de servitude.

Une contre-proposition des élus

Si les habitants militent depuis longtemps pour l'abandon de la rocade, leurs élus ont tardé à les rejoindre.

Constatant aujourd'hui que l'accroissement de la population était inférieur à celui que le premier schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme laissait prévoir, le rapporteur du projet, M. André Petit (Centre démocrate), maire d'Évançon, conseil-

ler général, a souligné lors d'une récente réunion de l'assemblée départementale que la construction de l'A-87 n'était plus souhaitable.

Les élus du département proposent donc la construction, en dehors de toute zone urbanisée, d'une grande rocade qui contournerait Paris à 30 kilomètres de la capitale. Mais la desserte interne du département devrait, selon eux, être améliorée et modernisée.

Impérativement, les autorités régionales continuent d'acquiescer à la construction de la rocade... et proposent une réduction de moitié de son emprise.

A PROPOS DE...

LA SITUATION DU MARCHÉ DES BUREAUX A PARIS

Fin du grignotage

« Bureaux à louer », « Locaux commerciaux disponibles », « Des panneaux de ce genre fleurissent sur les immeubles, anciens ou neufs, des arrondissements de la capitale et surtout dans le huitième arrondissement. Mais ce « glissement » de l'immobilier parisien vers le secteur tertiaire a été vivement critiqué : il faciliterait la prépondérance administrative et financière de Paris par rapport aux grandes métropoles régionales.

Répondant, dans le Bulletin municipal officiel, du 18 janvier, à une question de M. Pierre Bea, conseiller R.P.R., M. Jean Taubelle, préfet de Paris, cherche à démontrer, chiffres à l'appui, que la tendance « au grignotage de Paris par les bureaux » est désormais contrecarrée. Soixante-dix-sept appartements représentant 12 700 mètres carrés avaient été transformés, en 1969 dans les dix premiers arrondissements : une soixantaine (10 000 à 11 000 mètres carrés) en 1970, en 1971 et en 1972. Depuis, le chiffre a été divisé par 4 ou 5 chaque année. Dans le huitième arrondissement, où la « conversion » a été la plus intense et où la dépopulation est rapide, on est tombé de 8 300 mètres carrés en 1969 à 1 600 en 1975. C'est là un premier succès ; mais il importe de rester vigilant, car les statistiques pour les trois premiers trimestres de 1976 révélaient un nouveau dérapage : 3 600 mètres carrés transformés dont 2 700 dans le huitième.

Une politique d'aménagement

Afin que des quartiers entiers de la capitale ne deviennent pas, le soir venu, d'immenses territoires vides et des alignements de rums sans joie, il faut poursuivre la politique d'aménagement consistant à créer en province des centres tertiaires de haut niveau et à mieux répartir en banlieue les constructions d'immeubles. Des tendances encourageantes ont déjà été relevées : 418 000 mètres carrés de construction de bureaux autorisée en 1976 en région parisienne pour le secteur privé contre 512 000 en 1974 et 780 000 en 1973. Une décélération plus marquée encore est à noter pour le secteur public. Enfin la part réservée à Paris et aux Hauts-de-Seine est tombée de 33 à 24 % entre 1974 et 1975.

Comment ne pas dévier de la bonne voie ? En incitant et même en obligeant, les ministères et le secteur parapublic à créer davantage d'emplois à Lille, à Marseille, à Lyon, à Bordeaux, à Nantes, à Toulouse par exemple, et dans les villes nouvelles. En relevant aussi les redevances perçues sur les constructions de bureaux à Paris, puisque le produit de ces taxes va alimenter les finances de la politique d'aménagement du territoire.

F. Gr.

LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus « Je n'ose pas » : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus « ce n'est pas pour moi » : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spécialement pour yeux sensibles. Ne dites pas « lesquelles choisir ? » : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accoutumance rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES : les entreprises lésées sont aidées.

Les élus des onze communes du Syndicat communautaire d'aménagement (SCA) de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, réunis le 18 janvier, ont décidé de verser aux entreprises lésées par la Compagnie générale des bâtiments (C.G.B.), qui n'a pas honoré ses traités envers elle, les fonds correspondant à la fin des travaux que la C.G.B. devait exécuter avec ces entreprises.

La somme s'élève à 3 500 000 francs et correspond à l'achèvement de certains chantiers déjà engagés ainsi qu'un paiement de certains travaux supplémentaires. En outre, une trêve bancaire de deux mois devrait permettre aux entreprises d'attendre le versement de ces fonds.

Ces mesures, selon les intéressés, ne sont pas suffisantes : « Ces 3 500 000 francs correspondent à 4 % des créances de la C.G.B. », déclare leur porte-parole. Cela ne répond pas aux difficultés financières. D'autre part, l'affaire ne sera réglée sur le plan judiciaire que dans un délai de deux ou trois ans et la trêve bancaire ne durera que deux mois. Qu'attendront-ils faire une fois le délai expiré ? Aucune des solutions proposées actuellement n'est satisfaisante, tout au plus constituerait-elles un ballon d'oxygène.

PLM MARSEILLE

2 hôtels ★★★★★ au cœur de la ville

PLM Beauvau : 4 rue Beauvau 13001 MARSEILLE - Tél. (91) 33.62.00

PLM Terminus : Gare Saint-Charles 13231 MARSEILLE Cedex 1 - Tél. (91) 50.38.47

Réservation Centrale - Tél. 588.73.46 - Télex 270 740

PLM Saint Jacques - Votre hôtel à Paris

800 CHAMBRES 4 ÉTOILES - 17, bd Saint-Jacques 75014 Paris - Tél. 589.89.80

Afin de permettre d'apprécier d'un coup d'oeil les produits qui vous sont offerts

LINDE équipe les magasins. Pour une présentation claire des produits offerts dans de nombreux domaines, que ce soit dans les hypermarchés, les supermarchés, superettes et magasins spécialisés. LINDE se charge de créer les conditions vous permettant de vous informer rapidement et de choisir en connaissance de cause.

LINDE ne conçoit pas que des équipements de magasins. LINDE est une société moderne, active dans les domaines des biens d'équipement et des services. Elle vous offre une diversification des produits résolument orientés vers l'avenir et satisfaisant toutes les exigences de qualité. Société pilote pour la recherche et la technique, LINDE atteint avec plus de 17 000 employés un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de DM.

Linde

Linde Froid et Climatization
Rue de la Croix de l'Orme
Morainvilliers
78630 Orgeval
Tél. 975.73.00

C'EST PAS CHER

JOUEZ AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires

LES CHAMPIONS DE L'INFLATION

76 F le kg d'andouillette
56 F le litre de glace
35 F le kg de miel
20 F le kg de carottes râpées

Il y a des commerçants parisiens qui battent tous les records au hit-parade de l'inflation. Gault et Millau les épinglent. Mais pour vous consoler, ils vous indiquent les 22 meilleurs bistros de Paris, à partir de 16 F.

Le Nouveau Guide Gault-Millau de janvier chez tous les marchands de journaux.

CAPELOU

TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT

DUCAL

EXPOSITION ET DEMONSTRATION

CAPELOU Distributeur

MAGASIN DE VENTE
37, Av. de la République
PARIS 11 - Métro PASTEUR
Tél. 337.46.33 + 33

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous avez téléphoné vos messages. Vous les télégraphiez. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous télégraphions.

étrave

SERVICE TÉLEX
345.21.62 + 346.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

CONCORDE : UN AN D'AVENTURE

HYPERSONIQUE
LES FRANÇAIS

Loyaux services

Un an de bons et loyaux services : le mercredi 21 janvier 1976, Concorde était mis en ligne entre Paris et Rio-de-Janeiro sous les couleurs d'Air France, entre Londres et Bahrein, sous le pavillon de British Airways. L'avion supersonique a bien volé : les techniciens sont contents de lui, les passagers aussi.

Les financiers, en revanche, font la moue : Concorde atteindra-t-il jamais la rentabilité ?

L'appareil franco-britannique devrait beaucoup voler. Or ses nuisances réelles ou supposées et son coût d'exploitation élevé le condamnent à ne desservir que peu d'escalas et à n'intéresser que peu de compagnies.

Les responsables américains devraient dire, le jeudi 10 février prochain, s'ils autorisent Concorde à atterrir à New-York. Un refus de leur part vaudrait pour l'avion supersonique, arrêt de mort.

LES ANGLAIS

Moins de critiques, moins d'argent

Il y a un an, la mise en service de Concorde avait donné lieu à un battage publicitaire sans précédent. Des pages entières dans les journaux britanniques proclamaient alors : « L'année commence aujourd'hui ». Douze mois plus tard, la plus remarquable victoire de l'appareil supersonique tient peut-être au silence qui entoure ses vols. Non pas que le nombre de décollages enregistrés à chacun de ses déplacements ait été sensiblement réduit. Mais il semble bien que pour l'instant du moins, les polémiques autour de l'avion franco-britannique soient quelque peu en sommeil.

Les ouvriers de la British Aircraft Corporation ont provisoirement cessé leur agitation, bien que le dernier appareil de la série doive sortir des usines anglaises au printemps de 1978. Chacun admet désormais que le gouvernement de Londres n'est pas prêt à engager de nouveaux crédits dans la fabrication d'une machine que les grandes compagnies aériennes refusent toujours d'acquiescer. Il est vrai que sur les bords de la Tamise comme sur les rives de la Seine on parle d'un éventuel super-Concorde qui serait à la fois moins étiqué, moins bruyant et

plus rentable que l'appareil actuel. Tout le monde reconnaît cependant qu'un tel projet dépasse les ressources des seules industries française et britannique. Quant à la coopération égalitaire avec des constructeurs américains, elle ne fait encore l'objet que de sondages préliminaires.

En Grande-Bretagne, la campagne hostile à Concorde n'en a pas moins perdu son élan. Les défenseurs de l'écologie ont bien tenté, ces derniers mois, de relancer les polémiques en protestant contre les secousses supersoniques qui affectent tout l'ouest de l'Angleterre lorsque l'avion supersonique n'observe pas très strictement son plan de vol. Pour l'essentiel, cette bataille se joue de l'autre côté de l'Atlantique : il s'agit de savoir si la période d'essai accordée à l'appareil franco-britannique sera finalement confirmée par les autorités américaines.

Un détour regrettable

Plus importante encore est la question de savoir si Concorde pourra atterrir à New-York. Le sentiment ici est que, en tout cas, seule l'ouverture d'une liaison avec la plus grande cité américaine est

capable d'inscrire définitivement Concorde sur la carte mondiale de l'aviation civile.

Pour l'heure, les dirigeants de la British Airways donnent au trafic entre l'Ancien et le Nouveau Monde une priorité très compréhensible. Les vols Londres-Washington sont, en effet, occupés à 95 %, alors que les vols Londres-Bahrein, dans le giron Parake, ne sont remplis qu'à 46 %.

Bahrein ne représente, il est vrai, que la première escale d'une ligne long-courrier vers l'Australie. Au mois de novembre dernier, lors d'une tournée de démonstration qui l'a conduit en Indonésie, aux Philippines, à Hongkong et même en Corée du Sud, Concorde a démontré qu'il était en mesure de franchir d'une seule traite l'étape Bahrein-Singapour, tout en contournant le sous-continent indien, puisque le gouvernement de New-Delhi lui refuse toujours le droit de survoler son territoire à vitesse supersonique. Selon les experts, ce détour regrettable n'allongerait que de douze minutes la durée du vol.

Les négociations continuent donc en vue d'ouvrir à Concorde la route du Sud-Est asiatique et de l'Australie, mais la British Airways

ne semble pas accorder une urgence particulière à ce projet. A l'heure actuelle, en effet, la compagnie britannique dispose théoriquement de quatre Concorde. L'un d'eux, cependant, a été renvoyé au constructeur pour qu'on y effectue des modifications dont la nature n'est pas précisée.

L'emploi de ces appareils dépend donc avant tout des possibilités offertes sur la route de l'Atlantique nord. Si New-York devait s'ouvrir à Concorde, c'est cette destination qui aurait la priorité, quitte à ajourner les vols vers l'Australie et le Japon.

Le bilan des douze mois écoulés comporte deux aspects contradictoires. D'un côté, les passagers — ceux qui en ont les moyens — paraissent s'accoutumer à l'avion supersonique, tout au moins sur la ligne de l'Atlantique nord. De l'autre côté, les dirigeants britanniques se rendent compte que, dans le meilleur des cas, Concorde représente un fardeau assez lourd. Ce désappointement de voir un appareil boudé par des acheteurs auxquels on croyait pouvoir compter est accru par des résultats d'exploitation fort décevants.

JEAN WETZ.

Aujourd'hui 496^e vol historique de Concorde.

Le temps passe vite avec Concorde. Le 21 janvier 1976, Concorde effectuait son vol inaugural Paris-Rio. A son bord, 100 personnes vivaient un moment historique.

En un an, Concorde a déjà traversé près de 500 fois l'Atlantique à vitesse supersonique. Mais sa plus grande prouesse est peut-être d'avoir donné à chacun de ses 28700 passagers l'impression de vivre le même moment historique. Nous sommes le 21 janvier 1977. L'Histoire continue

6 fois par semaine : les hommes dont le temps est précieux vont maintenant à Washington en 3 heures 55 de vol, à Rio en 7 heures et à Caracas en 6 heures.

AIR FRANCE
Concorde

un avion pour votre temps

Le prix du prestige

La compagnie aérienne française a décidé de réduire le prix de ses billets supersoniques. Cette mesure, qui s'applique à partir du 21 janvier 1977, vise à rendre l'usage de Concorde plus attractif pour les particuliers. Les tarifs sont désormais calculés sur la base des coûts d'exploitation, sans inclure les dépenses de maintenance et de recherche. Cette décision est le résultat d'une étude menée par la compagnie, qui a constaté que le prix des billets était le principal frein à l'usage de l'avion. Les tarifs réduits s'appliquent aux vols réguliers entre Paris et Rio-de-Janeiro, ainsi qu'aux vols charters organisés par la compagnie. Les passagers bénéficieront ainsi d'économies allant jusqu'à 50 % par rapport aux tarifs actuels. Cette mesure est destinée à encourager l'usage de Concorde et à augmenter le nombre de passagers. La compagnie espère ainsi atteindre son objectif de rentabilité à moyen terme.

Sont garanties
A l'achat des quatre avions, l'Etat français a garanti à la compagnie aérienne une somme globale de 1,8 milliard de francs. Cette somme est destinée à couvrir les coûts de développement, de production et de maintenance de l'avion. Les garanties sont réparties sur une période de dix ans. La compagnie aérienne doit verser à l'Etat une somme équivalente à la somme garantie. Cette mesure a permis à la compagnie de financer l'achat des avions sans recourir à des emprunts à taux élevés. Elle a également permis de réduire les coûts de développement et de production de l'avion. Les garanties sont une condition essentielle de la réussite du projet Concorde. Elles ont permis de maintenir la confiance des investisseurs et de garantir la viabilité financière de la compagnie.

Environnement hostile
La mise en service de Concorde a été marquée par un environnement hostile. Les critiques ont été nombreuses, notamment en ce qui concerne les nuisances sonores et les émissions de CO2. Les autorités ont imposé des restrictions strictes sur les vols supersoniques, limitant ainsi le nombre de destinations et les heures de vol. Ces restrictions ont entraîné une réduction des revenus de la compagnie. Malgré ces difficultés, la compagnie a réussi à maintenir son service et à augmenter son nombre de passagers. Elle a également investi dans des technologies pour réduire les nuisances sonores et les émissions de CO2. Ces efforts ont permis de maintenir la confiance des passagers et de garantir la viabilité financière de la compagnie.

DEPUIS 100 ANS **PIAN**
toutes marques
neufs et d'occasion
LABROUSS
31, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. 01 42 36 11 11

هكذا من الأصل

فكرنا من الأصل

SUPERSONIQUE

LES FRANÇAIS

Le prix du prestige

D'UN avion qui sortait du commun, il fallait craindre les réactions. « Techniquement parlant, Concorde s'est bien comporté », affirme Air France. Rien à dire sur sa régularité : un seul vol annulé. Rien à dire sur sa ponctualité : quatre lignes, confondues, au quart d'heure près, 95 % des vols dans les temps au décollage et 82,3 % à l'atterrissage. L'appareil supersonique n'a pas eu les « maudits de jeunesse » du Boeing-747.

Les sondages le prouvent : la clientèle apprécie les qualités du « produit supersonique ». Les avantages de l'horaire, stabilité en vol et économie de fatigue, même si certains détails laissent à désirer : chaleur excessive à l'arrière de l'avion, étroitesse de la cabine, un « divertissement » gastronomique, beaucoup de passagers pensent qu'un « vrai repas grandeur nature ». Difficile de satisfaire des caprices culinaires : à bord de Concorde, la place est mesurée. « Pas question de donner nos voyageurs, ils veulent arriver frais et dispos à destination, insiste Air France. Ce serait leur rendre un mauvais service ».

La clientèle, la première année de mise en exploitation commerciale de Concorde se solde par des résultats de trafic fort honorables : toutes lignes confondues, 26 683 passagers payants au 30 janvier, soit un coefficient de remplissage de 61,2 % (1). Une clientèle non européenne à 43,5 %, notamment américaine à 24 % et brésilienne à 16 %.

Une ombre au tableau : le marché français. « Nous sommes à 30 % en dessous de nos prévisions », nous dit M. Gilbert Pérol, directeur général de la compagnie nationale. Un certain nombre d'entreprises ont décliné l'offre de Concorde. Le refus de l'utiliser est, à leurs yeux, le symbole d'une bonne gestion. En revanche, l'inconvenance des correspondances ne décourage pas les passagers européens, même scandinaves, d'emprunter l'appareil supersonique. « Nos voisins connaissent mieux que nous la valeur du temps », constate M. Pérol.

La clientèle supersonique est pour les deux tiers composée d'hommes d'affaires, aussi bien des cadres supérieurs d'entreprises que des commerçants et des représentants de professions libérales. Un tiers des passagers — 40 % sur la ligne Paris-Rio-de-Janeiro — se déplacent pour leur plaisir. « Nos premières classes submergées sont aussi bien remplies qu'avant », note Air France. Concorde engendre un trafic fort profitable, gagné sur nos concurrents, parfois très en fait, plus voyager plus vite, inutile certains à voyager plus souvent ».

Le niveau tarifaire finalement retenu par l'Association du transport aérien international — plus 20 % par rapport au barème de la première classe normale — paraît être, à l'expérience, le surprix maximal que la plupart des passagers sont disposés à payer pour voyager en Concorde. Air France en veut pour preuve le préjudice commercial que lui cause actuellement la faiblesse de la livre. Une situation pénalisante sur la ligne Europe-États-Unis, où elle est en compétition avec British Airways.

Un environnement hostile. Le succès commercial de Concorde est une chose, sa réussite financière en est une autre. Un double impératif pour sortir du rouge : un coefficient de remplissage de 62,4 % et 2 500 heures de vol par an et par appareil.

Si la première condition n'est pas loin d'être remplie, la seconde le sera-t-elle ? L'an dernier, les Concorde d'Air France ont réalisé ensemble 2 670 heures de vol. En 1977, ils devraient, à quatre, approcher les 6 000 heures de vol, si New-York ouvre ses pistes en temps voulu.

Dans « les premiers éléments pour un plan d'entreprise », M. Pierre Giraudet, président de

la compagnie nationale, ne se montre guère optimiste : « Les problèmes d'environnement et le prix élevé du siège-kilomètre limitent l'emploi de cet avion à un nombre réduit de lignes et de clients ». Et d'ajouter : « Il faut, en outre, attendre que l'extension du réseau soit limitée par les efforts des concurrents, soucieux de ne pas perdre leur clientèle à haut pouvoir d'achat ».

Les trois lignes régulières qu'elle exploite ne suffisent pas à occuper ses trois Concorde — le quatrième et dernier exemplaire lui sera livré au mois de mars prochain. — Air France a déjà « charterisé » vingt-sept fois. Dernier client en date : le Crédit agricole, but du périple supersonique : Dakar au départ de Landivision.

Air France n'envisage pas d'exploiter, cette année, une liaison hebdomadaire entre Paris et Rio. Elle continuera, faute de mieux, de desservir Caracas au Venezuela : à raison d'une fois quinqué par semaine. Sur Washington, elle maintiendra ses trois services hebdomadaires, mais étudie la possibilité de prolonger ces vols vers Mexico sous son propre pavillon ou Dallas au Texas... à vitesse subsonique sous les couleurs de la compagnie américaine Braniff International.

Fus de salut hors de New-York. « C'est la pièce maîtresse de notre réseau supersonique », remarque M. Pérol qui attend avec confiance le 10 février prochain, la décision des autorités locales d'autoriser Concorde à se poser sur les bords de l'Hudson. Si le feu passe au vert, Air France est prête à exploiter cette nouvelle ligne dans le courant du mois d'avril à la cadence d'un vol quotidien ; elle souhaiterait doubler cette fréquence dès la fin de l'année.

La défection de New-York explique en partie le déficit d'exploitation de Concorde en 1976 : de l'ordre de 220 millions de francs après amortissements. Cette année, Air France prévoit de perdre environ 280 millions de francs après amortissements. A quand l'équilibre ? « Autour de 1980 et nous réussirons à desservir Tokyo dans le courant de 1978 », répond la compagnie nationale.

Sans garanties. A l'achat des quatre Concorde, qui représentent un investissement global de 1,6 milliard de francs, l'Etat avait participé à hauteur de 400 millions de francs pour le blais d'une augmentation de capital ; la compagnie nationale a financé le reste de la dépense par recours à l'emprunt. Les pouvoirs publics prendront à leur charge les frais financiers et le passif qui résulterait d'une durée d'exploitation de la flotte supersonique inférieure à la durée d'amortissement des appareils, fixée à dix-sept ans.

Quant à l'exploitation de ses Concorde, Air France ne l'entrevoit « pas autrement que dans le cadre d'un contrat avec l'Etat lui assurant, sous réserve de clauses d'incitation à la bonne gestion en cours d'élaboration, la couverture des déficits ». A ce schéma, présente l'autonomie financière par M. Giraudet, les pouvoirs publics ont donné leur accord. Ils ont accepté de supporter les pertes pendant les années de « montée en puissance » de l'avion supersonique. Reste à négocier les modalités d'application de cette aide.

Dans « les premiers éléments pour un plan d'entreprise », M. Giraudet pose les fondements d'une politique de flotte : « Il est indispensable que la compagnie soit assurée, dès les premières commandes d'un appareil, que la production en sera poursuivie. Il est, en outre, particulièrement intéressant que le type d'avion adopté soit largement répandu ce qui exige qu'il soit vendu à l'étranger. Il faut qu'il soit en succès mondial, pour que se fasse rapidement sentir l'effet bénéfique des améliorations techniques qui sont un élément très important de la réduction des coûts d'exploitation et d'entretien ».

Concorde n'offre aucune de ces garanties. La compagnie nationale n'en aurait pas commandé quatre exemplaires si l'Etat ne lui en avait intimé l'ordre. Elle s'efforce, aujourd'hui, de « limiter la casse ». Elle y réussit. Sait-on si cette belle aventure sera, en fin de compte, une bonne affaire ?

JACQUES DE BARRIN.

P.T.T. BILAN ET PERSPECTIVES

- Le téléphone en quinze jours
- 7,69 d'augmentation de la taxe

Après les félicitations décernées au conseil des ministres par le président de la République, c'est avec une évidente satisfaction que M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., a présenté, le 19 janvier, à la presse, le bilan et les perspectives de son ministère. (Voir le compte rendu du conseil des ministres page 10.)

Sûr d'obtenir les crédits nécessaires pour le téléphone grâce à un programme d'action prioritaire de 104 milliards de francs prévu au VII^e Plan, M. Ségard s'est déclaré « assuré que le cop difficile sera franchi avec un succès total ». Cet effort considérable, important s'est traduit depuis deux ans, par une production de lignes téléphoniques identique à celle des soixante années précédentes.

Le secrétaire d'Etat a annoncé que « d'ici à six mois 50 % des nouvelles demandes d'installation téléphonique faites à Paris seront satisfaites en quinze jours ». Le délai actuel de recordement s'élève à sept mois. Cent mille cabines téléphoniques, équipées de postes interurbains, seront, en 1980, en état de fonctionnement sur la voie publique, au lieu de trente-deux mille en 1976.

En ce qui concerne la poste, M. Ségard a rappelé l'automatisation en cours du tri du courrier. L'inauguration en 1976 de deux cent cinquante bureaux de poste et l'achèvement de la mise

en informatique des chèques postaux. Le secrétaire d'Etat a confirmé qu'il n'y aurait pas d'augmentation des tarifs avant le 1^{er} avril. « Après, nous verrons », a-t-il dit.

Les craintes de la C.F.D.T.

La Fédération C.F.D.T. des P.T.T. a apporté, le 18 janvier, au cours d'une conférence de presse, la preuve que M. Ségard, bien écrit, le 16 décembre 1976, au ministre chargé de l'économie et des finances pour lui proposer de faire passer la taxe téléphonique de base de 0,39 F à 0,42 F (+7,69 %).

Dans sa lettre, il suggère de ne pas changer le prix du timbre, mais d'ajuster certains tarifs spéciaux ou définitifs. C'est ainsi que seraient relevés les tarifs des piles de prospection commerciale (+7,2 %), des catalogues et des paquets postes (+9,2 %), les tarifs de presse (+30 % au 1^{er} juillet), des objets contre remboursement, des imprimés sans adresse (+6,5 %), des colis postaux (+9 %), de Postadex (+10 %), et des emballages en carton (+6,5 %). L'ensemble de ces augmentations représenterait une hausse globale de 1,5 %, et rapporterait 130 millions de francs. La date d'entrée en vigueur soumise par le ministre était le 1^{er} janvier 1977, ou, au plus tard, le 1^{er} avril.

Au cours de sa conférence de presse, la C.F.D.T. a surtout critiqué la réforme de la direction générale des postes qui doit être

publiée prochainement au Journal officiel (le Monde du 14 janvier). Elle estime que « la création de quatre directions et de trois services est destinée à individualiser les grandes activités de la poste pour obtenir une vérité des coûts ». Pour la C.F.D.T., « vouloir à tout prix celle-ci ne peut que conduire à l'abandon de certaines activités, à la dégradation de la qualité des services et des conditions de travail, et, à terme, à la privatisation ».

M. Emile Le Beller, secrétaire de la fédération, a affirmé que la combativité des agents des P.T.T. était « excellente parce que toutes les discussions sont bloquées depuis que M. Ségard est à la tête des P.T.T. ». Salaires, classifications, mise en place de l'automatisation des centres de tri, suppression de postes d'ambulants : « L'administration est la seule bénéficiaire des améliorations techniques ».

Le cahier des revendications que populariseront les postes et les agents des télécommunications C.F.D.T. et C.G.T. en appelant à la grève le 27 janvier, avec les autres organisations de fonctionnaires, est donc particulièrement fourni : rémunération mensuelle minimale de 2 300 F, réduction du temps de travail à trente-cinq heures en cinq jours, création de cinquante mille emplois, révision de toutes les classifications, suppression de l'ancienneté, avancement de l'âge de la retraite et arrêt de la privatisation.

ALAIN FAUJAS.

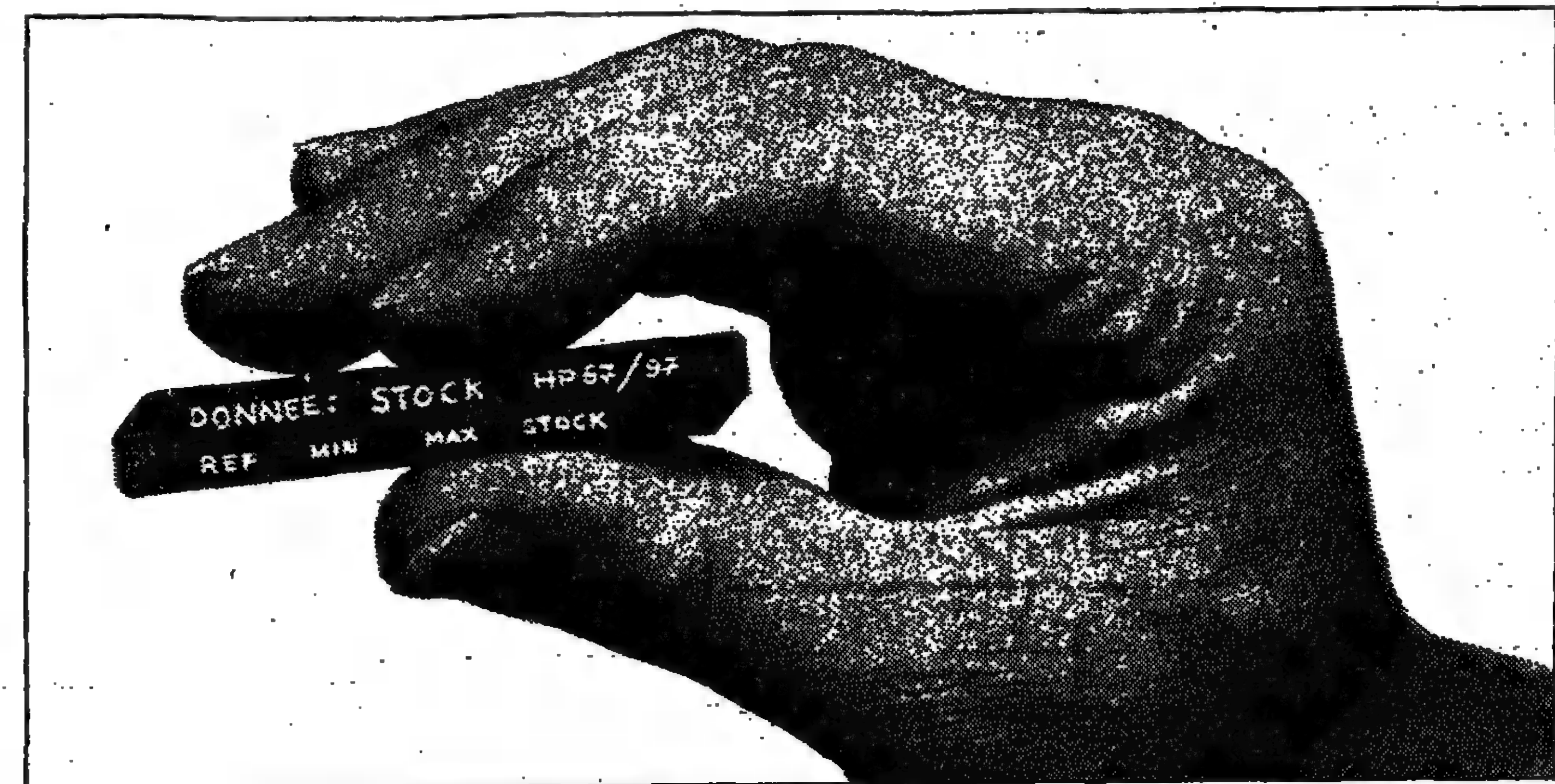
FAITS ET PROJETS

Pêche

● PERTE DE 20 MILLIONS POUR LA SOPROMER. — Sur requête de son président-directeur général, M. Bessard, la société bretonne des produits de la mer (SOPROMER), qui a son siège à Lorient, a été admise au bénéfice de la suspension provisoire des poursuites par le tribunal de commerce de Rennes. La SOPROMER a été créée, en 1968, par des armateurs et des marins, avec l'appui de la Société de développement régional, afin de régulariser le marché du poisson. A cause d'erreurs de gestion, d'ailleurs admises par les dirigeants, les pertes sont de 20 millions de francs. — (Corresp.)

Qualité de la vie

● DES ASSOCIATIONS DANS LES COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES DES SITES. — Les associations de protection de l'environnement disposeront désormais de deux représentants dans les commissions départementales des sites. Un décret en ce sens signé du premier ministre est publié au Journal officiel du 20 janvier. Ces représentants seront nommés par le préfet et choisis éventuellement sur une liste présentée par les diverses associations lorsqu'elles seront parvenues à se mettre d'accord. Les commissions départementales des sites, présidées par le préfet, comportaient déjà des représentants des collectivités locales (conseil général et municipalité) des administrations départementales de l'équipement, de l'agriculture et des services fiscaux.



Une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur une carte !

Des calculateurs de poche qui vous permettaient d'enregistrer vos programmes, il en existait déjà quelques-uns.

Mais maintenant, si dans votre activité vous utilisez souvent les mêmes données chiffrées, vous pourrez aussi les enregistrer, une fois pour toutes, sur carte magnétique.

Cette carte, le HP-67 ou le HP-97 pourront l'utiliser, l'interpréter, quelle que soit l'importance de vos données ou de vos programmes : ces deux calculateurs ont une mémoire de 224 «dignes» pour les programmes et de 31 registres pour les données. Vous gagnerez ainsi du temps. Et vous éliminerez tout risque d'erreur, puisque les chiffres sont inscrits définitivement. Et bien inscrits : un écran de contrôle (ou une imprimante, sur le HP-97) permet de les vérifier.

Une utilisation très souple. Outre ces lignes et ces registres, vous aurez aussi à votre disposition trois niveaux de sous-programmes, dix fonctions à définir, dix instructions de décision conditionnelle, quatre indicateurs (flags) et trois types d'adressage : symbolique, absolu et indirect. Jamais des calculateurs portatifs n'avaient réuni une telle puissance et une telle souplesse d'utilisation.

Une utilisation très simple. Le HP-67 et le HP-97 sont livrés avec des manuels d'utilisation très clairs qui vous permettent d'exploiter rapidement toutes les possibilités de ces étonnants calculateurs.

Hewlett-Packard vous remettra aussi une bibliothèque de programmes-types et une carte d'adhésion au Club des Utilisateurs.

Sur option, vous pouvez vous procurer des bibliothèques spécialisées : mathématiques, statistiques, finances, topographie, béton armé, etc...

HP-67 ou HP-97 ? Tous deux ont la même précision : le HP-67 est d'un format de poche, tandis que le HP-97, qui dispose d'une imprimante, est portatif : il ne mesure que 22,8 cm x 20,3 cm.

Détail important : les cartes de ces deux calculateurs sont entièrement compatibles.

HEWLETT PACKARD

Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. n° 70, 91401 Orsay Cedex, tél. 907 78 25.

N'hésitez pas à demander une démonstration à un distributeur agréé Hewlett-Packard ou à envoyer le coupon-réponse ci-dessous.



Bon à découper et à adresser à Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. n° 70, 91401 Orsay Cedex. Tél. 907 78 25.

☐ Je désire recevoir votre documentation sur le HP-67 ☐ le HP-97

☐ Je désire recevoir la liste de vos distributeurs.

Nom : _____

Fonction : _____

Société : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

DEPUIS 100 ANS
PIANOS
toutes marques
neufs et d'occasion
Larges facilités de paiement
LABROUSSE
41 bis, bd des Baignoires, 957, 958, 959 - 221, Fbg Saint-Hippolyte, 92213 55
33, rue de Rivoli, 75001 Paris - 181, av. de Saint-Lazare, 94000 Paris

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

PAPIER DE PRESSE

M. Ferdinand Béghin

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Le papier de presse est un produit de base de l'industrie de l'imprimerie. Il est fabriqué à partir de pâte de bois et de chiffons. Son utilisation est très répandue dans le monde entier.

Pour H. L.

par JACQUES RIVETTE

Je ne parlerai pas d'Henri Langlois, je parlerai de la Cinémathèque. Je parlerai de moi et des cinéastes qui ont travaillé à la Cinémathèque de la rue d'Ulm, avec ses cinquante places, pleine seulement pour « l'âge d'or », « l'âge d'argent », « l'âge d'acier », mais ce sont les Grifflis, les Stiller, les Mann, passaient le plus souvent devant cinq à dix personnes, et, fin 1949, un provincial nouveau débarqué à Paris faisait connaissance, les retrouvant soir après soir parmi les cinq obstinés, de François Truffaut et Jean-Luc Godard : puis la cinémathèque de la rue d'Ulm, celle des grandes rétrospectives : Bergman, Hitchcock, Keaton, Hawks, bien d'autres, mais j'insisterai sur trois parmi toutes : Mizoguchi, Kurosawa, Ozu, les trois grands japonais (les deux premiers, seulement connus « commercialement » pour cinq ou six films, alors que ceux-ci n'ont de « sens » que dans l'ensemble de l'œuvre ; le troisième, toujours ignoré sur les écrans français) ; et la cinémathèque de Chaillet, enfin, l'explosion du cinéma universel : celle où l'on pouvait, le même jour, voir à 15 h. 30, « True Heart Suzie » (Griffith, 1919), à 20 h. 30, « Alexandre Nevski » (Eisenstein, 1938), à 22 h. 30, « The Chelsea Girls » (seule projection publique à Paris, à ma connaissance, d'un des grands films de Warhol).

« Tout conserver tout montrer »

On le sait, le mot d'ordre d'Henri Langlois était : « Tout conserver, tout montrer. » « Tout conserver », car qui peut savoir aujourd'hui ce que l'on jugera important dans dix, vingt, cinquante ans (Fénelon méprisé par Delfin, Pagnol et Guirys, accablés par toute la critique de l'époque, sont aujourd'hui pour nous bien plus « vivants » que, ne citons personne, tant de « chefs-d'œuvre » de leur temps). « Tout montrer », car certes Langlois avait ses goûts, ses dégoûts, mais jamais il n'en a tenu compte dans ses programmes : tout film, classique, moderne, inconnu, inédit, quel qu'il soit, doit pouvoir être vu ; au public de le juger, suivant son propre goût du moment.

« Des films qui rajeunissent quand nous vieillissons »

Reste au spectateur, au critique, au cinéaste, à comprendre quels devoirs l'exemple de Langlois nous légua : « tout voir », tâcher de conserver intacte la curiosité pour tout cinématographique, d'ici ou d'ailleurs, tout film ancien inconnu, tout cinéma moderne ignoré ; mais aussi, « tout revoir », car ce que l'on a admiré il y a dix ans est-il toujours admirable, ce que l'on a méprisé méprisable ? Remise en question perpétuelle, nécessaire, des « jugements », qui parfois se paye : tristesse d'être déçu, ou pire, par un film que l'on a aimé jadis ou naguère, mais remboursé au centuple (comme disait l'autre) par la joie de voir enfin, là où l'on n'avait rien vu autrefois, un nouveau visage, « autre », surprenant, et remettant en jeu tout le jeu du cinéma. Et joie de revoir à neuf chaque fois les films de Renoir, Mizoguchi, Hitchcock, Ford, Dreyer (je cite les premiers noms qui me viennent à l'esprit — sans parler de Griffith et Chaplin, les modernes perpétuels) : films qui vivent avec nous, rajeunissant quand nous vieillissons, et semblent à nos yeux il y a quinze ans avoir anticipé Brecht. Il y a dix ans Barthes, il y a cinq ans Lacan (à suivre).

Et bien, réalisant d'un coup d'œil ces mots griffonnés sous le coup ; par tous ces noms de cinéastes jetés, par tous ces films évoqués (films pour lesquels Langlois a mis sa vie, risquant, maintenant qu'il est parti, volant, tant s'il l'avait fallu), c'est quand même bien d'Henri Langlois que j'ai parlé.

Le neuvième concours de chorégraphie de Bagnolet

« ON AURA AU MOINS UN PAPIER SIGNÉ »

L'Esprit a voulu. Deux jours après une conférence de presse où Mme Francoise Giroud, secrétaire d'Etat à la Culture, affirmait avec force que la créativité était une priorité et, en termes plus fous, le projet d'une véritable politique de la danse, on assistait au neuvième concours chorégraphique de Bagnolet. Depuis presque dix ans, la municipalité de cette ville de trente-neuf mille habitants prend en charge une manifestation unique en France (il en existe une seule autre du même genre en Europe, à Cologne) et donne à de jeunes chorégraphes la possibilité de présenter leurs œuvres en public dans de bonnes conditions techniques.

Organisé par Jacques Chaurand, avec toi et obligation, le « Ballet pour demain » a fait de Bagnolet une sorte de Mécène, symbole de vitalité, de la création chorégraphique. Depuis trois ans, le concours éclate et doit limiter le nombre des candidats. Mais comme dans le même temps rien n'a vraiment bougé dans l'organisation de la danse, il demeure une expérience isolée ; faute de relais et d'aboutissants, il a atteint ses limites : « Nous sommes en quelque sorte dépassés par le succès », explique Bernard Herbert, maire adjoint, chargé des affaires culturelles. La rencontre de 1976 avait permis à plus de cinq cents professionnels de faire le point sur la nécessité et les misères de la danse en France. Un an après, rien n'a changé, si ce n'est qu'à Bagnolet des troupes nombreuses et un public croissant appellent un équipement plus adapté, un local plus vaste, des moyens financiers accrus. Il nous est impossible d'y parvenir sans l'aide de l'Etat.

Le groupe de Fœrcaquier

Le concours de Bagnolet, c'est d'abord une déambulation perdue dans les rues du vieux village pour trouver le gymnase Maurice-Baquet, une vaste salle que les sportifs abandonnent pendant dix jours avec beaucoup de réticence. L'ambiance y est très particulière, chaude et sympathique : un va-et-vient continu de danseurs et de spectateurs, des mouvements de foule dans les gradins, des



bruits de bouteilles, la sonorisation, les annonces au micro, des cris, des contestations, des espoirs et des larmes, tout cela dans une obscurité où brille par instants la lampe d'un des vingt membres du jury alignés sur des mètres de tapis vert.

On ne peut se faire une idée vraie du « Ballet pour demain » si l'on ne suit pas la journée consacrée aux éliminatoires, car elle donne l'occasion de connaître les jeunes chorégraphes dans leur diversité et d'entrevoir toutes ces troupes d'amateurs, dont Mme Francoise Giroud semble vouloir faire grand cas. Un grand nombre ne franchiront pas le cap de la sélection (dix-neuf candidats sur trente sont retenus). Qui dira jamais par quelle suite de circonstances le groupe de la M.J.C. de Fœrcaquier ou celui de Saint-Foy-la-Grange se trouvent soudain face aux spectateurs de Bagnolet.

Ils sont bien sympathiques les amateurs du vendredi, avec leur façon d'exprimer maladroitement des choses sérieuses (le racisme, la guerre et la fin atomique, la répression,

la lutte pour la liberté, les rapports de groupe), à grand renfort de projections et de musique pop, dans des styles approximatifs mêlant savoureusement la danse folklorique et la boxe française. « Heureux », déclare l'un d'eux, ceux que le soleil et le vent surfont à rendre fous ! »

Bien sûr, ils peuvent difficilement prétendre à un prix, mais ils ont trouvé un public qui applaudit ; ils communiquent. Pour un soir, c'est la grande fraternité de la danse. Parmi eux se sont glissés quelques petits maîtres, des professeurs sans aucune ambition chorégraphique, venus là tout simplement pour montrer leur école... publicité assurée. « Nous n'espérons rien gagner », explique un enseignant, mais cela motive les peuples.

D'ailleurs, il est bien difficile de faire la part entre les professionnels et les autres, lorsqu'on voit par exemple Mat Mattox présenter en catégorie amateur une démonstration de danse-jazz témoignant d'un métier affirmé, tandis qu'un groupe attachant mais absolument dépourvu de possibilités techniques comme celui d'Alain Ladue va balbutier lamentablement parmi les danseurs chevronnés.

Gestes quotidiens

Dans leur ensemble, les œuvres présentées à ce neuvième concours sont d'une qualité supérieure à celles des années précédentes, même si l'on peut regretter que l'inspiration n'ait pas été plus diverse. La compétition s'est jouée entre plusieurs créations appartenant à la même famille. Qu'il s'agisse de Jacques Patarozzi, de Lauri Macklin, de Jean Rochereau, de Mauri Airando ou de Jean-Claude Ramseier, la technique d'entraînement est la même : même référence à la danse moderne, même façon de bouger dans l'espace, mêmes thèmes, et souvent mêmes danseurs. Jean Rochereau l'a emporté grâce à une sensibilité plus vive et grâce à l'interprétation lumineuse de Caroline Duden, égarant dans une sorte d'état second la triste monotonie des gestes quotidiens, tandis que Jean-Claude Ramseier « raffait » deux prix pour une suite de pas enchaînés comme une fugue de Bach et enlevée dans une véritable euphorie par le groupe Le Cercle.

Par contraste, on n'appréciait que mieux l'esprit aculé et les gestes étranges — quelque réalistes — de Stéphane Bricart-Hampe dans un « Ballet intime » très accordé à la partition de Schoenberg ou encore le monde fou, feu, feu, de Charles Piat, monté de Tourterelle pour faire éclater quelques

petards, d'un surréalisme rajouté et déshabillé. Conséquence de la crise actuelle, les Italiens et les Anglais étaient absents. Les Allemands, très assidus à Bagnolet, ont proposé deux ou trois créations aux images fortes : Rouge et Noir, de Reinhold Hoffmann, un jeu séduisant entre deux hommes et une femme, dont le parfum rétro n'a pas été apprécié de tout le public, et Augure, d'Inge Katharina Schmitt, sorte de rêve sculptural projeté dans l'espace dans un style très « wagnarien », un peu lent, mais tellement en harmonie avec Webern !

Bagnolet a aussi donné sa chance à la Compagnie Magenta, à mi-chemin entre la danse et le mime dans une évocation du destin de l'homme suspendu entre le rêve et la réalité. Il y avait aussi un Marocain, Mohamed El Aziz, et un Malaisien, Lari Leong, dont l'originalité s'est perdue parmi les avalanches d'interprétations.

Qu'advient-il des lauréats de Bagnolet ? Certains sont retenus pour les Ateliers chorégraphiques des Prémontrés (s'ils peuvent avoir lieu), pour la rencontre de danse de la M.J.C. de Colombes, pour la tournée des J.M.F. en octobre ou pour le prochain forum de Festival d'automne. Mais pour beaucoup, Bagnolet ouvre sur le vide. A ce sujet, on peut s'étonner qu'aucun observateur étranger ne suive cette compétition.

Samedi soir, après la proclamation des résultats, un buffet accueillait tous les danseurs, les membres du jury et la municipalité pour un débat général : « Est-ce que nous mentionnons nous-mêmes de l'argent, demanda gentiment Charles-Henri Piat à Jacques Chaurand ? Non. Bon ! on aura au moins un papier signé pour leur montrer à Nice ! Maintenant, il va falloir redessiner le bas ; on lera du stop avec notre mannequin... » Voilà ; à 2 heures du matin, « Bagnolet 77 » s'est achevé dans un grand éclat de rire.

MARCELLE MICHEL

Le Palmarès

CATÉGORIE « NON PROFESSIONNELS » : PREMIER PRIX DE CHORÉGRAPHIE : Pierre-Henri de Stéphane Bricart-Hampe. SECOND PRIX : la Lune d'Alain Jaccard. MENTION DE RECHERCHE : l'Os de Charles-Henri Piat. CATÉGORIE « PROFESSIONNELS » : PREMIER PRIX : Un pas comme tout le monde de Jean Rochereau. SECOND PRIX : Quintessence de Jean-Claude Ramseier. MENTION DE RECHERCHE : Rouge et Noir de Reinhold Hoffmann. Prix de l'honneur offert par la Fondation de France : Quintessence de J.-C. Ramseier.

Une utopie architecturale

LE PALAIS SOCIAL DE GODIN

GODIN, c'est un poète de chauffage en fonte, simple et sans reproche. Un siècle après sa mort, l'industriel qui lui a donné son nom entre dans la galerie des architectes visionnaires de l'urbanisme utopique. De son phalanstère, à Guise (Nord) Engela disait dans la Question du logement, qu'il avait été érigé « par un fourrieriste, non en vue d'une affaire de spéculation, mais dans un but d'expérimentation sociale ». Mais il ajoutait plus loin : « sa colonie (...) est devenue finalement, elle aussi, un simple instrument de l'exploitation ouvrière... »

Une exposition à la Maison des sciences de l'homme évoque l'œuvre de ce patron qui passait pour un « socialiste dangereux » et avait dû s'exiler à Bruxelles, où il avait construit une nouvelle usine accolée à son phalanstère peu avant sa mort, en 1868. L'usine d'un côté, l'habitat ouvrier de l'autre. Un habitat qui est un micro-système urbain, rationnel et visionnaire, où le processus de production (l'usine), de consommation (l'habitat, les équipements collectifs) et d'échange fait partie d'un tout organique.

Si un jour je m'élevais, disait-il, je chercherais les moyens... Godin est né pauvre, fils d'un artisan serrurier. Il n'est pas un enfant banal. De l'imagination. Des tendances au spiritualisme et à la divination.

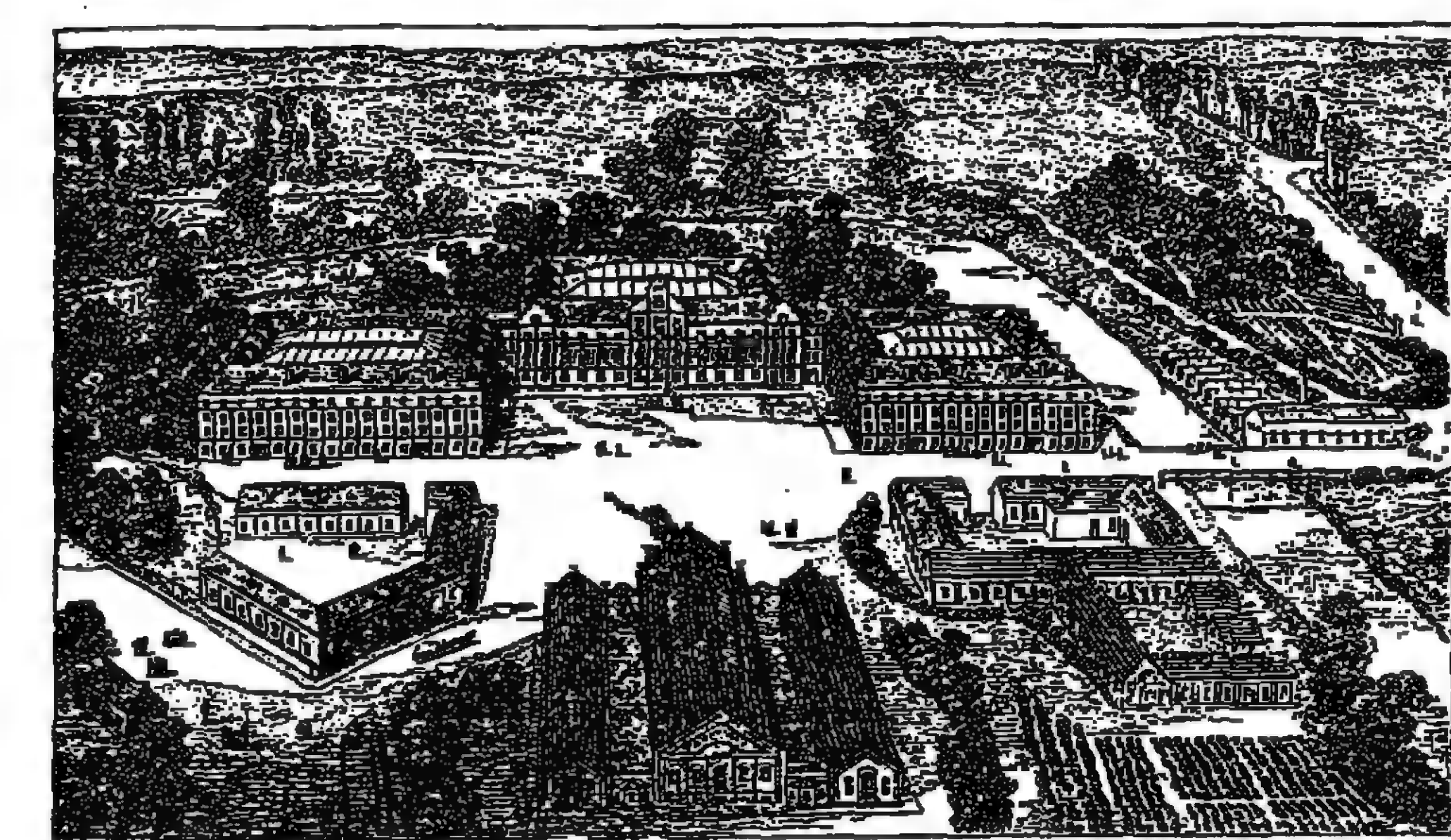
Tout en faisant le tour de France des ateliers, il se forme dans les encyclopédies. Membre lucide, « Prisme de conscience sociale », enfin, à la suite de sa rencontre avec Fourier. Lecture d'Œuvres de Saint-Simon, de Considérant de Cabet : les utopistes qui fleurissent dans l'enfer de pauvreté des cités industrielles et rêvent d'autres mondes.

Si un jour je m'élevais... Il commence justement. Avant de passer au concret, il réfléchit, il écrit (Solutions sociales et autres textes) le programme de son phalanstère. Contrairement à d'autres qui rêvent, lui entend passer à l'action et réalise son dessin de société à l'échelle d'une usine, conforme à ses idées, où vont vivre mille sept cent soixante-dix personnes. A côté des ateliers, séparés par une distance que la marche à pied couvrirait, un habitat ouvrier conçu sur le modèle d'un palais, un « palais social » où, faute de pouvoir donner au travailleur la richesse, il lui en donne l'équivalent dans un climat de fraternité fondé sur l'association capital-travail-talent.

L'architecture avant la société

Jean-Baptiste Godin élabore le plan de son phalanstère en 1858. Il n'entend pas faire du logement social. Il a une conviction : pour faire une réforme de la société, il faut commencer par une réforme de l'architecture. Le progrès social est inscrit dans le progrès de l'architecture. Le phalanstère de Guise sera donc le contraire des casernes ouvrières de Paris, des habitations des mineurs dans le Nord (maisons particulières qui défendaient le concept de la famille et faisaient espérer l'accession à la propriété), des cités où sévit la ségrégation des ouvriers, « créateurs de fortune », et des patrons, « jouisseurs de fortune », du milieu ouvrier en général, où l'individu pauvre est seul dans la foule.

Pour Godin, le phalanstère de Guise doit créer de nouveaux rapports humains. La forme doit soutenir le flux invisible de la fraternité et de la solidarité ; il illustre dans la pierre l'idéal fourrieriste. La nouvelle « cité socialiste » est située hors la ville, aux abords de la forêt, au bord de l'Oise. Elle a son territoire autonome. C'est un « lieu



industriel ». Godin calque le dessin de la façade sur celle du château de Versailles, un Versailles simplifié mais hautain avec ses ailes en décrochement qui entourent la place de parade.

Sous un dôme de cristal

Il est plus facile d'imaginer une nouvelle forme sociale qu'une nouvelle forme architecturale. Mais, derrière la façade, la vie quotidienne est organisée autrement : caravansérail de logements donnant sur des coursives-balcon, celles-ci entourant trois cours recouvertes d'une verrière à la charpente de bois. C'est là que se tiennent les bals du dimanche au son de l'orchestre. La cour où tout se passe et où tout le monde, du balconnier au maître, devient observateur spontané ; c'est le modèle carcéral, celui des casernes et des écoles qui sont des casernes. Pour garantir l'ordre ? La moralité ? Le contraire en tout cas de la rue-galerie de Fourier, plus aventureuse, ludique, libertaire.

La ville de Guise, toute proche du « lieu industriel », ne voit pas d'un bon œil l'expérience phalanstérienne qui offre des appartements à 9,60 F, avec chauffage par air ventilé, eau, électricité et « trappes à balayures » à tous les étages, tandis qu'un taudis est loué en ville 12 F. Et puis, dit-on, c'est un milieu corrompu, où se pratiquent l'union libre, l'école mixte et laïque, l'élevage des enfants par branches d'âge (Orwell avant la lettre) mais la moralité enfantine est plus basse qu'en ville. Les femmes s'y font couper les cheveux courts et vont, le dimanche, au bal costumé sous la verrière. Mais à part le théâtre, conçu non comme un lieu de fête mais d'accueil au savoir, avec cours de déclamation pour apprendre à parler en public, la cour, c'est, en fait, la maison de la culture sous un dôme de cristal.

Ambiguïté d'un espace : d'un côté, la fraternité ; de l'autre, la surveillance de la grande famille phalanstérienne. Zola, qui se rend sur place, rapporte : « Maison de verre. Défiance du voisin. Pas de

solitude. Pas de liberté. Mais grandes commodités, surtout pour l'enfance. L'ouvrier est-il devenu meilleur et est-il parfaitement heureux ? Questions à résoudre. » Godin n'avait pas imaginé le bonheur idéal. Avec l'expansion de son usine, il avait dû altérer les règles de l'habitat en phalanstère. Mais le discours sur la séparation et le rapprochement organique des zones spécialisées pour travailler, habiter, cultiver le corps et l'esprit, le mythe hygiéniste du soleil, de l'air pur et des espaces verts, qui allait être celui des architectes modernes des années 30, Le Corbusier en tête, a des racines dans le « phalanstère utopique » que d'autres ont rêvé et que Jean-Baptiste Godin a réalisé.

JACQUES MICHEL

* Exposition présentée par M. Guizot, Archives d'architecture moderne, Bruxelles. Diffusion par le C.O.I. du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, à partir de l'étude d'André Brasseur sur Godin. Intrad. E.-L. Delvoy. Maison des sciences de l'homme, 34, boulevard Raspail.

EN BREF

Cette année, Beethoven

Concerts et festivals vont célébrer, cette année, le cent cinquantième anniversaire de la mort de Beethoven. Jusqu'au 12 février, l'Orchestre de Paris, dirigé par Daniel Barenboim, propose, au Palais des Congrès et au Théâtre des Champs-Élysées, l'intégrale des neuf symphonies, des cinq concertos pour piano et de l'unique concerto pour violon, qu'interprétera Isaac Stern. Le pianiste Jean-Bernard Pommier et les chœurs de l'Orchestre de Paris proposeront également leur concert. Les 23 et 30 janvier, les concerts Pasdeloup offriront les cinq concertos pour piano, avec Erik Heidrick, au Théâtre des Champs-Élysées.

Les concerts Colonne, qui ont déjà célébré cet anniversaire, présenteront, le 28 mars, jour de la mort du compositeur, *Missa Solenne*, dirigée par Pierre Dervaux, avec la chorale Elisabeth Brasseur, en l'église des Invalides. Enfin, les chorégraphes d'Orange monteront, l'été prochain, *Fidelio*.

Goya aux « Pucets »

En mars prochain, une curieuse construction en bois, de 6 mètres de haut, se dressera au cœur du marché aux Pucets. Elle sera des plates-formes, des escaliers, des passerelles, des galeries couvertes, une arène avec des gradins... Tout un dispositif pour inviter à un voyage dans l'œuvre gravé de Goya. Partout, sur les murs-palisades, seront en effet accrochées des reproductions photographiques des gravures de Goya : dans des salles, on présentera des tirages originaux du maître, on évoquera ses sources ainsi que d'autres graveurs contemporains. Tandis que, sur un écran, défileront en permanence l'intégralité des planches des quatre recueils de Goya. Cette présentation sera complétée, chaque fin de semaine, par un spectacle joué par un comédien pour éclairer certains aspects du personnage Goya.

Une idée de la Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis, qui doit promouvoir l'exposition dans plusieurs villes du département et hors de ses limites.

* Terrail municipal, 35-37, rue Jules-Vaillat, Saint-Ouen, 7 mars-4 avril (045-05-95).

Jeune création à Martigues

Une exposition intitulée « 25 moins 25 » se tient jusqu'au 6 février 1977 à l'Algaïer (Centre municipal d'exposition) de Martigues (Bouches-du-Rhône). Cette exposition conçue par la conservation des musées de Martigues présente les œuvres de vingt-cinq artistes de moins de trente-cinq ans, travaillant tous dans la région de Marseille, Avignon, Aix et Toulon.

Le choix de ces vingt-cinq jeunes artistes a été fait dans le dessein de représenter les grands courants de la création contemporaine en Provence (support-surface, nouvelle figuration, peinture « politique », body-art, cinétique) et de témoigner de sa vitalité. — (Corresp.)

* Rens. : musée de Martigues, rue du Colonel - Dantier, 13500 Martigues. Tél. : (76-01) 30-42-24.

Théâtre ouvert à Beaubourg

Les Mandibules, de Louis Calaferte, dans une mise en espace d'Hortense Guillemand, inaugure le 2 février (et jusqu'au 6) le Théâtre ouvert de Beaubourg. Pendant ce temps, du 3 au 8, Jean-Paul Wenzel et Claudine Fievet présentent au Théâtre de la Commune, à Aubervilliers, *Marianne attend le mariage*. A Beaubourg, suivront, du 8 au 12, les élèves de l'École de Strasbourg, dirigés par Jean-Pierre Vincent et Jean Dautremey avec *La Bonne Vie* de Michel Deutsch. Avec les auteurs lus par leurs auteurs ou l'écriture et la culture de création animée par Jean-Claude Grumbert, ce sont douze pièces en dix jours d'offre le Théâtre ouvert.

Une maison dans un quartier

LE COLLECTIF DE LA RUE DUNOIS

On peut être abonné au Théâtre de la Ville, et que ce soit affectif, mais, enfin, ce n'est pas indispensable. Tandis qu'il est hors de question de se rendre régulièrement au numéro 28 de la rue Dunois si l'on ne possède pas quelques tendresses fondamentales : 4 faut avoir des souvenirs dans le treizième arrondissement, il faut aimer le limonaire, il faut rêver d'une maison à Paris avec des amis, il faut avoir l'esprit de voisinage, le goût des cafés et le sens des dimanches. Après cela, il conviendra d'apprécier une certaine forme de culture militante, d'avoir une sensibilité particulière qui est parfois, malheureusement, le fait d'une génération, car il s'agit de quelque chose de réel.

Huit groupes d'expression culturelle ont décidé d'associer leur pratique au sein d'un collectif, tout en conservant des activités indépendantes. Ils se sont rencontrés dans les entreprises, les établissements scolaires, ou bien dans la rue : théâtre d'intervention, même, chanson ou musique, ce sont toujours des spectacles portatifs qui se déplacent de luites ouïères en actions ponctuelles.

Ce sont les nouveaux animateurs, ils ont en commun une attention passionnée (qui est leur raison de travailler) à la réalité, aux gens, aux combats pour un monde meilleur.

Tous les dimanches à 5 heures

À l'automne dernier, ces huit groupes, qui cherchaient à s'implanter dans un quartier populaire parisien, ont trouvé un pavillon rue Dunois : cinq pièces, une cave, une cuisine et un hangar adjacent. Ils ont fait 5 millions (anciens) pour tout aménager : ils ont réuni 1 million en souscriptions, en adhésions, c'était le bouche à oreille, c'est arrivé par petits bouts. Ceux qui avaient le temps — c'est-à-dire peu, car ils ont pour la plupart obligés de gagner de l'argent comme ils peuvent, ils n'ont pas de subventions — se sont mis à la maçonnerie. Heureusement, les travailleurs des chantiers environnants, les voyant passer, se sont inquiétés, de leurs activités et les ont conseillés.

Depuis quelques jours, ils ont le chauffage, et la grande salle était prête, le 15 janvier, pour la soirée d'inauguration. Pour le moment, en effet, il s'agit de rembourser les dettes et, pendant deux mois, les représentations (bénévoles) vont se succéder. Il y aura la *Jeunesse Blagueuse*, Gilles Servat, les *Farfadets* et d'autres. Ce samedi-là, l'animation était assurée par cinq des membres du collectif. Le mime Duval, dont le limonaire surgit souvent, par enchantement, dans les rues de Paris, a fait entrer les enfants dans son jeu. Le *Cor-magnole* (chorale de femmes) a donné quelques bonnes chansons, vives et quotidiennes. Ce fut l'occasion pour beaucoup de découvrir le Théâtre à bretelles, avec son nouveau spectacle, « l'Auto-école », à Théâtre à bretelles : sorte d'orgue de Barbarie de l'image, porté comme un accordéon, a dit le langage du collectif. Et tandis que la bande dessinée défilait, deux comédiens racontaient, ou chantaient, une histoire. Carlos Andres s'est fait l'écho des peuples opprimés, et la troupe Z a donné un aperçu de sa manière de voir la rentrée économique et sociale, que l'on avait déjà pu apprécier lors du Marathon du théâtre organisé en décembre par le Théâtre de l'Unité et la M.J.C. Théâtre-des-Deux-Portes. Mais le collectif de la rue Dunois, c'est aussi le Mandé du charbonnier, le revue d'architecture Place et le chanteur Vania.



Cette maison, dont la vie est organisée par un secrétariat où chaque groupe est représenté, doit normalement devenir la maison du quartier, la deuxième local de l'arrondissement (après la maison paroissiale de l'avenue de Choisy) où l'on pourra se réunir facilement. L'idéal, c'est que les gens la prennent complètement en charge. Déjà, des groupes féministes et des associations s'impliquent, et cela servira aussi bien aux postiers du tri qu'à des ateliers de théâtre ou de musique. Il y a aussi le projet d'un comité d'animation pour faire des enquêtes sur le treizième, à renforcer les moyens militants par les moyens culturels, telle est la pratique, rue Dunois. Et tous les dimanches à 5 heures, on dansera comme, parait-il, on dansait, autrefois, passage Chantilly.

CLAIRE DEVARREUX.

CHANSON FRANCOPHONE

Genevieve Paris
Pascal Auberson
et Beau Domage

DECIDEMENT, la chanson d'expression française est portée par une nouvelle vague qui s'affirme avec plus de force presque de jour en jour. Ainsi, au Palais des Sports, Genevieve Paris et le groupe canadien Beau Domage s'apprêtent à donner un spectacle de Julien Clerc. Le vain de blues et le feeling de Genevieve Paris — qui est aussi une vraie musicienne et une bonne guitariste — devraient s'imposer rapidement, à condition musicale que celle-ci ait plus de rigueur dans le choix de ses textes.

Beau Domage a fait son apparition en France il y a deux ans. Il a déjà ses classiques comme la *Complainte du phoque au Alaska* et le *Blues de la métropole*. Il se renouvelle avec des chansons québécoises et francophones riches et expri- mentées, à travers une musique généralement jouée avec puissance et cohésion. On voudrait l'entendre plus souvent, dans le cadre d'un concert. Beau Domage.

A l'Olympia, lundi pour un soir, le Suisse Pascal Auberson, a lui, prouvé qu'il pouvait passer sans difficulté de la petite scène des Blancs-Manteaux à celle plus vaste du boulevard des Capucines et que son show était aussi efficace dans sa sobriété libérale, dans sa manière bien à lui de mettre en vie des chansons où il joue avec les mots, les impressions, les rencontres. Certains lui reprochent d'avoir une voix qui n'est pas sans rappeler celle de Nozema. Mais Auberson a vingt-deux ans, il a son propre « beat » et il est à l'évidence un interprète suffisamment original pour se dégager rapidement de toute influence. — C. F.

* Genevieve Paris et Beau Domage : au Palais des sports, 20 h. 30.

CONNAISSANCE DU MONDE

FLYER - Dimanche 6 février à 14 h. 30 ; mardi 8 février à 18 h. 30 et à 21 h. **LES ALPES AUX MILLE VISAGES** René Mannent SUISSE, AUTRICHE, ITALIE, FRANCE Les 4 saisons. La vie des moines dans la Grande Chartreuse. Le royaume des pics, des glaciers, des avalanches. Monde surprenant des animaux et paradis des fleurs. Préparation du fromage dans les chalets suisses.

les Tréteaux du Midi

CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL LANGUEDOC ROUSSILLON
20 janvier - 20 février
créations à Paris
en alternance
JESUS II
de Joseph Deltail adapté par Christian Liger
avec Jean-Claude Drouot
SPLendeur ET MORT DE JOAQUIN MURIETA
de Pablo Neruda adapté par Guy Suarès
mises en scène
JACQUES ECHANTILLON
location au théâtre 15, rue Blanche (9) 874.20.44 et agences
THEATRE DE PARIS

RAID SUR ENTEBBE

Critique ENTHOUSIASTE nouveau film IMPARTIAL opération Ouganda et interprétation BRONSON - FINCH - CONSTANTINE. Stop... LE POINT : Le vrai travail et la passion méticuleuse portent leurs fruits... A NOTRE SOULAGEMENT un FILM REMARQUABLE. Stop... L'EXPRESSION : Triple atout pour ce document reconstitué dont chaque plan est conçu pour faire choc... C'EST RÉUSSI. Stop... TÉLÉSTAR : L'ampleur des moyens utilisés et la précision de la mise en scène font de *Raid sur Entebbe* L'UN DES MEILLEURS FILMS DE GUERRE JAMAIS RÉALISÉS. Stop...

RAID SUR ENTEBBE

UN FILM DE IRVIN KERSHNER
CONFÉRENCE ARON ANDERSON
LES TRÉSORS DE L'ART MÉDÉVAL DE GOTLAND
Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45
L'ARCHELLE BOURDONNANTE
Initiation musicale pour les enfants de 6 à 9 ans.
ENTRÉE LIBRE

Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45

Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45

Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45

Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45

Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45

Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45

Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45

Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45

CENTRES CULTURELS ÉTRANGERS

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5 rue de Constantin - 7^e
Jeudi 20 à 20 h. 45
AU BOUT DE MON ÂGE
de Georges DUFAUX
long métrage couleur sur le 3^e âge
« Virginité, premier stade de la vie, regard, chaleur de la présence à soi-même »
Louis Marcellin, LE MONDE.

MAISON DU DANEMARK
142 avenue des Champs-Élysées - 8^e
Jusqu'au 4 février
LE DESIGN DANOIS ET LA HAUTE FIDÉLITÉ
(BANG & OLUFSEN)
Tous les jours de 12 h. à 19 h., dimanche de 15 h. à 19 h.

CENTRE CULTUREL ITALIEN
50 rue de Vienne - 7^e
Vendredi 21 à 18 h. 30
au Musée Sainte-Croix de Poitiers
3 bis, rue Jean-Jaurès
TABLE RONDE AUX SOURCES DE L'ART ROMAIN LES POUILLES AU XI^e SIÈCLE

INSTITUT NÉERLANDAIS
121 rue de Lille - 7^e
Du 29 janvier au 6 mars
LE CABINET D'UN AMATEUR
Des livres flamands et hollandais des XVI^e et XVII^e siècles d'une collection privée d'Amsterdam
Tous les jours de 12 h. à 19 h., sauf lundi, mercredi en nocturne jusqu'à 22 heures, vendredi le mercredi 19 janvier de 17 h. à 20 h.

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
11 rue Payenne - 3^e
LA BIBLE EN PIERRE
Photographies et moulages des sculptures médiévales de Gotland
Tous les jours de 14 h. à 18 h. jusqu'au 4 février. Visite commentée à 16 h. le 12 janvier et le 3 février.

CONFÉRENCE ARON ANDERSON
LES TRÉSORS DE L'ART MÉDÉVAL DE GOTLAND
Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45
L'ARCHELLE BOURDONNANTE
Initiation musicale pour les enfants de 6 à 9 ans.
ENTRÉE LIBRE

CONFÉRENCE ARON ANDERSON
LES TRÉSORS DE L'ART MÉDÉVAL DE GOTLAND
Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45
L'ARCHELLE BOURDONNANTE
Initiation musicale pour les enfants de 6 à 9 ans.
ENTRÉE LIBRE

CONFÉRENCE ARON ANDERSON
LES TRÉSORS DE L'ART MÉDÉVAL DE GOTLAND
Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45
L'ARCHELLE BOURDONNANTE
Initiation musicale pour les enfants de 6 à 9 ans.
ENTRÉE LIBRE

CONFÉRENCE ARON ANDERSON
LES TRÉSORS DE L'ART MÉDÉVAL DE GOTLAND
Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45
L'ARCHELLE BOURDONNANTE
Initiation musicale pour les enfants de 6 à 9 ans.
ENTRÉE LIBRE

CONFÉRENCE ARON ANDERSON
LES TRÉSORS DE L'ART MÉDÉVAL DE GOTLAND
Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45
L'ARCHELLE BOURDONNANTE
Initiation musicale pour les enfants de 6 à 9 ans.
ENTRÉE LIBRE

CONFÉRENCE ARON ANDERSON
LES TRÉSORS DE L'ART MÉDÉVAL DE GOTLAND
Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45
L'ARCHELLE BOURDONNANTE
Initiation musicale pour les enfants de 6 à 9 ans.
ENTRÉE LIBRE

CONFÉRENCE ARON ANDERSON
LES TRÉSORS DE L'ART MÉDÉVAL DE GOTLAND
Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45
L'ARCHELLE BOURDONNANTE
Initiation musicale pour les enfants de 6 à 9 ans.
ENTRÉE LIBRE

CONFÉRENCE ARON ANDERSON
LES TRÉSORS DE L'ART MÉDÉVAL DE GOTLAND
Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45
L'ARCHELLE BOURDONNANTE
Initiation musicale pour les enfants de 6 à 9 ans.
ENTRÉE LIBRE

CONFÉRENCE ARON ANDERSON
LES TRÉSORS DE L'ART MÉDÉVAL DE GOTLAND
Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45
L'ARCHELLE BOURDONNANTE
Initiation musicale pour les enfants de 6 à 9 ans.
ENTRÉE LIBRE

CONFÉRENCE ARON ANDERSON
LES TRÉSORS DE L'ART MÉDÉVAL DE GOTLAND
Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45
L'ARCHELLE BOURDONNANTE
Initiation musicale pour les enfants de 6 à 9 ans.
ENTRÉE LIBRE

CONFÉRENCE ARON ANDERSON
LES TRÉSORS DE L'ART MÉDÉVAL DE GOTLAND
Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45
L'ARCHELLE BOURDONNANTE
Initiation musicale pour les enfants de 6 à 9 ans.
ENTRÉE LIBRE

CONFÉRENCE ARON ANDERSON
LES TRÉSORS DE L'ART MÉDÉVAL DE GOTLAND
Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45
L'ARCHELLE BOURDONNANTE
Initiation musicale pour les enfants de 6 à 9 ans.
ENTRÉE LIBRE

CONFÉRENCE ARON ANDERSON
LES TRÉSORS DE L'ART MÉDÉVAL DE GOTLAND
Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45
L'ARCHELLE BOURDONNANTE
Initiation musicale pour les enfants de 6 à 9 ans.
ENTRÉE LIBRE

CONFÉRENCE ARON ANDERSON
LES TRÉSORS DE L'ART MÉDÉVAL DE GOTLAND
Mercredi 26 janvier et 2 février à 15 h. 45
L'ARCHELLE BOURDONNANTE
Initiation musicale pour les enfants de 6 à 9 ans.
ENTRÉE LIBRE

Gie DES COMMISSAIRES - PRISEURS DE PARIS

Ventes aux enchères publiques
DROUOT - RIVE GAUCHE
GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE
75007 PARIS - Tél. : 544-38-72 - Télex 270-906

Sauf indication particulière, les expositions ont lieu la veille des ventes, de 11 heures à 18 heures

LUNDI 24 JANVIER (Exposition samedi 22)
S. 2. - Livres anciens et modernes.
S. 3. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 4. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 5. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 6. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 7. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 8. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 9. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 10. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 11. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 12. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 13. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 14. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 15. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 16. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 17. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 18. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 19. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 20. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 21. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 22. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 23. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 24. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 25. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 26. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 27. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 28. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 29. - Meubles, M^{re} Chambréland.
S. 30. - Meubles, M^{re} Chambréland.

MARDI 25 JANVIER (Exposition lundi 24)
S. 1. - Meubles et objets d'art XVII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 2. - Meubles et objets d'art XVIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 3. - Meubles et objets d'art XIX^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 4. - Meubles et objets d'art XX^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 5. - Meubles et objets d'art XXI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 6. - Meubles et objets d'art XXII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 7. - Meubles et objets d'art XXIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 8. - Meubles et objets d'art XXIV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 9. - Meubles et objets d'art XXV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 10. - Meubles et objets d'art XXVI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 11. - Meubles et objets d'art XXVII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 12. - Meubles et objets d'art XXVIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 13. - Meubles et objets d'art XXIX^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 14. - Meubles et objets d'art XXX^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 15. - Meubles et objets d'art XXXI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 16. - Meubles et objets d'art XXXII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 17. - Meubles et objets d'art XXXIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 18. - Meubles et objets d'art XXXIV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 19. - Meubles et objets d'art XXXV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 20. - Meubles et objets d'art XXXVI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 21. - Meubles et objets d'art XXXVII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 22. - Meubles et objets d'art XXXVIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 23. - Meubles et objets d'art XXXIX^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 24. - Meubles et objets d'art XL^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 25. - Meubles et objets d'art XLI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 26. - Meubles et objets d'art XLII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 27. - Meubles et objets d'art XLIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 28. - Meubles et objets d'art XLIV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 29. - Meubles et objets d'art XLV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 30. - Meubles et objets d'art XLVI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.

MERCREDI 26 JANVIER (Exposition mardi 25)
S. 1. - Meubles et objets d'art XVII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 2. - Meubles et objets d'art XVIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 3. - Meubles et objets d'art XIX^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 4. - Meubles et objets d'art XX^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 5. - Meubles et objets d'art XXI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 6. - Meubles et objets d'art XXII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 7. - Meubles et objets d'art XXIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 8. - Meubles et objets d'art XXIV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 9. - Meubles et objets d'art XXV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 10. - Meubles et objets d'art XXVI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 11. - Meubles et objets d'art XXVII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 12. - Meubles et objets d'art XXVIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 13. - Meubles et objets d'art XXIX^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 14. - Meubles et objets d'art XXX^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 15. - Meubles et objets d'art XXXI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 16. - Meubles et objets d'art XXXII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 17. - Meubles et objets d'art XXXIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 18. - Meubles et objets d'art XXXIV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 19. - Meubles et objets d'art XXXV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 20. - Meubles et objets d'art XXXVI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 21. - Meubles et objets d'art XXXVII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 22. - Meubles et objets d'art XXXVIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 23. - Meubles et objets d'art XXXIX^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 24. - Meubles et objets d'art XL^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 25. - Meubles et objets d'art XLI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 26. - Meubles et objets d'art XLII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 27. - Meubles et objets d'art XLIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 28. - Meubles et objets d'art XLIV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 29. - Meubles et objets d'art XLV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 30. - Meubles et objets d'art XLVI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.

JEUDI 27 JANVIER (Exposition mercredi 26)
S. 1. - Meubles et objets d'art XVII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 2. - Meubles et objets d'art XVIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 3. - Meubles et objets d'art XIX^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 4. - Meubles et objets d'art XX^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 5. - Meubles et objets d'art XXI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 6. - Meubles et objets d'art XXII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 7. - Meubles et objets d'art XXIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 8. - Meubles et objets d'art XXIV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 9. - Meubles et objets d'art XXV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 10. - Meubles et objets d'art XXVI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 11. - Meubles et objets d'art XXVII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 12. - Meubles et objets d'art XXVIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 13. - Meubles et objets d'art XXIX^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 14. - Meubles et objets d'art XXX^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 15. - Meubles et objets d'art XXXI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 16. - Meubles et objets d'art XXXII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 17. - Meubles et objets d'art XXXIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 18. - Meubles et objets d'art XXXIV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 19. - Meubles et objets d'art XXXV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 20. - Meubles et objets d'art XXXVI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 21. - Meubles et objets d'art XXXVII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 22. - Meubles et objets d'art XXXVIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 23. - Meubles et objets d'art XXXIX^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 24. - Meubles et objets d'art XL^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 25. - Meubles et objets d'art XLI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 26. - Meubles et objets d'art XLII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 27. - Meubles et objets d'art XLIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 28. - Meubles et objets d'art XLIV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 29. - Meubles et objets d'art XLV^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 30. - Meubles et objets d'art XLVI^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.

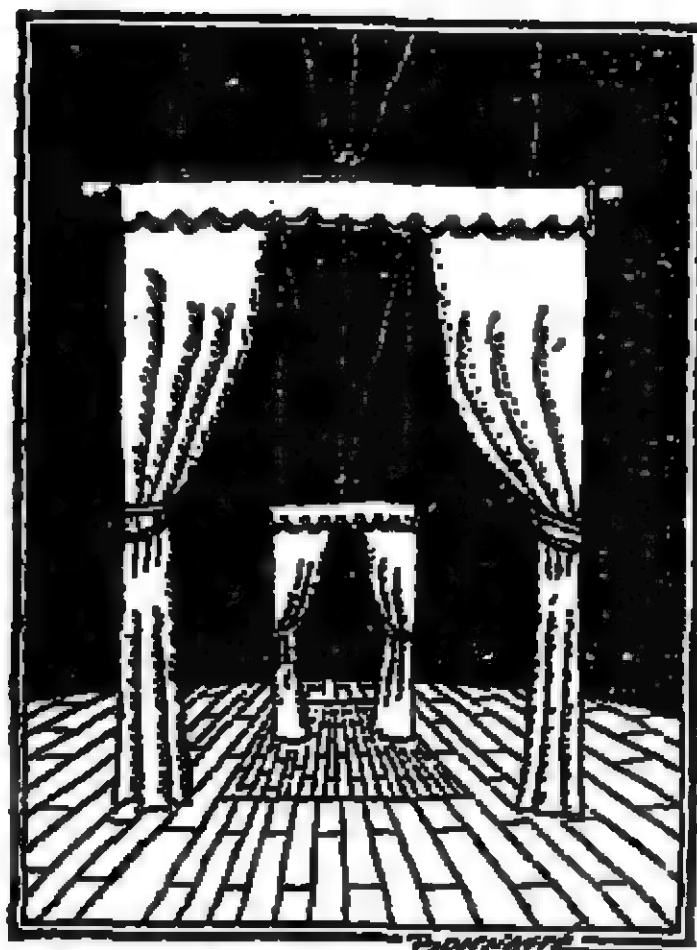
JEUDI 27 et VENDREDI 28 JANVIER (Exposition mercredi 26)
S. 1. - Meubles et objets d'art XVII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 2. - Meubles et objets d'art XVIII^e, M^{re} Ader, Picard, Tajan.

فكزا من الأصل

DES ARTS

THÉÂTRES EN EXIL

MARIA PISCATOR
A LA RECHERCHE
DES VOIX MORTES



INVITEE par le Goethe Institut et par le Conservatoire d'art dramatique, Maria Piscator est à Paris. Elle donne des conférences sur le travail de son mari, Erwin Piscator, l'un des pères du théâtre contemporain. Novateur par son utilisation de l'espace scénique, par sa manière de concevoir la fonction politique de la représentation, inventeur du théâtre prolétarien, du théâtre d'agit-prop, Piscator est mort en 1965. Sa veuve vit à New-York, où tous deux s'étaient réfugiés pendant la seconde guerre mondiale.

« Piscator est allé à New-York pour monter *Guerre et Paix*, raconte-t-elle. Il y est allé sur un malentendu. Il existait là-bas une coutume amusante, celle de faire lire les textes à tout le monde. Anatole France, par exemple, lisait avec sa concubine. Enfin *Guerre et Paix* n'était pas un numéro un, n'avait pas le climat... Le producteur avait entendu parler du théâtre épique, mais ne savait pas de quoi il s'agissait. Il ne pouvait même pas imaginer que l'on présente une pièce non cathartique, sans « happy end », une suite de situations où les destins personnels sont vus seulement dans leurs rapports avec l'Histoire. Il a renoncé sans nous prévenir. Simplement, Ellen Hayes devait être Natacha ; et, un jour, nous avons

lu dans un journal qu'elle répétait un autre spectacle. Vingt-cinq ans après, *Guerre et Paix* est venu à New-York et a trouvé six producteurs.

« A cette époque, notre condition était très difficile. Nous étions en 1938. Piscator ne pouvait pas revenir en Allemagne — Hitler ne l'aimait pas — ni en France. Il avait un visa de deux semaines et devait trouver du travail pour avoir le droit de rester. Le seul travail possible était l'enseignement. Il a été obligé de s'y résigner, lui qui avait en horreur tout ce qui est école. Il est entré à la New School, où un nomme admirable, Alwyn Johnson, organisait des sections pour les réfugiés en difficulté. C'est ainsi que Piscator a découvert ses qualités de pédagogue.

Des fleurs sur une tombe

« Je crois que ces qualités lui viennent d'un ancêtre, Johannes, né au moment où Luther mourait, et qui a traduit la Bible. Le résultat a été magnifique : il a été immédiatement expulsé d'Allemagne et a dû se réfugier en Suisse. Il a traduit l'Anabaptisme et le Nouveau Testament, et a ajouté un troisième volume, une sorte d'Almanach où il a écrit une ligne de conduite à suivre au jour le jour. Ce don d'enseignement a traversé les générations d'une famille reconstruite dans le commerce, avant de parvenir à Erwin.

« Il trouvait les élèves américains merveilleux. Il disait : « En Allemagne, ils attendent d'être punis pour avoir la bouche, toi, des enfants, ils savent s'exprimer. » J'ai fait personnellement du théâtre avec les enfants à New-York. Ils m'ont appris tout ce que je sais d'anglais. Piscator pensait à une suite de cours, des tragiques grecs jusqu'au théâtre contemporain. Seulement, les

Américains n'ont pas de répertoire, ils ne voient pas l'utilité de travailler des pièces qui ont déjà été montées, même si c'est au dix-septième siècle. Alors Piscator est parti du théâtre contemporain et a remonté le temps jusqu'aux Grecs ; les élèves se sont passionnés.

« L'existence était dure. Pourtant, nous n'étions pas isolés. Erwin était très beau — ça compte — on le demandait partout. Mais personne ne comprenait et ne pouvait comprendre son passé. Les grands personnages réfugiés en Amérique n'y ont pas joué un grand rôle. Je me souviens de Jouvet désespéré par la froideur du public, et d'une comédienne célèbre qui me confiait à l'entracte de l'école des femmes : « On dirait un spectacle de pour en/ta... » Quand Brecht a monté ses pièces, elles ont sombré. Il les mettait en scène à sa façon et il avait raison, mais ça n'intéressait personne.

« Piscator disait : « Brecht est mon frère et le sera toujours. » Ils ont lutté contre l'apathie du public, chacun à sa manière. Tous deux avaient le théâtre n'est pas une chose hasardeuse, et en même temps, qu'il comporte une part de chiqué. Le théâtre engage une attitude pareille à celle du docteur au chevet d'un malade. Une attitude sociale. En ce moment, je joue pour vous, pour vous donner une impression juste de moi. Ce n'est pas un trompe-l'œil, mais un jeu honnête.

« J'ai peu connu Brecht. Je l'ai souvent rencontré, mais il n'acceptait pas mon mariage. C'était déconcertant. Je ne l'ai pas vu vraiment. J'étais très fâchée contre lui après sa mort. Je me trouvais à Berlin, dans le cinquième hagenhof. Un cinquième plein de gens extraordinaires que l'on ne connaît plus, qui restent

quelque part dans la tête. Je me trouvais devant le tombeau de Brecht, une haute pierre pointue qui lui ressemble, et des fleurs partout, remuées quatre fois par an. J'ai demandé la même chose pour Piscator. On m'a répondu : « Il n'y a pas assez d'argent. »

« Après la guerre, j'aurais voulu que Piscator reste aux Etats-Unis. L'âge était venu. Je pensais que le confort américain était meilleur. Mais, les derniers temps, Piscator s'était en lui-même. Lui parler devenait difficile, même pour moi. Au fond, c'était la résignation. Il devait partir. Il est retourné en Allemagne, et tout était changé, la terre, la manière de penser, de vivre, tout. Les acteurs l'attendaient, attendaient l'homme de la légende, celui qui sait écouter, à qui on peut confier son destin, celui qui peut tout faire. Mais il ne pouvait rien, il allait de petit théâtre en petit théâtre, et même quand il a eu la Volksbühne, il n'a pas eu d'argent.

La bibliothèque du silence

« Il ne restait rien de ce qu'il avait fait. Contre ma nature, je suis devenue une collectionneuse. Brecht, Brecht, après sa mort, chaque semaine, quelques notes devenaient précieuses. Avant, non, tout était perdu. Il y a une chose que je veux faire, et Piscator y sera mêlé parmi beaucoup d'autres. Je veux fonder une bibliothèque, je l'appellerai « bibliothèque du silence » ou « ceux qui n'ont plus de voix ». Je veux réunir des livres et des documents sur toutes les voix qui ont parlé en Allemagne, en Italie, en Espagne, partout, depuis la République de Weimar jusqu'à nos jours. Celles que l'on n'a plus entendues après un certain temps. Ces voix-là avaient une raison de ne plus exister.

Elles n'ont pas été toujours interdites par les gouvernements. Parfois, les individus eux-mêmes n'avaient plus le goût ni la force de se faire entendre. Ils avaient tout donné, rien ne venait les renouveler.

« Je suis Autrichienne, j'ai fait mes études à Paris, j'ai épousé un Allemand, j'ai vécu avec lui aux Etats-Unis, je n'ai pas connu les camps de concentration, ni la torture ni la faim. Je n'ai connu la violence que dans les livres, mais j'ai connu, j'ai vu la violence qu'exerce l'œil. J'ai vu les effets du déracinement sur cette génération des deux guerres. Piscator a vécu la guerre de 1914 dans les tranchées, à Ypres. Il n'a jamais pu oublier qu'il avait dormi sur des cadavres. Mais ça, c'est une maladie. Quelque chose est pire, parce que définitif, c'est la mort spirituelle de l'individu. J'ai vu ces hommes qui s'étaient cassés la tête, qui avaient eu de grandes idées, dont la carrière était signée. Ils étaient réduits au silence. Ce n'était pas seulement pour des raisons économiques, pour des questions de langage. La plupart avaient eu des gouvernements anglais. Ils avaient perdu leurs forces, ils n'étaient plus capables de parler. Quand ça arrive, quand les voix s'éteignent, quand plus rien ne vient les rafraîchir, une culture meurt. La culture allemande a commencé à dégringoler quand nous n'avons plus entendu les voix des autres. Après, nous étions des étrangers.

« En Amérique, depuis cinq ou six ans, la jennesse change beaucoup. L'argent n'a plus la même sens. Je ne sais pas ce qui se passe ici, en France. Pour moi, c'est différent. Je retrouve Paris, sa lumière de peintre, des souvenirs, et c'est le bonheur. Je me suis mariée à Neuilly. Nous avions donné une garden-party extraordinaire, les gens de gauche c'étaient ceux de droite, Calixte serait la main de Brecht. Moi, je ne comprenais rien, je trouvais tout normal, c'était en 1939, c'était la dernière fois. Aujourd'hui, je dois continuer ce que je fais, pour essayer de comprendre, pour gagner la paix de mon esprit.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

LIMITES D'UNE LIBERTÉ

Les «Konzert», de René Koering

Il y a dans «Konzert I-IV», de René Koering (1940), quelque chose qui évoque la fresque : deux mouvements plus vifs encadrant deux adagios ou, d'une façon plus anecdotique, un «Konzert» pour orchestre seul, un autre avec alto principal, le suivant pour clarinette basse et percussion, le dernier réunissant les solistes et l'orchestre. Dire que l'alto y est traité de manière très traditionnelle, essentiellement mélodique, avec une utilisation trop restreinte du registre grave, que la partie confiée à la clarinette basse se situe dans une esthétique plus «progressiste», ne donne en fait que des indications assez extérieures.

Il faudrait parler de cette musique comme d'un tableau, avec ses verticales formelles vraiment rythmées, parfois brisées, toujours irrégulièrement espacées, chacune ayant sa couleur, son grain, une épaisseur et une densité spécifiques ; de l'une à l'autre, faisant le lien, une attaque de trombones «forte-piano», le trait rapide d'une percussion, une résonance dont on n'a pas perçu l'attaque, et puis, cette «forme» horizontale confiée tantôt aux solistes, tantôt aux cordes diverses, parfois seulement à quelques bois sur lesquels viennent picorer les claviers ou les harpes. A écouter chaque groupe d'accords, on dirait que les notes y sont accrochées comme les feuilles aux branches d'un arbuste, avec cette fantaisie et cette variété qu'on trouve desouilles on découvre facilement un équilibre organique, une logique de la forme.

La musique de René Koering

respire, elle chante librement ; sans être convenue elle ne surprend pas. Tout y est parfaitement maîtrisé : les accidents comme ce qui leur fait contrepoids, avec un sens aigu de l'équilibre des masses sonores et de leur complémentarité ; il se passe toujours quelque chose d'intéressant, d'un groupe instrumental à un autre on observe des rappels de teinte ou de rythme, des diagonales, on apprécie l'ingéniosité des proportions, de certains affligés de timbres, mais l'œuvre s'achève — elle dure environ quarante minutes — sans qu'on ait reçu une impression décisive, comme si ce lyrisme partout présent ne franchissait pas la barrière de l'instant.

Faut-il mettre cela sur le compte des limites d'une liberté ? Il n'y a pas de limites à elle-même : le commun dénominateur finissant toujours par suppléer les éléments fugitifs ? Peut-être simplement s'attendait-on à retrouver ici l'intensité mordante du «Quatuor» et de la «Sonate» créés à Royan en 1974 et en 1976 ; autre qu'avec des solistes de la qualité de Gérard Caussé (alto) et Michel Portal (clarinette basse), on pouvait espérer leur voir confier un rôle plus décisif.

Le nouvel orchestre philharmonique de Radio-France était dirigé par Richard Daffos ; l'exécution assez sommaire de la quatrième symphonie de Tchoukovski après l'entracte ne permet pas d'affirmer que ces quatre «Konzert» aient trouvé là une interprétation de référence.

GÉRARD CONDE.

Au Bolchoï

LES CINQUANTE ANS DE GRIGOROVITCH

IOURI Nikolaevitch Grigorovitch, prix Léningrad, artiste du peuple, maître de ballet du Théâtre Bolchoï, vient de fêter ses cinquante ans, dont treize à la tête de la plus prestigieuse compagnie chorégraphique d'Union soviétique. La soirée triomphale qui lui était consacrée résumait, au cours d'un pot-pourri de plus de quatre heures, les créations de «maître» : une suite de «dix-huit» chorégraphiques de son esthétique personnelle. Ce fut aussi une sorte de revue des moyens et des effectifs, à deux mois de la tournée du Bolchoï à Paris.

Le public d'amateurs était venu faire un triomphe à Grigorovitch et ne lui a ménagé ni les fleurs ni les applaudissements. Même si les acclamations les plus vives furent, avant tout, destinées aux danseurs et tout particulièrement à Vladimir Vassiliev, souverain dans la deuxième partie de *Spartacus* qui terminait en beauté ce «jubilé» officiel. Même si l'absence de la grande Maïa Plisetskaja créait la sensation d'un manque. Les détracteurs et les critiques du maître de ballet — car il y en a — ne se firent pas entendre, on n'a pas à Moscou l'habitude des effets et autres manifestations publiques à l'Opéra. C'était la première sortie de

Jouri Grigorovitch, qui vient de subir une opération. Il a paru blasé et fatigué, la trace de cheveux aussi courte et raide qu'à l'accoutumée, tenant par la main Vassiliev et Timofeeva, tandis que volaient vers lui les brassées de fleurs de son apothéose. Né à Leningrad en 1927, il a débuté en 1948 comme danseur au Théâtre Kirov, et c'est là qu'il a fait ses deux premières chorégraphies : le *Fleur de pierre* (1957) sur la musique de Serge Prokofiev, et la *Légende d'amour* (1961), sur un livret de Vladimir Ilkine et une musique de M. Ilkine. Il monte à Moscou en 1959 la *Fleur de Pierre* avec les débuts de la danse de Danila de la future étoile Vladimir Vassiliev, puis, nommé maître de ballet du Bolchoï en 1964, il refait pour Moscou la *Légende d'amour* (1965), se

lance dans une série de grands ballets épiques sur des thèmes nobles, historiques ou quotidiens : *Spartacus* (1968), qui lui vaut le Prix Léningrad, *Iran le Terrible* (1970), crée quelques semaines avant la tournée à New-York, *Angara* (1976), enfin, inspiré d'assez loin par une pièce soviétique, *Une histoire d'Irkoutsk*. Il a également «raffraîchi» des chorégraphies du XIX^e siècle qu'il a fait de nouvelles créations : *Lev Ivanov* et notamment *Casse-Noisette* (1968), le *Lac des Cygnes* (1969), *Russian* et *Ludmila* (1972), la *Belle au Bois dormant* (1973). Il prépare pour le Bolchoï une nouvelle chorégraphie de *Raymonda* et, pour l'Opéra de Paris, on le sait, *Roméo et Juliette*. Une constante : les musiques de ses ballets sont toutes de compositeurs russes ou soviétiques.

Evolution dans la continuité

Le gala, qui reprenait des fragments de ses chorégraphies, permit de juger l'évolution d'un style avant tout expressionniste, où l'accent est mis davantage sur les portés et les attitudes que sur le mouvement et la musicalité. Un style qui se veut héritier d'une grande tradition plutôt que chercheur de formes hasardeuses.

Retrouvailles

ARRABAL
A MOUFFETARD

Le Théâtre Mouffetard, avec ses murs lépreux, son climat de grenier magique, convient à Arrabal. Il y a monté naguère *James Barrie* et *Les Femmes de l'Alcazar*. Il y a aussi, ou plutôt c'est lui, le théâtre «maître» qui y vient : *Oreste* (l'un des grands succès du off Avignon, cette année), dans la mise en scène de Ligeon-Ligeonnet, jeune fondateur et directeur d'une troupe lyonnaise, tout à fait marginale et pauvre : le Théâtre des Gueux.

Il existe un plein accord. Le Théâtre Mouffetard appartient à une association «Maison pour tous» qui réunit plusieurs artistes — dont la gestion de colonies de vacances. Elle est dirigée par un conseil d'administration élu par les adhérents (sept cents), et ce conseil est le M.P.T. : un conseil où l'ensemble de ses productions a coûté de 500 000 francs. A la dernière assemblée générale, le conseil d'administration a voté une politique de restriction et décidé de licencier les animateurs.

Les animateurs, eux, reprochent aux membres du conseil une absence de gestion efficace, trop de passivité dans la recherche des subventions, et ils renouvelent des propositions faites il y a un an et demi. Ils refusent d'ailleurs de partir, d'est jeudi 20 janvier que leur préavis arrive à expiration.

Mais quelle que soit l'issue du conflit, le programme du théâtre est établi sur plusieurs mois, et Ligeon-Ligeonnet peut installer ses cratères, sur la petite scène, le grand Chir blafard et charrié qui protège les jeux candides et morbides de deux enfants en quête d'amour.

Ligeon-Ligeonnet fait surgir de l'ombre les peurs ambiguës de jeux paternels et creux et des verger de tendresse animale. Il recouvre l'innocence innocente d'Arrabal, il en traduit la poésie, le langage essoré, l'imaginaire provocant, dédramatisé. Comme Arrabal, il se tient en équilibre à la limite de la blague et de la souffrance, à la frontière du cri lancé pour attirer l'attention, et du rire, et des pleurs qui cessent le chemin des rides futures. Comme il, en écrivent Oreste, Arrabal avait prévu qu'un jour un jeune lyonnais le rencontrerait, le reconstruirait, semait le retrouver. — C. G.

* Théâtre Mouffetard, 20 h. 30.

PUBLICIS EYBES - MARIGNAN - STUDIO JEAN CROTEAU - PUBLICIS REBERSE

ERIC TABARLY ET LES AUTRES

UN FILM DE YVES HUSSENOT

Du Triangle Atlantique à la TRANSAT en solitaire

MARIGNAN v.o. - STUDIO DE LA HARPE v.o. - GAUMONT OPERA v.o. - GAUMONT GAMBETTA v.o. - MONT-PARNASSE PATHE v.o. - GAUMONT SUB v.o. - CLICHY-PATHE v.o. - MAXE-VILLE v.o. - CAMBRONNE v.o. - SAINT-LAZARE PASQUIER v.o. - BALZAC v.o. en deux salles de la PÉRIPHÉRIE

LACHE-MOI LES BASKETS!

A MI-CHÉMIN ENTRE L'AMÉRICAIN GRAFFITI ET LES PETITES ANGLAISES

MARIGNAN v.o. - SAINT-GERMAIN HUCHETTE v.o. - QUINTETTE v.o. - STUDIO PARNASSE v.o. - SAINT-LAZARE PASQUIER v.o. Grand Prix de la Mise en Scène CANNES 1976

UN ÉCLAT DE RIRE QUI SERRE LA GORGE L'EXPRESSION UN MODÈLE DU GENRE NOUVELLES LITTÉRAIRES D'UNE INVENTION CONSTANTE LE MONDE

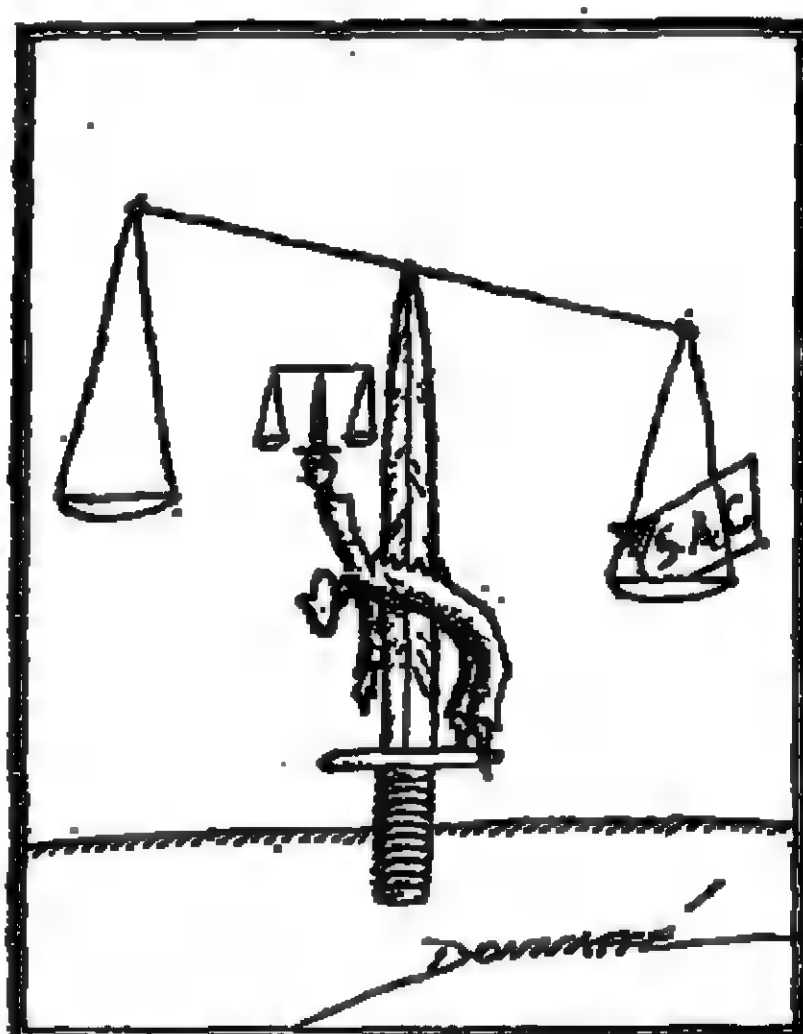
AFFREUX SALES ET MECHANTS

de NINO MANFREDI

avec ROMANO DANFORD, CARLO PONTI, ARMANDO TROIANI, ERMENEGILDO ZECCHI

NICOLE ZAND.

Une sélection



« Le Sheriff » vu par Bonafant.

Cinéma

ALICE OU LA DERNIÈRE FUGUE
de Claude Chabrol
(Lire notre article page 19.)

LE DÉSERT DES TARTARES
de Valerio Zurlini

L'attente, la routine et les servitudes militaires, l'espoir toujours déçu, l'écoulement du temps : sur ces thèmes déjà abordés dans d'autres œuvres, Valerio Zurlini, dans son roman *Le Désert des Tartares*, le cinéaste italien Valerio Zurlini a réalisé un film d'une grande qualité formelle, joué par une pléiade de comédiens de talent, mais dont les images expriment mieux le caractère mystérieux de l'histoire que sa signification profonde. A voir pour la grandeur sauvage de la forteresse qui sert de décor au récit, pour la beauté de la lumière, pour la part de l'envoûtement que le film a hérité du livre.

LE JUGE FAYARD DIT LE SHERIFF
d'Yves Boisset

Fable politico-policier où un jeune juge en bois brut (P. Dewostre) incarne au chef d'entreprise, et affronte successivement le « gang des Stéphanos », la hiérarchie de la magistrature, les notables de la majorité, et un mystérieux groupe d'intervention — dont on ne sait pas si le banditisme ou l'action cinquième constitue l'activité principale : un autre juge a fait retirer son nom du film. Tout le tempérament d'Yves Boisset. (Prix Louis Delluc).

L'ESPRIT DE LA RUCHE
de Victor Erice

Dans un village de Castille, en 1940, au lendemain de la victoire franquiste, deux fillettes découvrent, émerveillées, le Frankenstein de James Whale. La plus jeune, Ana (Ana Torrent, rééditée par le film d'Eric et devenue célèbre dans *Cria Cuervos* de Carlos Saura), veut à tout prix rencontrer le monstre. Mais les monstres ne sont pas là où l'on pense. Victor Erice et son scénariste suggèrent sans jamais prouver, percent la drame du souvenir pour mieux lire l'histoire d'aujourd'hui.

œuvre poétique et fantastique qui confirme l'originalité du jeune cinéma espagnol.

L'APPRENTI SALAUD
de Michel Deville

Un quinquagénaire célibataire se lance dans l'escroquerie comme dans un jeu, pour séduire une jeune fille de vingt ans, fraîche, ingénue et l'ancienne mode. Truisme en faveur les aventures de l'escroque, Michel Deville peint avec grâce et délicatesse, dans ce style de comédie qui lui est propre les rapports (amitié, complicité, amour) de ce couple formé par deux excellents interprètes : Robert Lamoureux et la jeune Christine Dejouy (une révélation).

COCORICO ! MONSIEUR POULET
de Damouré, Lam et Rouch

Une expérience de « ciné-plaisir » selon le grand sorcier blanc Jean Rouch (derrière la caméra) et ses complices Lam et Damouré lâchés en 3 CV bricolés à travers le Niger et le monde des petites affaires. Une fable drôle au possible, tournée par des « amateurs » déclarés, c'est-à-dire des gens qui aiment ce qu'ils font.

L'ŒUVRE DE FRED WISEMAN

Pour la première fois en séance régulière, et sous-titrée en français, la totalité de l'œuvre du cinéaste de Hollywood et Primat. Une coupe horizontale de diverses collectivités américaines, collège, armée, police, justice, plus un monétaire de Bénédicte. On retrouve en particulier le plus long et le plus récent de ces documentaires, *Welfare* (1976), découverte d'une Amérique pauvre, dépendant de l'aide de l'Etat, et affrontant, comme partout, le maquis de fonctionnaires dévoués mais débordés.

DERSOU OUZALA
d'Akira Kurosawa

Film d'aventures, d'une extraordinaire beauté. Le premier film « écologique » qui échappe à une convention de la mode, au rousseauisme des idéologues. Film également sur l'humanité, sur l'estime et le respect que forment les épreuves. On pense à *Rippling*, à Jack London, à Jules Verne, mais Akira Kurosawa est là, avec sa pureté, sa tendresse, sa foi dans la noblesse humaine. On sort du cinéma heureux, pacifié, ébloui.

— ET AUSSI : *Marathon Man*, de John Schlesinger (horlogerie policière) ; *Barocco*, d'André Techiné (Amsterdam entre chiens et loups) ; *Affaires sales et méchantes*, d'Ettore Scola (humour affreux, sale, etc.) ; *Casanova, un adolescent à Venise*, de Luigi Comencini (le sens de la reconnaissance, la verde du cinéaste italien le plus éclectique) ; *Jonas* qui aura vingt-cinq ans en l'an 2000, d'Alain Tanner (les paumés de mai 68 ont-ils l'utopie) ; *Le Coup de grâce*, de Volker Schlöndorff (les glaces de la passion) ; 1900, de Bernardo Bertolucci (la lutte des classes en deux actes).

Théâtre

LA DISPUTE
à la Porte Saint-Martin

Le 30 janvier s'achèveront les jeux d'opérateur et de regard qui matérialisent l'innocence et la persévérance, le désir et la violence de l'amour. Le 30 janvier la nuit tombera sur le jardin enchanté, sur les arbres secs et les murs piégés du spectacle-légende de Patrice Chéreau.

A Chaillet, la dernière représentation de AA Adamov à l'lieu le 22 janvier.

LE RÊVE DE L'HOMME RIDICULE
au Palais

Avec de la musique douce, des chansons strupées, du rock froissé, les extraordinaires comédiens de Pip Sim-

mons fabriquent un spectacle d'une ambiguïté provocante, dur et drôle, grotesque et tragique.

A 19 heures, dans la petite salle, Jango Edwards, le clown-rockeur, découvert au dernier Festival de Nancy, mange des choux et une lièvre de chocolats, chante, hurle, devient enfant et femme, fait vibrer son désir.

LA JEUNE LUNE...
à la Cartoucherie de l'Aquarium

Dix acteurs en chaussettes de couleur suscitent un réel urgent : celui de dix-sept d'années occupées. Ils jouent les grilles, les brèves, ils jouent les vaches des prés d'alentour, les machines neuves ou usées. Invention, poésie, gaieté, irriguées de vie vraie.

ORAISON
au Mouffetard

Le Mouffetard retrouve Arrabal, celui du théâtre pastiche, avec cette légende de « catéchisme », cette légende d'amour d'un cinéaste sous la protection d'un grand Christ blasé. Ligeon-Ligeon, jeune Lyonnais candidate et percutant, montre son talent baroque avec ce spectacle, l'un des grands succès du off-Avignon.

(Lire notre article page 17.)

LA CANTATRICE CHAUVÉ
au Sorano de Vincennes

Les conversations mécaniques et absurdes des petits bourgeois nourries de « mots courants » sont tenues par des cadres riches au bord de leur piscine. En même temps que les mots, les vides se défont, défont le vide assurant de l'incommensurable, le vide de ceux qui n'ont rien à se dire à eux-mêmes. (Jusqu'au 24.)

CHATTERTON
au Récamier

Comment Kitty Bell, femme d'un marchand, mourut de son amour pour le poète Chatterton... Dans des miroirs noirs, Jean Jourdain insère les reflets contemporains des intérêts vus de ces temps romantiques où les poètes souffraient.

SCHIPPEL
à Aubervilliers

Les notables d'une petite ville allemande engagent, pour chanter avec eux dans un concours, un ténor, jesse de l'assistance, sans feu ni lieu. Sur une pièce passionnante *Décor*, musique, interprétation, d'une qualité rare.

— ET AUSSI : *Représentations à Essalon* (des philosophes de Philippe Adrien à la recherche d'un gouffre) ; *Le Frappe*, au café d'Edgar (le comique cosmique de Stéphanie Lohk) ; *Étrange Folie*, aux Blancs-Manteaux (le rire sardonique de Jean Bois pour les pères bourgeoises, les maris tortionnaires, les mères castratrices) ; *Yuro*, à l'Épée-de-Bois (le livre de l'espoir) ; *Les Dames du jeudi*, au studio des Champs-Élysées (les petits tours du souvenir).

Musique

CLASSIQUES DU XX^e SIÈCLE

Pour le troisième concert de l'association du vingtième siècle, l'Ensemble intercontemporain présente des œuvres courtes (nouveau programme) de classiques du vingtième siècle, balayant le champ de ceux que Boulez admet dans le « phylum » créateur de la musique actuelle : Stravinski, Varèse, Schoenberg, Webern et Ives (Th. de la Ville, le 20 janvier). Maurice Le Roux complète le panorama deux jours après, avec l'Orchestre national, en présentant Strauss, Webern et Prokofiev entourant une série de Mozart et le 4^e Concerto de Beethoven (centenaire obligé), joué par Michel Beroff en soliste (Champs-Élysées, le 19 janvier).

LA VIE POUR LE TSAR
à Radio-France

Opéra fondateur du théâtre lyrique russe, la Vie pour le tsar, de Glinka, créée en 1839, est aussi une œuvre humanitaire et généreuse, que les anciens amoureux de la Comtesse de Ségur et de Michel Strogoff retrouveront avec attendrissement, même si l'histoire de ce moujik qui se sacrifie pour le tsar n'est guère dans le vent de l'histoire. Avec les solistes de l'Opéra de Zagreb (Radio-France, le 20 janvier).

LA BOHÈME
avec Domingo et Freni

Pour ce retour de la Bohème, dans la mise en scène italo-romaine de Menotti, M. Liebermann a réuni une éblouissante distribution, avec P. Domingo, M. Freni, R. Sayer, T. Krauss, etc., toujours sous la direction de G. Patane (Opéra de Paris, les 21, 24 et 25 janvier).

INSPIRATION 77

L'inspiration musicale viendra la semaine prochaine de la « Porte de la Suisse » où se déroulera un workshop (atelier) pour auteurs et percussionnistes, animé par J.-P. Maillat, avec le concours notamment d'Alina, Ferrari, Apherghis, T. Scherchen, M. Portet, etc. Répétitions, tables rondes, improvisations, concerts, travail des compositeurs, discussions, se succéderont toute la journée (11 bis, rue Scribe, téléphone : 075-00-29 ; le 25, de 14 h. 30 à 17 h. et de 20 h. à 22 h. 30 ; du 26 au 29 janvier, de 10 h. à 12 h. 30, de 14 h. 30 à 17 h. et de 20 h. à 22 h. 30).

— ET AUSSI : Beethoven, par l'Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim, avec J.-B. Pommier (Congrès, les 19, 20, 26, 27 ; Champs-Élysées, les 22 et 23, à 10 h.) ; la Walkyrie (Opéra de Paris, les 22 et 23) ; I Musici (Dijon, le 20) ; Don Carlos (Genève, les 20, 22, 24, 27, 29) ; Orchestre Philharmonique, dir. A. Kravine, avec D. Merlet, festival Mozart (Radio-France, le 21) ; Orchestre de Bordeaux, dir. R. B. avec A. Wajda (Bordeaux, le 21) ; Tchaïkovski, Strauss, Bartok, par l'Orchestre de l'Île-de-France, dir. J. Fournet, avec M. Bias (Mélun, le 21 ; Longjumeau, le 25 ; Evry, le 29 ; Villejuif, le 30) ; l'Heure espagnole et Docteur Miracle (Mets, les 22 et 23) ; Beethoven, par V. Yankoff (Pleyel, le 23) ; Beethoven, par le Trio Rikier (Essalon, le 24) ; Orchestre de chambre de Munich, avec N. et I. Oistrakh (Pleyel, le 24) ; Beethoven, Schubert, Brahms, avec J.-P. Wallis (Palace, le 24 et Congrès, le 25, à 18 h. 30) ; Quatuor bulgare (Radio-France, le 25) ; Autour de Villa-Lobos, disques, film et interviews (Arts et Métiers, 9 bis, avenue d'Iéna, 26 janvier).

Danse

NOURKIL
à Créteil

On se réjouit de retrouver après une longue absence Nourkil, qui a su mettre la « modern dance » au service d'une imagination subtile et d'une vision originale. Son nouveau programme comporte trois créations : *Saltarello*, sur une musique du Moyen Âge ; *Guernica*, sur le défilement de Bartok, et *Un air de valse* dans un tulle-cigare, rétrospective satirique de la belle époque à nos jours. (Vendredi 21, samedi 22 janvier, 21 heures.)

Expositions

LE QUÉBEC
DE PIERRE PERRAULT

Une pièce, des photos, des films, un amour fou du Québec, un Québec mythique, né de l'histoire, grandi dans l'imagination d'un poète qui cheminait rétrograde le cinéma : la

parole, québécoise, sans « mot d'auteur », à la source, comme alpha et oméga des « images mouvantes » (moyens) en 1977.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU MUSÉE D'ORLÉANS
au Louvre

Une cinquantaine de tableaux du dix-septième au vingtième siècle comportant un ensemble de peintures du dix-septième siècle français et des écoles du Nord. Pour présenter le fruit d'une campagne d'enrichissement menée depuis 1950 par un musée de province. Campagne qui a pu être amorcée grâce aux indemnités reçues en dommages de guerre. Comme à Paris, dont l'exemple avait été présenté au Louvre en 1974.

LA DONATION HENRY-THOMAS
au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Cent quarante-cinq œuvres. Le résultat d'une vie passée à butiner des tableaux, avec patience et obstination. Un ensemble de peinture fauve, avec Braque, Derain, Dufy, Vlamant, cubiste, avec Gris, Metzinger, Herbin, dadaïste, avec Picabia ; abstrait contemporain, avec Fautrier, Staël, Messiaen, Manessier... Le meilleur voisin avec le moins bon.

LA BOITE
à l'ARC

Une exposition d'œuvres d'art en bois. Des boîtes par centaines, disposées parfois sur étagères, qui font du musée l'hypermarché des mondes intérieurs. Mondes de l'enfermement et de l'agoraphobie, de la fascination du cercueil et du nid, du reliquaire magique et du grenier oublié, de la poubelle même et de ses déchets.

PUVIS DE CHAVANNES
au Grand Palais

Un hommage attendu, d'autant que Puvis, qui fut l'une des gloires de la III^e République, est peut-être le peintre le plus décrié du siècle dernier. Si elle ne présente pas l'essentiel de l'œuvre — les grandes décorations, impossibles à déplacer — l'exposition regroupe quantité de projets, d'esquisses, de tableaux, et révèle un homme beaucoup plus moderne, divers et sensible qu'on ne le croit, un indépendant qui a cheminé seul ou à peu près dans son époque.

CINQUANTENAIRE DE L'EXPOSITION 1925
au Musée des arts décoratifs

Une évocation de la fameuse exposition des arts décoratifs qui, il y a un demi-siècle, couvrait l'esplanade des Invalides de pavillons radicaux de dorures et de habits. Paris de guirlandes de roses stylisées. L'exposition force à un regard critique en ne cachant pas les contradictions et les faiblesses d'une production décorative que la mode « rétro » a remise au goût du jour.

— ET AUSSI : la Peinture allemande à l'époque du romantisme, à l'Orangerie ; Séraphine et la peinture russe à l'époque romantique, au Grand Palais ; l'Art 1900 en Hongrie, au Petit Palais ; César, Kupa et Léon Zuck au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; Moholy-Nagy au Centre de création industrielle ; le Palais social de Godin, à la Maison des sciences de l'homme.

(Lire notre article page 15.)

— EN PROVINCE : Jacques Monory et Jean-Michel Meurice, chez Maeght à Saint-Paul ; Carle Van Loo, au musée Jules-Chéret à Nice ; Cruz Dias, à Caen ; Présence de Jean Goldmann, à Bourges ; John Bennett, à Chalon-sur-Saône ; Georges Tournès, au Musée d'art et d'industrie de Saint-Etienne.

GALERIE HEROUET
Peintures de :
ABEGG
AMELINE
BISSON
JACNO
Sculptures de :
G. CLERT
44, rue des Francs-Bourgeois
75003 Paris. Tél. ART 52-60
Du 16 au 30 janvier 1977

ÉCOLE SOCIOLOGIQUE INTERROGATIVE
143, bd de Charonne, 75011 PARIS
Tél. : 709-70-33
ordonné par le COLLOQUE D'ART SOCIOLOGIQUE de mai 1976
Séminaire FISCHE, Prof. FOREST.
Jean-Paul THÉNOT.
Association loi de 1901.
MUSIQUE SOCIOLOGIQUE ?
ANALYSE ET PRÉSENTATION SONORE D'UN TRAVAIL EN COURS PAR
LUC FERRARI
Mardi 19 janvier, à 20 h. 30
préface, 143, bd de Charonne, Paris (11^e), en face du musée Philippe-Auguste. Entrée gratuite.

CENTRE D'ART INTERNATIONAL
85, bd Raspail (9^e), 548-58-43
ŒUVRES DES JEUNES ARTISTES UNION SOVIÉTIQUE
Tous les samedis et dimanches

GALERIE SAGOT - LE GARRIC
24, rue du Four (9^e), 226-43-38
ANDRÉ MASSON
gravures pour
CHANTS D'OMBRE
poèmes de
LEOPOLD SEDAR SENGHOR
Jusqu'au 5 février

GALERIE JEANNE BUCHER
55, rue de Seine 75006 Paris
GÉRARD SINGER
dessins de nature

GALERIE CLAUDE BERNARD
expose ses acquisitions à la Galerie
Le Bouc (direction : J. Schwertzer)
jusqu'au 8 février
18, rue Grégoire-de-Tours (9^e)

Francis BACON
Peintures récentes
19 Janvier - 26 Mars

GALERIE NATHALIE NORRABAT
41, rue de Valenciennes (7^e), 261-22-99
RENÉ LEVREL
Aquarelles
Du 20 janvier au 12 février

ADRI RISKALL
expose ses acquisitions à la Galerie
Le Bouc (direction : J. Schwertzer)
jusqu'au 8 février
18, rue Grégoire-de-Tours (9^e)

Prolongé jusqu'au 29 janvier
UTAMARO 1753-1806
ses plus belles estampes
Tous les jours, sauf le dimanche
Boulevard Saint-Martin, 25, quai Voltaire

GALERIE JANETTE OSTIER
28, place des Vosges - Paris
POÉSIE ET SPIRITUALITÉ
dans les
PEINTURES JAPONAISES
du XV^e au XIX^e siècle
prolongé
jusqu'au 31 janvier
Tous les jours de 14 h. à 19 h.

MOSAÏQUE D'ART
Pâte de verre
S.P. 27 - 32330 SCEAUX
Du 20 janvier au 12 février

FOINTE ET BURIN
Gravures originales - Galeries
Gallery, 132, bd de Montparnasse
DAN 52-52
Du 21 janvier au 4 février inclus

ANGERS
TAPISSERIE VIVANTE

Tapisseries inédites
XV^e, XVI^e, XVII^e
LE CHANT DU MONDE
de Jean Lurçat
Tapisseries
et Volumes Contemporains

CP
Pavillon des Congrès Porte Maillot
tous les jours de 12 h à 20 h, le mercredi 22 h
4-30 janvier 1977

LES ARTS

la semaine cubaine

LE CINÉMA SOCIALISTE

Les Cubains ont une longue tradition cinématographique. Ils ont été les premiers à introduire le cinéma à Cuba en 1897. Depuis, ils ont produit de nombreux films, dont certains ont acquis une renommée internationale. Le cinéma cubain est caractérisé par son engagement social et politique, ainsi que par sa diversité stylistique. Des réalisateurs comme Juan Carlos Rodríguez, Juan Manuel Rodríguez, et d'autres, ont exploré des thèmes variés, allant de la vie quotidienne à la révolution. Le cinéma cubain a également été influencé par le mouvement du Nouveau Réalisme, qui a encouragé l'expérimentation et la rupture avec les conventions narratives traditionnelles.

Des questions de réputation. Pour le cinéma cubain, la réputation est un enjeu crucial. Les critiques et les débats autour de la qualité et de la portée des œuvres sont constants. Certains films ont été salués pour leur innovation, tandis que d'autres ont été critiqués pour leur manque de technique ou leur message trop idéologique. Cette tension entre l'art et le politique est au cœur de l'histoire du cinéma cubain.

Le cinéma à Cuba. Le cinéma cubain est un phénomène complexe, marqué par des contradictions et des évolutions constantes. Il reflète les tensions sociales et politiques du pays, tout en cherchant à exprimer une vision unique de la culture et de l'identité cubaines. Les festivals internationaux ont permis de faire connaître le cinéma cubain à un public plus large, mais il reste à voir si cette reconnaissance se traduit par une véritable ouverture d'esprit.

BAISANT COUSINE - LE FRANÇAIS - MONTY PYTHON. BAISANT CONVENTION - LA FAUVETTE - CHAVANE. BAISANT GANZETTA - CLUNY PALACE - VICTOR M. BAISANT GANZETTA - CLUNY PALACE - VICTOR M. BAISANT GANZETTA - CLUNY PALACE - VICTOR M.

ROBERT LAMOUR
CHRISTINE DE
L'APPRENTI SALAUD
Claude Pieu
Jacques Doniol-Valcroze, Jean Pire
Georges Wilson
LE RETOUR EN FAN
DE ROBERT LAMOUR

مكتبة من الأصل

كذا من الأصل

DES ARTS

LE MONDE — 21 janvier 1977 — Page 19

La semaine cubaine

UN CINÉMA SOCIALISTE EN AMÉRIQUE

GRACE aux accords culturels franco-cubains signés il y a un an et demi, le public parisien a eu la chance de voir la meilleure, la plus cohérente, sinon la plus discutée, digne d'être discutée, de ces « semaines » que patronne volontiers l'A.F.C.A.E. (Association française des cinéastes d'art et d'essai), avec le concours du ministère des affaires étrangères et le Centre national de la cinématographie.

Sept films de long métrage, produits entre 1972 et 1975, soit cinq films de fiction et deux documentaires, mais la différence est moins sensible qu'il n'y paraît, tant ils relèvent globalement d'un même propos : maintenir sans relâche la mobilisation idéologique d'un pays socialiste, le premier de l'histoire des Amériques, à 150 kilomètres des côtes de Floride. Révolution permanente, discours révolutionnaire ininterrompu : nos restrictions mentales d'habitants de l'Occident ont peu de poids.

D'abord, « décoloniser » le goût du public, c'est ce que précise un texte d'un critique cubain. Le cinéma cubain existe avant 1959, mais il ne représente rien. Les films mexicains et argentins occupent des écrans sur lesquels Hollywood n'a aucune peine à imposer sa maîtrise et ses mirages. Dès la prise du pouvoir par Fidel Castro, en 1959, est créé l'ICAIC (Institut cubain de l'art et de l'industrie cinématographique). Cesare Zavattini, le théoricien du néo-réalisme, scénariste de *Volare di bicyclette* et *Umberto D.*, est invité à Cuba. Drew, Leacock, Mayes, viennent tourner *Yankee No!* qui sera suivi d'un Cuba si, de Chris Marker. L'accent est glorieusement mis, dès le départ, sur une approche documentaire ou pseudo-documentaire du cinéma. L'empire n'a guère d'effets. Et même, les circonstances aidant, elle ira s'approfondissant. Ce choix coïncidera très vite avec les objectifs idéologiques du régime, qu'il s'agit de pervertir légèrement le principe de départ.

« Le Parrain » à Cuba

L'art pour l'art, à Cuba, n'a aucune signification, et encore moins l'art pour le seul box-office, quand art il y a. L'art, et la dérogation cubaine nous le rappelle, se trouve aux avant-postes du combat en Amérique latine. Tous les cinéastes dignes de ce nom d'Amérique, du Chili, de Bolivie, du Brésil, du Mexique, sont passés, un jour ou l'autre, par La Havane, certains même ont été directement pris en charge par l'industrie cinématographique cubaine, qui leur permet de poursuivre leur travail dans des conditions de totale indépendance (ainsi les meilleurs en scène chiliens, Miguel Littin, du

temps de *La Terre promise*, et Patricio Guzmán). Cuba les héberge à des conditions défiant toute concurrence. Les Cubains, eux-mêmes, produisant environ dix films de long métrage par an, soit, pour 1976, six fictions et quatre documentaires. Cinq cents salles payantes équipées en 35 millimètres projettent environ cent trente films nouveaux par an, sans compter les films cubains. Le cinéma français (douze ou quinze films), ne recueille pas la tête des succès du cinéma italien, surtout la comédie italienne. L'Espagne est fortement représentée, avec la totalité de l'œuvre de Carlos Saura, mais aussi des films moins ambitieux. *Aguita*, *l'Enigma de Kasper Hauser*, sont sur les écrans, ainsi que des films mexicains, brésiliens. Le *Batallón de Chilli*, de Patricio Guzmán (les deux parties), a connu un triomphe. Le cinéma américain n'est pas absent : sur l'initiative de Francis Ford Coppola, leur auteur et seul producteur, les deux Parrains sont projetés à Cuba. Il y a huit mois, Coppola est venu aux commandes de son avion personnel et a discuté du Parrain II avec le public de La Havane. A son retour à Miami, il a été arrêté par la police, mais aussitôt relâché. Le contact avec l'Amérique, et le cinéma américain, semble permanent, même si on doit faire le détour par Montréal ou par les Bahamas, quand on ne s'appelle pas Coppola.

Des questions des réponses

Il n'y a pas d'école de cinéma. Pour se lancer dans la profession, on est supposé avoir reçu une éducation universitaire, on entre alors comme stagiaire soit dans la réalisation des films scénaristes, mise en scène, production, actualité, soit dans la recherche (critique, histoire, cinématheque), sans qu'il y ait coupure radicale entre les deux termes de l'alternative, comme chez nous. Trente cinéastes exercent aujourd'hui leur métier dans le court et le long métrage. C'est peu et beaucoup. Cela ne résout en rien la question de l'accès du plus grand nombre à la « création », ou plus simplement à l'expression cinématographique. Mais est-ce nécessaire ?

Aucun des films de cette semaine cubaine ne nous a paru indifférent. Le plus fort, le plus dur, celui où transparaît le sentiment de la révolte la plus authentique — mais serait-ce notre côté Orléans ? — est peut-être *El otro Francisco* (1975), premier film de Sergio Giral, quarante ans, cinéaste multiréa à long temps vécu à New-York, où il a étudié les arts plastiques. Avec la collaboration au scénario de metteurs en scène réputés, comme Tomas Gutierrez, Alea et Julio Garcia Espinosa, Sergio

Giral a imaginé une fiction gigogne. Inspirée d'un roman bourgeois anti-esclavagiste du début du dix-neuvième siècle, dont il corrige les bons sentiments par une vision terrifiante de la réalité de l'esclavage. *L'Homme de Matelero* (1973), de Manuel Pérez, vu par plus de deux millions de spectateurs à Cuba (sur une population de huit millions d'habitants), doit beaucoup au cinéma américain, dans sa description énigmatique de la lutte contre les bandes contre-révolutionnaires en 1964, dans les montagnes de l'Escambray.

Humberto Solas, trente-cinq ans, interrompit ses études secondaires, nous expliquent ses biographies, pour rejoindre la lutte insurrectionnelle contre la dictature de Batista. Enfant prodige du cinéma cubain, il obtint la consécration internationale en 1968 avec *Lucia*. Il montre deux films à la semaine : *Un jour de novembre* (1972) et *Canta de Chilli* (1975-1976) le premier aux limites du sentimentalisme genre *Love Story*, en mixant bien sûr ; le second inégal, avec un début catastrophique, tout en symbolisme, sur l'histoire du Chilli, pour ensuite redresser sa mise en scène et analyser très finement, dans une optique légèrement différente, le conflit minier déjà décrit par le cinéaste chilien Miguel Littin dans son film tourné au Mexique, *Acas de Manuela*.

Les deux documentaires, *Giron* (1972), de Manuel Herrera et *l'Ecole nouvelle* (1973), de Jorge Fraig, impressionnent et irritent. Ils impressionnent par la réalité sociale à laquelle ils renvoient : l'affaire du débarquement de la baie des Cochons, en 1961, et la lutte impitoyable qui s'ensuivit ; le développement prodigieux de l'éducation à Cuba, la multiplication des écoles secondaires, la première réalisation du rêve de toute l'Amérique latine ou américaine, l'école pour tous. En même temps, malgré l'humour de certaines interviews, la construction est donnée à l'avance, le schéma imposé, la réalité dirigée, alors qu'on attendrait le contraire dans le documentaire. Disons, avec un sourire, que socialisme et cinéma direct ne sont pas tout à fait synchrones.

LOUIS MARCORELLES.

* Touris, Studio 4, jusqu'au 23 janvier.
* Rennes, La Boite à films, du 2 au 8 février.
* Nanterre, Maison de la culture, du 13 au 20 février.
* Lyon, Le Centre, du 23 février au 1^{er} mars.
* Caen, Lux, du 16 au 22 mars.
(Tous les films sont projetés en version originale sous-titrée.)

AU FESTIVAL D'AVORIAZ

Des monstres au berceau

CHAPEAUTÉS par la mort, angoisse, horreur et jantais régnent au Festival d'Avoriaz jusqu'au 23 janvier, avec trois dominantes : les animaux, les machines, les obscures de l'âme.

Les animaux : des monstres de carton en forme de dragons matedrois sur fond de *Fullyma*. De petites bêtes sournoises ou peu dégoûtantes atteintes de gigantisme, et remontant à la surface pour anéantir la race humaine. Il y a deux ans, bêtes et serpents faisaient courtir des frissons visqueux. Cette fois, il y avait des vers de terre, mais le comité de sélection leur a préféré des rats, qui ont l'avantage d'avoir le sang rouge et d'être plus immédiatement méchants.

Les machines : des robots à l'image humaine. L'ère atomique se reconnaît aux graphiques sténographiques qui tressaillent sur des cadres surveillés par des technocrates en blouse blanche. Les algorithmes de lumières rouges et vertes remplacent les ampoules bouillonnantes des docteurs Jekyll et Frankenstein, mais il s'agit toujours de transformer la vie ou de la order sans l'aide de Dieu ni de la femme.

En bien, non, Chabrol est un cinéaste à surprises. Dans son film précédent, *Filles horripantes*, on le sentait fatigué des pannes de sa comédie humaine, et la satire sociale prenait des allures de caméléon mystification. Chabrol a changé — provisoirement ? — d'inspiration. *Alice ou la dernière fugue* est un film fantastique dédié à Fritz Lang (mort à l'époque du tournage), et auquel les quatre *Historias insólitas*, tournées il y a quelques années pour la télévision, pourraient bien avoir servi de brouillons. Tout naturellement, il se retrouve à Avoriaz en compétition.

Donc Alice a fui en voiture. Elle est sur une route déserte. Il pleut à torrents. Le pare-brise vole en éclats. Alice voit la grille ouverte d'une propriété, entre dans un parc, sonne à la porte d'un château où elle est accueillie par

L'hyper-violence ne sollicite pas l'émotion. Les crimes abominables avec leurs coupes, blessures béantes, flots de sang, ont été dévorés — même lorsqu'ils sont inspirés de faits divers authentiques — au profit des obscures de l'âme, des mystérieuses perversions religieuses. Le scénario est aux racines du fantastique. Adorateurs d'Ashtaroth, sorciers au doux visage sont parmi nous, habitant l'appartement voisin... Mais surtout — et les recettes de l'exorciste ne sont pas étrangères à cet engouement — les enfants ne sont plus les victimes que nous essayons de protéger. Ils sont la menace. Le massacre des innocents a changé de sexe. Les innocents se vengent, jouent sans scrupule de nos culpabilités. Ils jouent, et leurs jeux deviennent actes, deviennent meurtres. Ils s'entendent même plus d'être nés : à l'état de tous, ils dévorent leur mère.

Les films les plus sacrés étant rompus, les interdits les plus secrets étant violés, il n'est plus nécessaire de répandre l'hémoglobine ou de faire entendre des cris déchirants pour provoquer le peur. C'est le choix d'Avoriaz. On peut donner à la mort la



forme d'un rêve, au rêve la forme d'un voyage, on peut consacrer des nouveaux-nés au diable, se trouver face à un Christ-Lucifer, fils naturel d'une vierge et d'un extra-terrestre. Mais l'insupportable qui parvient insidieusement le quotidien, la présence de l'invisible et l'identification sournoise à l'impossible, il est le sacré, il est le fantastique. — C. G.

« Alice ou la dernière fugue », de Claude Chabrol

CELA commence, comme presque toujours chez Chabrol, par la mise en place de personnages bourgeois : une femme, Alice, et son mari, dans un appartement confortable. Le mari palabre, il est exaspéré. Alice écoute, avec lassitude ; puis elle déclare à son mari qu'elle en a assez de lui et qu'elle le quitte. Elle s'en va volant de sa voiture. On se dit : ça y est, elle va rejoindre un autre homme !

En bien, non, Chabrol est un cinéaste à surprises. Dans son film précédent, *Filles horripantes*, on le sentait fatigué des pannes de sa comédie humaine, et la satire sociale prenait des allures de caméléon mystification. Chabrol a changé — provisoirement ? — d'inspiration. *Alice ou la dernière fugue* est un film fantastique dédié à Fritz Lang (mort à l'époque du tournage), et auquel les quatre *Historias insólitas*, tournées il y a quelques années pour la télévision, pourraient bien avoir servi de brouillons. Tout naturellement, il se retrouve à Avoriaz en compétition.

Donc Alice a fui en voiture. Elle est sur une route déserte. Il pleut à torrents. Le pare-brise vole en éclats. Alice voit la grille ouverte d'une propriété, entre dans un parc, sonne à la porte d'un château où elle est accueillie par

Verghnes, un vieil homme affable, qui lui offre à dîner et l'incorpore pour la nuit. Le lendemain matin, elle ne peut plus sortir, avec sa voiture mystérieusement réparée, de la propriété déserte. Il n'y a plus de grille et le grand parc est cerné d'un mur infranchissable.

Comme Alice s'appelle Alice Carroll (avec un seul l), on comprend bien que ce conte fantastique va se situer du côté de Lewis Carroll et que avec le pare-brise cassé, la jeune femme a fait « la traversée du miroir ». Après Verghnes et son domestique Colas, qui ont disparu — mais reparaitront — Alice rencontre deux hommes et un jeune garçon. Ils lui tiennent des discours apparemment inexplicables.

Du fantastique gothique anglosaxon, Chabrol n'a retenu que le thème de la maison maudite. Mais cette maison n'a rien d'improbable. C'est un beau château bien meublé. On y entend parfois un vacarme et une voix venue de ne sait d'où, et une pendule arrêtée peut se remettre toute seule en marche. A quelques déformations d'images près, Chabrol n'est d'aucun effet. Le décor, le climat, restent réalistes, avec un très léger décalage, celui de la solitude qui envahit cette jeune femme dont on ne sait rien, sinon

qu'elle est en rupture de mari, et qui va se retrouver au dehors pour un deuxième « voyage ». Ce monde — domaine andormi, routes de la région parisiennne où ne passe toujours que la voiture d'Alice et qui ramènent toujours au même endroit — est un monde parallèle. La mise en scène, parfaitement rigoureuse (la dédicace à Lang est vraiment de circonstance ; il y a, et ce n'est pas la première fois, une influence évidente), nous invite à voir là l'itinéraire de la vie à la mort. Un simple glissement suggéré dans le temps et l'espace et nous voilà comme Alice — Sylvia Kristel, subtilement dirigée par Chabrol qui l'a dépouillée de son personnage d'Emmanuelle, a rendu sa beauté fragile et menacée, pour la faire se livrer à la situation — sommes d'accepter sans comprendre, d'éprouver l'interrogation métaphysique sur l'au-delà. Le fantastique de Chabrol est d'essence littéraire et intellectuelle : Carroll, Borges, Bussati. Mais, avec cette maîtrise du récit cinématographique qu'il sait reprendre quand il le veut, notre réalisateur traduit concrètement des notions abstraites, et nous plonge, au fil de cette aventure, dans l'angoisse de l'Infini.

JACQUES SICLIER.
* Voir « Les Films nouveaux ».

GAUMONT COLISEE - LE FRANCAIS - MONT-PARNASSE PATHE
GAUMONT CONVENTION - LA FAUVETTE - CARAVELLE PATHE
GAUMONT GAMBETTA - CLUNY PALACE - VICTOR HUGO PATHE
périphérie : GAMMA Argenteuil - BELLE EPIQUE Thiais - ULIS Orsay - PARYL II
PATHE MULTISINE Champigny - PETIT BOURG Evry - AVIATIC Le Bourget
EPICENTRE Episy

ROBERT LAMOUREUX / CHRISTINE DEJOUX

UN FILM DE MICHEL DEVILLE

L'APPRENTI SALAUD

avec CLAUDE PÉPULU, JACQUES DONIOL-VALCROZE, JEAN-PIERRE KALFON
avec la participation de GEORGES WILSON

LE RETOUR EN FANFARE DE ROBERT LAMOUREUX

Métro-Hôtel de Ville LE MARAIS 278.47.86

L'AMERIQUE VUE PAR "FRED WISEMAN"

Le Service Militaire	BASIC TRAINING
Les Collèges et Lycées	HIGH SCHOOL
La Police	LAW AND ORDER
L'assistance Sociale	WELFARE
Les Tribunaux d'enfants	JUVENIL COURT
La Religion	ESSENE
Les Hôpitaux	HOSPITAL
La Recherche scientifique	PRIMATE

Un film différent chaque jour - VO ST français
CAPITAL FILMS

PARAMOUNT Elysees - ARLEQUIN 70 mm - STUDIO ALPHA
PARAMOUNT GATE - RUE DE LA GATE V.O. ST. FRANCAIS
MARIVAUX 16 mm 16.15.55 - 16.40.20 - 22.10

un mot un seul, CHEF-D'ŒUVRE! parce qu'il n'en existe pas d'autre

José M. Bessos / PARISCOP

UN FILM DE AKIRA KUROSAWA

DERSOU OUZALA

CHATTERTON 15 REPRÉSENTATIONS DERNIÈRE LE 3 FÉVRIER

d'Alfred de VIGNY

Mise en scène : Jean JOURDHEUIL

TH. RÉCAMIER

Balthé dimanche et lundi

Clefs pour la musique contemporaine

JEAN ETIENNE MARIE

L'homme musical

Un ouvrage fondamental

JEAN ETIENNE MARIE

Le Monde

DES LIVRES

L'ÉCRIVAIN N'A PAS D'IDENTITÉ

L'affaire Renaud Camus-Denis Duparc

UN écrivain n'a pas d'identité : ou bien il l'a toutes. Ce qui revient au même : « J'ai été Isaac, Eschyle, Judas, Maccabée, Juvénal, d'autres poètes encore, plusieurs peintres et deux rois de Grèce dont j'ai oublié les noms », disait Victor Hugo à un hôte de passage à Guernsey. On sait d'autre part, qu'il eut l'idée de se faire peindre en Christ par Louis Boulenger.

Pourquoi M. Renaud Camus ne se prendrait-il pas pour M. Denis Duparc ? A nous autres, lecteurs de passage, à qui il dédie son livre, il peut bien, lui aussi, confier son désir d'être un autre pour rester le même au poète qui m'arrête un soir au coin d'une rue que je n'ai pas d'identité ou que je l'ai toutes, que se passera-t-il ? Il exigera que je lui montre mes papiers. Comment vous nommez-vous ? — Denis Duparc. — Et le Renaud Camus dont je regarde la photo in Passage ? — *Hair parted in the middle*, qui est-ce ? Il est né en 1946 à Chamalières. Chamalières ? Tiens, dit le poète, ça me rappelle quelque chose... —

Je suis le frère de Renaud. Je suis né en 1950, dans le Centre. — Profession du père ? — Consul. — Votre profession ? — Écrivain, avec un livre qui porte le titre de *Central Park*. J'habite New-York. — Pourquoi possédez-vous les papiers d'identité de Renaud Camus ?

— Parce qu'il parle de moi dans son premier livre, paru en 1974 : *Passage* (1). En fait, il n'est pas mon frère. Mon père peut-être ? Ou ma sœur ? Ou ma mère ? Je ne sais pas. Nous jouions beaucoup au tennis autrefois, non loin de grands et beaux palmiers. Peut-être ai-je tué Renaud Camus ?

On a enfermé Denis Duparc, lequel a écrit son histoire dans *Echange* (2) sur « une table faite au mur, sous une grande carte de mon île... tout juste si je m'interromps, de loin en loin, au milieu d'une ligne, pour tourner la tête vers la fenêtre grillagée... »

La question de l'anonymat préoccupe la modernité. On sait bien, maintenant, que la pratique de l'écriture efface le nom de l'auteur supposé. On a conquis le droit de n'avoir pas à rendre compte des citations, emprunts, autres propriétés de celui qui signait. Dans *Passage*, de Renaud Camus, il est dit que « de nombreux passages du livre sont empruntés, sans que cela soit indiqué, à Butor, Duras, Corbière, T.-S. Eliot, Mallarmé, Melville, Mary Mac Carthy, Rimbaud, Proust, Roussel, Jacqueline Risset, Claude Simon, Woolf ». J'en passe, et ne des moins : Denis Duparc, entre autres. De l'emprunt de passages sans nom d'auteur à l'appropriation d'un nom, il n'y avait qu'un échange à opérer. Songez à cette phrase d'Alfred de Musset, citée par Littré et plus tard par M. Soliers, en exergue de *Parc* : « Pour être proposés, ces illustres échanges veulent être signés d'un nom que je n'ai pas ». Soit. Ainsi, je peux signer un livre du nom de Boileau, ou de Jules Verne, ou de Proust. Mais je peux également le faire d'un nom inventé, lequel est un personnage d'un premier livre.

Mais y a-t-il quelque chose qui ressemble à ce qu'on appelle un premier livre ? Comme on dit de Dieu qu'il fit le premier jour ? Y a-t-il donc un auteur ? Si oui, cherchez-le, car il s'est perdu dans le parc.

Dans *Parc*, le nom du lieu où il a été écrit Renaud Camus. Voici ce que je lis quand j'ouvre le livre : « Il y eut d'abord le parc. Et ainsi la littérature, car nous ne parlions jamais, entre nous, que du jardin ». Autant dire, on l'avait compris, qu'il n'y avait pas de première phrase. De *Passage* à *Echange*, on se renvoie la balle. Comme au tennis. Superbement, avec une même somptuosité d'écriture, un égal soul de la description précise. « La chambre est au premier étage, la première à droite de la dernière marche. Mais elle se trouve sur le côté gauche de la maison pour un observateur placé à l'extérieur et la regardant. » Cette géométrie impeccable désarçonne le lecteur. Et il lui arrive de tomber après un paragraphe dont il avait, allègrement et sûr de lui, enlourci les phrases. Il se dit soudain, à un détour d'une allée, dans ce parc si familier, et rêveuse bourgeoise : N'ai-je pas déjà lu cette phrase quelque part ? Il feuilleta le livre à rebours, et, en effet, il retrouve une phrase qui paraît ressembler à celle qu'il a lue un peu plus loin. Presque. Il suffit d'un adjectif ou d'un substantif qui en remplace un autre, et le tour est joué. Mais le décor s'en trouve changé, une intrigue différente se noue. Le passé est le lieu de la répétition incertaine, du « comme si » : autant dire du roman et des généalogies réinventées.

Le lecteur, en ouvrant le livre, pouvait se croire dans un paysage familier. Au fond, se disait-il, l'auteur décrit les maisons de son enfance, un parc. « Et c'est toujours une image du parc... le grand bassin, toujours vert sous son immense tilleul ; le caduc de mes volutés, le sapin où je me cachais, et ne me trouvais jamais ; la rigole où mon père m'a construit un moulin à aubes ; le petit bassin de rocailles entre la maison et la grille... Il y avait des arbres étranges, exotiques, plantés trois générations avant moi pour distraire la langueur d'une femme rêveuse et triste. » Décidément ce Denis Duparc sait merveilleusement décrire les îles, l'océan des tilleuls, les jeux de la lumière, la mélancolie d'une société décadente et qui s'annule, impatiente du passage, de la fin. Il fait défiler devant nos yeux des cartes postales ou des photographies jaunies et l'on se prend soudain, le regardant, à refaire l'histoire. Son parc est, de ce point de vue, comme celui du vizir Mustapha dont parle Voltaire : « Il y avait des bords, des jardins, des fontaines ; on y voyait partout l'excès du luxe, avant-coureur de la ruine. »

JEAN RISTAT.

(Lire la suite page 22.)

(1) *Passage*, de Renaud Camus, Ed. Flammarion, 310 pages, 24 F.
(2) *Echange*, de Denis Duparc, Ed. Flammarion, 248 pages, 38 F.

Justice pour Savinio !

* MAUPASSANT ET L'AUTRE. A. SAVINIO. Traduit de l'italien par Michel Arnaud. Préface de Hector Bianciotti. Editions Gallimard, 322 pages, 55 F.

Il existe deux Chirico. On ne connaît, en France, que le peintre. Il est temps de découvrir son frère, l'écrivain, mort à Rome en 1952, qui s'est caché sous le nom d'Alberto Savinio et qu'on surprend ici en train de jouer avec Maupassant.

On a publié d'Alberto Savinio un ensemble de textes intitulé : « Vie des fantômes » (1). C'est à se demander si son œuvre entière, élaborée en forme de triptyque ne pourrait pas se ramener sous ce titre ! Triptyque parce que Savinio s'est consacré à la fois à la peinture, à la musique et à la littérature. Trois voies qui indiquent un point central, erronément désigné, mais visité par la foule : un certain baron Andrea de Chirico, ce qui est son véritable nom. On songe aussitôt à l'autre, Giorgio, l'auteur des toiles « métaphysiques » qui tant émeuvent, après Apollinaire, les surréalistes. Giorgio de Chirico fait de l'om-

bre, c'est incontestable. Et tellement que son frère, signant Alberto Savinio des peintures que l'on découvre maintenant, des partitions dont on ignore presque tout bien qu'elles aient été jouées dans le monde entier, et surtout des textes qui sont parmi les plus importants de l'Italie moderne, a été refoulé dans un oubli dommageable. Voilà qui est en passe d'être corrigé. Il faut s'en réjouir. Le préfacier de « Maupassant et l'autre », Hector Bianciotti dans un texte que l'émotion fait vibrer, réclame justice pour Savinio. Cette justice est en bonne voie : « Toute la vie » (2) avait révélé un écrivain considérable. Ce livre nous confirme dans cette opinion.

Alberto Savinio, hanté par les statues, les personnages de la mythologie, les reflets du monde, l'ambiguïté générale, avoue, semble-t-il, son art entier dans ce passage de « Tragédie de l'enfance », à propos d'un paysage peint : « L'art s'empare du spectre



* Dessin de Julien.

des choses et le fixe à jamais. L'art surprend la nature dans son état de folie. Peint, le golfe était plus beau qu'il n'est. Voilà paraître la fontaine. Et Savinio ajoute : « Ce scénographe était un chasseur de spectres. » Disons qu'Alberto Savinio est très précisément ce même « scénographe ».

Dans « Tragédie de l'enfance », on le suit dans un passé qui est un labyrinthe, parmi les premiers émois d'une enfance dont il dédaigne jusqu'à sa mort de se guérir. Les chapitres de longueur diverse qui composent ce livre dressent les portants et la rampe d'un théâtre : les deux y viennent masqués ; les épisodes s'inscrivent dans un symbolisme mythologique à la fois passionné et narquois ; les traits de la nature y sont figés, comme ils le sont dans les tapisseries de haute lisse.

Le dernier texte de l'ouvrage, « C'est à toi que je parle, Clio », se feuillette à la façon d'un carnet de voyages. Passant par l'étymologie, et par le grec, Savinio remarque que Clio aboutit à « je clos ». Ce n'est pas une transcription, mais une hantise. A nouveau : le fantôme...

HUBERT JUIN.

(Lire la suite page 23.)

(1) *Vie des fantômes*, par Alberto Savinio, collection « L'Age d'or », Editions Flammarion.
(2) *Toute la vie*, traduit par Mino Frank, Editions Gallimard. Voir le Monde du 16 mai 1975.

E. Scott et Zelda Fitzgerald

Eclats du paradis

«Le reflet de deux existences tumultueuses... une expérience et des récits qui n'ont pas leur équivalent...»

«LE NOUVEL OBSERVATEUR»

JULLIARD

AU TEMPS HEUREUX OU L'ON RESTAIT SUR SA FAIM

«Les Vingt Ans du jeune homme vert», de Michel Déon

LE sens du pittoresque n'exclut pas le parti pris. Malgré la bassesse notoire des élites d'alors, le Français le plus abject que croise le narrateur durant la débauche se trouve être, un tourneur-fraiseur communiste, suivi de peu par un franc-maçon. Tandis que d'anciens collabos rallient hâtivement le P.C. à la libération et refusent de témoigner pour leurs amis, la plus pure résistance s'incarne dans un officier de cavalerie maurassien. Tel est le privilège du conteur sur l'historien. Michel Déon s'en sert moins. Il est vrai, pour favoriser un des camps que pour les renvoyer dos à dos, comme pareillement incapables d'honneur. Seul le passionné vraiment le bonheur privé, parce qu'il n'engage que soi, qu'il ne se pale pas de mots et que son héros, échaudé, n'en espère plus d'autre.

TOUT en aimant trop la jolie idée qu'on se fait de soi-même à vingt ans pour devenir un salaud, Jean se jure de passer entre les gouttes. L'époque rend peu regardant sur les moyens, et les modèles pasternaki, qu'en l'honneur, le collectionneur, rivalisent de cynisme ; Pally, surtout, l'apathique sorti de rien, qui se régale de l'infamie générale comme d'une aubaine, et d'une confirmation.

Le respect de soi et des autres, Jean le réserve à ses amours, auxquelles il applique des rigueurs morales généralement plus courantes en amitié. Les deux femmes dont s'empare son adolescence prolongée se ressemblent d'ailleurs par un même charme garçonnier, qui émanait déjà de sa propre mère.

De Claude il est dit qu'on l'eût prise pour un «épée» et de Nelly qu'elle eût passé pour un «jeune garçon». L'une se demande si l'autre, telle que la lui décrit Jean, n'est pas un «travesti». Leur amoureux apprécie par dessus tout, en elles, qu'elles «conduisent leur vie comme des hommes». Toutes deux portent le cheveu court et des pantalons de jolis petits frères.

Aucune, enfin, n'use de maquillage, dont le goût doucereux écœuré Jean comme le signe inquiétant d'un excès de coquetterie.

En penchant pour les androgynes et tendances homosexuelles qu'une horreur de la féminité, ressentie à la fois comme trop disponible et englobante — d'aucuns diraient : castratrice.

Loïn de la désespérance, la chabasté que lui impose Claude l'exalte parce qu'il se sent le maître. «Il n'y aurait rien

Par Bertrand Poirot-Delpech

de plus beau dans sa vie. » S'il cesse de la désirer, après le viol par la Gestapo, c'est qu'en s'offrant et en tenant des propos lubriques elle devient une femme comme les autres. Peut-être même est-ce sa seule folie.

Bien qu'avec la comédienne dénuée de l'obstacle et les interdits manquent, ils n'abusent pas de leurs sens, et n'auront jamais été si heureux qu'un après-midi, tout habillés, presque pareils, les preuves de leurs différences et de leur union réduites au minimum.

L'époque pousse à ce genre de contentions sublimées. Les livres tolérés et la morale de Vichy suggèrent qu'on a perdu la guerre pour avoir trop joué depuis 1936, et que notre rachat exige des sacrifices, mêmes intimes. Toute une génération va se pamer devant les amours impossibles de l'éternel retour. Pas de plus beau sort que de mourir, vierge et blond, sur le dos d'une barque !

L'OPINION de l'auteur telle qu'elle s'exprime aujourd'hui aux détours du récit ne diffère pas radicalement de celle du temps. L'ancien apprentissage sentimental par les notions de bien et de mal lui paraît plus heureux que l'actuelle sexologie, à vous dégoûter du plaisir. Un phalocranisme tranquille feint ses formules de moralité : « C'est dans l'infidélité que les âmes fortes mesurent leur amour » ; « Il faut être rigoureux avec les femmes, sinon elles n'apprécieront pas ce qu'elles donnent aux hommes ».

Au-delà des années 40, l'inaccomplissement dont s'enchaîne le héros répond à l'ascèse prônée par le maître du roman français de formation qu'est Stendhal. Quand Jean note dans ses carnets qu'il n'y a « de grand amour que d'enfance », ou que la plus belle phase de l'amour « prend fin à l'instant où l'on couche avec la femme aimée », on croirait lire le théoricien de la « cristallisation ».

Mais l'idéal de non-possession ne se limite pas, ici, aux sentiments. Devant les abus de la société de consommation, qu'il préfère appeler de « sollicitation », Michel Déon étend à tout ce qui se désire le principe enseigné à sa génération, selon lequel « obtenir trop vite et sans effort ne procure aucune satisfaction, même d'amour-propre ». Il déplore que l'attente, si exquise, passe désormais pour dévaluer l'objet souhaité, et la patience, si douce, pour la vertu des imbéciles.

La grande bêtise morale de notre époque ne vient-elle pas de ce que la possession n'est plus le sommet tabulaire d'une existence, mais la suite immédiate, automatique, donc décevante, de convulsions suscitées et dont on n'est même plus certain ? La publicité et le crédit ne nous ont-ils pas gâté la vie, en prétendant l'améliorer ? N'était-on pas plus heureux lorsqu'on s'inventait

ses envies, qu'on apprenait à en mériter l'apaisement, et à rester sur sa faim ? Telles sont les questions troublantes et actuelles que pose cet éloge des temps de restriction.

la réflexion seulement, car le fourmillement et le rythme des aventures ne laissent guère le temps de souffler. Les amours de Jean ne forment qu'une intrigue parmi beaucoup d'autres, qui ont pris naissance dans le tome précédent ou restent suspendues comme dans l'attente d'une suite.

C'est ainsi que le brusque mariage de Pally avec la mère de Jean, réfugiée en Suisse, s'il ferme la boucle de ce drame oedipien, demeure inexploité, tout juste noté pour mémoire. D'autres personnages qu'on aimerait accompagner ne font que trois petits tours et puis s'en vont, au profit de silhouettes elles-mêmes évanouies sitôt qu'aperçues.

L'auteur ne déteste pas jouer ainsi de notre frustration et de sa virtuosité. Avec notre complicité, il s'amuse à prolonger les suspens, ou au contraire à expédier en quelques lignes l'avenir d'êtres auxquels il a consacré plusieurs pages à nous attacher. Il ne craint pas d'employer des coïncidences énormes du genre « comme le monde est petit ! ». Il lui arrive même de se perdre, à vouloir nous égarer.

Mais de tels romans tirent leur vérité d'un certain fouillis. Mieux qu'une commodité narrative, la façon dont les personnages se croisent et dont on apprend leurs destins contribue à suggérer l'époque où les vies et les conversations imitent effectivement les rencontres fugitives entre deux trains. La guerre précipitait les présentations, rendait miraculeuse toute retrouvaille. Et pour quelques héros indéniables, que d'existences avortées, de calculs miteux !

Ce cloaque, il faut, pour l'écarter de tendresse, toute la vaine peur du héros, et le talent nostalgique de l'auteur, dont c'est sans doute le secret de n'avoir jamais quitté la jeunesse tout à fait, comme on s'exile.

* Les Vingt Ans du jeune homme vert, de Michel Déon, Gallimard, 376 p., 45 F.

LE MONDE

ARINE

DES CHAMPS-ÉLYSÉES

UNIQUE BLANCH

ZANNE FLON

FRANÇOISE LUGAN

dames de

de Lolo BELON

de Vichy BUREAU

chez louer 14

723 35 10 et Agence

Mac

ster

US-MISTER

مكتبة من الأصل

LETTRES ITALIENNES

Sciascia, Sisyphes en Sicile

★ LA MER COULEUR DE VIN, de Leonardo Sciascia. Nouvelles traduites par Jacques de Foa. Denoël, coll. « Les Lettres nouvelles », 208 pages, 40 F.

V OILA vingt ans qu'un petit instituteur de Racalmuto (Sicile) traîne timidement sur la scène littéraire italienne, en publiant des chroniques de son école, qui allaient devenir les *Paroles de l'écrit*. En 1953, Vittorio Imposimato, le directeur de *la chiovetta* (1961) et le *Consiglio d'Egitto* (1963), Leonardo Sciascia n'a pas trouvé la renommée rapidement et facilement. La monumentale histoire de la littérature italienne de Cecchi et Sapegno — neuf mille pages parues en 1969 — cite tout le monde, jusqu'aux huiusiers de l'éditorial. Pas Leonardo Sciascia. La France s'est montrée plus généreuse en traduisant dès 1963 *le Jour de la chouette*.

Il était logique que Sciascia trouve dans le pays de Camus une autre écoute critique. Le même sort était advenu à Buzzati, considéré en Italie comme un Kafka pour dames et que Camus découvrit en 1955. Mais, à cette époque-là, l'Italie était surtout occupée de la bagarre entre Vittorini et Bassani, des batailles entre avant-garde et restauration. Le grand vide laissé par

Pavese s'emplissait du vacarme de Pasolini. En 1958, le succès allait au Guépard, à la Sicile style *Autant en emporte le vent*. Pas de place donc pour la Sicile de Sciascia, qui n'était ni expérimentale ni rétrospective, ni dessinée avec le naturalisme lyrique des « restaurateurs ». Comme un arbre exubérant, robuste, l'œuvre de Sciascia a grandi dans les vingt années qui suivirent. Romans-enquêtes, curieux croisements d'histoire et de police, récits-pamphlets caustiques, dont *la Mer couleur de vin* est l'exemplaire recueilli... voilà les dimensions diverses d'un écrivain insolite qui refuse les premières formules où il fut enfoncé.

Certes, il y a chez Sciascia un « écrivain civique » qui, avec ses histoires de Mafia et de crimes, prend part à la lutte contre l'injustice et les mystères du pouvoir en Italie. Il est tout autant un écrivain « philosophe », penché sur la vaste thème de la négation de la justice, symbolisée par le dédale des défilés, des énigmes, des fausses pistes, et il vit cela avec la tension de Pascal, de Voltaire, de Gide. Mais, vingt ans plus tard, on a envie de se risquer à le lire autrement : est-ce Sciascia, n'est-ce pas, comme l'Algérie de la Peste ou de l'Étranger, une lucide métaphore existentielle ?



★ Dessin d'ORLÉ.

talent et le métier consistent à faire un mot de tout, à commencer par soi, très particulièrement, sont précisément mal entendus, dégradés, obliques d'agilité, d'œuvre, de falsification — et finalement inutilisables pour un écrivain. Le moment de l'incommunicabilité, de la vaine, celle qui va jusqu'à renoncer à communiquer l'incommunicable, en le décrivant, en le représentant. Le moment du silence, de la solitude, où l'on rêve d'être « un autre », et par-dessus tout de ne pas être écrivain... Tolstol dans la fuite impossible... qu'il est impossible de disparaître sans l'un comme l'autre assésier encore, Tolstol dans le dernier acte de sa vie, Pirandello dans un ultime roman, A la gare d'Astapor, le 31 octobre 1910, Tolstol vérifie à toute extrémité l'impossibilité de la fuite, et non dans la mort. Agonie pirandellienne dans la fuite impossible... (1)

Ces mots de Sciascia livrent sans aucun doute sa « poétique ». L'écrivain qui désespère qui cherche la vérité impossible, aux bornes du néant, celui qui marche le long de l'abîme, l'écrivain du « non-vivre » qui voudrait fuir ne fait pas tout cela d'un coup. C'est la vérité de ce monde est la mort. Il faut mourir ou mourir, mais c'est Camus qui est cité, voilà le fait important.

Nous-mêmes encore une fois, nous pouvons donc le citer. Nous demandons à l'écrivain-personnage de Sciascia qui cherche, qui mène des enquêtes, bien qu'il sache que « le mystère continuera à que nous ne connaîtrons jamais comment les choses sont advenues », n'est pas après tout Sisyphes. Sisyphes en Sicile.

ALBERTO CAVALLARI

(1) *La Stampa*, 28 décembre 1976.

POUR SES QUATRE-VINGTS ANS

Un « nouveau » Montale

Eugenio Montale, prix Nobel de littérature, vient d'avoir quatre-vingts ans. Articles et publications ont salué en Italie cet anniversaire, dont le volume anthologique composé par Marco Forlì (1) (articles critiques et choix assez représentatif de vers et de prose), le volume intitulé *Sulla Poesia* (2), qui réunit pour la première fois les textes du poète sur la question, la réédition complétée de la

correspondance avec Italo Svevo, à quoi s'ajoutent les articles de Montale sur le romancier triestin qu'il révéla en Italie, en 1925 (3). En France, un nouveau recueil de poèmes vient de paraître chez Gallimard en édition bilingue, fort bien traduite et annotée par P. Dervel Angelini, à qui on devait les trois précédents recueils édités ici en 1966 (4).

APRÈS le *Tormento*, en 1950, l'itinéraire poétique de Montale avait marqué un temps d'arrêt. Il s'était alors consacré à une activité de chroniqueur, dans le *Corriere della Sera*, de critique, de traducteur, et aussi de peintre. Pourtant, étrangement, quelques mois après la mort de sa femme, en 1964, il avait recommencé à écrire, d'abord de brefs poèmes, généralement inspirés par celle-ci — les *Xenia*, — puis d'autres textes qui furent réunis et publiés en 1971, et qui constituent un immense succès.

Ce « nouveau » Montale s'est défini lui-même. Il s'agit d'une poésie qui, apparemment, tend vers la prose et qui, en même temps, la refuse. Montale, en

effet, part de situations, de détails, d'objets parmi les plus simples, les plus quotidiens, de notations apparemment journalières, mais rien n'est moins contingent que ces évocations d'un objet, d'un visage perdu, d'un personnage rencontré. En fait, c'est toute l'expérience humaine qui se joue à travers ces instantanés infimes, et tout l'effort qui surgit des paillettes du poème. Réserve, pudique, abrupt, Montale est toujours autant, mais jamais peut-être sa voix n'avait sonné plus proche et plus chaude que dans ces *Xenia*, livre d'images d'une histoire qui est à la fois la sienne et, aussi, une interrogation métaphysique étonnée, narquoise et insistante.

Au-delà de la litane grinçante de *Fantasia*, glaciale prise à partie des mythes, des attitudes ou des modes de penser du moment, vain habil, son rôle parle du destin de l'homme et de l'histoire qui, à ses yeux, ne saurait avoir de sens, quel que soit le bord d'où on l'interprète : « Quel ciment les ces quelques pierres ? » Dans ce monde improbable, tout engagement est dérisoire, comme toute connaissance et toute croyance. Mais Dieu ? Il n'en est pourtant question, comme de l'autre, du Grand Misanthrope que Montale évoque souvent, de façon indirecte, et hors de toute religion, question impossible à éluder sur laquelle se clôt le livre.

Dans cet univers absurde et désespérant, il existe parfois d'imprévisibles ouvertures. Guidé, initié par quelques inspiratrices privilégiées, le poète, parfois, est capable de dépasser les apparences et, grâce à la rencontre de ce qu'il appelle, en pensant à Heidegger, les *Divinités fugitives*, de percevoir le langage d'un monde fait de signes qu'il faut savoir déchiffrer. Mais aucune solennité chez lui : Montale hait la rhétorique, la prétention, les attitudes avantagées, et c'est pourquoi sa poésie est si constamment simple, malgré l'extrême variété de son langage, et une virtuosité qui sait, le plus souvent, demeurer discrète.

Une voix amicale

Dans un des nombreux textes où il parle de la poésie, Montale écrit de sa poésie : « Avec horreur / la poésie refuse / les gloses des scolastes ». Limitons-nous, alors, à reconnaître cette voix immédiatement accessible, mais difficile à cerner, amicale et distante dans sa quête tenace d'un échange, d'un dialogue toujours repoussé. *Cronache del néant*, et lui donner, j'ai-ce pour un instant, une forme visible... », disait Montale il y a vingt-cinq ans. Et, dans *Satura* : « Le solipsisme, comme on dit, n'est pas ton fort... ». Le superbe *Diario 71-72*, dont on souhaite qu'il soit bientôt traduit, confirme cette double définition.

MARIO FUSCO.

D'imprévisibles ouvertures

Peu à peu, la voix s'est gonflée, et le discours a pris de l'ampleur en se diversifiant. *Satura*, qui constitue la seconde partie du recueil, c'est, en latin, à la fois un pot-pourri et une satire, bricolage poétique où l'humour tient une grande place, et dont l'apparence désinvolte recouvre, en

J'ai descendu, l'offrant le bras...

J'ai descendu, l'offrant le bras, au moins un million d'escaliers, et maintenant que tu n'es plus là c'est le vide à chaque marche. Même ainsi notre long voyage a été court. Le mien dure encore, et je n'ai plus besoin de correspondances, de réservations, des piéges des déboires de qui croit que la réalité est celle qu'on voit. J'ai descendu des millions d'escaliers en l'offrant le bras, et non parce que leurs yeux y voient sans doute mieux. C'est avec toi que je les ai descendus, sachant que, de nous deux, les seules punaises vraies, malgré leur volée...

(In « Satura »)

J. RODOLFO WILCOCK

Un solitaire effréné

★ LE STEROSCOPE DES SOLITAIRES, de J. Rodolfo Wilcock. Ed. Gallimard, 104 pages, 25 F.

RIGIDITÉ de Buenos-Aires, J. Rodolfo Wilcock a commencé par écrire en espagnol avant de passer à l'italien dans les années 60. Quand il arrive en Italie, il n'a publié que *le Cielo*, et qui ne le connaît en Europe, et si un Heine, un Rilke, s'essayent à une autre langue en changeant de pays, Wilcock, lui, dépasse la convention, et change d'instrument. Cette volonté — le refus de la convention — et son corollaire immédiat — le choix de la solitude effrénée — donnent poids et prix au *Stereoscope des solitaires*, recueil de soixante-cinq poèmes ultra-courts au cœur dur, en tant de poèmes pleins de leurs couleurs et de leur lumière. Wilcock invite à faire un tour, le soir de la crise, humaine, mais aussi animale, végétale, minérale, objective, vespérale, etc.

PHILIPPE GUILHON.

Justice pour Savinio !

(Suite de la page 21.)

Hector Bianciotti a mille fois raison de situer Savinio entre Borges et Gombrowicz : entre la tradition reprise en compte et l'immaturité prise en charge. Mais il y a, chez Savinio, une vertu personnelle par quoi il vaut d'être connu, fréquenté et aimé : sa désinvolture, qui est d'une gravité extrême. Par exemple : « Maupassant et l'Autre » passerait aisément pour un jeu : texte remarquable et pourtant de bout en bout servait merveilleusement à la défense et à l'illustration du dilettantisme. Il faut y aller voir de plus près, et comprendre que Savinio, lui, n'a pas écrit un seul mot qui ne soit rigoureusement à sa place, et qui ne touche rigoureusement au « rapport » de Maupassant avec un lecteur privilégié (un lecteur tel que devrait être chaque vrai lecteur). Les pirouettes de Savinio ne sont que des feintes habiles. On a rarement l'occasion de lire quelque chose d'aussi intelligent que cela...

Savinio écrivait « en écrivain ». Une note de « Maupassant et l'Autre » le dit clairement : « Écrire en tant qu'écrivain signifie écrire non pas à partir du présent, mais soit par souvenir soit par anticipation. D'où l'on peut déduire cette définition du journaliste : ce qui est écrit sans mémoire. » Ce qui est sans mémoire ! Et la mort ? Eh bien ! c'est la statue, « inaction » par excellence et suprême pureté : une image de l'avenir sur lequel les yeux froids de jamais se fixent. On rejette le passé derrière soi : il est dévoré par un monstre minotaure. Il en reste des déchets rigides.

A cette histoire officielle et officielle, celle qui échappe à la mémoire, celle qui échappe au

langage, celle qui est le lieu favori où campe le discours ludique de Savinio. Et celle-là, comme il le dit, est un « fantôme » d'histoire. De la même façon, Savinio est un écrivain « fantôme » : il est celui qui « hante ».

HUBERT JUIN.

Bernard Feillet interroge MARCEL LEGAUT



Patience et passion d'un croyant

collection « Les Interviews » dirigée par Jacques Duquesne et Claude Salès

le Centurion

le hameau

Psychologie appliquée

Cette collection, dirigée par le Dr FORDJMAN, a pour objet de fournir au lecteur des éléments de réponse aux problèmes de la vie affective. Elle présente sur les victoires de la psychologie moderne et ses applications dans la vie quotidienne de chacun.

COMMENT COMPRENDRE LES MALADIES PSYCHOSOMATIQUES

par le Dr Gilbert Tardjman

COMMENT ABORDER LA PSYCHANALYSE

par Théo-Hélène Fua

COMMENT RENOUER LE DIALOGUE AVEC L'ADOLESCENT

par Pierre Barnié

COMMENT COMPRENDRE SA DÉPRESSION

par le Dr Charles Gellman

COMMENT ÊTRE BIEN DANS SA PEAU

par M. Newman et B. Berkowitz

COMMENT NE PAS RATER SA VIE

par M. Newman et B. Berkowitz

Chaque volume : 24 F.
A commander chez votre libraire ou aux Éditions du Hameau, 15, rue Servandoni, 75006 PARIS. Tél. : 226-99-68

Inès Cagnati



GENIE LA FOLLE

roman
"du très grand art"
Michel TOURNIER
de l'Académie Goncourt

denoël

هكذا من الأصل

ROUGER
fortement

L'OPINION DE LA CRITIQUE

Récit minutieux, précis, documenté, appuyé sur une illustration puisée dans une masse inépuisable de documents.
Marcel Niedergang - Le Monde
L'auteur se fait tour à tour analyste politique et sociologique, journaliste et chroniqueur militaire. Il possède à fond son sujet. Voici enfin l'œuvre dont chacun ressentait la nécessité.
Pierre Durand - L'Humanité
Georges Soria, par son œuvre déjà monumentale et mise en valeur par une iconographie absolument exceptionnelle, prend rang parmi les meilleurs historiens de la guerre d'Espagne.
Paul-Marie de la Gorce - Le Figaro
Georges Soria s'est attelé à cette besogne gigantesque mais exaltante de faire revivre une guerre qui fut aussi une révolution.
François Fossier - L'Alger
Le Quotidien de Paris
Un livre capital sur la guerre civile espagnole.
Charles Le Quintrec - Ouest France

L'auteur a rassemblé une très impressionnante documentation.
Le Point
Une immense fresque historique, abondamment documentée et illustrée.
Alan Buhler - Le Journal du Dimanche
Le livre de Soria peut devenir un instrument précieux pour les bâtisseurs de demain.
J.P. Liégeois - L'Unité
Grâce au travail, écrasant et scrupuleux, de Soria, ce livre aidera à comprendre l'Espagne et notre amour constant pour ce peuple sacrifié.
André Wumser - L'Humanité Dimanche
Georges Soria a réalisé là une œuvre forte et dense.
Jean-Claude Lamy - France soir
L'œuvre la plus complète, lucide et intelligente sur la guerre d'Espagne, au surplus rendue plus attrayante encore par une illustration remarquable.
P.L. Darnier - Le Dauphiné Libéré
Il est rare qu'on puisse accorder aussi parfaitement l'actualité à la connaissance du passé.
Jacques Madaule - Europe

La collection s'annonce comme un document de grande qualité, digne d'être accueilli avec faveur par tous ceux qui savent de quel poids a pesé sur la marche des événements mondiaux la défaite de la République espagnole.
J. Barsalou - La Dépêche du Midi
C'est un très beau livre que "Guerre et Révolution en Espagne".
Jacques Chancel - Radioscopie
Une fresque immense.
Jacques Lagris - TF1
Fantastique travail d'historien, d'iconographe également, avec des documents qu'on n'a jamais vus... Je vous le recommande vivement.
F.R. Bastide - France Inter
Le Masque et la Plume
C'est un très beau livre que "Guerre et Révolution en Espagne".
Jacques Chancel - Radioscopie
Une fresque immense.
Jacques Lagris - TF1
CE QU'EN PENSENT
Marc Chagall
Merci de ce beau livre.
Pierre Cot
Ce livre restera le plus bel ornement de notre bibliothèque.
Gaston Defferre
Nous garderons précieusement ces beaux livres.
Lire

La collection s'annonce comme un document de grande qualité, digne d'être accueilli avec faveur par tous ceux qui savent de quel poids a pesé sur la marche des événements mondiaux la défaite de la République espagnole.
J. Barsalou - La Dépêche du Midi
C'est un très beau livre que "Guerre et Révolution en Espagne".
Jacques Chancel - Radioscopie
Une fresque immense.
Jacques Lagris - TF1
Fantastique travail d'historien, d'iconographe également, avec des documents qu'on n'a jamais vus... Je vous le recommande vivement.
F.R. Bastide - France Inter
Le Masque et la Plume
C'est un très beau livre que "Guerre et Révolution en Espagne".
Jacques Chancel - Radioscopie
Une fresque immense.
Jacques Lagris - TF1
CE QU'EN PENSENT
Marc Chagall
Merci de ce beau livre.
Pierre Cot
Ce livre restera le plus bel ornement de notre bibliothèque.
Gaston Defferre
Nous garderons précieusement ces beaux livres.
Lire

Vieira Da Silva
Avec toute mon admiration : votre livre est un chef-d'œuvre.
Anthony Eden (lord Avon)
Un simple regard m'a suffi pour me convaincre du caractère admirable de la présentation des ouvrages.
Robert Fabre
Ce livre est une remarquable réussite.
Etienne Fajon
Voilà un livre qui tire des événements une actualité exceptionnelle.
Pierre Mendès France
Avec mes remerciements pour ces images bouleversantes.
Roger Michaut
Nous apprécions cette œuvre qui relate la lutte inoubliable du peuple espagnol pour sa liberté.
Joan Miró
Un témoignage poignant de l'histoire de notre pays.
Pietro Nenni
J'ai presque deviné votre livre !
Henri Rol-Tanguy
Ce grand ouvrage prendra la place encore vacante dans l'histoire d'un pays et d'un peuple qui nous sont chers.

pour connaître l'Espagne d'hier et comprendre celle d'aujourd'hui
le Livre Club Diderot présente

GUERRE ET REVOLUTION EN ESPAGNE

PAR
GEORGES
SORIA

UNE EXCEPTIONNELLE
CONTRIBUTION INTERNATIONALE,
AVEC PREFACES, ENTRETIENS ET
POINTS DE VUE DE

André Malraux
Indira Gandhi
Dolores Ibarruri
Pietro Nenni
Leopold Sédar Senghor
Antony Eden
Général Batov



En novembre 1975, Jacques Chancel, dans sa célèbre émission Radioscopie, interrogeait Georges Soria sur sa participation à la guerre d'Espagne et l'œuvre en cours de publication.

- Lorsque vous êtes parti pour l'Espagne, vous étiez journaliste ou militant dans les brigades internationales ?
- J'étais journaliste et je suis resté du premier au dernier jour de la guerre d'Espagne, mais il m'est arrivé de passer des semaines entières sur le front parce que je ne considère pas mon métier de journaliste comme un métier de jeune homme sirotant des whiskies dans les bars. J'ai donc vu la guerre de mes propres yeux, au contact de la mort quotidienne. Il suffisait d'être correspondant de guerre pendant les mois les plus terribles de la défense de Madrid pour être aux avant-postes. Par conséquent, la guerre était devenue partie intégrante de ma vie, nous déjournions et nous nous endormions au bruit du canon, au bruit des bombardements aériens. Certaines nuits, Madrid était en proie aux flammes à une échelle inimaginable. On avait l'impression que l'océan de feu qui dévastait la ville allait tout emporter, et je m'échappais de l'hôtel où j'habitais pour essayer de me libérer de ma propre angoisse, pour être témoin de ce qu'il se passait.

- A ce moment-là, vous deviez déjà prendre beaucoup de notes, réunir des documents, comme si vous saviez qu'un jour vous écririez la guerre d'Espagne...
- Mon propos, en écrivant cette collection en 5 volumes, n'est pas d'évoquer mes souvenirs mais de tenter de faire une synthèse de toute cette extraordinaire épopée à la fois tragique et glorieuse qui ont été ces deux années et demie de résistance au fascisme, à l'agression du fascisme international.

- ... C'est un très beau livre que Guerre et Révolution en Espagne, mais vous avez dû être tenté de rendre compte de cette période avec des yeux de militant, et il faut faire attention quand on est historien.
- Je vais vous dire, quand on est historien, il y a une chose essentielle on ne mérite pas ce titre d'historien, c'est l'honnêteté intellectuelle, quel que soit le camp auquel vous appartenez, quelles que soient vos sympathies. Si vous vous laissez tenter par les mensonges par omission, alors il n'y a plus d'Histoire ! L'historien est toujours engagé, c'est une imposture de dire qu'il y a une histoire non engagée. Michelet était un historien engagé, les grands historiens de notre siècle le sont tous, à leur manière, et je voudrais savoir qui pourrait prétendre sérieusement le contraire...

- Georges Soria, pour raconter la guerre d'Espagne, vous êtes entré dans la société espagnole du 19^e siècle et dans celle du début du 20^e siècle. Vous opposez, ou plutôt vous mettez en place les forces traditionnelles, l'aristocratie, la bourgeoisie, l'église, l'armée. Ces forces traditionnelles existent-elles toujours ?
- Elles existent.

- Elles ont considérablement évolué. Aujourd'hui l'Eglise d'Espagne en est venue à demander pardon publiquement de l'attitude du haut clergé pendant la guerre d'Espagne. C'est un événement considérable car aujourd'hui les commissions ouvrières et les partis de l'opposition démocratique travaillent la main dans la main avec les prêtres ouvriers. Au niveau de la hiérarchie de Madrid, un homme comme l'évêque de Madrid, Ignace, est un homme de dialogue socialiste. Il y a eu des changements énormes, considérables. L'armée d'aujourd'hui n'est pas celle d'hier, il y a une classe ouvrière et des couches moyennes, ceux que l'on appelle les cols blancs, qui n'existaient pas autrefois et qui ont une vue très précise de leur avenir. (Extraits)



et un album-documents
comportant des affiches
de la guerre d'Espagne
des dessins
d'André Masson
et des gravures
de Picasso

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE
à retourner au Livre Club Diderot
13 Boulevard Bourdon - 75004 Paris

Nom et prénom :

Adresse complète :

désire recevoir une documentation sur
Guerre et Révolution en Espagne
de Georges Soria

TROIS DISPARITIONS

Yvonne Printemps

LA PARISIENNE DES ANNÉES FOLLES

Yvonne Printemps est morte, le mardi 18 janvier, à Paris. Elle était âgée de quatre-vingt-trois ans.

Dans le théâtre de boulevard, l'opérette et la chanson, Yvonne Printemps, avec ce charme vocal qui lui était un don particulier, a marqué toute une époque. Unie à Sacha Guitry, dont elle fut l'interprète idéale, elle a représenté avec esprit la Parisienne des années 20, futile et brillante, coquette et amoureuse, tout en donnant à son personnage de divette une classe inoubliable. Il y eut en elle une fusion sans doute unique de la comédienne et de la chanteuse légère, et elle prolongea dans les années 30-40 au théâtre et au cinéma, avec Pierre Fresnay, ce type féminin qui refusait l'épreuve du temps.

C'est un auteur de revues de la Belle Époque, P.-L. de Fiers, qui baptisa Printemps Yvonne Wilgole lorsqu'elle débuta... elle avait une quinzaine d'années... aux Folies-Bergère. C'est Sacha Guitry qui fit de Printemps un type féminin.

En 1916, il épousa la jeune femme qui jouait avec lui dans *Jeune de la Fontaine*. Pour elle, il quitta sa première épouse, l'actrice Charlotte Lyden. Pour elle il écrivit le rôle de Marie Duplessis (*La dame aux camélias*) dans son *Debut*. En 1919 c'était le mariage. Pendant toutes les années folles, le couple Sacha Guitry-Yvonne Printemps allait régner sur le boulevard et faire courir tout Paris.

Conséquence inévitable par Guitry pour être le type féminin.

parisien, de son théâtre (*Mon père avait raison*, *Béranger*, *Je t'aime, Désiré*), Yvonne Printemps possédait une voix délicieusement modulée (avec, selon les spécialistes, un *legato* extrêmement rare) qui ravit, envoûtait, fascinait tous les contemporains. Sacha Guitry fit donc d'Yvonne Printemps l'interprète de comédies musicales : *L'amour masqué*, *Monsieur Mariette*, *On connaît l'histoire*, dont les partitions étaient d'André Messager, Reynaldo Hahn et Oscar Straus. Ces rôles chantés d'Yvonne Printemps, personne n'a jamais pu valablement les reprendre. Le disque en a heureusement conservé la magie et on peut, aujourd'hui, rêver sur l'air de ces mélodies, ou l'air de la Lettre de Mozart. A cette époque (et entre autres choses), Yvonne Printemps enregistrait les fameux *Pot-pourri d'Alain Gerbault* et, pour la radio, l'opérette de Maurice Yvain *Ta bouche*, que personne n'a plus n'a jamais chanté comme elle.

En 1931, venu de la Comédie-Française au boulevard, Pierre Fresnay jouait dans *Franz Halz*, de Sacha Guitry qu'il allait bientôt remplacer dans la vie et la carrière d'Yvonne Printemps. Ils ne devaient plus se quitter jusqu'à la mort de l'acteur, en 1975, formant un couple légendaire devenu « terrible » avec les années. Ensemble ils jouèrent souvent au théâtre, et particulièrement à la Michodière, dont Yvonne Printemps fut directrice (avec Jean-Louis Barrault, Marcel Achard et Anouilh).

En 1918, Yvonne Printemps

avait paru avec Guitry dans un film de René Mercanton et Louis Hervé, *Un roman d'amour et d'aventure*. C'est avec Pierre Fresnay qu'elle devint une vedette de cinéma. De 1934 à 1961, elle fut associée à lui dans la *Dame aux camélias* (Abel Gance), *Adrienne Lecouvreur* (Marcel L'Herbier), *Trois valises* (Ludwig Berger), *Le Dasi* (Pierre Fresnay), *Je suis avec toi* (Henri Decollé), *Les Condamnés* (Georges Lacombe), *La Valse de Paris* (Marcel Achard) et *Le Voyage en Amérique* (Jean Luvion).

Yvonne Printemps, trop marquée par une diction faite pour la scène et par les allures des années 20, n'était pas vraiment une actrice de cinéma. On la vit bien dans les rôles dramatiques, où son jeu prenait un caractère suranné. Elle a pourtant brillé de tout son éclat dans *Adrienne Lecouvreur*, et surtout dans *Trois valises*, adaptation de l'opérette créée par elle et Fresnay en 1937 aux Bouffes-Parisiens, où elle déploya triomphalement, en deux sous Second Empire, divette 1900 et star de cinéma, son charme, son sourire, ses dons, ses artifices et la merveilleuse plasticité de cette voix qui restera sa gloire.

Le vieillissement arrivait. Yvonne Printemps avait renoncé au cinéma et au théâtre. De son visage caché sous des voilettes, le public, depuis, bien des années, ne connaissait plus rien.

JACQUES SICLIER.

* En hommage à Yvonne Printemps, TF 1 diffusera le dimanche 23 janvier, à 19 heures, *Adrienne Lecouvreur*, de Marcel L'Herbier.

Le sculpteur Émile Gilioli

(Suite de la première page.)

Ce fils de cordonnier, originaire d'Italie, né à Paris le 10 juin 1911, avait dû avec sa famille rentrer en Emilie, à la déclaration de guerre. De retour en France, à Nice, il avait été apprenti puis ouvrier forgeron de quatorze à dix-sept ans, puis apprenti sculpteur chez un tchèque. En 1931, il réussit le concours d'entrée à l'École nationale supérieure des beaux-arts, poursuivit ses études grâce à une bourse de la ville de Nice, travailla (pour Robert Couturier), épouse Robert Boissac. Après sa démobilisation en 1940, il se fixe à Grenoble où habitent les parents de sa femme. Sa sculpture, puissamment figurative, subit vite une évolution vers des formes plus synthétiques : en perfectionnant sa technique il se livre à une réflexion approfondie sur son art instinctif, il veut mettre sa prodigieuse vitalité au service d'une rigueur à la fois logique et métaphysique : géométrie et spiritualité.

C'est de 1944 que date notamment la « Douleur accablée », la mémoire d'un ami tué en posant une bombe, et dont deux formes sont prévues pour compléter le mémorial des Glières. L'année suivante, il revient à Paris, dans son atelier de la rue du Moulin-de-Baurou, où le couple vit héroïquement, sans rompre le contact avec le Dauphiné, d'où les monuments aux défunts de l'Isère, à Grenoble, aux martyrs du Vercors, le glisant de Vassieux...

Le pas décisif vers l'abstraction est franchi en 1946 avec « la Haine aux vides ». Il cherche la « sculpture en deux dimensions », écrit-il à André Malraux en 1974, « ... pour créer un instant ou des instants qui se prolongent dans une distance, dont on ne sait plus où elle doit s'arrêter ». Le contact avec les meilleurs artistes de son temps, l'appui entre autres

des galeries Denise René et Louis Carré, et surtout les fruits d'un travail acharné, lui valent peu à peu la notoriété : ces fruits, ce sont, parmi cinq cents pièces présentes dans la plupart des grands musées du monde, « Esprit, Eau et Sang », « la Sphère », « Créatures de l'eau », « l'Homme de poix » à la mémoire de Dag Hammarskjöld, « l'Ange », « le Guerrier », « le Jeune Coq », « la Dormeuse », « Soleil de vie », « la Royaume des cieux ». Lignes pures, volumes modelant l'espace, captant la lumière.

Même poursuite de la pureté dans ses dessins, ses lithographies, ses topographies révélées surtout par « la Dormeuse » : Gilioli avait eu la révélation de cet art par sa collaboration avec Picard, à Aubusson. C'était toujours l'amour de la matière, le contact manuel avec la pierre, le bronze et, on le verra, avec le béton qui le stimulait, de pair avec les pulsions spirituelles.

On l'a vu lors de la conception, puis de l'édification, du gigantesque monument-sculpture de la Résistance sur le plateau des Glières, à la mémoire des maquisards

savoyards, inauguré par André Malraux le 2 septembre 1973. Il travailla aux côtés des ouvriers, grava même dans le ciment frais une « Batterie », fit modifier en cours d'exécution le disque solaire en équilibre instable sur la branche intacte du V mutilé, et installa dans la crypte sa « Joanne » (1969) en bronze doré, autre chef-d'œuvre, et la tête de Babel « figurative » et merveilleusement expressive.

Trop d'efforts l'avaient miné. Il avait trop respiré de poussières de pierre ou de bronze. Et ce colosse généreux, qui allait l'énergie vital à la méditation, et à une candeur enfantine, qui avait fait l'objet de cinquante expositions personnelles — la dernière en décembre, à la galerie Zanini de Rome, fut un triomphe — et figuré dans deux cent cinquante, était au désespoir de ne plus pouvoir travailler — ce qui a peut-être hâté sa fin.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* On peut notamment consulter Gilioli, par Ionel Jianou et Hélène Lasalle (Arles), Gilioli sculpteur, par Jacques Dopagne (Paris), et de Gilioli lui-même, à la S.O. 127 (Robert Morel).

LETTRES

FAUTE DE POUVOIR «TOUT LIRE»

Bernard Clavel démissionne de l'Académie Goncourt

Elu à l'Académie Goncourt le 11 mars 1971, Bernard Clavel, qui y avait succédé à Jean Giono, vient de faire savoir qu'il en démissionnait, faute de pouvoir, pour sa part, lire chaque année tous les romans, nouvelles et récits historiques parmi lesquels l'Académie choisit les lauréats de son prix et de ses bourses.

« Si je participe à l'attribution d'un prix sans avoir lu la totalité des ouvrages en course, a déclaré Bernard Clavel, j'en serais responsable. Je préfère céder ma place à un meilleur lecteur. Je tiens aussi à conserver ma liberté de lecteur comme je conserve ma liberté d'écrivain ».

Précisons que Bernard Clavel, qui souffre de troubles oculaires, n'avait déjà pas voulu participer au vote des Goncourts pour l'attribution du prix 1976.

L'Académie a enregistré cette démission et a fait savoir que les élections pour la succession de Bernard Clavel comme pour celle de Raymond Queneau, décédé, auront lieu le 29 mars 1977 au Havre, chez Armand Salacrou, actuel doyen de la compagnie.

Bernard Clavel, qui est âgé de cinquante-quatre ans, n'aura pas été pour les Goncourts, un confrère de tout repos. Lorsqu'il fut élu lauréat en 1968, pour les *Fruits de l'été* (LaFont), Louis Aragon avait donné sa démission, estimant que c'était à la fois le résultat d'une manœuvre dirigée contre lui, qui soutenait le *Maître de maison*, de François Nourissier.

Trois ans plus tard, à cette fois membre de l'Académie, Clavel

devenait de nouveau sujet de discord : Philippe Hériat, Armand Salacrou et Raymond Queneau annonçaient leur démission, mais ne la confirmèrent pas. Cette fausse sortie laissa cependant des traces.

Démissionnaire réel, Bernard Clavel, aujourd'hui, paraît sincèrement regretter par ses pairs. Président de l'Académie Goncourt, Hervé Bazin nous a déclaré : « En regrettant très fort de la perdre car il représentait chez nous une branche de la littérature populaire, je salue son honnêteté et lui conserve éternellement toute mon estime ».

Pour Armand Lanoux, secrétaire général, l'Académie Goncourt a été prise de vitesse par la décision de Bernard Clavel : « Depuis deux ans, la réforme des statuts permet de conférer l'honorariat à tout membre de l'Académie âgé de soixante-dix ans ou frappé d'invalidité. Il était question d'appliquer à Bernard Clavel ce nouveau statut, qui rend libre, d'ailleurs, le lauréat occupé par l'Académie honoraire. Sans attendre que l'Académie ait statué sur son cas, Bernard Clavel, allant plus loin, a prié d'arrêter sa démission. Cependant, je ne crois pas que celle-ci ait une signification idéologique et doive être interprétée comme une contestation des prix littéraires ».

CABARETS

ALCAZAR

Ouvre le dimanche
Revue entièrement nouvelle

DINERS 20
SPECTACLE 22.00

62, Rue de Valenciennes, PARIS 10

MOULIN ROUGE

LIBETTE MALIDOR

20 h 30 Dîner-Champagne

103 F par pers.
105 F par pers.

SERVICE COMPLET

UDO

20 h 30 Dîner-Champagne

103 F par pers.
105 F par pers.

SERVICE COMPLET

VOTRE TABLE CE SOIR

Ambiance musicale - Orchestre P.M.B. : Prix moyen du repas - J.-M. : ouvert jusqu'à 2 h.

DINERS AVANT LE SPECTACLE		
L'ALSACE AUX HALLES 336-74-34 16, rue de Valenciennes, 16. Jusqu'à 2 h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et d'Alsace.	GRAND MANET 546-56-52 3, place du 18-Juin, 6. Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et d'Alsace.	AUX DE RIQUERIE 770-62-30 12, faubourg Montmartre, 12. Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et d'Alsace.
LE SIMPLON 534-51-10 1, P. Montmartre, 9. Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et d'Alsace.		

DINERS

RIVE DROITE		
LE TROU DES HALLES 506-50-13 47, rue Saint-Honoré, 10. Ouv. Dim. ASSIETTE AU BOURG - POCARDI 8, bd des Capucines, 2. FRANÇOIS PALLOY 326-50-55 18, r. F.-St-Bernard, 9. P./Dim.-lun.	LA PETITE CHAISE 232-12-35 36, rue de Grenelle, 7. Ouv. L.J.M. COPIENRAGUE 517-50-41 142, Champ-Élysées, 9. AU JOUR ET NUIT 517-12-63 2, rue de Berri, 5. NAPOLÉON T.I.J. 227-09-50 12, av. Friedland, 9. Jusq. 23 h. 30	LA BELUGA 723-70-05 66, rue François-Ier, 9. P./Dim. LA CHAMPAGNE 574-44-78 10 bis, place Clichy, 9. TERMINUS NORD 524-49-72 33, rue de Dunkerque, 10. T.I.J. BOULEVARD DE LA TRONCHE 543-20-18 8, avenue du Trône, 12. T.I.J. TY COZ T.I.J. 42-55 11, St-Georges, 9. P./Dim.-lun. TY COZ 529-42-59 333, r. Vaugirard, 15. P./sam.-dim.
LA CHAMPAGNE 574-44-78 10 bis, place Clichy, 9. TERMINUS NORD 524-49-72 33, rue de Dunkerque, 10. T.I.J. BOULEVARD DE LA TRONCHE 543-20-18 8, avenue du Trône, 12. T.I.J. TY COZ T.I.J. 42-55 11, St-Georges, 9. P./Dim.-lun. TY COZ 529-42-59 333, r. Vaugirard, 15. P./sam.-dim.	LA BELUGA 723-70-05 66, rue François-Ier, 9. P./Dim. LA CHAMPAGNE 574-44-78 10 bis, place Clichy, 9. TERMINUS NORD 524-49-72 33, rue de Dunkerque, 10. T.I.J. BOULEVARD DE LA TRONCHE 543-20-18 8, avenue du Trône, 12. T.I.J. TY COZ T.I.J. 42-55 11, St-Georges, 9. P./Dim.-lun. TY COZ 529-42-59 333, r. Vaugirard, 15. P./sam.-dim.	LA BELUGA 723-70-05 66, rue François-Ier, 9. P./Dim. LA CHAMPAGNE 574-44-78 10 bis, place Clichy, 9. TERMINUS NORD 524-49-72 33, rue de Dunkerque, 10. T.I.J. BOULEVARD DE LA TRONCHE 543-20-18 8, avenue du Trône, 12. T.I.J. TY COZ T.I.J. 42-55 11, St-Georges, 9. P./Dim.-lun. TY COZ 529-42-59 333, r. Vaugirard, 15. P./sam.-dim.

RIVE GAUCHE

LA GRILLERIE 533-06-32 5, rue du Petit-Pont, 5. T.I.J. SAVOYARD 328-50-50 14, rue des Quatre-Vents, 5. P./lun. BRASSERIE DU MORVAN T.I.J. 16, Carrefour Odéon, 9. 033-60-51 AU CHARRON DE BOIS 548-57-04 16, rue du Dragon, 9. P./Dim. ASSIETTE AU BOURG T.I.J. 11, St-Georges, 9. P./Dim.-lun. TY COZ 529-42-59 333, r. Vaugirard, 15. P./sam.-dim.	LA BELUGA 723-70-05 66, rue François-Ier, 9. P./Dim. LA CHAMPAGNE 574-44-78 10 bis, place Clichy, 9. TERMINUS NORD 524-49-72 33, rue de Dunkerque, 10. T.I.J. BOULEVARD DE LA TRONCHE 543-20-18 8, avenue du Trône, 12. T.I.J. TY COZ T.I.J. 42-55 11, St-Georges, 9. P./Dim.-lun. TY COZ 529-42-59 333, r. Vaugirard, 15. P./sam.-dim.	LA BELUGA 723-70-05 66, rue François-Ier, 9. P./Dim. LA CHAMPAGNE 574-44-78 10 bis, place Clichy, 9. TERMINUS NORD 524-49-72 33, rue de Dunkerque, 10. T.I.J. BOULEVARD DE LA TRONCHE 543-20-18 8, avenue du Trône, 12. T.I.J. TY COZ T.I.J. 42-55 11, St-Georges, 9. P./Dim.-lun. TY COZ 529-42-59 333, r. Vaugirard, 15. P./sam.-dim.
--	---	---

DINERS - SPECTACLES

LE PENTHÉON 524-45-50 52, r. du Cardinal-Lemoine, 5. T.I.J. ALCAZAR 52, rue de Valenciennes, 9. BARCELONA 594-47-06 9, rue Geoffroy-Marie, 9. T.I.J. L'ORÉE DU SOIR 723-64-02 Porte Maillot. LA BONNE FRANQUETTE 252-02-42 18, rue Sainte-Eustache, 18. LE MICAUD 570-7433. P./Dim. 11, rue Laflèche (av. Trudaine), 9.	LA BELUGA 723-70-05 66, rue François-Ier, 9. P./Dim. LA CHAMPAGNE 574-44-78 10 bis, place Clichy, 9. TERMINUS NORD 524-49-72 33, rue de Dunkerque, 10. T.I.J. BOULEVARD DE LA TRONCHE 543-20-18 8, avenue du Trône, 12. T.I.J. TY COZ T.I.J. 42-55 11, St-Georges, 9. P./Dim.-lun. TY COZ 529-42-59 333, r. Vaugirard, 15. P./sam.-dim.	LA BELUGA 723-70-05 66, rue François-Ier, 9. P./Dim. LA CHAMPAGNE 574-44-78 10 bis, place Clichy, 9. TERMINUS NORD 524-49-72 33, rue de Dunkerque, 10. T.I.J. BOULEVARD DE LA TRONCHE 543-20-18 8, avenue du Trône, 12. T.I.J. TY COZ T.I.J. 42-55 11, St-Georges, 9. P./Dim.-lun. TY COZ 529-42-59 333, r. Vaugirard, 15. P./sam.-dim.
--	---	---

DINERS DANSANTS

VILLA D'ESTE 517-78-44 4, rue Arène-Houssaye, 9.	A 30 h. 30, spectacle à 22 h. 30, avec Isabelle AUHÉRY, P.-J. VAILLARD, J. MEYER, Jean FREGAC, A. ASTOR. Menu suggestif 90. Vendredi, samedi et veilles de fêtes 100 F.
--	--

SOUPERS APRÈS MINUIT

GUY 4, rue de Valenciennes 533-57-61 Saint-Germain-des-Près. SOUPERS SPÉCIALISÉS Folies - Chauras - Caramels	LE PETIT ZINC 2, rue de Valenciennes (9) Ouv. Dim. 78-34 Surtout, Poissons, Vins de France.	CHEZ EDGAR 4, rue Marbeuf. 559-55-52 SPECIALITÉS de FOISSONS et FRUITS DE MER Grande Cuisine de Bordeaux. P./dim.
A L'ESCAROT MONTORGUEIL 38, rue Montorgueil (11) Ouvre tous les soirs - 230-53-51	MERVELLES DES MERS CHARLOT 11 128 bis, boulevard de Clichy (19) Son hôte d'honneur - Poissons.	LA CLOSURE DES LILAS 171, bd du Montparnasse. 328-70-30, 033-51-02. Au piano Yvan Meyer.
FLEPHANT BLANC 24, r. Vauv. P/Dim. Dîner. Souper aux chandelles MENU GASTRO à 42 F + v. et soe	JULIEN 14, rue de St-Sauveur. 770-12-06. Tous les soirs jusqu'à 1 h. 30 (et Dim.) 14, rue de St-Sauveur, 14.	DESSIRIER T.I.J. - 754-74-14. A. P. Paire (17) SPECIALITÉS DE L'ÉTOILE Poissons - Spécialités - Grillades
WEPLER 523-53-34 14, place Clichy. SON BANC D'OUTRAGES Poissons - Grillades - Caramels	LE PICHET 350-50-34. SPECIALITÉS ESPAGNOLES GRILLADES - FRUITS DE MER PATISSERIES PATISSANES.	TERMINUS NORD 524-49-72 T.I.J. Brasserie 1925 Spéc. alsaciennes 22, rue de Dunkerque, 10.
LE LOUIS XIV 3, bd St-Denis. 208-56-56 Surtout, Fruits de mer - Grillades Ouvert Dim. - Samedi et mardi.	BOFINGER A. Z. de la Bastille ARC. 87-42 Surtout, Fruits de mer - Grillades OUVERT DIM. - Samedi et mardi.	LE MUNICH 27, rue de Valenciennes. 559-55-52 Choucroute. Spécialités.

JEAN-PIERRE

Le danseur soviétique Youri Soloviev, dont l'agence Tass avait récemment annoncé la mort sans en préciser la cause (le Monde) dans 19-20 (janvier), ne serait ni décédé. Il était âgé de trente-sept ans.

JUSTICE

Les rapports avec la police

(Suite de la première page.)

Car il importe, dès maintenant, de savoir la « quantité d'avenir » que peut introduire dans le présent « pour donner à chacun une vie moins intolérable, et à la justice les raisons de ne pas douter d'elle-même, mais aussi de ne plus faire douter les autres. Ce sont donc principalement des questions de structures qui seront examinées ici, car on a l'impression depuis quelques semaines ou quelques mois d'être entré dans une ronde infernale, où plus rien n'est impossible. « Ce tout peut arriver. »

Faudrait-il réapprendre aux magistrats à dire non ?

Qu'en est-il réellement aujourd'hui des rapports entre la justice et la police ? Il n'y a pas la police judiciaire d'un côté et la justice de l'autre.

Je crois utile de rappeler quelques principes qui peuvent paraître techniques, mais qu'il faut conserver présents à l'esprit, étant donnée la confusion qui existe souvent en cette matière :

La police judiciaire est chargée de constater les infractions à la loi pénale, d'en rassembler les preuves et d'en rechercher les auteurs, « une fonction auxiliaire de la justice. La police administrative a pour objet de maintenir l'ordre public et la sûreté générale ».

Si les cadres divers qui composent la police judiciaire (officiers de police judiciaire, gendarmes et de la police) relèvent pour leur statut du ministère des armées ou du ministère de l'intérieur, et non de celui de la justice, les auteurs du code de procédure pénale, dans la partie résultant de la loi du 31 décembre 1967,

l'ontime l'ensemble du code le 3 mars 1969, ont estimé indispensable de les placer expressément sous une direction unique, celle d'un magistrat de l'ordre judiciaire, et non de celui de la République ou de l'État, tant qu'une information n'est pas ouverte ; c'est le juge d'instruction lorsqu'il a été saisi, les officiers de police judiciaire n'agissent plus alors que, sur délégation du magistrat, et sous sa seule autorité.

Ces principes ont été minutieusement étudiés et élaborés. Mais les auteurs du code de procédure pénale, voulant multiplier les précautions, car ils

connaissaient la force du courant contraire, ont encore placé les officiers de police judiciaire, dans chaque ressort de cour d'appel, sous la surveillance du procureur général et sous le contrôle de la chambre d'accusation, qui est une juridiction d'instruction du second degré, et qui peut leur interdire, à titre temporaire ou définitif, l'exercice des fonctions d'officier de police judiciaire.

Enfin, autre point essentiel, les officiers de police judiciaire, qui peuvent se faire assister dans les conditions définies par des agents de police judiciaire, sont tenus d'informer sans délai le procureur de la République des infractions dont ils ont connaissance — c'est la conséquence du pouvoir de direction reconnu au procureur de la République sur la police judiciaire et, dès la clôture de leurs opérations, ils doivent lui faire parvenir directement l'original... des procès-verbaux qu'ils ont dressés :

« contrôle » préalable du chef administratif du fonctionnaire ou du militaire de la gendarmerie. De même, lorsqu'une information a été ouverte, le juge d'instruction fixe le délai dans lequel les procès-verbaux dressés par l'officier de police judiciaire doivent lui être transmis.

Ainsi, cela est net et cela a été voulu par le Parlement, l'autorité administrative, en dehors des pouvoirs reconnus aux préfets en matière de crimes et délits contre la sûreté de l'État, mais seulement s'il y a urgence et la condition de se dessaisir dans les quarante-huit heures au profit du ministère public près la Cour de sûreté de l'État, n'a absolument pas à intervenir en matière de police judiciaire.

D'ailleurs, le décret du 20 mai 1963, modifié en 1968, sur l'organisation et le service de la gendarmerie, et dont la lecture est toujours riche d'enseignements, est tout aussi explicite : « Pour que l'action de l'autorité administrative ou celle de la justice ne soit pas entravée, il est précisé, à l'article 51, que la gendarmerie n'adresse des rapports ou ne jette des communications qu'aux autorités directement concernées : à l'autorité judiciaire, pour des faits qui sont de nature à motiver des poursuites ; à l'autorité administrative, pour les événements pouvant intéresser l'ordre public ou la sûreté générale ».

L'affaire Ben Barka...

Les textes avaient donc tout prévu. Il fallait absolument que soit respecté un principe essentiel, dont la sauvegarde est une garantie des droits de l'homme : éviter tout empiètement, d'où qu'il vienne, sur les pouvoirs de l'autorité judiciaire.

Et pourtant, très vite, va se révéler la force des habitudes, de la routine, du laisser-faire. Ainsi dans l'affaire Ben Barka ! Qu'on me permette quelques rappels indispensables qui, malgré leur schématisme, ne font pas oublier l'aspect dramatique de cette affaire : le 29 octobre 1965, vers 12 heures, Mehdi Ben Barka, leader de la gauche marocaine, est enlevé, à Saint-Germain-des-Près. Le

2 novembre est déposée une plainte avec constitution de partie civile par le frère de Mehdi Ben Barka, et le lendemain 3 novembre est ouverte une information dont est chargé le juge Louis Zollinger.

Le même jour, deux policiers ont avoué à leurs « supérieurs » avoir participé à l'action. La police n'a prévenu ni le juge d'instruction, soit autorité alors qualifiée, ni le procureur de la République, mais, et d'ailleurs sans le moindre retard, les autorités administratives, au mépris du principe de la séparation des pouvoirs. Ce n'est que le 11 novembre que les policiers impliqués ont été placés en état de garde à vue et entendus dans le cadre de la procédure régulière.

Les services de police judiciaire avaient laissé volontairement des magistrats, sous la direction desquels ils étaient placés, et dont ils tenaient leurs pouvoirs d'investigation, dans l'ignorance de constatations aussi essentielles. La vérité, à ce sujet, n'a d'ailleurs été révélée au magistrat instructeur que deux mois plus tard, le 14 janvier 1966, et non par les autorités de police, mais par l'un des inculpés.

Ainsi, dans une affaire d'une exceptionnelle gravité, les mécanismes prévus n'ont pas permis de donner à la justice la possibilité d'exercer sa mission avec la pleine liberté d'une manière absolue, impensable, désastreuse. Le libre jeu des institutions judiciaires avait été dérangé, délibérément.

On se rappelle, on imagine, l'effet qu'eurent de telles révélations, les « titres à la une » les commentaires des journaux. Le communiqué publié à l'issue du

...et le rapport Léon Noël

M. l'ambassadeur Léon Noël fut chargé par le gouvernement d'établir un rapport ; il le fit dans des délais rapides, après avoir effectué de nombreuses consultations, et suggéré des mesures dont certaines ont été introduites dans le code de procédure pénale par la loi du 9 juillet 1966 et le décret du 28 septembre 1966.

C'est ainsi qu'a été remaniée la liste des officiers de police judiciaire et que, pour renforcer leur lien avec le parquet, il a été prévu qu'ils ne peuvent exercer effectivement les attributions attachées à cette qualité, ni s'en prévaloir, que s'ils sont affectés à un emploi comportant cet exercice (1) et en vertu d'une décision du procureur général les y habilitant personnellement, que cette qualité, enfin, a été reconnue de plein droit, notamment aux personnes exerçant les fonctions de directeur de la police judiciaire afin de leur donner pleine conscience des responsabilités qui leur incombent.

L'ambassadeur Léon Noël suggéra aussi, en insistant sur l'importance de cette recommandation, dans laquelle il voyait la condition essentielle d'une collaboration convenable entre la police et la justice, de prendre toutes mesures pour que soit strictement appliquée l'obligation pour les officiers de police judiciaire de faire parvenir directement l'original des procès-verbaux qu'ils ont dressés. Et il ajoutait : « Il est malheureusement de notoriété publique que ces dispositions sont trop fréquemment négligées, les officiers de police judiciaire commettant, par priorité, sinon par ignorance, leurs chefs de service à l'égard de la justice, au lieu de leur adresser directement les communications qu'ils ont dressées, et au lieu de leur adresser directement les communications qu'ils ont dressées, et au lieu de leur adresser directement les communications qu'ils ont dressées ».

C'est ainsi que les articles R. 1 et R. 2 du code de procédure pénale, dans la rédaction qui leur a été donnée par le décret du 28 septembre 1966, prévoient que les officiers de police judiciaire, à l'occasion d'une enquête ou de l'exécution d'une commission rogatoire, ne peuvent solliciter ou recevoir des ordres ou des instructions que de l'autorité judiciaire, et que les instructions doivent leur être communiquées par divers opérations à cette autorité sans attendre la fin de leur mission.

On avait pensé que ces textes, qui précisent autant qu'il faut la dépendance absolue de l'officier de police judiciaire vis-à-vis de l'autorité judiciaire, empêcheraient ce que certains esprits peu exigeants appelaient des « bavardages ». La sanction éventuelle de ces prescriptions peut être soit une suspension ou un retrait de l'habilitation dans les conditions prévues par le décret du 31 décembre 1967, soit l'annulation de l'habilitation ou de militaires de la

conseil des ministres du 18 janvier 1966, au cours duquel le président de la République de l'époque a condamné sévèrement de telles pratiques, indiquant que le gouvernement avait décidé de réviser, notamment, les dispositions concernant les rapports des services de police avec la justice afin de mieux appliquer concrètement le principe intangible suivant lequel la police judiciaire s'exerce sous l'autorité de la justice.

gendarmerie auxquels cette habilitation est nécessaire pour l'exercice de leur fonction, soit, si le secret professionnel a été violé, l'application des dispositions des articles 11 du code de procédure pénale et 378 du code pénal. Mais on connaît les controverses qu'a soulevé le secret professionnel, fréquemment violé au stade de l'enquête : une commission composée de journalistes et de magistrats s'est réunie au ministère de la justice de 1971 à 1973, ses travaux n'ont abouti qu'à prendre la mesure des difficultés et des problèmes soulevés ; enfin, un projet de loi a été déposé en 1973 par le gouvernement, sur le bureau de l'Assemblée nationale ; il maintenait le secret de l'enquête et de l'instruction, mais rendait publics, sous certaines réserves, les débats devant la chambre d'accusation. Ce texte, qui aurait peut-être, au moins partiellement, coupé sur rendu moins sévère, a été abandonné, mais il n'a pas été repris, à ma connaissance, par les gouvernements postérieurs.

Ainsi, on ne peut qu'être surpris, et on ne peut qu'être surpris, de la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est, selon les termes de l'article 11 du code de procédure pénale, et les officiers de police judiciaire ne peuvent rendre compte à leurs investigations qu'aux autorités judiciaires dont ils relèvent.

Cette dernière proposition pose, nous l'avons dit, un principe essentiel, qui intéresse tous les citoyens et touche directement aux libertés individuelles. Les magistrats ont veillé à sa stricte application, et il incombe aux policiers de le respecter. Je sais d'ailleurs que l'immense majorité des magistrats ont le sens de ce principe, et que les commissaires et inspecteurs eux-mêmes — et ils l'ont fréquemment fait savoir par la voix de leurs syndicats respectifs — souhaitent une application stricte du code de procédure pénale, sur ce point comme sur d'autres. Nous nous devons de les encourager et de les aider en ce sens. Ils sont chargés de faire respecter la loi, ils doivent la respecter eux-mêmes, sans aucune restriction. Il leur faut absolument pour le crédit et l'autorité de la justice.

Et pourtant, malgré les auteurs du code de procédure pénale, malgré le rapport de l'ambassadeur Léon Noël, malgré les interventions législatives et réglementaires, il a pu se produire, à la fin de l'année 1965, une violation caractérisée des principes que nous avons rappelés. A nouveau, des policiers, au lieu de frapper la porte du juge d'instruction, au palais de justice, se sont rendus place Beauvau.

A l'occasion d'une affaire criminelle, on a pu entendre et voir à la radio et à la télévision, le 29 décembre 1965, peu après 18 heures, le ministre de l'intérieur et deux policiers parler d'une procédure qui était confiée à un juge d'instruction depuis quelques jours. On a dit que les policiers ont violé le secret professionnel. Sans doute, et aussi les articles R. 1 et R. 2 du code de procédure pénale. Mais sont-ils les plus responsables ? On a dit qu'une note anonyme de la chancellerie, diffusée le lendemain, était émise contre le grave manquement aux règles élémentaires qui avait été commis. Peut-être, mais pourquoi le ministère de la justice a-t-il agi à posteriori, alors que le 29 décembre 1965, à partir de 18 heures, le communiqué suivant a été diffusé sur les ondes à intervalles réguliers : « Le ministre de l'intérieur annon-

ce lui-même les résultats de l'enquête effectuée à la suite de l'assassinat de M. de Broglie, au cours d'une conférence de presse qu'il tiendra ce soir à 18 heures ».

Comment, ensuite, pouvoir s'étonner ?

Il est indispensable que les autorités cessent d'adopter un comportement qui ne peut que nuire au respect dû à la loi et qui, à la longue, risquerait d'être pris pour une volonté d'abaissement de la justice — qui ne serait qu'un « sous-produit » de la police — et un manque évident de considération envers la fonction de magistrat.

Sans doute le gouvernement va-t-il, une fois de plus, examiner les mesures à prendre pour éviter le renouvellement de tels faits. Quelques suggestions, ici, peuvent être faites :

a) Un climat de confiance doit enfin s'instaurer entre la justice et la police. C'est plus qu'un vœu pieux. C'est une nécessité. Un changement profond des attitudes et des mentalités de tous s'établit. Cela est possible, puisque la mesure des difficultés et des problèmes soulevés ; enfin, un projet de loi a été déposé en 1973 par le gouvernement, sur le bureau de l'Assemblée nationale ; il maintenait le secret de l'enquête et de l'instruction, mais rendait publics, sous certaines réserves, les débats devant la chambre d'accusation. Ce texte, qui aurait peut-être, au moins partiellement, coupé sur rendu moins sévère, a été abandonné, mais il n'a pas été repris, à ma connaissance, par les gouvernements postérieurs.

b) L'ambassadeur Léon Noël demandait dans son rapport que des magistrats participent aux commissions paritaires d'avancement et aux conseils de discipline intéressant les officiers de police judiciaire. Cette suggestion, qui a été reprise, a été suivie d'effet si elle n'a pas été suivie, quel qu'il soit, d'une part, que les magistrats sont déjà appelés à noter les officiers de police judiciaire et d'autre part, qu'il a été indiqué récemment que le nombre des sanctions disciplinaires prises annuellement n'est pas négligeable.

c) Le contrôle de la chambre d'accusation, prévu par les articles 224 et 229 du code de procédure pénale, sur les officiers de police judiciaire, pourrait devenir plus effectif.

d) Le rattachement complet, y compris sur le plan administratif,

de la police judiciaire à l'autorité judiciaire est envisageable. Cette idée n'est pas nouvelle. Elle a été souvent préconisée : en premier lieu, nous semble-t-il, dès 1898, par le professeur Emile Garçon. Dix ans plus tard, en 1908, après la création de la police mobile, à qui avait été donnée « la mission de second ordre, l'autorité judiciaire dans la recherche et la répression des crimes et délits de droit commun », mais n'en était pas moins placée sous l'autorité du ministère de l'intérieur, il écrivait : « Je ne suis pas moins sans inquiétude en constatant qu'un organe essentiel de la justice répressive est institué sous la dépendance du plus politique des ministères et que l'administration sera ainsi plus intimement mêlée à l'œuvre de la justice criminelle ».

Il a été parlé d'un tel rattachement lors des travaux de rédaction du code de procédure pénale et à l'occasion de l'affaire Ben Barka ; plusieurs personnalités qualifiées l'ont récemment encore proposé lors de leur audition par la commission sur les libertés instituée à l'Assemblée nationale. Certains disent que cette solution n'est pas réaliste. Il suffirait de le décider. Mais qu'on ne vienne surtout pas nous parler de réunir une commission pour étudier le rattachement administratif de la police judiciaire au ministère de la justice. Tout a été dit depuis près d'un siècle à ce sujet.

Il me paraît, en toute hypothèse, souhaitable que les liens indispensables entre les autorités administratives et les autorités judiciaires soient, à l'avenir, assurés, en matière de police judiciaire, par l'intermédiaire exclusif du procureur ou du juge d'instruction, éventuellement du parol des seigneurs ; c'est dire que la loi doit interdire expressément aux officiers de police judiciaire de rendre compte aux autorités administratives de leurs investigations, instituant ainsi à l'égard de l'autorité administrative un secret professionnel rigoureux. Car il faut enfin que ce qui s'est passé — ou se passe trop souvent — ne se reproduise plus.

La garde à vue

Une des questions qui a aussi donné quelque aigreur aux relations entre la police et la justice est le contrôle de la garde à vue par les autorités judiciaires.

Je ne m'étendrai pas sur ce problème, dont je veux seulement rappeler succinctement les principes et les applications pratiques.

La garde à vue, c'est-à-dire le maintien pour les nécessités de l'enquête, à la disposition de la police de personnes qui ne sont pas inculpées et ne font pas l'objet d'un titre de détention, a été introduite dans le code de procédure pénale par le décret du 28 septembre 1966. Cette application en vaut peut-être une autre. En légalisant la garde à vue, le législateur a entouré d'une réglementation étroite pour permettre à l'autorité judiciaire d'en contrôler plus facilement l'exercice.

En matière de droit commun, ce qui exclut les infractions contre la sûreté de l'État, la durée de la garde à vue, qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, est de vingt-quatre heures, ce délai pouvant être prolongé d'un seul nouveau délai de vingt-quatre heures par autorisation écrite du magistrat, procureur de la République ou juge d'instruction selon les cas, et éventuellement après audition par ce magistrat de la personne concernée.

Le code a prévu que les officiers de police judiciaire doivent mentionner sur le procès-verbal d'audition le motif de la garde à vue, la durée des interrogatoires et des intervalles de repos, dans le but d'éviter des auditions

(1) Si un fonctionnaire de police n'est appelé à exercer que des fonctions administratives, il est inutile et il peut même être nuisible de lui conférer la possibilité d'exercer des fonctions de police judiciaire.

Pierre Arpaillange.

Prochain article :

FLAGRANTS DÉLITS

ET COUR DE CASSATION

PATRICK HENRY

L'avocat général re

De son

Trois... Quant à

Henry... une brève

« quoi... on ne s'en

Ce fait... une dé

M. Fraiss... dément

sident... parce que

ce n'est pas des

fait Patrick Henry... de

horrible. Deux

ranche, de la

C'est à l'issue

à requies, ce

contre l'accus

de la Patrick Henry

« Pas d'abord

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

« L'Assemblée

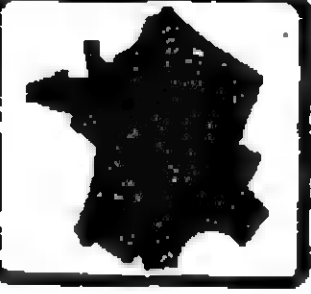
NCE //

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

La ligne	La ligne TC
L'IMMOBILIER	28,00
"Placards encadrés"	34,00
Double insertion	38,00
"Placards encadrés"	40,00
L'AGENDA DU MONDE	28,00
	32,03

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

Pour une importante Société d'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES INDUSTRIELS, située dans l'EST de la France, nous recherchons des Hommes de Valeur pour les postes suivants :

DELEGUES COMMERCIAUX "Siderurgie" et "Cimenteries"

(Réf. 1.01.11M et 1.01.07M)

Exigences : Ingénieurs de haut niveau, 35 ans et plus, bien introduits Administrations, B.E., Ingénierie, Siderurgie, Cimenteries. Capables développer marchés existant et négocier affaires de premier plan. Aptes à voyager. Langue anglaise souhaitée.

DELEGUE COMMERCIAL "PARIS"

(Réf. 1.01.08M)

Le titulaire de ce poste sera le correspondant du Directeur Commercial au niveau de Paris. Il sera plus particulièrement chargé de la négociation d'affaires très importantes et à ce titre devra posséder un très haut niveau (B.E., Centrale, etc.). Le sens des affaires, le goût de la négociation, un haut standing sont exigés.

ANIMATEUR COMMERCIAL

(Réf. 1.01.10M)

Marchés Electriques Français. Exigences : Ingénieur électricien 30 ans et plus, Meneur d'hommes, capable animer Ingénieurs commerciaux, connaissant bien les marchés et les perspectives d'investissement.

CHEF DE CENTRE DE TRAVAUX

(Réf. 1.01.03M)

Région Champagne Ardennes. Exigences : 35 ans et plus, Ingénieur électricien ou autodidacte, sans commercial, aptitude à la gestion, commandement.

INGENIEUR DE PRODUCTION

(Réf. 1.01.05M)

Exigences : 35 ans et plus, expérience de plusieurs années dans un poste d'ingénieur de chantiers ou dans une activité de production branche Installations ou Constructions Electriques avec organisation de chantiers.

INGENIEUR DE TRAVAUX

(Réf. 1.01.06M)

Construction de lignes Métropole et export. Exigences : 35 ans et plus, Ingénieur diplômé (BSE, AM, INSA) langue anglaise, ayant dirigé construction lignes T.H.V., Postes et M.T. Sejours fréquents à l'Etranger. Aptitude à négocier avec sous traitants Grandes entreprises, administrations.

RESPONSABLE ETUDES DE MARCHES

(Réf. 1.01.15M)

Exigences : Ingénieur diplômé, 30 ans et plus, connaissances prouvées marchés de biens industriels ; langue anglaise appréciée.



Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement. Tous les postes exceptés réf. 1.01/08M et 1.01/03M sont situés dans une grande ville de l'Est. Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo + références + souhait rémunération à INFORTE (Conseils) Rue Lesdiguières - 38640 CLAIX Bureaux de Paris : 45 rue Boissy d'Angles - 75008 PARIS

groupe infora - conseils de direction

IMPTÉ SOCIÉTÉ RÉGION LYONNAISE

recherche

CHEF DE PRODUITS

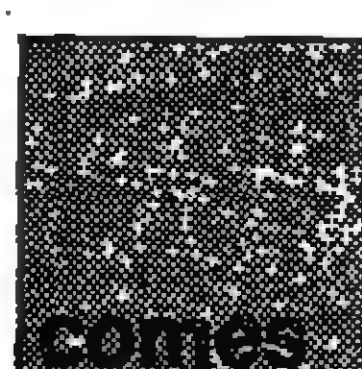
REVÊTEMENTS DE SOL

Il devra :

- prendre, après adaptation à l'entreprise, la responsabilité du développement des produits de revêtement de sol
- assurer l'ensemble des tâches de vente : chefs de vente et représentants
- préparer avec le Directeur Commercial la politique de développement des produits
- appliquer la politique de développement après son acceptation par la Direction
- réaliser ou faire réaliser toutes les études nécessaires à la connaissance du marché et de son évolution prévisible.

Il aura :

- une formation commerciale supérieure
- une bonne connaissance des méthodes modernes de commercialisation
- une solide expérience d'animation commerciale (5 à 10 ans), de préférence en revêtements de sol.



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et présentations au Département Recrutement du COMES, 18, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous réf. 1221). Discretion absolue et réponse assurée.

CONTRÔLEUR DE GESTION

30 ans minimum Formation supérieure EXPERIMENTÉE

Désirant des RESPONSABILITES de haut niveau dans une entreprise internationale Nous recherchons

CRÉS 11, place A-Briand, 40001 Lyon

CRÉS 11, place A-Briand, 40001 Lyon

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON

recherche

POUR SA DIRECTION DU PERSONNEL ET DES RELATIONS SOCIALES

UN(E) CHARGE(E) D'ETUDES

En vue d'assister le Directeur pour toute mission d'études et de réalisation relative à la gestion du personnel.

PROFIL : Niveau d'études supérieures Age : 30 ans minimum Expérience nécessaire de la fonction personnelle.

Ecrire avec C.V. et photo à Monsieur le Directeur du Personnel et des Relations Sociales - Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon - 20 rue de la Bourse 69002 - LYON

Importante Société Electromécanique SAVOIE

recherche

Ingénieur Chef d'Entretien

d'une usine à feu continu. Formation : Centrale, A et M ou équivalent. Expérience : 5 ans environ, acquise dans sidérurgie ou industrie lourde. Aptitudes reconnues au commandement et aux contacts humains. Logement assuré.

Env. lettre man. C.V. détaillé, photo récente et rémunération envisagée sous réf. M 189/A, à : AXIAL Publ. 31, rue St-Honoré, PARIS (8*), qui tr.

Importante entreprise de la région bordelaise recherche

COLLABORATEUR

attaché à la Direction administrative. Formation juridique, théorique et pratique (droit des sociétés, notamment). Eventuellement connaissances financières et comptables. Expérience 3-4 ans minimum. Ecrire avec C.V. sous n° 8 277 « le Monde » Publiété 2, rue des Italiens, 75421 PARIS (8*).

offres d'emploi

AUCHAN

30 hypermarchés - C.A. en 1976 : 4 milliards Progression annuelle C.A. : 40 % depuis 10 ans prépare l'ouverture de 4 nouvelles unités et recherche

10 RESPONSABLES COMMERCIAUX

autodidactes, jeunes universitaires ou professionnels de la distribution.

LA FONCTION :

- Assumer la responsabilité d'une partie du magasin ou d'un service du magasin, c'est-à-dire : Définition et application de la politique commerciale.
- Fixation de ses objectifs commerciaux et de rentabilité (C.A., marge, frais).
- Embauche et formation de son personnel.

L'HOMME :

- Il devra : Etre commerçant, c'est-à-dire savoir bien acheter, bien vendre les gammes de produits qu'il aura définies.
- Etre meneur d'hommes, c'est-à-dire former, animer, dynamiser son équipe ;
- Etre gestionnaire de ses produits ;
- Etre capable de fournir des efforts physiques ;
- Avoir une intelligence au service du concret.

Vous serez jugé sur la réalisation de vos objectifs. Votre évolution et votre promotion seront directement liées à votre efficacité individuelle.

- Si la distribution moderne vous intéresse.
- Si vous recherchez un métier vivant et passionnant.
- Si vous voulez prendre des responsabilités.

Ecrivez-nous, en joignant C.V. détaillé, photo et présentations à :

- O. DUBRULLE, directeur régional, AUCHAN, avenue Joffre, 94120 ZUP de FONTENAY-SOUS-BOIS ;
- J.-Y. DUPREZ, AUCHAN, avenue Joffre, 94120 ZUP de FONTENAY-SOUS-BOIS ;
- J.-P. SANSON, AUCHAN, place Charra, 92400 COURBEVOIE ;
- F. LECLERCQ, AUCHAN, Centre Commercial Régional, 45140 SAINT-JEAN-DE-LA-ROCHE ;
- M. FARCY AUCHAN, avenue de Verdun, 45100 OLIVET.

GRUPE INFORMATIQUE INTERNATIONALE PROCHE BANLIEUE SUD PARIS

RECHERCHE

pour son DEPARTEMENT CALCUL SCIENTIFIQUE

JEUNES INGENIEURS ou DEBUTANTS

GRANDE ECOLE (CENTRALE, SUP. AERO, etc.)

LIBRE RAPIDEMENT.

pour études de mécanique appliquée sur ORDINATEUR (NUCLEAIRE, AEROSPATIAL, GENIE CIVIL ET MECANIQUE). ANGLAIS COUBANT INDISPENSABLE.

Envoyer C.V. et prêt à : ENGINEERING SYSTEM INTERNAT. SILIC 270 - 94150 RUNGIS - CEDEX

offres d'emploi

Société commercialisant du matériel de TRAVAUX PUBLICS

recherche

UN ASSISTANT

jeune et dynamique

pour second

un chef de ventes

En dehors des capacités d'un bon vendeur, il doit pouvoir se déplacer fréquemment dans toute la France.

Après succès satisfaisant aura la possibilité de passer à la direction.

Ecrire avec réfer. détaillées, photo et prétentions, à :

LACAZE CONSEILS, 17, rue Saint-Sever, 75005 PARIS.

URGENT CHANTIERS REPARATIONS NAVALES AFRIQUE FRANCOPHONE recherche

ON 1

DIRECTION

de l'un de ses ateliers

Ad. C.V. et prêt. à M. VILLER, B.P. 2100 ARJAN, COTE D'IVOIRE

500 industrielle en expansion, 300 personnes, Montreuil-lez-Tours, recherche

CHEF COMPTABLE

rattaché au directeur financier, resp. du serv. compt. générale, analytique et trésorerie courante.

Env. C.V. détaillé et prêt, à :

RECOPIATEURS (FRANCE) bonne présentation et dynamique pour ventes et location. Gros %.

Ambiance. Travail agréable. Se présenter SETIMO, 9, boulevard de Reilly, - PARIS (XIII).

Vendredi 21, de 10 à 12 heures.

REPUBLIQUE GABONAISE recrute pour affectation en province vingt praticiens dans les disciplines suivantes :

- 6 chirurgiens ;
- 6 pédiatres ;
- 7 ométiens ;
- 1 radiologue.

Adresser les candidatures avec C.V. à l'ambassade du Gabon, 25, av. Raphaël, Paris-16.

Téléphone : 724-744, poste 2.

SOCIÉTÉ DE SERVICES

Leader dans sa branche

Filiale Groupe International (Grande consommation) recherche

CHEF DE PUBLICITÉ

3 à 5 ans expérience

Agences ou annonceurs

(Grande consommation ou industrie de luxe)

Envoyer curriculum vitae avec lettre manuscrite, photo et salaire actuel sous n° 94208 à COMTESSE Publiété, 20, av. de l'Opéra, Paris (1*), qui trans.

Discretion assurée

DIGITAL EQUIPMENT

Le plus grand constructeur mondial de mini-ordinateurs continue son développement dans tous les domaines d'application.

Nos services européens recherchent un

spécialiste du marketing pour les télécommunications

Ses responsabilités consisteront à :

- apporter un support technique et marketing à la force de vente dans l'industrie des télécommunications.
- coordonner notre stratégie de vente.

Le candidat idéal devra avoir :

- 2 ans ou plus d'expérience en marketing, support ou vente pour l'industrie des télécommunications ;
- une solide formation technique en télétravail ;
- anglais courant, allemand souhaité.

Situé à Paris, ce poste implique de nombreux contacts clients et des voyages en Europe.

Si vous êtes prêts à saisir cette opportunité, présentez votre candidature avec prétentions, sous réf. TEL2 à :

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

Direction du personnel

18, rue Saarlouis - Silic 225

94528 RUNGIS CEDEX

digital

DEALER CATERPILLAR COTE-D'IVOIRE

recherche

PARTS AND SERVICE MANAGER (RESPONSABLE DU SERVICE APRES-VENTE)

Il devra regrouper les activités de l'atelier de réparations et du magasin de pièces détachées pour en harmoniser la gestion

- 35 ans minimum
- Diplôme d'ingénieur A et M ou équivalent
- Bonne connaissance de l'anglais.
- Maîtrise de la vente de services
- Expérience analogue souhaitée dans le domaine T.P. ou biens d'équipement.

Envoyer lettre man. avec C.V. sous numéro 94.232.

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet - 75116 PARIS

SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA

C.A. : 450 millions de francs. Effectif : 2300 pers.

Grande entreprise d'hydraulique en France et à l'étranger. Préfabrication canalisations béton armé et béton précontraint. Recherche pour son

SERVICE ETUDES ET PROJETS PARIS

JEUNES INGENIEURS

PONTS, MINES, CENTRALE PARIS

Ces postes conviennent à des ingénieurs désireux d'évoluer vers d'autres fonctions (Production, Commercial, Travaux) pour déboucher à terme sur responsabilités plus étendues en France ou à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et photo à Société des Tuyaux Bonna - B.P. 37105 - 75385 PARIS Cedex 06.

La ligne	La ligne TC
L'IMMOBILIER	28,00
"Placards encadrés"	34,00
Double insertion	38,00
"Placards encadrés"	40,00
L'AGENDA DU MONDE	28,00
	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

francos angel

recherche

CONTROLLER

Envoyez 30.000 F

pour 100.000 F

de travail

à l'étranger

ou en France

après 10 ans d'expérience

en tant que

responsable

de la

production

ou de la

vente

de produits

industriels

ou agricoles

ou de services

ou de travaux

ou de maintenance

ou de réparation

ou de construction

ou de fabrication

ou de distribution

ou de transport

ou de stockage

ou de traitement

ou de transformation

ou de conditionnement

ou de emballage

ou de déballage

ou de nettoyage

ou de maintenance

ou de réparation

ou de construction

ou de fabrication

ou de distribution

ou de transport

ou de stockage

ou de traitement

ou de transformation

ou de conditionnement

ou de emballage

ou de déballage

ou de nettoyage

ou de maintenance

ou de réparation

ou de construction

ou de fabrication

ou de distribution

ou de transport

ou de stockage

ou de traitement

ou de transformation

ou de conditionnement

ou de emballage

ou de déballage

ou de nettoyage

ou de maintenance

ou de réparation

ou de construction

ou de fabrication

ou de distribution

ou de transport

ou de stockage

ou de traitement

ou de transformation

ou de conditionnement

ou de emballage

ou de déballage

</

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

offres d'emploi

nicholas angel
La filiale française appartenant à un puissant groupe multinational, spécialisée dans la construction de biens d'équipement (mécanique) en pleine expansion, recherche un **CONTROLLER**
PME Paris-Ouest Environ 85.000 F
Responsable financier sous l'autorité directe du Directeur Général, il superviser une équipe de 5 personnes et prendra en charge tous les aspects financiers et comptables. Il sera chargé de la préparation des états financiers, des relations bancaires, et du contrôle budgétaire. Il aura à mettre en place les systèmes comptables adaptés à la rapide croissance de la société.
Le candidat devra posséder : une bonne formation comptable, niveau DECS ou une expérience d'au moins 3 ans acquise dans une société, de préférence anglo-saxonne et une capacité prouvée à diriger une équipe et une bonne connaissance de la langue anglaise.
Ce poste offre de réelles perspectives de carrière pour un candidat de valeur, jeune et dynamique. Envoyez votre CV avec lettre manuscrite en indiquant votre salaire annuel sous référence 77201 à NICHOLAS ANGEL, 140, rue St-Honoré 75001 PARIS

SOCIÉTÉ MOYENNE BANLIEUE EST DE PARIS
2 Usines - 150 Personnes
activité industrie mécanique
recherche

JEUNE INGÉNIEUR
Grandes Ecoles, Centrale, Arts et Métiers, E.C.A.M. ayant 2 ans d'expérience au moins des méthodes de fabrication et logistiques.
— Il aura obligatoirement le goût des problèmes de fabrication, du caractère et le goût du commandement ;
— Une formation complémentaire en gestion est indispensable ;
— Le désir de faire évoluer une Société à un tournant décisif.
— Nous offrons la possibilité d'accéder à des fonctions de direction générale à long terme et immédiatement la direction complète des fabrications et de la logistique.
Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo sous n° 89.682 à BUREAU PUBLICITE 17, rue du D-Label, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

ASSISTANTS DE GESTION
Société d'ingénierie et de construction d'ensembles industriels de 2800 personnes, nous étudions et réalisons des équipements lourds aux longs cycles de fabrication dans une technique de pointe. Renforcez nos méthodes et moyens de contrôle de gestion mis à la disposition des opérationnels (il s'agit d'un contrôle de gestion par projet, programme, centre d'activité), notre Direction du contrôle de gestion et nos directeurs de division recherchent plusieurs cadres :
— motivés par les objectifs ainsi que par les modes et relations de travail qu'implique le rôle fonctionnel du contrôle de gestion,
— possédant une expérience déjà confirmée de la fonction en milieu industriel et ayant acquis au-delà d'une formation supérieure, une solide connaissance pratique de l'entreprise.
Ecrire à No 94187, Contasse Publiée, 20 av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmet.

IMPORTANT GROUPE DE SERVICES
recherche
CONTROLEUR DE GESTION
Sup. de Co. ou ESSEC, 1 à 3 ans d'expérience en contrôle de gestion ou Audit.
Il se verra confier la mise en place du contrôle de gestion des FILIALES FRANÇAISES
Ce poste nécessite des qualités créatives et le sens des contacts.
Adressez C.V. détaillé et prétentions s/réf. 6.370 à P. LICHAU, 10, r. Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

Importante Société de Mécanique
recherche
pour postes production
• POUR USINE NORMANDIE :
INGÉNIEUR
28 ans minimum
• POUR USINE RÉGION PARISIENNE :
INGÉNIEUR
34 ans minimum
DIPLOMÉS A.M. ou E.C.P.
Ecrire avec C.V. et prétentions n° 94.084 CONTEXTE Publiée, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE GENIE CLIMATIQUE
recherche
INGÉNIEUR TECHNIQUE-CCIAL
Possédant 3 ans minimum d'expérience dans même activité.
Envoyer C.V. et prétentions à :
N° 7. 097.807 M. REGIS-PESSÉ,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CABINET DE CONSEILS DE DIRECTION EN
recherche de cadres
souhaite coopter un nouveau
CONSULTANT
Il est indispensable d'avoir une bonne aptitude au recrutement et au travail en petite équipe, et de disposer de relations au niveau des Directions Générales d'Entreprises.
Ecrire sous référence 6212 à
KTP 31, Bd BONNE NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra

TRADUCTEURS ARABES
UNESCO
organiser, en mai 1977, dans plusieurs capitales arabes et européennes, un concours de traduction en langue arabe en vue d'établir une liste de traducteurs qualifiés, auxquels il pourra être proposé des postes vacants ou des engagements temporaires à la Section de Traduction arabe de l'Unesco à Paris.
Les candidats devront être titulaires d'un grade universitaire et être capables de traduire de l'anglais et du français vers l'arabe. Limite d'âge : 50 ans. Au-delà de cet âge, les candidats ne peuvent concourir pour être engagés exclusivement à titre d'auxiliaires temporaires.
Les demandes d'inscription, accompagnées d'un C.V. détaillé et de la copie des diplômes obtenus par les candidats, devront parvenir à l'Unesco, place de Fontenay, 12700 Paris, Bureau 2102, avant le 17 février 1977.

40 ans
Un âge d'or qui vaut de l'argent
40 ans
Une plénitude qui fait le poids
40 ans
(minimum)
Une expérience qui vaut son pesant d'or.
La vente n'est pas seulement l'apanage des jeunes loups. Et un jeune loup peut avoir 40 ans. Il est chef de meute. Nous sommes décidés à miser sur votre maturité, votre sérieux, vos relations d'homme expérimenté.
La formation, les produits, l'image de marque que nous vous apportons sont de premier ordre et vous permettront d'atteindre des revenus encore supérieurs à ceux qu'un homme de votre trempe est en droit d'attendre.
Si vous êtes de ceux qui jugent que la vraie jeunesse commence à 40 ans, si vous acceptez de nous faire bénéficier de vos expériences, nous vous attendons dans notre équipe. Vous y trouverez la place que vous méritez.
Envoyer lett. manuscrite à PUBLI-BANS réf. AG 245 13, rue Marivaux, 75002 PARIS, qui transmettra (Merci de bien vouloir préciser la référence)

Radio Monte Carlo
recherche pour son département
Études et Développement
ASSISTANTE MARKETING
ayant une formation type E.S.C. ou une première expérience dans un service média.
envoyer C.V. et prétentions, à J. B. Mourier, RMC, 146 Champs-Élysées 75008 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE
ÉQUIPE D'UN S.E. 65/68
POUR SON SERVICE
DES ÉTUDES INFORMATIQUES À PARIS
recherche
UN JEUNE ANALYSTE PROGRAMMEUR
(LIBRE SERVICE MILITAIRE)
FORMATION
I.U.T. ou ÉQUIVALENT
PRATIQUE COBOL
Adressez C.V. succinct et photo (rendus) sous référence n° 6.216 à
KTP 31, Bd BONNE NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra

Superviseur de forage
pour travaux en France et à l'étranger :
— Baccalauréat et I.U.T. (ou équivalent) nécessaires ;
— Connaissances anglaises ;
— Personne jeune.
Ecrire avec C.V. détaillé Service Relations Sociales
ESSO REP
B.P. N° 7 - 93271 BREGES.

L'UN DES PRINCIPAUX FABRICANTS FRANÇAIS DE MOBILIER DE BUREAU
recherche
pour son département
VENTES AUX GRANDES ENTREPRISES
UN NÉGOCIATEUR EXPORT
(60.000 F par an et plus)
— de négocier à l'exportation des contrats importants avec les responsables de grandes sociétés ou d'administration, avec les architectes et les promoteurs.
DE FORMATION SUPÉRIEURE E.S.C. ou équivalente, connaissant bien l'anglais et le français, il doit posséder une expérience de 3 ans dans la vente à l'export.
Envoyer C.V., manuscrit et photo : C.N.P.G., 105, av. Victor-Hugo, 75016 PARIS Réf. 88-27 E.X.

ODE MARQUE JAPONAISE
N.H.P. - T.E.L. - RADIO
recherche
RESPONSABLE MAGASIN
VENTE DÉTAIL
GROS CHIFFRES D'AFFAIRES
HAUT SAL. FIXE + COMMISSION
SÉRIEUSES RÉF. EXIG. EXP. 3 ANS DS. PROFES.
Envoyer C.V. et prétentions à Editions R.P. Service 100 54, rue de la Fontaine-au-Roi, 75011 PARIS, qui transmettra.

SOPRIM INTERSUP
recherche d'urgence
10 HOMMES SYSTÈME sur matériel IBM 370/158 à OS V/SI, IMS pr. partic. proj. TP ; 30 ANALYSTES PROGRAMMEUR matériel IBM niveau 145/158 sous OS langage PLI pr. concevoir et réaliser les applications de gestion ; 30 1. PUPITREUR confirmé sur matériel IBM 145 sous OS. Travaux en 3 x 8 ; 40 SUPERVISEUR de travaux courant fort et faible pour installation. Salaire ordinateur clé en main. Pour tous ces postes, téléphone : 227-92-51, pour R.V.

INGÉNIEUR DE VENTES
Si vous êtes un vendeur dynamique, vous pouvez prouver vos qualités de physicien en vous joignant à notre équipe pour vendre des instruments de recherche scientifique (organique moléculaire). Anglaise de l'art, partie indispensable. — Société région Ouest de Paris. Adressez : BLEU, 17, RUE LEBEL, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

THOMSON-BRANDT
rech. par département
Sous ses divisions
SERV. EXPORTATION
2 INGÉNIEURS COMMERCIAUX
Les postes requièrent :
— Une formation technique de base : électronique, électromécanique ;
— 3 à 5 ans d'expérience technico-commerciale ;
— Des qualités de vendeur et esprit d'équipe.
— Anglaise nécessaire, seconde langue souhaitée.
Envoyer C.V. avec prétentions (C.V., Boîte Postale 66 92133 Issy-les-Moulineaux) Groupe français, vocation export, recherche pour filiale engineering Paris JEUNE **CHEF COMPTABLE** niveau B.P. - D.E.C.S. connaissances T.V. comptabilité, anglais courant, poste stable et évolution assurée si énergique et compétente. Ecrire avec C.V., photo et prétentions n° 6.370, 10, rue Louvois, 75003 PARIS, Cedex 02, qui transmettra.

ASSISTANT DIRECTION
Disponibilité motivations, expérience pédagogique. Allemand ou anglais indispensable. Logé et nourri. Ecr. s/réf. 7.322 à P. LICHAU, 10, r. Louvois, 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra avec C.V.
MUTUELLE GÉNÉRALE DES P.T.T. - PARIS-13
matériel IBM 370/158 DOS/V5 recherche **PROGRAMMEUR** 2 ans d'expérience min. COBOL ANS indispensables. Env. C.V. et photo n° 94.379 Contasse Publiée, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

104 - 304 - 504 - 604
EX-77 70.000 km. bon et. Auto-Paris XV, 52-46-45, 63, rue Desnouettes, PARIS-19^e.
POLSKI FIAT
16.950 F EN MAIN
CONCESSIONNAIRE
11 - Mirbel Paris-Se 336.38.35
Vos GS, 1977, 70.000 km, bon et. Pris Argus à déduction. Tél. : 975-92-45, heures bureau.

GS BREAK 1976 19.800 F
Part. vd PORSCHE 911 S 40, 60, 90, 120, 160, 200, 280, 356, 911, 917, 930, 944, 955, 960, 968, 970, 977, 980, 988, 990, 992, 994, 996, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 224

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 10	La ligne 15
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,75
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

annonces CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne 10	La ligne 15
"Placards encadrés"	30,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	33,08

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

VOUS CHERCHEZ UN APPARTEMENT ?
INFORMATION LOGEMENT
525 25 25
 Un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat.
 Un service entièrement gratuit

Centre Etoile
 49, avenue Kléber, 75116 Paris
 525.25.25

Centre Nation
 45, Cours de Vincennes,
 75020 Paris 371.11.74

Centre Maine
 210, avenue du Maine,
 75014 Paris 539.22.17

appartem. achat

Recherche 3-4 pers, confort ou possib. 19, 19, 17. Téléphone, heures bureau, Hissou, 225-64-18.
 Part. achète 2 Plac., parking, Tour Front de Seine au Salade, paie comptant, décision instantanée et prix raisonnable. VAIS-BAIRE, 6339 SAVAT-VOLVING, Tél. : (75) 88-41-44, après 20 h.

Reck PARIS, 16, 7e arrdt, 20 ans clients, app. les surfaces et immeubles. Paiement compt. Jean FEUILLEADE, 54, av. de la Motte-Picquet (151), T. 56-00-75.

appartements occupés

A vendre, 2, Val-de-Grâce, 16, rue Flatters, 3 P., bon imm., 50 m², calme, soleil, 72-91-47, le matin. Visite, samedi, 10 à 12 h.

constructions neuves

INVESTISSEZ
CENTRE TOURS IMMOBILIER
PX MOYEN : 3.400 F LE m²
PARK, 55-501-COMPRIS

GARANT. LOCATION
 2 ans
 PRETS SPECIAUX P.I.C.
 SAUTARD IMMOBILIER
 12, M. MALESHERBES, Paris-8
792-28-13
 DU LUNDI AU VENDREDI

possibilité location

ET GESTION PAR NOS SOINS
 PRIX NON NEGOCIABLES
 DES LA RESERVATION

XIII TOLBIAC
 dans un quartier calme
 petit immeuble
 habitation 2e trimestre 1977.
 - 2 pièces 38 m² + 38 m²
 terrasse, P.I.C. : 270-28-13
 - 3 pièces 60 m², P.I.C. 330-00-00
 M. CHATELAIN-VINCENT
 Studio-villas cuisines.
 Habitables : 2 et 3 pièces.
 COURBEVOIE
 Living double 304.000 F.
 Habitables immédiates.
 IMMOBILIER FRIEDLAND
 41, av. Friedland, 325-32-73.

maisons individuelles

GARONS - MIMES
 A vendre dans LOTISSEMENT
 DEUXIEME TRANCHE
 PAVILLONS 5 ET 6 PIECES
 PRIME
 VISITE SUR PLACE
 Rue des Allées de 9 à 12 h.
 SAMEDI ET DIMANCHE
 de 9 à 12 h. et 14 à 17 h.
 Téléphone : 87-96-31

maisons individuelles

MONTREUIL, près Bazouais
 A vendre dans LOTISSEMENT
 industriel avec bureaux, le tout
 loué à bail 150.000 F par an
 avec 1.200 m² environ.
 Conseil France-Nade, 110, bd de
 Sébastopol, Paris-8 - 807-07-34.

USINE EQUIPEE, MILITAIRE
 tout/cour, région COTE D'AZUR.
 800 m² atelier, 300 m² dépend.
 15 m habitation, meub. récept.
 réfect., écrits HAVAS
 TOULON 17.133.

maisons individuelles

Garçons - Mimes
 A vendre dans LOTISSEMENT
 DEUXIEME TRANCHE
 PAVILLONS 5 ET 6 PIECES
 PRIME
 VISITE SUR PLACE
 Rue des Allées de 9 à 12 h.
 SAMEDI ET DIMANCHE
 de 9 à 12 h. et 14 à 17 h.
 Téléphone : 87-96-31

maisons individuelles

MONTREUIL, près Bazouais
 A vendre dans LOTISSEMENT
 industriel avec bureaux, le tout
 loué à bail 150.000 F par an
 avec 1.200 m² environ.
 Conseil France-Nade, 110, bd de
 Sébastopol, Paris-8 - 807-07-34.

USINE EQUIPEE, MILITAIRE
 tout/cour, région COTE D'AZUR.
 800 m² atelier, 300 m² dépend.
 15 m habitation, meub. récept.
 réfect., écrits HAVAS
 TOULON 17.133.

maisons individuelles

Garçons - Mimes
 A vendre dans LOTISSEMENT
 DEUXIEME TRANCHE
 PAVILLONS 5 ET 6 PIECES
 PRIME
 VISITE SUR PLACE
 Rue des Allées de 9 à 12 h.
 SAMEDI ET DIMANCHE
 de 9 à 12 h. et 14 à 17 h.
 Téléphone : 87-96-31

maisons individuelles

MONTREUIL, près Bazouais
 A vendre dans LOTISSEMENT
 industriel avec bureaux, le tout
 loué à bail 150.000 F par an
 avec 1.200 m² environ.
 Conseil France-Nade, 110, bd de
 Sébastopol, Paris-8 - 807-07-34.

USINE EQUIPEE, MILITAIRE
 tout/cour, région COTE D'AZUR.
 800 m² atelier, 300 m² dépend.
 15 m habitation, meub. récept.
 réfect., écrits HAVAS
 TOULON 17.133.

maisons individuelles

Garçons - Mimes
 A vendre dans LOTISSEMENT
 DEUXIEME TRANCHE
 PAVILLONS 5 ET 6 PIECES
 PRIME
 VISITE SUR PLACE
 Rue des Allées de 9 à 12 h.
 SAMEDI ET DIMANCHE
 de 9 à 12 h. et 14 à 17 h.
 Téléphone : 87-96-31

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,
 12 ch. imm., 2.400 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

16e, 4, rue MICHELANGE
 Beau 5 p., standing, tél.,
 corps de 100 m², 2.800 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,
 12 ch. imm., 2.400 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

16e, 4, rue MICHELANGE
 Beau 5 p., standing, tél.,
 corps de 100 m², 2.800 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,
 12 ch. imm., 2.400 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

16e, 4, rue MICHELANGE
 Beau 5 p., standing, tél.,
 corps de 100 m², 2.800 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,
 12 ch. imm., 2.400 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

16e, 4, rue MICHELANGE
 Beau 5 p., standing, tél.,
 corps de 100 m², 2.800 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,
 12 ch. imm., 2.400 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

16e, 4, rue MICHELANGE
 Beau 5 p., standing, tél.,
 corps de 100 m², 2.800 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,
 12 ch. imm., 2.400 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

16e, 4, rue MICHELANGE
 Beau 5 p., standing, tél.,
 corps de 100 m², 2.800 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,
 12 ch. imm., 2.400 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

16e, 4, rue MICHELANGE
 Beau 5 p., standing, tél.,
 corps de 100 m², 2.800 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,
 12 ch. imm., 2.400 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

16e, 4, rue MICHELANGE
 Beau 5 p., standing, tél.,
 corps de 100 m², 2.800 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,
 12 ch. imm., 2.400 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

16e, 4, rue MICHELANGE
 Beau 5 p., standing, tél.,
 corps de 100 m², 2.800 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,
 12 ch. imm., 2.400 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

16e, 4, rue MICHELANGE
 Beau 5 p., standing, tél.,
 corps de 100 m², 2.800 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,
 12 ch. imm., 2.400 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

16e, 4, rue MICHELANGE
 Beau 5 p., standing, tél.,
 corps de 100 m², 2.800 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,
 12 ch. imm., 2.400 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

16e, 4, rue MICHELANGE
 Beau 5 p., standing, tél.,
 corps de 100 m², 2.800 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,
 12 ch. imm., 2.400 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

16e, 4, rue MICHELANGE
 Beau 5 p., standing, tél.,
 corps de 100 m², 2.800 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,
 12 ch. imm., 2.400 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

16e, 4, rue MICHELANGE
 Beau 5 p., standing, tél.,
 corps de 100 m², 2.800 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,
 12 ch. imm., 2.400 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

16e, 4, rue MICHELANGE
 Beau 5 p., standing, tél.,
 corps de 100 m², 2.800 F + ch.
 Visite vendredi 14 h à 16 h.
COURTOIS

locations non meublées

Paris

JASMIN SUR JARDIN
 Double livr. cuisine, bain, tél.,
 parking, 1.500 F + ch. - 87-49-47.
 3 P., belle hauteur plafond, tout
 confort, 2.800 F net - 26-92-15.
 3 P., 100 m², vue unique sur
 PARIS MOITISOURIS. Cade-
 atelier d'artiste duplex 80 m²,
 caracène, 2 étages, grand sa-
 lon, salle à manger, ch. av. toil.,
 cuisine équip. bain, 2 balcon-
 de 40 m², mezzanine, chambre à
 2 bns, terr. Tél. Loyer anc.
 1.100 P/mois reprise éven-
 de tout le mobilier et décoration.
 Tél. pour R.V. : 589-44-14.

16e, 7, RUE LALO - 5e étage,
 4 P., refait neuf, 92 m²,

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

Le groupe Printemps-Prisunic annonce huit à neuf cents suppressions d'emplois

Le groupe Printemps-Prisunic (un des premiers ensembles de grands magasins et de magasins populaires, avec un chiffre d'affaires consolidé de 5,5 milliards de francs en 1975) vient d'annoncer sa décision de réduire ses effectifs de 800 à 900 personnes. Le groupe emploie 22 000 personnes, dont 4 000 à temps partiel. Selon la direction, les licenciements « pourraient ne concerner que des catégories de personnel proches de la retraite » et les réductions d'emplois n'auraient pas le personnel au contact avec le client, sauf exception. Au magasin de Créteil, la réduction de la surface par fermeture du troisième niveau conduira à 120 suppressions d'emplois (sur 400), tandis que le supermarché de Roissy 2, fermé, sera remplacé par le Prisunic de Roissy 3. Le syndicat C.F.D.T., de son côté, fait état, outre 900 licenciements, du départ d'un mil-

lier de personnes proches de la retraite et de « 300 départs volontaires qui seront, en fait, des démissions forcées ». Cette décision, intervenue après plusieurs départs de responsables de la direction générale. Après M. Georges Saccoman, qui dirigeait la branche grands magasins, après M. Jacques Petit, responsable des magasins populaires, c'est M. André Lantier, directeur général adjoint du groupe, qui quittera ses fonctions le 30 avril prochain. Pour venir renforcer l'équipe dirigeante, M. Bertrand Mouz, cherche un homme : après le refus de M. Jacques Mévouzet, ancien directeur général du Crédit agricole, chargé par le gouvernement d'une mission d'examen du système des montants compensatoires agricoles de la C.E.E., il a sollicité le concours de M. Jean-Jacques Delort, ancien administrateur général du groupe de presse Prouvost, qui n'a pas encore donné sa réponse.

COMMERCE EXTERIEUR

L'EXCÉDENT DES ÉCHANGES AGRO-ALIMENTAIRES FRANÇAIS DEVRAIT ÊTRE DE 3,5 MILLIARDS DE FRANCS

La France, second exportateur mondial de produits agro-alimentaires, doit encore accroître ses ventes à l'étranger, a indiqué, jeudi 13 janvier, M. André Rossi, ministre du commerce extérieur. Le solde net des exportations agro-alimentaires devrait atteindre 3,5 milliards de francs en 1976 (contre 4,3 milliards en 1975 et 10 milliards en 1974). L'objectif du VII^e Plan étant un excédent net de l'ordre de 20 milliards de francs. Une marge de progression est possible, malgré les résultats déjà enregistrés, en raison notamment d'une élévation générale du niveau de vie, en particulier dans les pays de l'Est.

D'après M. Rossi, la définition d'une véritable politique d'exportation doit passer par la coordination entre les différents exportateurs afin d'éviter les doubles emplois et les rivalités préjudiciables à chacun. Le gouvernement apportera un appui sans équivoque à l'industrie agro-alimentaire à enfin assuré M. Rossi.

La société Voyer est remise à flot

La société Voyer, spécialisée dans les charpentes métalliques, qui avait connu de sérieuses difficultés en juillet 1975, est remise à flot. Après plusieurs tentatives infructueuses, et au terme de négociations « extrêmement difficiles », un plan de redressement approuvé par les pouvoirs publics a été homologué le 10 janvier par un jugement du tribunal de commerce de Paris. Aux termes de ce plan, l'actionnaire principale (50 %), la société britannique Norcor, et le groupe Senelle, à Maubeuge, prêtent 10 millions de francs à long terme sans intérêts jusqu'au début de 1978, rémunérés à 6 % au-delà et éventuellement incorporés au capital. Ce même capital est porté de 15,5 millions de francs à 23 millions de francs par un apport en espèces de Norcor, puis réduit de 90 % afin d'absorber une partie des dettes, la participation de Norcor étant alors cédée pour 1 franc à un séquestre. Les banques abandonnent 50 % de leurs créances à court terme, soit 13,8 millions de francs, et les fournisseurs 40 %, soit 10,4 millions de francs, le solde étant remboursé respectivement sur huit ans à partir de 1979 et en deux échéances d'ici à 1978.

Les échéances des prêts à moyen et à long terme sont reportées au-delà de 1979, au niveau de 18,2 millions de francs, de même que celles des dettes à caractère fiscal et parafiscal, pour un montant de 15,5 millions. Les pouvoirs publics ont donné

leur accord quant à la garantie par la COFACE de 44,3 millions de francs acceptés par la filiale africaine Ibetex, qui pourrait ainsi être réactivée et alimenter la trésorerie de l'entreprise. Enfin, le bilan a été réévalué à hauteur de 23 millions.

M. Hornus, le nouveau président, se montre optimiste sur l'avenir de Voyer, et se fixe pour objectif de retrouver en 1977 le chiffre d'affaires de 1975 (environ 300 millions de francs), tout en rétablissant l'équilibre du compte d'exploitation à la fin de cette année et celui du bilan fin 1978. Le plan adopté le 10 janvier prévoit le plein emploi du personnel actuel (1 200 personnes), dont 700 à Tours, contre 1 600 il y a deux ans), et la réduction de 50 % à 30 % de la part de la charpente métallique dans le chiffre d'affaires, au profit des engins de manutention (ponts roulants, etc.) et des activités d'entreprise. La marche de l'entreprise a pu être maintenue et le carnet de commandes renouvelé malgré dix-huit mois de crise marquée par la nomination d'un administrateur ad hoc, M. Chassagnon, en juillet 1975, la suspension provisoire des poursuites en octobre 1975, le dépôt d'un premier plan de redressement en janvier 1976 et la nomination de trois présidents successifs. L'un d'eux, M. Revel, avait été écarté en mai 1976 pour abus de biens sociaux, et graves irrégularités dans la gestion de filiales africaines.

EMPLOI

LA GRÈVE DES ÉLECTRICIENS C.G.T., C.F.D.T. ET F.O. ENTRAÎNERA DES COUPURES LE 1^{er} FÉVRIER

Les fédérations des électriciens et gaziers C.G.T., C.F.D.T. et F.O. réunies le 19 janvier ont décidé d'appeler à une grève de vingt-quatre heures pour le mardi 1^{er} février. Des coupures de courant sont à prévoir entre 9 h. 30 et 11 h. 30 et entre 14 h. 30 et 16 h. 30.

La C.F.D.T. et la C.G.T. avaient d'abord envisagé la date du 25 janvier pour cette grève qui aurait ainsi ouvert la semaine d'action des deux confédérations (le 26 à la S.N.C.F., le 27 dans la fonction publique avec toutes les autres organisations dans ce secteur et le 31 dans les charbonnages). Elles ont repoussé la date d'une semaine à la demande de l'Union ouvrière. La C.F.T.C. et les cadres U.N.C.M.-U.C.T. ne participeront pas à la grève, car elles estiment que les dernières propositions de la direction de l'E.G.E.F. peuvent constituer une base de discussion. C'est parce qu'elles jugent le projet insuffisamment satisfaisant (il pourrait comporter une augmentation du pouvoir d'achat de 1 % maximum pour 1977, au lieu de 2 % en 1976) que les trois autres fédérations l'ont grévée.

A la R.A.T.P. le principe d'un arrêt de travail a été décidé par la C.G.T., F.O. et la C.F.D.T.

Une campagne d'action contre le chômage sera lancée, le 15 février, par la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. Elle comportera des initiatives diversifiées dans tout le pays qui seront arrêtées localement.

AMISE AU POINT. — Dans l'article consacré dans le Monde du 13 janvier, aux difficultés de l'emploi à Decazeville et dans l'Aveyron, notre correspondant régional faisait allusion aux inquiétudes que entretenaient dans la région les rumeurs de rachat par Renault-Machines-outils de l'usine Forest, de Capdenac (groupe Ratier-Forest). La direction de l'entreprise dément formellement cette éventualité et nous précise que « l'usine de Capdenac dispose d'un carnet de commandes qui couvre son activité pour les deux années à venir » et que « le personnel de l'usine se trouve assuré d'un plein emploi pour la période considérée ».

ral de F.O. a rappelé qu'il ne s'agissait pas l'échec du plan Barre, mais l'échec du gouvernement à mettre en œuvre le plan. Il a déclaré, à-t-il déclaré, et M. Barre commettait une erreur en provoquant le blocage général de la société, que « les contrats de la fonction publique ou les conventions collectives du secteur privé ».

La C.G.T. ne participera pas au Colloque national sur l'emploi des jeunes que le C.N.P.F. doit tenir au printemps, « avec le C.N.P.F. la C.G.T. n'a pas à collaborer, mais à négocier », a déclaré M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., le 19 janvier.

Il a rappelé l'accord tacite qui lie le patronat au gouvernement pour une poursuite de l'austérité, une aggravation du chômage et le recul de la protection sociale.

SOCIAL

P.T.T.

Des syndicalistes critiquent la façon dont a été gagnée la bataille des chèques postaux

Il y avait eu en janvier 1976 aux chèques postaux deux millions d'opérations en retard à cause des fêtes de Noël et du Jour de l'an. La situation est parfaitement normale cette année : « Grâce à l'automatisation », déclare la direction des services financiers des P.T.T. « Malgré l'automatisation », rétorquent les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., qui viennent, au cours d'une conférence de presse, dénoncer les conditions de travail et la course à la productivité qui sévissent, selon eux, dans les centres parisiens de chèques postaux.

Pour les syndicalistes, le bilan d'un an d'automatisation dans les centres de chèques est négatif. Certes, la durée hebdomadaire de travail a été abaissée de trente-six à trente-cinq heures, mais les effectifs parisiens sont tombés en quelques années de douze mille à six mille et la direction souhaite encore les réduire.

L'administration répartit la charge de travail « en fonction de l'ordinateur » et les employés sont déplacés d'un service à l'autre. « Nous dénonçons cette polyvalence, fruit de la course à la productivité », déclarent la C.G.T. et la C.F.D.T. Nous dénonçons aussi les cadences et le contrôle de notre rendement. La discipline inflexible de l'encadrement et le « mouchardage » permanent des calculateurs nous réduisent au rôle de manœuvres de l'ordinateur.

Les syndicats affirment avoir contraint la direction à renoncer à poursuivre une « politique de polyvalence ». Ils annoncent des arrêts de travail destinés à rap-

peier leurs revendications : la retraite à cinquante-cinq ans, une cinquième semaine de congés payés et la fermeture des centres de C.C.P. le samedi.

Ordinateur et personnel

Pour M. Charles Bisset, directeur des services financiers, les avantages de l'ordinateur ont été équitablement répartis entre le personnel et des économies de personnel : « Si nous avions continué à traiter les chèques de façon manuelle, nous devrions aujourd'hui avoir, au niveau national, 34 000 employés, dit-il. Si nous avions appliqué l'automatisation à plein, nous pourrions nous contenter de 17 000 agents. Nous avons coupé la porte en deux : nous comptons 25 000 employés. Par ailleurs, nous avons réduit le travail à trente-cinq heures, et les agents disposent de deux semaines sur trois ».

Le directeur des services financiers reconnaît que l'ordinateur a rendu certaines tâches monotonieuses : « Nous étudions la possibilité d'associer le personnel à un certain enrichissement des tâches », déclare-t-il. Je consulterai les organisations syndicales, lorsque je serai en mesure de faire des propositions précises.

M. Bisset estime que l'automatisation a contribué à améliorer le service rendu à l'usager, puisque les réclamations pour fautes d'imputations ont diminué, dans toute la France, de 37 % en 1976. D'autre part, soixante et un mille comptes supplémentaires ont été ouverts l'an dernier (+ 0,8 %).

CONJONCTURE

EN DÉPIT D'UNE AUGMENTATION DES FAILLITES

Les chefs d'entreprise retrouvent un certain optimisme

Le mauvais vent qui soufflait depuis quelques mois sur l'économie française est-il en train de tourner ? Divers signes incitent à un certain optimisme : à un moindre pessimisme, devrait-on plutôt dire dans la mesure où certains points noirs (chômage, faillites d'entreprises, déficit du commerce extérieur) ne semblent pas près de disparaître.

Au chapitre des éléments encourageants, la dernière enquête de conjoncture que la Banque de France a menée début janvier. Elle montre que « la tendance à l'amélioration du climat des affaires s'est confirmée. Les chefs d'entreprise envisagent l'avenir avec davantage de confiance. » La Banque de France ajoute que les résultats financiers des firmes seront moins mauvais qu'on ne le craignait il y a quelques temps. Du coup, les entreprises comptent accélérer les mesures de réduction de leurs coûts et d'amélioration de leur rentabilité qu'elles ne prévoyaient que pour plus tard. Un autre sondage, réalisé lui aussi début janvier par la SEPRAC pour notre confrère l'Usine nouvelle, met notamment en lumière une légère reprise des investissements. Pourtant, les experts continuent

siècle ralentissement de la consommation des ménages.

Autre élément positif : les prix semblent se ralentir. L'indice du coût de la vie en décembre, qui sera connu dans une semaine, sera sûrement bon, peut-être même très bon (les premiers calculs donnent une fourchette de 0,3 à 0,5 %). Du coup, la hausse des prix pour 1976 restera inférieure à 10 %, ce qui, sur le plan psychologique, n'est pas sans importance. Janvier, grâce à la baisse de la T.V.A., qui, aux vues des premiers sondages effectués dans le commerce, semble très bien appliquée, devrait connaître une hausse d'environ 0,5 %. Ainsi, l'augmentation du coût de la vie sera-t-elle en deux mois inférieure à ce qu'elle était, il y a quelque temps, en un seul mois.

En ce qui concerne les coûts salariaux, il faudra attendre le printemps pour se voir si les industriels respectent les consignes de M. Barre qui a demandé les augmentations de salaires ne dépassant pas 6,5 % en 1977. Mais dès maintenant, le premier ministre réagit vivement aux « débordements » qui lui sont signalés. Alain Madelin a fait savoir de façon officielle que quatre entreprises, qui avaient « très largement » dépassé la norme des 6,5 %, seraient non pas sanctionnées comme il a été dit à tort — le gouvernement n'en a ni le droit ni les moyens — mais « mis à l'arrêt ».

Cela se traduira, selon nos informations, par des refus de crédits publics (prêts du Trésor), de marchés publics et par des négociations plus dures en matière d'autorisation de hausses de prix. Cela dit, le problème est toujours posé : comment les pouvoirs publics pourront-ils sanctionner les dépassements s'ils se produisent ?

L'industrie est pourtant loin d'être générale. L'INSEE vient de publier les statistiques concernant les faillites d'entreprises qui ont recommencé à augmenter fortement à la fin de l'année dernière. De même, le taux de croissance de notre économie sera-t-il très insuffisant pour empêcher le chômage d'augmenter. Il y a là un problème grave, qui pourrait remettre en cause le plan Barre, au printemps, sous une forme qu'on peut facilement imaginer.

ALAIN VERNHOLES.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Fr. suisses	Fr. français
48 heures...	4 1/4	5 1/4	4 1/4	5 1/4
1 mois...	4 3/4	5 3/4	4 3/4	5 3/4
3 mois...	5 1/2	6 1/2	5 1/2	6 1/2
6 mois...	5 1/2	6 1/2	5 1/2	6 1/2
1 an...	5 1/2	6 1/2	5 1/2	6 1/2

FAITS ET CHIFFRES

Syndicats

M. ANDRÉ BERGERON s'est prononcé « sur la nécessité d'élaborer un nouveau système de financement de la Sécurité sociale ne reposant pas seulement sur les salaires mais tenant compte du volume de production et du chiffre d'affaires », lors d'une conférence devant les journalistes du Club de la Presse à Rennes, mercredi 19 janvier.

Après avoir souligné la dégradation de la situation de l'emploi qui contredit les propos optimistes de M. Giscard d'Estaing, le secrétaire gé-

ral de F.O. a rappelé qu'il ne s'agissait pas l'échec du plan Barre, mais l'échec du gouvernement à mettre en œuvre le plan. Il a déclaré, à-t-il déclaré, et M. Barre commettait une erreur en provoquant le blocage général de la société, que « les contrats de la fonction publique ou les conventions collectives du secteur privé ».

La C.G.T. ne participera pas au Colloque national sur l'emploi des jeunes que le C.N.P.F. doit tenir au printemps, « avec le C.N.P.F. la C.G.T. n'a pas à collaborer, mais à négocier », a déclaré M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., le 19 janvier.

Il a rappelé l'accord tacite qui lie le patronat au gouvernement pour une poursuite de l'austérité, une aggravation du chômage et le recul de la protection sociale.



Valais-Suisse

A THYON 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver. Promenades, tennis, piscine, etc. Ski sur 4 vallées. Vue panoramique 320°. Ensoleillement unique. Accès de Sion (arrêt du train TCE Paris-Milan et aéroport).

La seule station avec circulation automobile souterraine!

Studios, appartements 2, 3, 4, 5 et 6 p. à partir de FS 88 000.—

Service de location à disposition de chaque propriétaire

VENTE AUX ÉTRANGERS AUTORISÉE

Venez nous rendre visite ou écrivez-nous!

THYON-PROMOTION SA

CH-1973 Thyon (Suisse) Tél. 38 363 OURST CH

• Nom	Prénom
• Lieu/Ville postal	
• Tél. privé	Tél. prof.

4,10 m de plafond dans un studio.

Attention: ne tombez pas du lit!

"24 Arthur Rozier" à 300 mètres du Parc des Buttes Chaumont, des studios et des deux pièces vastes, calmes, et dont la hauteur sous plafond vous réserve une bonne surprise. Des studios qui sont plus que des studios, en plein Paris dans un environnement où la qualité de la vie reste une réalité.

Appartement témoin et bureau de vente sur place 24, rue Arthur Rozier - 75019 PARIS. Ouvert tous les jours de 14 h à 19 h 30.

"24 Arthur Rozier". Une conception très rentable.

39, rue de Courcelles - 75008 PARIS. Tél. : 766.13.14.

CMÉNISME
uent la semaine de la

SPORTS

FISCALITÉ

**LES ARTISANS ET LES PETITS
COMMERCANTS SONT FAVO-
RISÉS PAR L'INSTAURATION
DE LA TAXE PROFESSION-
NELLE.**

Le remplacement de la patente par la taxe professionnelle, qui a soulevé les protestations de nombreux assujettis du fait d'un relèvement parfois très important de leurs cotisations, favorise les artisans et les petits commerçants. C'est ce qui ressort d'une enquête par sondages réalisée en septembre dernier par les services du ministère de l'économie et des finances dans 49 406 établissements.

belles que le maïs ou le soja, dont le Vigneron prévoit le développement dans cette région, qui aiment l'irrigation. On a substitué à cela l'arrachage volontaire d'environ 10 000 hectares en cinq ans. Les maïs mûrissent en septembre à l'ensemble du vignoble français, il est probable qu'elles seront mises en pratique prioritairement par les viticulteurs des Charentes, toutes terres frappées par une crise de surproduction de cognac (*Le Monde* date 9-10 janvier).

La qualité des vins ? M. Bentegeac avait proposé que les vins n'aient plus hors du Languedoc-Roussillon ne soient pas enrichis avec du sucre de betterave ou de canne, mais seulement par concentration ou avec du sucre de raisin. Nul doute que ce soit la solution la plus réaliste, qui aurait été une révision déclinatoire pour la quasi-totalité du vignoble français. En outre, le gouvernement n'a-t-il pas cédé à la tentation de vouloir séduire le pouvoir d'achat en voulant décourager les « vins industriels » de coupage ? En ne prenant pas les moyens d'éliminer les vins de petite degrés et faibles en couleur, les pouvoirs publics ont encouragé le marché des vins qui, de toute façon, devront être coupés.

l'organisation de la mise en marché et de la commercialisation ? Le gouvernement s'appuie sur les groupements de producteurs, mais le rôle de ces derniers est intégré. Mais, actuellement, les viticulteurs qui vinifient en cave particulière — minoritaires en nombre, mais majoritaires par rapport au traitement — ne cherchent à se démarquer des coopérateurs, souvent accusés de céder à la facilité.

Reste à savoir si ces mesures prises en ces trois dernières années, au cours de laquelle la surproduction a entraîné l'effondrement des cours, ont permis de centrer par les importations à bas prix. En dépit des déclarations du gouvernement, rien ne permet de dire que les cours des vins de France aient atteint des minimaux fixés par des accords interprofessionnels si les cours des vins étrangers se révèlent nettement plus élevés. Si, en outre, la quantité des vins importés n'est pas à cet égard une arme dissuasive efficace.

En renouant une nouvelle fois avec les dispositions courageuses, qui entraîneraient la course au degré-hectolitre, pour redresser

ser l'économie viticole meridionale, le gouvernement laisse s'amonceler les lourds nuages de la crise sur le Languedoc-Roussillon. Car, quoi qu'en dise le communiqué du conseil des ministres, cette région n'a pas de solution de rechange industrielle à la quasi-monoculture de la vigne.

● + 11 % pour l'industrie (plus de dix salariés).

● - 53 % et - 62 % respectivement pour les artisans et les commerçants employant moins de trois salariés.

● Les baisses profitent à 62,5 % des 2 200 000 établissements passibles de la taxe professionnelle, 22 % ont eu à acquitter un montant de taxe inférieur de plus de 75 % à la collation de patente, et à l'intérieur de ce pourcentage, 29 % des artisans et 39 % des commerçants en détail ont bénéficié d'un tel allègement des trois quarts.

● Les hausses s'appliquent à 30,2 % de redevables; 6,6 % des établissements voient leur cotisation doubler, ou davantage, cette proportion atteignant 11,4 % pour les professions libérales et 18 % pour l'industrie.

ÉNERGIE

**LE CHAH D'IRAN ESTIME QUE
LE ROI KHALED ET M. YAMANI
SONT EN DÉSACCORD SUR LA
POLITIQUE PÉTROLIÈRE SAO-
UDITE.**

Interrogé, le 19 janvier, par Antenne 2, sur les problèmes posés à son pays par le double prix du pétrole, le chah d'Iran a estimé « possible » une réduction de la production iranienne de 25 %, reconnaissant que cela mettrait en péril l'équilibre financier de son pays. « pour un temps très court ».

Le souverain iranien a estimé que la modération dont fait preuve l'Arabie Saoudite à Doha révélait un désaccord entre le roi Khaled et le ministre du pétrole, M. Yamani. « Si ce dernier a pratiqué cette politique, d'après mes rapports, cela ne correspond pas à la politique du roi d'Arabie », a précisé le chah.

Insistant sur « la ligne modérée » de son pays en matière pétrolière, le souverain a affirmé qu'une surproduction saoudienne, si elle devait entraîner une chute des exportations iraniennes, « serait un acte d'agression contre nous ». L'Iran serait alors obligé de réduire ses dépenses publiques. « Mais si nous sommes obligés d'aller si loin, a menacé le souverain, nous envisagerons une révision complète de notre politique ».

● **Quatre compagnies européennes** se partagent le supplément de la production pétrolière d'Arabie Saoudite, indique le *Petroleum Intelligence Weekly*, Shell, British Petroleum, la Compagnie française des pétroles et l'ENI sont les plus souvent citées, mais seule la Shell aurait confirmé avoir été ainsi sélectionnée.

Ces quatre nouveaux clients se partagent environ 1 million de barils par jour avec deux des membres de l'Aramco, Exxon et Mobil.

VENDR. 21. SAMEDI 22 JANVIER
Bilan de la social-démocratie
en Europe
(Débat sur les projets économiques de la gauche française)
avec
J. Delors et J.-C. Casanova
et des représentants
des organisations patronales
et syndicales
Inscriptions :
CEPRI, 30, rue Cabanis,
PARIS-14° - Tél. 336-04-41

**UNE BOMBE
DANS LE BORDELAIS**

36 dégustateurs Français, Belges, Suisses et Anglais, 650 bouteilles de grands Bordeaux.

Peut-être le banc d'essai du siècle qui met en tout cas à l'épreuve le sacro-saint classement de 1855 et remet à leurs vraies places certaines réputations injustifiées.

**Le Nouveau Guide
Gault-Millau**
de janvier
chez tous les marchands
de journaux.

CEST FACILE

JOUEZ AU LOTO

Notices à votre disposition
chez les dépositaires

Anglais
dans l'intimité

par petits groupes
6 personnes... pas plus.
4 h. de cours par semaine
pendant 3 mois.
Anglais, Allemand, Italien
(possibilité de séjours linguistiques)

AGORA, 10, r. Le Sueur, Paris-10^e
Tél. : 50-15-53

le journal mensuel de
documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur

LE POUVOIR FINANCIER

Lucien TRICHAUD

**L'ANIMATION
ET LES HOMMES**

Société ou civilisation ?
Nous sommes tous concernés.

Par l'auteur de
" L'EDUCATION POPULAIRE
EN EUROPE ".

1 vol., 272 p. FF. 38,00

EDITIONS SYNCHRO
166 bis, rue Cardinet,
75017 PARIS

La Picardie:

révisez votre géographie économique

Saviez-vous que la Picardie commence à Roissy-en-France et finit tout là-haut, sur les rives de la Manche et à la frontière belge? Saviez-vous que la Picardie c'est l'Aisne, l'Oise et la Somme réunies? De Beauvais à St-Quentin, d'Abbeville à Château-Thierry?

Saviez-vous enfin que la Picardie, région traditionnellement agricole s'est considérablement industrialisée? Qu'au milieu des terres cultivées et comme nourries par elles, ont germé et grandi d'importantes conserveries, sucreries et usines textiles?

Que la chimie, la construction électrique, le verre et la sidérurgie y sont représentés par les plus grands noms de l'industrie française comme en témoignent les nombreuses zones industrielles de la Région.

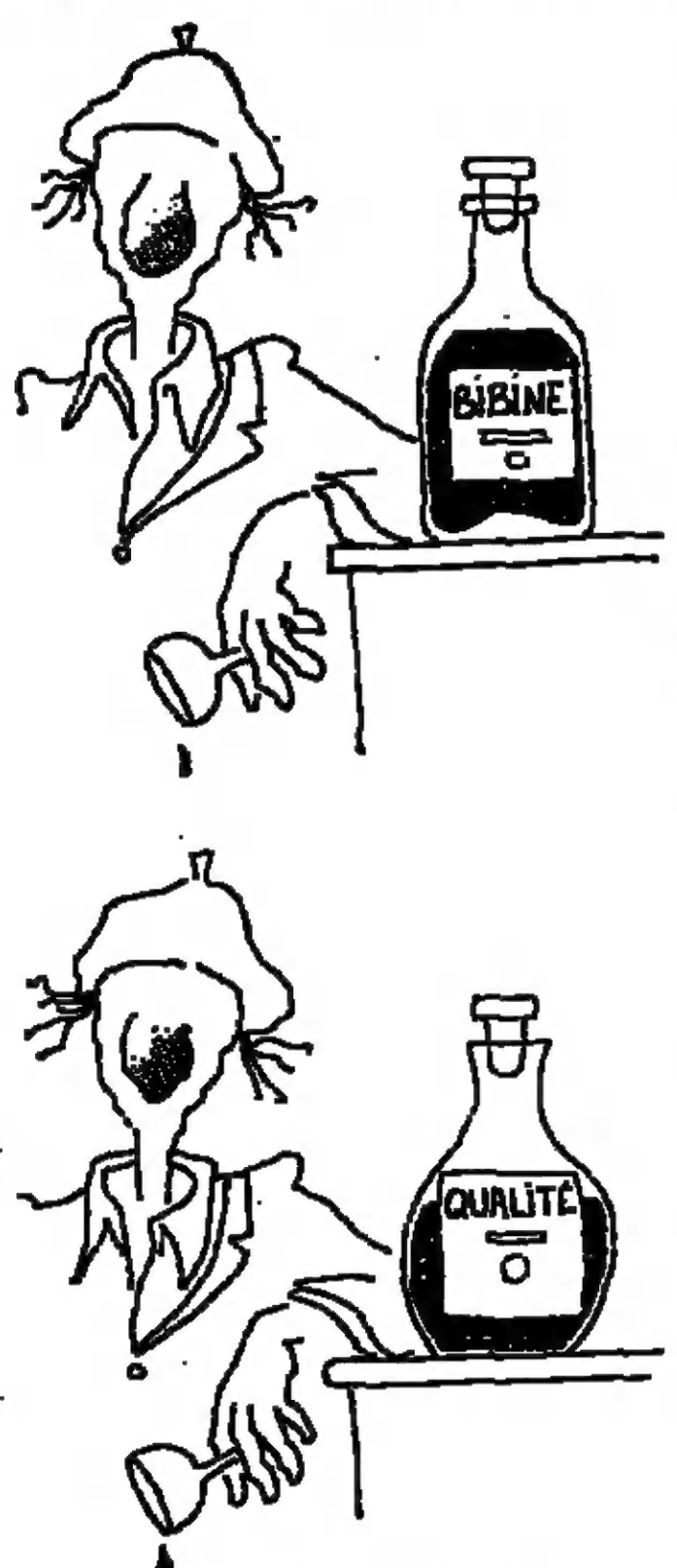
C'est vrai. La Picardie a bien changé... Vieille

terre d'invasion elle est aujourd'hui un carrefour moderne des chemins de l'Europe du Nord par les autoroutes A1, A2, A4, (bientôt A26 et A16), par ses voies fluviales et ferroviaires qui la relient à la région parisienne.

Cer nouveau économique de la Picardie, il s'exprime aujourd'hui par le nombre grandissant de ses universités et de ses écoles techniques; signes évidents d'un rajeunissement de la population. Par sa démographie active, la Picardie est une des plus jeunes régions de France et c'est là l'essentiel.

Il nous suffirait de vous dire cela, à propos de la Picardie pour vous persuader que demain rien ne se fera complètement sans elle.

Établissement Public Régional de Picardie.



ENQUÊTE SUR LES CIRCUITS DE DISTRIBUTION DES FRUITS ET LÉGUMES

Un groupe de travail du ministère des finances mène actuellement une enquête sur le fonctionnement des circuits de distribution des fruits et légumes afin de déceler leur responsabilité ventuelle dans la flambée des prix constatée du 8 au 14 janvier dernier.

[Une enquête analogue avait été conduite en 1974, parallèlement à des recherches sur les circuits de la lande et des œufs, sans résultat.]

**VACANCES
ET
SÉJOURS
LINGUISTIQUES**

ALGERIE - RECENSEMENT DE LA JEUNESSE
ALGERIA - RECAPING - ITALY
ETATS-UNIS
JEUNES LYCEENS ET ETUDIANTS
4 FORMULES DE SEJOURS

Formule Culture-Langue : Rébergement en famille sélectionnée. Cours + activités sportives.

Formule Culture-Sport : Rébergement en famille sélectionnée. Cours + activités sportives.

Formule Culture-Sport + Voile, tennis, équitation : Rébergement en famille sélectionnée. N. cours, ni activités sportives.

Formule Spéciale STUDIANTS-ELEVES DU TERMINALE : Rébergement en famille sélectionnée. Cours + activités sportives + intensifs de langue.

Documentation gratuite sur demande à : CENTRE DES DEJOURS DE JEUNESSE, 12, rue Gabriel-Péri, 63000 CLERMONT-FERRAND. Tél. (73) 33-58-68.

Formulaires de demande gratuits : 75001 PARIS 9, tél. 26-63-60.

Bureaux LYON 22, rue de la République, 69001 LYON 2, tél. 42-53-58.

Le C.S.I.C. est une association de professeurs, de sportifs et de bénévoles. Le Comité d'Etat chargé de la Jeunesse et des Sports et le Commissariat Général au Tourisme sont impliqués dans l'organisation des séjours linguistiques.

Veuillez, sans engagement, m'envoyer votre documentation générale
 sur les séjours à l'étranger
 M., Mme, Mlle
 Profession
 No Rue
 Code Postal

A V

Le Monde

UN JOUR
DANS LE MONDE2-3. M. CARTER PREND
SES FONCTIONS
DE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

4-5. PROCHE-ORIENT

5. ASIE

5. AFRIQUE

NAMIBIE : la conférence de

Windhoek examine un projet

de Constitution.

6-7. EUROPE

LE DÉBAT SUR L'ÉLECTION

DU PARLEMENT EUROPÉEN :

Deux points de vue sur l'élec-

tion de la région de Strasbourg

par Maurice

Druon, de l'Académie fran-

çaise : « Une très vieille

question », par Bernard

Russett.

TCHÉCOSLOVAQUIE : plu-

sieurs signataires de la

Charte 77 perdent leur

ampli.

YUGOSLAVIE : M. Bi-

ditch, chef du gouvernement

fédéral, a trouvé la mort dans

un accident d'avion.

8-10. POLITIQUE

La réunion du conseil des

ministres.

La candidature de M. Chirac

à la mairie de Paris.

11. D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Les déclarations de M. Chi-

raco-Delmas après sa élec-

tion à la présidence du conseil

régional d'Aquitaine.

12-13. CONCORDE : UN AN

D'AVENTURE SUPERSONIQUE

13. ÉQUIPEMENT

Après la grève des ouvriers de

Livres parisiens.

LE MONDE DES ARTS
ET DES SPECTACLES

PAGES 15 A 20 ET 26 A 29

Le neuvième concours de

chorégraphie de Bagnolet.

Le palais social de Godin.

Théâtre en exil : Maria Fi-

gar, à la recherche des voix

mortes.

Beaubourg en question.

LE MONDE DES LIVRES

PAGES 21 A 24

LE FEUILLETON de Bertrand

Poiret-Delpech : « Les Vingt

Ans du jeune homme vert »,

de Michel Dron.

LITTÉRATURE ITALIENNE : Sa-

viano, Sciascia et Montale.

Reportage : un éditeur arti-

san, René Rougerie.

30-31. JUSTICE

Patrick Henry devant les

assises de l'Aube.

L'affaire de Broglie.

32. ÉDUCATION

Une modification des rythmes

scolaires ?

32. DÉFENSE

Nominations militaires.

38-41. LA VIE ÉCONOMIQUE

ET SOCIALE

AFFAIRES : le Printemps an-

nonce la suppression d'environ

neuf cents emplois.

Le débat sur les nationalis-

ations (III), par Jean-Denis

Bredin.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (14)

Annonces classées (34 à 37)

Bibliothèque d'enseignement (38)

Carnet (39) : Aujourd'hui (38)

Journal officiel (38) : Loterie

nationale (38) : Loto (38) : Mé-

técologie (38) : Mots croisés

(38) : Sources (48).

Le numéro du « Monde »

daté 19-30 janvier 1977 a été

tiré à 630 029 exemplaires.

SÈVRES
"33"PULL-OVERS
DE MARQUES
EN SECOND CHOIX33, rue des Sèvres, Paris
tél. : 543.66.73

A B C D E F G

Au Kremlin-Bicêtre, les élèves du C.E.T.
reprennent le travail
après quinze jours de grève

La vie commence demain...

« La vie commence demain », lit-on en entrant à la « cité scolaire Darius-Milhaud », un collège d'enseignement technique d'État et un lycée intercommunal inaugurés, en novembre, au Kremlin-Bicêtre par M. Georges Marchais, député du Val-de-Marne. En fait, cette rentrée, moult dans la brume, semble incomplète car, au lycée C.E.T. Darius-Milhaud, la vie scolaire normale est toujours remise à demain depuis la rentrée. Celle-ci a eu lieu en septembre avec quelques jours de retard, dans un chantier en pleine activité.

Après l'affaire Abou Daoud, la vie scolaire au lycée C.E.T. Darius-Milhaud est problématique. Il est cependant prévu que M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, ira dans ce pays le 7 février. Le 8 février, d'autre part, le ministre français des affaires étrangères sera l'occasion de rencontrer à Bruxelles son collègue israélien, M. Allon, qui vient d'être élu à la présidence de la Communauté européenne. L'éventualité d'un tel accord se pose à la fois, qui décide de la visite en Israël de M. de Giscard d'Estaing, qui, de toutes façons, se rendra dans les pays arabes.

en face du lycée, mais il faut trouver les « créneaux » horaires appropriés. Ce n'est pas facile, surtout lorsque onze classes de seconde et cinq classes de C.E.T. n'ont que deux professeurs d'éducation physique, dont l'un à mi-temps.

Le 3 janvier, le matériel attendu n'est toujours pas arrivé. Des livraisons faites au cours de la semaine précédente avaient dû, toutes d'un coup, sur place, être déchargées sur les malins de Villefranc ou de Gantilly — les communes qui, avec Arcueil et La Courneuve, ont aussi financé la construction de la cité scolaire. A ces contre-temps se seraient ajoutées des ruptures de stock chez les fournisseurs. Ce sont les élèves, cette fois, qui décident de se mettre en grève. Au lycée, elle dure une semaine. Au C.E.T., où le manque de matériel accente encore le « ras-le-bol » d'élèves qui se savent « en fin de parcours », la grève dure quinze jours, jusqu'au 19 janvier. Ce jour-là, des délégués des élèves, des parents et des professeurs ont manifesté devant le ministère de l'Éducation, rue de Grenelle, « pour marquer le coup ». Les élus communistes ont fait comprendre qu'il faut savoir terminer une grève. Le matériel continue à arriver : la vie reprend aujourd'hui à la cité scolaire Darius-Milhaud.

R. C.

LE MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
SE RENDRA AU PROCHE-ORIENT
LE 17 FÉVRIER

M. de Giscard d'Estaing projette de partir le 17 février pour le Proche-Orient. Il ira successivement au Liban, en Syrie, en Jordanie et en Égypte. Au cours d'un second voyage, il doit se rendre en Israël et en Palestine. Le ministre des affaires étrangères se rendra pour des entretiens sur le problème du Proche-Orient. Tel est, en effet, l'objet principal de ces visites chronométrées aux pays du Moyen-Orient. Le conflit israélo-arabe. C'est ce qui le différencie des visites fractionnées que furent MM. Joffe et Sarragaglia dans l'ensemble du Proche-Orient, et qui étaient destinées d'abord à resserrer des liens bilatéraux.

Après l'affaire Abou Daoud, la vie scolaire au lycée C.E.T. Darius-Milhaud est problématique. Il est cependant prévu que M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, ira dans ce pays le 7 février. Le 8 février, d'autre part, le ministre français des affaires étrangères sera l'occasion de rencontrer à Bruxelles son collègue israélien, M. Allon, qui vient d'être élu à la présidence de la Communauté européenne. L'éventualité d'un tel accord se pose à la fois, qui décide de la visite en Israël de M. de Giscard d'Estaing, qui, de toutes façons, se rendra dans les pays arabes.

A la Scala de Milan

M. CARLO MARIA BADINI
SUCCEDE A M. PAOLO GRASSI

M. Carlo Maria Badini a été désigné par le maire de Milan pour succéder à M. Paolo Grassi à la direction de la Scala. La nomination de M. Badini devrait être ratifiée à la fin du mois par le conseil municipal.

On sait que M. Grassi, qui avait une réputation de bon organisateur et un sens de la diplomatie, a été démissionnaire récemment après s'être vu offrir le poste de président de la R.A.I. (le Monde du 27 décembre 1976).

Le nouveau directeur de la Scala a une réputation de bon organisateur et un sens de la diplomatie. Il dirige depuis quinze ans le théâtre municipal de Bologne, sa ville natale. Agé de cinquante-deux ans, diplômé de lettres et de langues étrangères, entra au parti socialiste en 1965 et fut nommé six années plus tard assesseur au budget du conseil provincial de Bologne. Il passa ensuite à la direction de la Scala. Dans cette province d'Emilie-Romagne. En 1973, M. Carlo Maria Badini fut élu président de l'Association nationale des théâtres lyriques, succédant à Paolo Grassi. Il fait également partie de la commission spéciale de la Biennale. — R.S.

NOUVELLE FORMULE
DU QUOTIDIEN COMMUNISTE
« L'HUMANITÉ »

M. Roland Leroy, secrétaire du parti communiste, directeur de « L'Humanité », explique dans l'hebdomadaire de son parti « France nouvelle », le changement de formule du quotidien par la nécessité pour ce dernier de jouer son rôle décisif dans les combats actuels : « Nous ne pouvons pas nous satisfaire de la situation actuelle, le fait que des centaines de milliers de travailleurs de démocrates, d'électeurs communistes et de très nombreux membres du parti soient privés de son expression quotidienne, ne laisse pas indifférent dans « L'Humanité », voit une situation insatisfaisante et même, à la limite, dangereuse. »

M. Leroy explique par ailleurs que le format de « L'Humanité » ne change pas pour le moment en raison de questions techniques. Il précise, néanmoins, qu'une expérience va être tentée : de temps en temps nous encourageons dans « L'Humanité » un supplément exceptionnel en format tabloïd, qui pourra être consacré à une grande enquête, ou bien au compte rendu d'un grand événement de la vie du parti ou bien un reportage sur tel ou tel pays étranger. »

« L'Humanité » nouvelle formule paraîtra le 24 janvier. Les responsables du Journal ont prévu un tirage quotidien de 600 000 exemplaires.

**SOLDES
MEN SPORT**
La qualité
boutique rive gauche
à des prix
qui vous étonneront

MEN SPORT
L'HABILLEUR DE L'HOMME
18, rue de la Harpe, 18 (20.21)
Paris 5^e (Métro : Bastille)

modules
mobiliers d'organisation
entièrement
modulaires

modules
mobiliers d'organisation
entièrement
modulaires

modules
mobiliers d'organisation
entièrement
modulaires

LE MODE DE SCRUTIN « EUROPÉEN »

Le gouvernement a choisi la proportionnelle
sur le plan national, annonce M. de Giscard d'Estaing

Le gouvernement proposera au Parlement français que le mode de scrutin pour l'élection au suffrage universel direct de l'Assemblée européenne soit celui de la proportionnelle sur le plan national, a déclaré, mercredi 19 janvier, M. Louis de Giscard d'Estaing, ministre des affaires étrangères, au cours d'un déjeuner offert mercredi par la Revue des deux mondes, en présence de très nombreuses personnalités françaises et étrangères.

Le ministre a fait valoir que ce mode de scrutin permettrait d'éviter que l'unité nationale ne soit mise en cause et qu'il ne se produise un « dépeçage » de la France, comme le craignent certains des adversaires de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Il a aussi rappelé que « l'Assemblée européenne n'a aucun pouvoir pour imposer une décision quelconque à l'intérieur du territoire national ».

« PROCHE-ORIENT : à Grèce des relations qu'elle maintient et continue à maintenir avec chacun des pays de la région, y compris Israël », la France a de bonnes chances de pouvoir contribuer au règlement du conflit au Proche-Orient, a dit le ministre.

« L'affaire Abou Daoud a été exploitée contre la France d'une manière éhémère par des gens qui voulaient empêcher de jouer au Proche-Orient le rôle qui lui revient (...) Je constate que les clameurs commencent à

décroître. Je ne déconseille pas les voyages que j'ai l'intention de faire dans les pays du Proche-Orient concernés par le conflit, le Liban, la Syrie, la Jordanie, l'Égypte. J'ai aussi en Israël et le gouvernement israélien ne me rend pas la chose impossible. »

« LE « SOMMET » OCCIDENTAL : A propos du « sommet » des grandes puissances économiques occidentales proposé par M. Giscard d'Estaing, le ministre a indiqué qu'il serait l'occasion d'une « réflexion sur les initiatives à prendre pour sortir de la crise ». Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

« LA DISSENDEMENT DANS LES PAYS DE L'EST. — Interrogé sur la répression de la dissidence dans les pays de l'Est, le ministre des affaires étrangères a expliqué que les accords d'Élisabéth avaient suscité de grands espoirs « non seulement à l'Est, mais surtout à l'Ouest », et que les quelques cas de répression témoignaient des effets de ces accords. « Il est regrettable, a-t-il dit, que les mouvements de dissidents ne puissent pas s'exprimer dans certains pays de l'Est. Mais, a-t-il enchaîné, cela ne doit pas nous décourager de poursuivre dans la voie de la détente. Nous nous sommes gardés, a-t-il encore dit, de nous associer aux douces qui ont été émis sur le bien-fondé de la détente. C'est une dimension fondamentale de la politique extérieure de la France. »

Le choix du gouvernement
s'adresse aux opposants

Pour les partisans d'une Europe supranationale, en revanche, la liste nationale « coupera » complètement les élus « européens » de leurs électeurs. En assurant l'élection des têtes de liste choisies par les élus-majors des partis, ce mode de scrutin donnera un résultat acquis d'avance, ce qui, du même coup, réduira son intérêt politique.

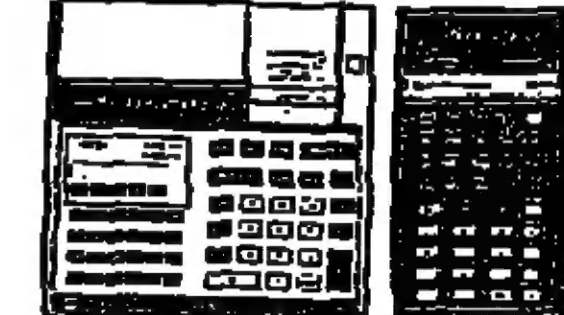
Pour le gouvernement, la proportionnelle sur le plan national est un inconvénient : elle équivaudrait à une sorte de référendum ou de super-sondage dont les résultats pourraient mettre en évidence un divorce entre le pouvoir et l'électorat. Cependant, en mai-juin 1978, date prévue pour les élections européennes, cet inconvénient sera limité puisque les élections législatives françaises auront eu lieu quelques semaines plus tôt.

D'après les arrangements intervenus entre les Neuf, chaque État choisit pour les élections européennes le mode de scrutin qu'il désire, cela jusqu'à ce qu'un accord intervienne sur « la procédure uniforme » prévue par le traité de Rome. — M. D.

Pour les partisans d'une Europe supranationale, en revanche, la liste nationale « coupera » complètement les élus « européens » de leurs électeurs. En assurant l'élection des têtes de liste choisies par les élus-majors des partis, ce mode de scrutin donnera un résultat acquis d'avance, ce qui, du même coup, réduira son intérêt politique.

Pour le gouvernement, la proportionnelle sur le plan national est un inconvénient : elle équivaudrait à une sorte de référendum ou de super-sondage dont les résultats pourraient mettre en évidence un divorce entre le pouvoir et l'électorat. Cependant, en mai-juin 1978, date prévue pour les élections européennes, cet inconvénient sera limité puisque les élections législatives françaises auront eu lieu quelques semaines plus tôt.

D'après les arrangements intervenus entre les Neuf, chaque État choisit pour les élections européennes le mode de scrutin qu'il désire, cela jusqu'à ce qu'un accord intervienne sur « la procédure uniforme » prévue par le traité de Rome. — M. D.

Texas-Inst. ou
Hewlett-Packard?

Rockwell, Commodore ou ?

Duriez sait

quelle calculatrice vous ira.

S

I vous êtes profane et cherchez

une bonne petite calculatrice

opérationnelle, fiable et durable,

c'est chez Duriez que vous la

trouverez.

Si vous êtes un scientifique émérite

et vous trouvez pas de marque ni

de modèle. Beaucoup de machines

sont excellentes (log., expo., racines,

Nième, et puissance, etc.). Mais il faut demander

conseil aux spécialistes de Duriez.

Si vous êtes chef comptable, Duriez

vous offre en discount les meilleures

machines imprimantes, silencieuses,

écrites avec mise en pages automa-

tique sur mesure.

Duriez : 132, bd Saint-Germain,

tél. : 239.61.31, ouvert, sept jours,

de 9 heures à 19 heures.

DISCOUNT TEXAS (sur demande)

5 % sur toute la gamme

Texas Instrument, normis SR 60 et

montres.



L'ÉTÉ PASSÉ L'HIVER AU BYBLOS
phone: (94) 9700.04 / télex: 470.235 à S¹ TROPÉZ

DE LA CENSURE
EN INDE
ET LIBÉRATION
DES PRINCIPAUX
DÉTENUS POLITIQUES

Carter veut insuffler
20 pagesLa morale
des politiques
à l'insouciance

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Les réformes
bénéficiaires

Les réformes bénéficiaires. Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.

Le président Carter a déclaré, mercredi 19 janvier, que la morale des politiques à l'insouciance. Il a ajouté que le mois de mai avait été accepté, en principe, pour cette réunion par le président Carter.